

CETTE SEMAINE

Dix-septième année — Apériodique — hiver 2008 — n°97 — Prix libre ou abonnement



En France, le culte mystique de l'autorité, l'amour du commandement et l'habitude de se laisser commander ont détruit dans la société, aussi bien que dans la grande majorité des individus, tout sentiment de liberté, toute foi dans l'ordre spontané et vivant que la liberté seule peut créer. Parlez-leur de la liberté, et ils crieront aussitôt à l'anarchie ; car il leur semble que du moment que cette discipline, toujours oppressive et violente, de l'Etat, cessera d'agir, toute la société doit s'entredéchirer et crouler. Là gît le secret de l'étonnant esclavage que la société française endure depuis qu'elle a fait sa grande révolution. Robespierre et les Jacobins lui ont légué le culte de la discipline de l'Etat.

**Mikhaïl Bakounine,
*L'Empire knouto-germanique
et la Révolution sociale*, sept. 1870**



Mauvaises intentions

- Même pas peur ! 3
- Pas d'armistice pour le 11 novembre 3
- Tarnac : solidarité internationale 5
- «Anarcho-autonome»... 6
- Du sabotage considéré comme un des Beaux-Arts 7
- Faire face à l'Etat 8
- Fumigènes, Vierzon... : un résumé des faits 9
- Inès : «nous ne serons ni des boucs émissaires...» 10
- Damien : «aller en taule tout en continuant à lutter...» 11
- Juan : «nous n'avons que trop de raisons de nous révolter...» 12
- Anti-terrorisme : la dépanneuse raconte 13
- Fresnes, compte-rendu du procès suite à la manif 21

Etrangers de partout

- Voyage d'un indésirable à travers les rues et les centres 14
- Manif contre la réouverture de Vincennes 15
- Pourquoi nous voulons la destruction des centres 15
- Retour sur l'incendie de Vincennes 16
- Notes critiques autour d'un livre 16
- Beau comme des centres de rétention qui flambent 17

ADN

- Marseille, vos papiers s'il vous plaît ! 18
- Crachez ici : c'est pour nos fichiers 19

Occupations

- Cévennes : Expulsion du Prat del Ronc 20
- Au marché de Florac 20
- Paris : mise au point sur l'expulsion des Pannoyaux 22
- Marseille : occupation rue de la République 23

Brèves du désordre 24

CETTE SEMAINE

BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
<http://cettesemaine.free.fr/>
cettesemaine@no-log.org
 Abonnement : 12.50 euros / an
 (15.50 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui souhaitent recevoir le journal n'ont pas forcément à se poser la question de l'abonnement, une demande suffit

Tout individu ou groupe désireux de distribuer le journal dans son coin (table de presse, infokiosk, librairie sans bip,...) peut nous contacter à l'adresse ci-contre.

2e édition, 24 décembre

Nuisances techno-industrielles

- Bobigny, Bienvenue dans la poubelle des mondes 26
- Montreuil, L'écobéissance dans ta classe 26
- Fontenay, Institut de Rationalisation du Saccage Nucléaire (IRSN) 27
- Vaucluse, Contre le nucléaire et son monde 28
- Fleurus (Belgique), La vie continue... 29
- Tricastin, Le nucléaire c'est Capital ! 30
- Mascarade pour un die-in 31
- Cévennes, Vive le vent !... mort aux marchands 32
- Tarn/Aude, Eoliennes sous le feu 32

Italie

- *Lecce*
- Désertons la peur 33
- *Mouvement étudiant*
- Gênes, Encore un effort ! 34
- Milan, Tout bloquer 35
- *Val Susa*
- Un poignard et un talisman, Sole et Baleno (98-08) 36
- *Gênes*
- Nous ne sommes pas, nous ne sommes pas... 41

Allemagne

- Un aperçu de la situation 42
- Brèves du désordre 42
- A propos d'une grève de la faim 48
- Chronologie de la solidarité autour de la grève 49

Algérie

- De bien vives flammes algériennes 50

Grèce

- 2d communiqué de la Faculté d'Economie 53
- Communiqués de l'Ecole Polytechnique
- 12 décembre* 54
- 21 décembre* 55
- 24 décembre* 56
- Communiqué du siège de la GSEE occupé 57
- Brève présentation des événements à Athènes 58
- Chronologie de la solidarité internationale 58
- Mise à jour sur le soulèvement à Thessalonique 62
- Tirer dans la chair..., par le *Groupe surréaliste* 63
- Des banlieues de Paris au centre d'Athènes... 63

Belgique

- Un été chaud de révoltes 64
- Pourquoi sommes-nous contre les prisons ? 65
- Brèves du désordre 66

- Mikhaïl Bakounine, extrait de *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*, septembre 1870 1
- Octave Garnier (1889-1912) extrait de *Mes Mémoires* 68

Même pas peur !

Région parisienne : Six personnes de Paris et proche banlieue sont mises en examen pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste» (nommée «Mouvance Anarcho-Autonome Francilienne», MAAF, par l'Etat).

Trois d'entre elles sont incarcérées pour un premier fait spécifique, la tentative d'incendie d'une voiture de police le 2 mai 2007 dans le 18^e arrondissement de Paris. Cela donne donc «tentative de destruction de biens ou de personnes en vue de commettre des atteintes aux biens ou aux personnes, en relation avec une entreprise terroriste». Elles sont notamment accusées sur la base de supposées «traces ADN» retrouvées sur le dispositif incendiaire. Isa, aujourd'hui à Versailles (après Fleury, Lille, Rouen), est en prison depuis le 27 janvier 2008 ; Juan, aujourd'hui à Bois d'Arcy (après Fresnes et Rouen), est en prison depuis le 20 juin ; Damien est à Villepinte depuis le 14 août.

Deux (Isa, mais aussi Farid) sont accusés d'un autre fait spécifique, un transport de chlorate et la possession d'un plan d'une prison pour mineurs et de manuels de sabotage, trouvés lors d'un contrôle routier à Vierzon le 23 janvier 2008. Farid est sous contrôle judiciaire après avoir purgé quatre mois de prison préventive à Fleury et Meaux (janvier-mai).

Trois (Damien, mais aussi Ivan et Bruno) sont enfin accusés d'un dernier fait spécifique, un transport de chlorate (des fumigènes) et de miguelitos trouvés lors d'un contrôle de police à Fontenay/Bois le 19 janvier 2008. Ivan et Bruno ont purgé quatre mois de prison préventive à Fresnes et Villepinte (janvier-mai). Le premier est toujours sous contrôle judiciaire tandis que le second s'est fait la malle en juillet.

Marseille, 25 août : La personne accusée de refus de prélèvement ADN en récidive a été condamnée à 300 euros de jours amendes, soit 30 jours à 10 euros. Elle avait été arrêtée lors de l'expulsion d'un squat le 10 juillet et placée sous contrôle judiciaire.

Toulouse-Rennes, 9 octobre : Randall, Grégoire et Daphnée, arrêtés le 25 novembre 2007 à Toulouse, et accusés notamment de la tentative d'attaque contre un bâtiment des Douanes et d'une explosion artisanale dans un champ ont été condamnés à des peines de 6 mois à 3 ans de prison.

Fresnes, 14 octobre : Trois des quatre arrêtés suite à la manifestation sauvage de solidarité devant la prison de Fresnes le 2 juillet ont été condamnés à 3000 euros d'amende avec sursis pour les refus de signalisation et la banderole («Comme à Vincennes... Feu aux prisons !»). Le quatrième prend cette peine en ferme, y compris pour le fait spécifique de transport «d'artifices non détonants» (des fumigènes). Toutes sont acquittées du refus de prélèvement ADN. Des perquisitions avaient eu lieu dans cette histoire.

Paris, 5 novembre : Les dix personnes interpellées le 13 octobre suite à l'occupation d'un immeuble de la rue des Pannoyaux (20^e) et poursuivies pour des «dégradations» (les trous des keufs pour entrer) ont toutes été acquittées.

Caténaires, 11 novembre : Dix personnes sont interpellées à Tarnac, Rouen, Paris et près de Nancy. Neuf sont mises en examen pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste» (la «cellule invisible»), dont cinq sont incarcérées le 15 novembre à Fresnes, La Santé et Fleury. Trois de ces dernières sont spécifiquement accusées d'être responsables d'une partie des sabotages du 8 novembre contre les lignes SNCF, soit «dégradation de biens commise en réunion», et Julien d'être le responsable de cette «cellule». Le 2 décembre, trois des cinq incarcérés (Gabrielle, Manon, Benjamin) sont placés sous contrôle judiciaire à Paris, en Normandie et Limoges, rejoignant les quatre autres (Mathieu, Aria, Bertrand, Elsa), tandis que Julien et Yldune restent dedans.

Avignon, 26 novembre : Grégory et Damien, arrêtés le 31 mars 2007 lors de la Présidentielle et accusés de l'incendie d'un local du PS, ont été condamnés à 3 années de prison, dont 1 ferme (et 1 euro pas symbolique à payer au PS). Par ailleurs, l'assurance leur réclame 17 000 euros. Ils ont déjà effectué trois mois de préventive (mars-juin 2007).

Paris, 10 décembre : Damien et Paco, respectivement accusés de tentative d'incendie d'une voiture devant le restaurant Fouquet's (où Sarkozy a fêté son élection) la nuit du 10 au 11 mai 2007 et de complicité sont passés au tribunal. Rappelons que le premier a déjà effectué 6 semaines de préventive et le second 7 semaines, avant d'être placés sous contrôle judiciaire. Le procès a été reporté en janvier 2009.



Pas d'armistice pour le 11 novembre

« Il ne faut pas oublier qu'une question de vie ou de mort se pose pour eux : s'ils n'immobilisent pas les machines ils vont à la défaite, à l'échec de leurs espérances ; s'ils les sabotent, ils ont de grandes chances de succès, mais par contre, ils encouront la réprobation bourgeoise et sont accablés d'épithètes malsonnantes. Etant donné les intérêts en jeu, il est compréhensible qu'ils affrontent ces anathèmes d'un coeur léger et que la crainte d'être honnis par les capitalistes et leur valetaille ne les fasse pas renoncer aux chances de victoire que leur réserve une ingénieuse et audacieuse initiative »

Emile Pouget, *Le sabotage*, 1911

Tout le monde ou presque connaît désormais l'histoire. Le 8 novembre, des crochets en métal adroitement placés arrachent les caténaires SNCF en quatre endroits différents, provoquant un bordel sur le réseau et immobilisant 160 TGV. Le 11 novembre dans plusieurs villes, une descente de police hautement médiatisée arrête dix présumés coupables. A l'issue de 96 heures d'interrogatoire, neuf seront mis en examen pour «association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste» et cinq incarcérés, dont trois sur la base de «dégradations en réunion». Depuis le 2 décembre, il n'en reste que deux en prison, dont celui qui est accusé d'être à la «direction» de la dite «association».

La présence des journalistes le matin même des perquisitions puis la boue et les calomnies balancées contre les «anarcho-autonomes» les jours suivants dans les médias, démontrent encore une fois que ces derniers font partie intégrante du dispositif anti-«terroriste». Avides de spectaculaire, jouant la personnalisation et les fonds de pubelle, relais efficaces de l'opération menée par le ministre de l'Intérieur, l'expérience des luttes passées n'a bien sûr pas été démentie : ces charognards sont des ennemis au service du pouvoir. Même s'il reste encore des naïfs et des imbéciles pour penser que les médias peuvent avoir quelque influence sur une «opinion publique» par définition imaginaire et donc retournable à souhait, on ne cesse de s'étonner du raisonnement tordu qui prétend que c'est en collaborant avec l'ennemi qu'on lui porte des coups.

Dans la phase actuelle du mensonge institutionnel, on est de plus en train d'assister à la construction de la figure des «bons» et des «méchants» terroristes. Les uns, épiciers serviables, adeptes de communautés campagnardes ou gentils étudiants, font ainsi le pendant aux autres, tous les autres, ceux qui n'ont pas le profil adéquat ou qui, plus généralement, refusent de montrer patte blanche lorsque le pouvoir leur intime de le faire. Loin du grand recyclage à coups d'élus, interviews et autres gloséries sur l'existence ou non de «preuves», plusieurs camarades croupissent ainsi en prison depuis de longs mois, accusés de cette même appartenance à une «mouvance anarcho-autonome» et de tentative d'incendie d'un véhicule de police, sur la foi de traces d'ADN. D'autres, sans-papiers, sont incarcérés parce qu'accusés de l'incendie du centre de



FEU À VOLONTÉ !

Innocents piétinés

«Piétinant la présomption d'innocence aussi bien que le simple bon sens, les médias ont relayé deux jours durant les discours de la ministre de l'Intérieur et du chef de l'État...»

Comité de Soutien aux Inculpés du 11 Novembre
Bruxelles, 25 novembre 2008

Camarade socialope

«J'ai rencontré François Hollande de façon informelle, il m'a surtout donné des conseils.»

Michel Gillibert,
président du Comité de soutien
aux inculpés de Tarnac, Tarnac
Libération, 8 décembre 2008

Camarades visiblement journaliflies

«Lorsque la police fait de neuf jeunes politisés des terroristes, menotte des journalistes [le directeur de publication de *Libé*] et déshabille des élèves de cinquième en pleine classe nous nous devons de répondre coup pour coup et de rendre visible et effective notre révolte face à un tel pouvoir.»

Comité de soutien aux inculpés de Tarnac,
Tarnac, 12 décembre 2008

Camarade justiciable

«En réalité, avec les dispositions antiterroristes le pouvoir s'affranchit de toute contrainte. Désormais rien ne protège le justiciable.»

Comité de soutien aux inculpés de Tarnac,
Limoges

Camarade étudiant (en droit)

«Concrètement ça veut dire qu'on a plus le droit de penser ce qu'on veut. Donc un petit rappel : nous revendiquons la liberté de pensée, et donc également le droit d'être anarchiste, et ça que l'on soit anarchiste ou pas. Julien et Yldune ne sont pas des terroristes. Ce sont des étudiants...»

Collectif de la Sorbonne pour
la libération de Julien et Yldune,
15 décembre 2008

Excusez-les...

«Absence de parloirs, absence de courrier, isolement et tourments. Absence de preuves, absence de terroristes, absence d'excuses... Mois de douleur et de colère.»

Édito d'*Echos de la Taïga* n°2,
15 décembre 2008

réention de Vincennes, sur la foi de bandes vidéos. D'autres encore, de Villiers-le-Bel aux «innocents» coupables de tenter de survivre hors du salariat, tombent tous les jours sous le coup d'«association de malfaiteurs». A priori, les uns ne s'opposent pas aux autres.

A moins de reprendre à son compte les catégories du pouvoir, qui seul qualifie ce qui est «terroriste» ou ne l'est pas. A moins d'entériner la différence entre des prisonniers «politiques» et des «sociaux». A moins d'oublier volontairement, comme l'indique ne serait-ce que le nom de la plupart des comités de soutien («aux 9 de Tarnac»), que d'autres sont tombés avant et que d'autres suivront peut-être. A moins d'être prêt à sacrifier au nom de l'«innocence» des uns (même si le «faisceau d'éléments concordants» et l'«intime conviction» du juge restent des concepts judiciaires fréquemment utilisés, que cela nous plaise ou non) tous les «coupables» qui trinquent au quotidien.

A moins aussi d'en profiter pour aider le pouvoir à tracer *de fait* ce camp entre les «bons» et les «méchants» : entre ceux qui se rendent de bonne grâce au siège d'un journal pour y raconter leur vie et parfois celle des autres et ceux qui se taisent face aux micros, entre ceux qui s'acointent avec des intellectuels de profession stipendiés par l'État et ceux qui entendent briser toute spécialisation, entre ceux qui échangent leurs opinions avec des élus dans les réunions et ceux qui s'en prennent aux sièges des partis politiques ; bref, entre ceux qui dialoguent avec le pouvoir et ceux qui sont définitivement *irrécupérables* : tous ces fous qui tentent encore d'attaquer le pouvoir plutôt que de le reproduire (avec ses catégories, ses rôles et ses hiérarchies). Car le reproduire ainsi, c'est le renforcer.

Mais revenons-en aux faits eux-mêmes. Être contre la démocratie au profit d'une libre auto-organisation entre individus et contre tout système représentatif, c'est être «terroriste» ? Défendre le sabotage au même titre que d'autres instruments de lutte sans hiérarchie aucune, c'est être «terroriste» ? Se battre sans médiation pour la destruction totale de l'État et du Capital, en somme être anarchiste un tant soit peu conséquent, c'est être «terroriste» ? Avoir de mauvaises intentions, les dire et les écrire, c'est être «terroriste» ? Trouver des complices au sein des luttes et y nouer des affinités constitue une «association de malfaiteurs» ? Alors oui, trois fois oui, nous revendiquons, et avec toutes ses conséquences, notre passion pour la liberté. La même qui anime tant d'inconnus qui, loin des sirènes médiatiques, luttent au quotidien contre la domination.

Dans ce monde basé sur l'exploitation et le saccage de l'environnement, la guerre et la misère, il n'est certes pas criminel de rester les bras ballants en attendant que tout s'effondre ou bien, plus cyniquement encore, de compter les points en espérant s'en sortir chacun pour soi, atomisé dans sa petite cage. Car la démocratie, ce mode de gestion plus ou moins autoritaire du capitalisme, n'est pas le moins pire des systèmes. Jusqu'à présent, la démocratie a même surtout fait preuve de son échec : le monde qu'elle domine reste un monde de soumission et de privation. C'est un système qui donne l'illusion de pouvoir participer à la gestion du désastre, c'est-à-dire de son propre écrasement, tout en entretenant et masquant la division de la société en classes, dont les contradictions seraient absorbées par la concertation permanente.

De même, l'État n'est pas cet instrument neutre qui régulerait les défauts du marché. C'est un de ses alliés, comme le montre une fois encore en ces temps

de «crise financière» l'injection massive d'argent pour sauver les banques et les entreprises, tandis que les conditions d'exploitation se durcissent et que les fins de mois sont toujours plus difficiles. Oui, nous voulons abattre l'État et pas le conquérir, car tout comme ses prisons, ses flics ou ses tribunaux qui en sont le reflet, c'est l'un des piliers de ce monde mortifère.

Quant au capitalisme, s'il est d'abord un rapport social, sans cœur ni centre, c'est à chacun qu'il revient de le combattre dans tous ses aspects quotidiens. Dans l'économie dite «mondialisée» basée sur une circulation permanente, les flux de marchandises (humaines ou non) ont acquis une importance fondamentale. C'est donc tout naturellement que le blocage a fait sa réapparition un peu partout au sein des luttes de ces dernières années, sinon pour lui porter de sérieux coups, au moins pour poser les bases nécessaires à la construction d'un rapport de force (du CPE aux grèves à la SNCF en passant par les éclusiers en février 2008, mais aussi dans le rail en Allemagne en 2007 ou en Italie depuis le Val Susa en 2005).

Cette critique anticapitaliste basée sur l'action directe et jugée vaine, dépassée ou criminelle par les intellectuels serviles, de nombreux exploités l'ont expérimentée dans leurs luttes parce qu'ils expérimentent le capitalisme directement sur leur peau. Le blocage de TGV (par exemple en arrachant des caténaires ou en incendiant des câbles comme en novembre 2007), cette machine dévastatrice destinée à accélérer encore plus la circulation des flux de marchandises¹, n'est donc pas tombé du ciel, mais est aussi le fruit de l'expérience commune des luttes sociales récentes. Sans compter que le sabotage demeure une pratique répandue qui trouve sa raison d'être depuis toujours au cœur même de l'exploitation, que ce soit pour voler du temps au patron ou pour causer des dégâts à ce qui opprime chaque jour davantage.

Ce que craint le pouvoir ne sont pas les sages manifs encadrées par les syndicats lors de grandes journées d'inaction, mais bien la propagation d'actes diffus et anonymes qui s'inscrivent dans la guerre sociale permanente, au-delà de toute séparation. À l'heure où la pression augmente partout contre les dissidents de la démocratie marchande, renier son passé, ses idées ou tout simplement son antagonisme semble être l'ultime planche de salut proposée par le pouvoir. Refuser ce chantage permanent devient alors, au-delà du souci de ne nuire à personne, en plus une question d'intégrité, l'une des seules choses dont ne peut nous priver l'État.

Quels que soient les auteurs des sabotages de novembre dernier, nous affirmons notre solidarité avec l'acte qu'ils ont commis. De même, face à la répression qui prétend avoir démantelé une «cellule invisible», ce n'est certes pas un soutien, forcément extérieur et suiveur de ce qu'ils sont ou censés être, qui nous tient à cœur, mais bien une solidarité contre l'État et tous ses chiens. Une solidarité qui, tout comme la révolte, ne peut être exclusive mais s'adresse à tous ceux qui luttent sur le chemin vers la liberté. Si l'innocent mérite notre solidarité, le coupable la mérite encore plus !

Des anarchistes malgré tout

1. Rappelons que les déchets nucléaires ou les prisonniers (comme la centaine de sans-papiers baluchonnés en TGV de Paris à Nîmes après l'incendie de Vincennes) font aussi partie de ces flux...

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Zurich, 13/15 novembre 2008

« En temps de crise, il est plus facile de voir ce qui se trouve derrière la façade de l'Etat et de l'Economie... »

Que se soit à travers la crise financière, la fermeture des frontières de l'Europe aux indésirables, le durcissement du contrôle, le déchaînement contre le terrorisme, l'empoisonnement éhonté de notre environnement – partout les contradictions se font toujours plus éclatantes, les tentatives de les étouffer toujours plus désespérées et pour cela plus agressives encore. Cela ne laisse plus aucune place aux subtilités dérisoires sur la morale et le politiquement correct – et c'est bien ainsi !

Laissons les bla-bla théoriques aux intellectuels de gauche et aux bavards, NOUS appartenons à la rue, de jour comme de nuit. Car si NOUS n'attaquons pas, qui le fera ? Si nous n'attaquons pas MAINTENANT, alors quand ?

L'attaque est la priorité absolue, mais cela ne doit cependant pas signifier la perte de la théorie. Même si celle-ci doit lever son cul de son fauteuil confortable et quitter la sécurité des livres poussiéreux, ici et maintenant, pour se concentrer sur l'attaque et la défense.

Dans ce sens nous envoyons des salutations solidaires enflammées en France, où une vague répressive semble justement venir déferler sur quelques camarades – NOUS SOMMES AVEC VOUS !

C'est pourquoi nous avons – ce que nous considérons comme une réaction minimale – incendié quatre voitures de luxe à Zurich, deux le jeudi 13 novembre et deux autres le samedi 15 novembre.

Le truc : Des allume-feux dans le circuit d'aération et partir vite...

Le commando-barbecue anarchiste

Moscou, 27 novembre

Un groupe d'anarchistes a diffusé des tracts et crié en russe et en français les slogans suivants devant l'ambassade de France : « *Solidarité avec les interpellés de Tarnac !* », « *A bas la terreur d'Etat !* ». Sur un bâtiment près de l'ambassade, ils ont accroché une banderole sur laquelle était écrit « *Solidarité avec les interpellés de Tarnac !* ». Un train de carton avec l'inscription « *la mouvance anarcho-autonome revient !* » a également percuté les portes de l'ambassade. Des policiers se sont alors précipités pour disperser le groupe, un des participants a été saisi à la gorge et arrêté. Il a été relâché quelques heures plus tard.

« Nous, anarchistes de Moscou, déclarons notre solidarité absolue avec les interpellés de Tarnac. Aujourd'hui, devant l'ambassade de la France en Russie nous accusons que, sous le prétexte « de la lutte contre le terrorisme » (et en Russie dans le cadre de la « Loi concernant la lutte contre l'extrémisme »), les Etats établissent des normes permettant d'incriminer facilement de terrorisme des individus et des mouvements de libération dans le monde entier. »

Extrait du tract :

« *Solidarité avec les camarades interpellés en France !* »

Athènes, 3 décembre

Une attaque commise avec un engin composé de quatre petites cartouches de gaz et placé devant la porte du bureau de l'AFP (Agence France Presse) provoque un début d'incendie sans faire de blessé. Dans un appel téléphonique au quotidien athénien *Elefthérotypia* (gauche), un inconnu a revendiqué l'action au nom de la *Conspiration des cellules de feu* « en signe de solidarité avec les camarades français ».

« Pendant que les citoyens paisibles profitaient de la pause café de leur inexistence dans la rue pavée de Kolonaki, nous nous sommes mis une fois de plus au "service" de la destruction et avons préparé un nouveau cadeau de cendres. A travers lui, nous envoyons nos salutations révolutionnaires aux camarades français qui ont choisi d'attaquer le réseau de trains à grande vitesse, en sabotant les voies de l'angoisse quotidienne d'une vie déterminée, pré-sélectionnée et imposée par le bio-pouvoir à ses sujets. »

Extrait du communiqué de la
Conspiration des cellules du feu Athènes
Cellule de la Solidarité Internationale



Manif devant l'Ambassade de France, Moscou, 27 novembre 2008



Bureaux de l'AFP incendiés, Athènes, 2 décembre 2008



Consulat de France aspergé, Hambourg, 5 décembre 2008

Hambourg, 5 décembre

Le consulat de France est bombardé d'œufs de peinture noire.

Varsovie, 9 décembre

Des anarchistes manifestent devant l'ambassade de Grèce suite à l'assassinat d'A. Grigoropoulos et en solidarité avec les émeutiers grecs, puis devant l'ambassade de France en solidarité « avec les 9 de Tarnac ».

Berlin, 16 décembre

Des bouteilles de peinture et des pierres sont lancées contre le commissariat du quartier de Treptow et les voitures de keufs garées devant.

« Nous avons mené cette action par rapport au procès contre les trois membres présumés du *militante groupe*, aux arrestations d'activistes en France début novembre, au meurtre d'Alexandros par les flics le 6 décembre à Athènes et à la relaxe des flics responsables de la mort de Oury Jalloh. »

Extrait du communiqué de revendication

«Anarcho-autonome»



L'appellation «anarcho-autonome» est une catégorie policière qui, comme pour toute pensée qui émane de la police, poursuit un but précis : la répression. L'assignation de cette dénomination composite à des individus et des pratiques qui traversent les luttes dans l'Europe d'aujourd'hui répond à la logique d'un pouvoir qui sait qu'il faut imposer sa vision des choses pour gouverner les consciences. Ce n'est pas seulement la teneur de l'appellation qui est contestable, mais aussi le

fait de nommer ce qui n'a pas choisi de se nommer soi-même. Donner un nom à ce qui ne n'en a pas pour lui attribuer des caractéristiques qu'on aura soi-même définies, c'est du travail de flic, ou de sociologue.

Il y a, certes, des collectifs plus ou moins larges qui se sont constitués au cours des luttes : autour des luttes des sans-papiers, des luttes contre l'enfermement, des luttes pour le logement, des luttes de chômeurs, des luttes contre tel contrat de travail, des luttes contre les violences policières, des luttes contre la répression, etc. – collectifs qui se forment, se délitent et se reforment au gré des circonstances, et qui ne sont jamais reliés à un quelconque point central ni à une idéologie unique, mais au contraire traversés d'analyses théoriques diverses, quand bien même, par hypothèse, ces analyses convergent toutes en ce qu'elles contestent l'existence du monde tel qu'il est. On y trouve entre autre des prises de position contre le capital, contre la marchandise, contre l'Etat, contre la démocratie, contre les syndicats, contre les formes traditionnelles de la représentation et de l'action politique, etc. On peut donc, en effet, désigner cette réalité là en l'appelant une «mouvance», à condition de se souvenir qu'une telle «mouvance» n'est pas constituée autour d'une idéologie ou d'une offre politique qui lui auraient préexisté, mais à la suite de luttes présentes et passées, et comme la continuation de regroupements que ces luttes ont créés.

Dans ces collectifs et cette mouvance circulent un certain nombre de pratiques (assemblées, occupations, blocages, affrontements, sabotages, etc.), dont aucune n'est subversive ou «radicale» par elle-même, tant il est vrai que ce n'est jamais un acte en tant que tel qui est radical, mais toujours un acte dans une situation donnée. Et ces mêmes pratiques se retrouvent aussi ailleurs, en dehors de ces collectifs ou de cette mouvance, et ce tout simplement parce

que ces pratiques naissent au coeur de la lutte et de la rébellion, et que personne n'en est propriétaire.

Dans cette mouvance circulent également des individus, qui se rencontrent parfois, mais tout aussi souvent s'ignorent, qui peuvent se croiser sans se connaître, ou au contraire se retrouver dans telle ou telle circonstance. Certains vivent ensemble et mettent en commun un certain nombre des moyens dont ils disposent. Rien de plus banal en vérité, sauf quand la police décide que les fréquentations de tel ou tel sont la preuve de son appartenance à une supposée organisation à vocation terroriste.

Le délit d'association de malfaiteur en relation avec une entreprise terroriste fonctionne ainsi. Connaître quelqu'un, c'est être son complice. Posséder tel livre, ou tel tract, c'est en partageant tous les points de vue, et certainement aussi tous les objectifs. Participer à telle lutte, c'est être considéré comme pénalement responsable de tous les actes qui auront été commis au cours de la lutte en question, et même au-delà. L'existence d'une telle responsabilité collective a évidemment pour but d'intimider ceux que le pouvoir a ainsi décidé de cibler. L'efficacité de cette politique a pourtant une limite évidente : c'est que la révolte est un fait social, et qu'elle ne se laissera jamais circonscrire à un groupe, un milieu ou une mouvance quelconque.

C'est pour cela que cette mouvance doit se comprendre elle-même comme la partie d'un tout qui la dépasse et l'englobe. C'est pour cela que cette mouvance ne peut se constituer en force matérielle autonome : parce que, pour modifier les rapports sociaux, elle ne dispose d'aucune force qui lui soit propre, et que sa puissance éventuelle ne peut lui venir que de ce dont elle est un symptôme, le rapport conflictuel entre des classes antagonistes¹. Pour cette mouvance, n'être qu'elle-même, c'est se condamner.

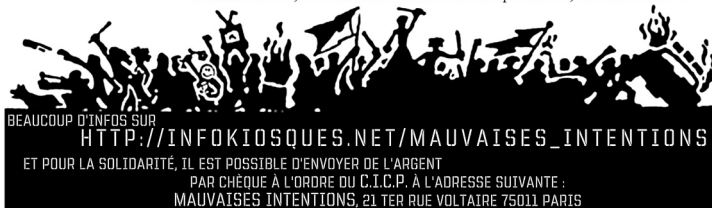
Léon de Mattis,
jeudi 4 décembre 2008

1. Ndlr : Nous sommes en désaccord avec la fin du texte : à partir du moment où ce rapport entre les classes est permanent, la conflictualité peut trouver au quotidien de nombreuses expressions, tant individuelles que collectives, qui s'inscrivent toutes dans la guerre sociale. Une «force matérielle» peut donc se constituer, non pas de manière autonome vis-à-vis de ce rapport entre classes (dans le sens d'en dehors ou de détaché), mais bien autonome par rapport aux autres forces *en son sein* (dans le sens d'être en dialectique avec les autres forces, sans leur être ni subordonnée ni comme une avant-garde). Nous ajouterons aussi que si ce texte précise ce que des camarades peuvent entendre par «mouvance», et qui ne correspond bien sûr en rien à la construction instrumentale de l'ennemi, en revanche que dire d'autre du qualificatif d'«anarcho-autonome» qui lui a été accolé par les flics, sinon qu'il reflète l'étroitesse du cerveau de ceux qui l'ont inventé ?

AU SOIR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2007, les manifs sauvages, affrontements et émeutes font suite aux nombreux bris de vitrines de permanences de partis politiques tout au long de la campagne. En mai, il y a eu notamment une tentative d'incendie d'une voiture de flic devant un commissariat de Paris. Accusés pour ça, Isa, Juan, et Damien sont en détention préventive, au motif que leurs profils ADN, pris à leur insu ou sous la pression, ont été retrouvés sur l'engin incendiaire. Ils sont sous le coup d'une instruction anti-terroriste et d'un mandat de dépôt criminel.

SÉPARER, ISOLER, CATÉGORISER. « *Diviser pour mieux régner* » sera toujours l'une de pratiques les plus efficace du pouvoir. Et si la solidarité est une arme, c'est parce qu'elle est l'exact contraire de ces séparations.

« On lâchera rien, tout continue. Solidarité avec les prisonniers, avec les révoltés. »



Du sabotage considéré comme un des Beaux Arts



IL FAUT VRAIMENT ÊTRE AVEUGLE pour ne pas voir dans le sabotage une arme classique des exploités. Il faut vraiment avoir la mémoire courte pour oublier que, dans toute guerre sociale, nombre de révoltés n'attendent pas nécessairement que tout le monde se bouge pour exprimer leur colère.

Des émeutes de novembre 2005 à celles du CPE au printemps 2006, des occupations d'usines et séquestrations de dirigeants aux nombreux sabotages lors du mouvement cheminot de novembre 2007, il semble clair pour beaucoup que ce n'est pas en mendiant qu'on peut en finir avec une situation de misère et d'exploitation.

Dans cette société carcérale, on voudrait nous faire croire à coups de tazers ou de bulletins de vote que nous vivons dans le meilleur des mondes : la démocratie marchande. Les guerres ou l'empoisonnement de la planète au nom du fric viennent pourtant nous rappeler que le capitalisme est un système mortifère et que l'Etat est un ennemi.

Alors il faut se battre, pour détruire ce qui nous détruit. Lutter individuellement et collectivement là où l'on est, pour un monde libéré de l'exploitation et de la domination. Et ce n'est ni à leur code pénal ni à leur morale de nous dicter ce que nous avons à faire, mais à la rage et à l'éthique de chacun.

Le 11 novembre, dix personnes ont été arrêtées lors d'une nouvelle opération du Ministère de la Terreur, accusées des sabotages de caténaires de la SNCF du week-end précédent. Les journaux et les politicards, chacals de tous bords, se sont aussitôt empressés de dénoncer un imaginaire «mouvement anarcho-autonome». Sous ce même prétexte d'«association de malfaiteurs à but terroriste», trois camarades sont déjà incarcérés, parfois depuis plus de 9 mois, accusés d'une tentative d'incendie de véhicule de police à Paris (18e) en mai 2007, lors des explosions de colère venues saluer la dernière élection présidentielle.

En un temps «de crise» où l'Etat arrose les capitalistes à coups de milliards, il tente une fois de plus d'isoler de «mauvais révoltés» pour mieux les éliminer. Mais peu importe qu'ils soient coupables ou innocents, laissons ces catégories aux charognes en toge et à leurs souteneurs.

Car de même que la passion pour la liberté ne s'enferme pas dans des sigles, ce que redoute la domination c'est la multiplication diffuse et anonyme de ces attaques. Solidarité contre le terrorisme d'Etat, avec les moyens que chacun jugera adéquats...

*Brisons le train-train quotidien,
12 novembre 2008*

FAIRE FACE A L'ETAT

Quelques TGV bloqués auront suffi à déclencher une campagne médiatico-policière caricaturale, alimentant le climat de peur et de paralysie ambiante dont la crise économique n'est qu'un des autres ressorts. La fable est bien connue et ressemble à un bon épisode de Navarro. De dangereux terroristes comploteraient dans l'ombre afin de porter atteinte à l'État, donc au peuple, donc à chacun d'entre nous. Heureusement, Michelle Alliot-Marie et son équipe de fins limiers de la DCRI veillent au grain et garantissent la tranquillité des braves citoyens inoffensifs. Le pouvoir peut se féliciter d'avoir pu compter sur l'étroite collaboration des journalistes avides de chair fraîche et toujours prêts dès qu'il s'agit d'ériger la terreur étatique en pur spectacle. Et l'opération ne serait pas une totale réussite sans la participation amicale des leaders politiques et syndicaux effrayés de voir leur respectabilité mise en cause par quelques fanatiques. Que chacun tienne son rôle et les vaches pourront continuer à regarder passer les trains.

Mais derrière cette mise en scène, la justice aux ordres du ministère de l'intérieur a de fait ouvert la chasse à tous ceux qui sortent des rangs. Les dégradations commises sur les rails constituent des actes de sabotage au même titre que ceux perpétrés par les cheminots lors des



grèves. Ils sont restés anonymes et rien ne doit donc les distinguer de toute une série de faits dont le dénominateur commun réside dans la volonté de ne plus laisser cette société mortifère nous broyer sans réagir. Que les neuf personnes mises en examen en soient ou non les auteurs importe peu au fond. Elles ont été arrêtées au nom d'un profil que le pouvoir digère mal et auquel nombreux sont ceux qui pourront s'identifier, celui d'enragé. Et c'est ce profil que la justice cherche désormais à nous vendre comme terroriste en construisant de toute pièce une hypothétique organisation anarcho-autonome. La méthode ne date pas d'hier : isoler les formes de contestation qui sortent des cadres autorisés et frapper de stupeur ceux que démange l'esprit de la révolte. Trois camarades accusés de tentative d'incendie d'une voiture de flics font déjà les frais de cette croisade et sont incarcérés depuis plusieurs mois.

Ils voudraient nous faire croire que leurs lois et nos peines, que leurs rafles et notre peur au ventre, que leurs banques et nos boulots merdiques, que leur domination et notre soumission constituent l'horizon indépassable de nos existences. Ils voudraient circonscrire la maladie de la rage folle à quelques cas pathologiques. Mais le virus a largement débordé le cordon sanitaire. Il est grand temps que l'épidémie explose en plein jour.

**TANT QU'ILS JOUERONT AVEC NOS VIES,
QU'ILS SE MEFIENT DE NOTRE SOURIRE**

[Tract publié sur Indymedia Nantes le 17 novembre 2008]

Fumigènes, Vierzon et invention de la «MAAF»

Un résumé des faits

Durant la période électorale qui a vu l'arrivée de Sarkozy à la présidence, l'ambiance est à la colère et à la révolte. De manifs sauvages à des bris de vitrines de permanences d'élus, de nombreux actes marquent cette période. Début mai, il y eut aussi une tentative d'incendie d'une voiture de flics devant un commissariat de Paris. C'est pour cette tentative qu'Isa, Juan et Damien sont en détention préventive, au motif que leurs ADN, pris à leur insu ou de force, auraient été retrouvés sur l'engin incendiaire. Tous les trois sont sous le coup d'une instruction anti-terroriste. Le texte qui suit souhaite apporter plus de précisions sur cette affaire.

LE 23 JANVIER 2008, Isa et Farid* sont arrêtés lors d'un contrôle douanier au péage de Vierzon. Dans leur voiture, les gendarmes trouvent un sac à dos contenant un peu moins de 2 kg de chlorate de soude, des originaux de plans de prisons pour mineurs (EPM) et de la documentation expliquant diverses techniques de sabotage en italien et en anglais.

Immédiatement, l'affaire est confiée à la brigade anti-terroriste. La sous direction anti-terroriste mène la garde à vue durant laquelle elle ne cessera de mettre la pression à Isa et Farid, en multipliant notamment perquisitions et interrogatoires de plusieurs heures. Isa déclare que les affaires trouvées dans son sac proviennent de son appartement qui est un lieu de passage pour de nombreuses personnes. Elle a trouvé la documentation sur les techniques de sabotage chez elle et voulait les débarrasser de son appartement. S'appuyant sur les plans de prison et sur le tract « Pas de prisons pour mineurs, ni à Porcheville ni ailleurs » trouvé dans un des appartements perquisitionnés, les flics insinueront qu'Isa et Farid préparaient un « attentat terroriste ». La police appuiera cette hypothèse en utilisant les informations des renseignements généraux sur l'engagement anti-carcéral de Farid et plus largement sur leur participation à tous les deux à différentes luttes (avec les sans-papiers, les mal logés...).

Pendant la garde à vue, et après de nombreux refus de leur part, les flics finissent par prendre leurs ADN. L'ADN d'Isa correspondrait à un ADN retrouvé sur engin incendiaire (fait de bouteilles d'essence et d'un dispositif de mise à feu) placé sous une voiture de flics (devant le commissariat du 18e arrdt. de Paris). Cette tentative ratée d'incendie a eu lieu au début du mois de mai 2007, à l'époque des manifestations concernant l'élection présidentielle. Isa nie toute implication avec cette action. Suite à leur garde à vue de 96 heures, Isa et Farid sont mis en examen et placés en détention provisoire pour : « détention et transport d'un produit incendiaire ou ... explosif destiné à entrer dans la composition d'un engin explosif » et « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », ainsi que pour Isa : « tentative de destruction de biens ou de personnes en vue de commettre des atteintes aux biens ou aux personnes, en relation avec une entreprise terroriste ».

Après quatre mois de détention provisoire, Farid est placé sous contrôle judiciaire, la police n'ayant pas réussi à apporter les éléments confirmant ou étayant la thèse du projet terroriste. La détention d'Isa continue. Cela fait 10 mois maintenant qu'elle goûte à la machinerie pénitentiaire : saisie de courriers, multiples transferts (Paris, Lille et Rouen), fouilles fréquentes de sa cellule... Dernièrement, elle a pris dix jours de mitard pour avoir été solidaire, avec une quinzaine

d'autres filles de son étage, d'une détenue qui s'était faite tabassée par les matons.

Parallèlement, le 20 juin, Juan (le frère d'Isa) est arrêté à son tour car son ADN correspondrait aussi à un ADN retrouvé sur le dispositif incendiaire placé sous la voiture de police. Il est immédiatement incarcéré à Fresnes, et sous prétexte de « rapprochement familial » transféré aussitôt à Rouen. Le 14 août, c'est Damien, précédemment mis sous contrôle judiciaire dans l'affaire des fumigènes, qui est incarcéré à Villepinte pour les mêmes raisons que Juan.

La police et la justice anti-terroriste déploient de nombreux moyens pour traquer les « membres » d'une potentielle organisation terroriste, en l'espèce la « mouvance anarcho-autonome francilienne » dite « MAAF ». Et pour donner du corps à cette « MAAF », la justice lie entre elles certaines arrestations de personnes fichées « anarcho-autonome ». C'est pourquoi en avril, une jonction se fait entre l'affaire d'Isa et Farid et l'arrestation de trois autres personnes (Damien, Bruno et Ivan) interpellées une semaine avant eux, avec un fumigène artisanal (donc du chlorate) et des clous tordus (donc des crêves pneus) alors qu'ils se rendaient à la manifestation devant le centre de rétention de Vincennes.

Le traitement judiciaire et médiatique de ces affaires permet la mise en scène de « l'organisation terroriste ». La récente circulaire Dati, par exemple, demande aux magistrats d'informer, dans les plus brefs délais, le parquet anti-terroriste, lorsqu'ils ont entre leurs mains ces supposés « anarcho-autonomes » (qui écrivent sur les murs et que l'on trouve devant les centres de rétention et les prisons plus particulièrement, précise la circulaire). Le « terroriste est devenu une abstraction permettant d'isoler les individus d'une lutte, de les mettre en opposition avec le reste des gens qui pourraient exprimer des revendications politiques. Le terrorisme est du domaine de l'intention, non pas des actes précis. Aussi, il suffit de faire coïncider un engagement politique un peu trop subversif avec des événements, actions ou manifestations de la révolte sociale qualifiés de violents pour étiqueter une affaire de terrorisme ; autant dire que tout est un jeu de stratégies de pouvoir.

Dans un même temps, en enfermant quelques-uns, on muselle le plus grand nombre... Aujourd'hui, la taule est une arme aussi banalement utilisée que le coup de matraque ou la lacrymogène. La prison n'est pas qu'un lieu où l'on enferme pour détruire méthodiquement, c'est aussi une idée distillée dans tout le corps social, une menace qui doit produire que chacun se tienne tranquille. Et si la solidarité est l'arme la plus efficace contre la répression –et la prison en particulier– c'est parce qu'elle est l'exact contraire de l'isolement, de la séparation et de la peur. Comme le dit l'un des textes de camarades incarcérés : « nous mobiliser collectivement quand on nous attaque nous rend certainement plus fort que de laisser la répression s'abattre dans le silence et l'anonymat ».

**Liberté pour Isa, Juan, Damien et tous les prisonniers
A bas toutes les prisons !**

[Tiré d'une petite brochure sortie en juillet 2008]

«Nous ne serons ni des boucs émissaires ni des martyrs»

Ce texte a été écrit par Isa en mai 2008 alors qu'elle venait de se faire transférer de la maison d'arrêt de femmes de Fleury-Mérogis à celle de Lille-Séquedin. Elle s'est ensuite trouvée baluchonnée à la prison de Rouen, prenant là-bas 10 jours de mitard pour avoir été classée "meneuse" par l'administration pénitentiaire, après un blocage de la cour de promenade suite au tabassage d'une prisonnière. Depuis mi-novembre, elle est incarcérée à Versailles.

JE ME DÉCIDE ENFIN À ÉCRIRE, 4 mois et demi après mon incarcération en mandat de dépôt, parce que cette cage gigantesque mais étriquée qui nous traque dehors et dedans, m'écoeure d'un dégoût incommensurable. Comment ne pas penser à la chasse policière qui se rabat sur nous, dehors, comme un poison qui se répand, déterminé à étrangler la révolte et asphyxier les solidarités. Comment oublier nos proches qui se font suivre et épier, arrêter, contrôler. Comment ignorer la politique d'un pouvoir qui, soucieux de survivre à sa propre nuisance et médiocrité, bâtit la légitimité de sa gouvernance sur le sentiment d'insécurité et sur la division de ses sujets... La crainte d'un crime macabre et de hordes de barbares, tantôt spontanés, tantôt organisés, est indispensable à l'Etat pour justifier une stratégie répressive, sécuritaire et policière qui pérennise ses pleins pouvoirs. Les citoyens peuvent dormir tranquille, l'Etat veille et condamne les pédophiles criminels, les terroristes assassins, les malfrats sanguinaires qui foisonnent dans nos quartiers... La menace est partout. Et les mots sont puissants pour créer le danger.

La réalité est que l'économie de la peur est un marché fructueux et très épanoui. Les caméras de surveillance pullulent, ainsi que les sociétés privées de surveillance. Les nouvelles technologies excellent en matière de sécurité et de mouchards. De même, la police grouille dans nos rues et dans nos gares, la justice est mécanique et expéditive ; les prisons de toutes sortes fleurissent et se surpeuplent.

C'est évident, le monde est partagé entre les honnêtes gens d'une part ; et puis les pauvres, les chômeurs, les sans papiers, les immigrés, les jeunes, les grévistes, les sans permis, les escrocs de la sécu, les fraudeurs, les petits trafiquants du marché noir, les voleurs de pomme, les agités qui outragent et se rebellent, les insoumis qui refusent l'identification et le fichage, les alcooliques, les drogués, les adeptes de pétards et de fumigènes, les prostituées, les dépressifs, les bagarreurs, les faucheurs, les casseurs, les saboteurs, les fainéants, les curieux de lectures subversives, les vagabonds.... Dans un monde gouverné en faveur des honnêtes gens, on ne peut accepter un écart de conduite coupable et la lutte pour accéder à cette classe est vorace et se mesure au mérite. Travaille avec zèle, dénonce ton voisin, élève tes enfants à la grandeur de l'identité nationale, suit avec docilité les directives du " parti ".

Existe-t-il réellement une conscience du monde aussi servile et exigüe ? Est-ce le triste ordre qui nous régit ? Nous ne sommes pas dupes et n'entrons pas dans ce jeu. Nous n'incarnerons pas ces épouvantails. Nous ne serons ni des boucs émissaires ni des martyrs. Dans une société où il est bon de se taire et de rester à sa place, la révolte peut être combattue à coups de matraque, de murs et de barbelés, d'irradiations au discours dominant et calomnieux, elle ne sera pas vaincue. Les idées et la pensée critique n'ont ni maître ni frontière et les esprits libres auront toujours la rage de vivre du carcan éternel des oppresseurs exploitants et des exploités opprimés.

En 4 mois, j'ai exploré la Maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis et le quartier des femmes de Lille-Séquedin. D'ici un mois, je devrais fouler le centre pénitentiaire de Rouen... Que dire de cette expédition disloquée et inattendue qui nous arrache les pieds de la

terre et la tête des nuages pour nous compartimenter, nous morceler, nous réduire en mille espaces temps, en mille lieux et réalités, en un fouillis de " soi ", d'image de soi, visages multiples, difformes ou amnésiques... Comment définir ce parcours du moi incertain entre police, justice, prison ?... Chaque pas est une progression dans une jungle de cages imbriquées les unes dans les autres comme des poupées russes, muettes et censurées. Et chaque pas doit être un retour en soi pour recomposer les pièces dispersées de l'esprit, et détruire les barreaux qui s'ébauchent dans les tréfonds du corps. Ce serait une folie que ma situation pénale et carcérale me colle à la peau ! Nier notre propre conscience pour une paranoïa d'Etat est un acte suicidaire !

Je ne sais pas exactement comment s'articulent le pouvoir et les responsabilités entre les instances judiciaires et pénitentiaires. Toujours est-il que mon transfert à Séquedin a été motivé " officiellement " par des dessins que j'avais faits de ma cellule et de la cour de promenade, susceptibles de nuire à la sécurité de l'établissement (prétexte)... Alors qu'un rêve d'évasion est sans doute la plus juste cause qui peut tenir éveillé un prisonnier (enfin, de là à franchir le pas, la réalité est complexe... !). Il paraîtrait que mon transfert immédiat en région parisienne serait empêché par ce genre de querelle : la délicate question des détenus particulièrement surveillés (DPS)... Voilà, du coup, si jamais je n'étais pas libérée d'ici là, un transfert à Fresnes serait envisagé au mois de septembre... Entre temps, la seule solution intermédiaire qui m'est proposée pour me rapprocher de Paris est Rouen. Ce que j'ai accepté étant donné que la maison d'arrêt est plus accessible pour mes proches... Mais je ne cesserai de rappeler la précarité et l'illusion de mes droits de prévenue présumée innocente ; qui semblent pourtant tout à fait concordants avec l'incarcération, une enquête à charge et puis ma supposée dangerosité. Cela entraîne un contrôle renforcé, justifie l'éloignement et l'isolement vis-à-vis des proches et de la défense.

Pour illustrer l'insignifiance de cette condition, je pourrais par exemple raconter comment j'ai passé 2h30 dans une cage à lapin d'un fourgon de la gendarmerie avec les mains menottées, quelques trous d'aération, à peine la lumière du jour, sans boire ni manger, jusqu'à arriver au tribunal de Paris, discuter quelques minutes avec l'avocat que je n'avais pas vu depuis ma dernière extraction, et enfin être interrogée devant le juge avec un mal de crâne infernal ; en sachant qu'il faudra envisager le retour de la même manière... C'est une représentation tout à fait précise du sens de nos droits. Et c'est bien connu.

Pour revenir un peu en arrière, rentrer en prison a été un bouleversement terrible. Après 5 jours d'un cauchemar sous tension, en garde à vue, avec des accusations lourdes et dans des proportions que je n'aurais même pas soupçonné, l'attente interminable a commencé... Jusqu'à quand ?? Au bout de 2 mois, j'avais cependant retrouvé un certain équilibre, lié des connaissances... Seulement on a préféré me casser encore un peu, dans la logique punitive et vengeresse, et j'ai atterri à Lille-Séquedin, prison moderne surgie de terre il y a 5 ans.

Une fois encore, c'était l'effondrement des repères. Je rentrais dans un environnement en apparence plus sécurisé, lisse, propre mais glacial. De larges couloirs éclairés, ponctués de caméras sous des globes de protection, une petite cour sans âme sous vidéosurveillance, tapissée de goudron et cerclée d'une double rangée de grilles et de barbelés, une cellule munie d'une douche, d'une télé d'office et de 5 prises électriques (!)... Et pour peupler de fantômes cet espace morne, une rationalisation et discipline des mouvements, attachées à réprimer la vie dans ses moindres recoins. L'esprit du lieu a fort bien marié le confort et la propreté au service de l'ordre. Les flux et les effectifs sont réduits au minimum et strictement ré-

glementés (3 tours de promenade pour 150 détenues, des activités limitées et à petit nombre). Les temps de promenade n'excèdent pas la limite obligatoire (1h15 par demie journée). Les échanges et solidarités entre détenues (à part les trafics de cachetons) sont particulièrement compliqués à mettre en œuvre dans une ambiance où la répression est diffuse (même un papier et un stylo sont interdits en cour de promenade)... Et à ne pas s'y confondre, si un service de buanderie est proposé, c'est pour éviter le désordre et la confusion du linge aux fenêtres ; pour empêcher que les prisonnières puissent se "réapproprier" et détourner l'espace dans lequel ils survivent...

D'ailleurs dans cette nouvelle prison gérée en partie par une société privée (la SIGES -filiale de SODEXHO-) qui s'occupe du travail, la buanderie est le pôle d'activité essentiel pour les femmes. Je crois que 1,5 tonne de linge est traitée par jour, provenant des différents centres pénitentiaires de la région. Pour les hommes, il s'agit de la cuisine. Sur le même principe, Séquedin fournit des repas en barquettes à toutes les prisons de la zone. Les salaires sont inférieurs à 200 euros pour les femmes (pour un temps plein), 100 de plus pour les hommes.

Depuis l'ouverture d'un EPM (établissement pour mineur) à Quièvrechain, le quartier mineur de l'établissement a été fermé. Aujourd'hui en travaux, il est en phase de devenir un quartier ultra-

sécurisé. Alors l'ouvrage sécuritaire se poursuit aveuglément : une nouvelle file de barbelés vient d'être ajoutée au mur d'enceinte, les tuyaux souterrains d'évacuation des eaux ont été grillagés, etc... Je compare cette platitude pacifiée à l'ambiance de la Maison d'arrêt des femmes de Fleury qui a son histoire, ses luttes, ses évolutions, ses acquis... Et puis ce qui caractérise les vieux centres pénitentiaires comme les douches "collectives" ou la distribution d'eau chaude le matin... Le dimanche après-midi, la promenade s'étend sur 3h avec une autorisation de "pique-nique". Et jamais une surveillante ne poserait un pied dans la cour de promenade... En fait le front est plus présent dans l'absolu.

A Séquedin, c'est comme si la division et l'effacement avaient opéré. On entend rarement les détenues frapper sur les portes des cellules à l'unisson. Mais j'espère que le quartier des femmes se secouera dans l'avenir pour refuser la résignation, conquérir de nouveaux "droits" et libertés, ici et ailleurs. Et enfin, partout, mettre à bas ces lieux de l'enfermement. A l'heure qu'il est, j'attends toujours, mais avec plus de confiance et avec une compréhension progressive des mécanismes qui tentent de nous gérer... La lutte continue !

[Lettre publiée sur Indymedia Nantes le 8 août 2008]

«Aller en taule tout en continuant à lutter pour la liberté»

Ce texte a été écrit en août 2008 par Damien, sous contrôle judiciaire depuis janvier pour l'histoire des fumigènes, juste avant son incarcération à la prison de Villepinte.

Salut à tous les camarades,

C'EST UNE TRISTE NOUVELLE qui me pousse à écrire cette lettre. A l'heure où elle sera rendue publique, je serai en prison, enfermé dans une cellule pour un temps que j'ignore. Il y a une semaine j'ai reçu une convocation de la juge antiterroriste Houyvet pour le 14 août en tant que mis en examen dans le cadre de l'instruction sur la supposée "Mouvance Anarcho-Autonomie Francilienne". Pour mémoire, j'avais déjà été interpellé le 19 janvier avec Ivan et Bruno qui étaient en possession de fumigènes. J'avais alors été placé sous contrôle judiciaire.

Je suis donc convoqué le 14 août car les flics et les experts en charge de ces affaires prétendent avoir recoupé mon ADN prélevé sur un de mes habits en garde-à-vue le 19 janvier (j'avais alors refusé de le donner volontairement) avec l'un de ceux relevé sur une bouteille remplie d'essence retrouvée sous une dépanneuse de la police en mai 2007, au moment de l'élection présidentielle. Dans cette affaire, Isa et Juan sont déjà incarcérés. Je sais donc en me rendant à cette convocation que je n'ai aucune chance d'en sortir à l'issue et pourtant je m'y rends. Si je tiens à écrire cette lettre, ce n'est pas pour me justifier ni pour chercher un assentiment collectif. J'ai fait ce choix après réflexion et après en avoir discuté longuement et collectivement. Ce fut évidemment une décision difficile mais je l'assume pleinement. J'avais seulement envie d'expliquer cette décision à toutes celles et tous ceux avec qui j'ai déjà partagé des moments de vie et de lutte et parce que cette situation peut toucher d'autres personnes et qu'il est bon de partager les expériences. Si je le fais dès aujourd'hui, c'est parce que je sais bien qu'il sera plus difficile de communiquer ensuite.

Dans cette affaire, mon ami Bruno a fait un choix différent, il a préféré la cavale pour des raisons tout à fait compréhensibles. Je lui souhaite de tout cœur bon vent et j'espère que tous les charognards de la répression ne retrouveront jamais sa piste. Nos choix ne sont

pas les mêmes mais ne s'opposent pas entre eux. Libre, en cavale, sous contrôle judiciaire ou enfermé, ces situations sont différentes mais quelle qu'elles soient, nous restons animés par le même désir de liberté et le même envie de révolte face à ce qui nous opprime.

Dans ma situation, il n'y avait que peu de possibilités : partir ou me rendre à la convocation, soit l'exil ou la prison. Je ne voulais pas ne pas m'y rendre et attendre qu'ils viennent m'arrêter chez moi ou m'enlever en pleine rue. Quant à partir, je ne me voyais pas refaire ma vie à des milliers de kilomètres ni vivre caché dans la crainte permanente d'être arrêté. Bien que, je le répète encore, je comprends et soutiens tous ceux qui ont fait ces choix, mais moi je ne me le sentais pas, voilà tout. Restait donc me rendre à cette convocation et aller quelques temps en taule, ce qui ne signifie pas que j'accepte mon sort. Aller en taule tout en continuant à lutter pour la liberté, sans oublier ce qui nous anime politiquement, sans renier ce qu'on est, des révoltés contre l'ordre des choses, contre la marche de ce monde qui se prétend naturelle et contre la résignation.

Quant aux faits qui me sont reprochés, je nie une quelconque participation à cette action, je conteste ce rapport d'expertise et par là tout le système judiciaire et sa cohorte d'experts qui font maintenant de l'ADN l'élément indiscutable prouvant la culpabilité, l'empreinte génétique devenant la preuve absolue. J'affirme néanmoins ma pleine solidarité avec toutes celles et tous ceux qui, lors de la dernière élection présidentielle, ne se sont pas contentés de rester dans leur coin mais sont descendus dans la rue pour gâcher la fête de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau chef et exprimer avec rage leur refus d'être gouvernés, chacun à leur manière.

Cette révolte se poursuit aujourd'hui de différentes manières, dans les centres de rétention, dans les lycées ou dans les rues et j'espère de toute ma détermination et de toute ma rage que les murs qu'ils construisent ne suffiront pas à nous séparer et à briser nos solidarités et nos révoltes.

A bientôt, Damien.

[Lettre publiée sur Infokiosques.net le 15 août 2008]

«Nous n'avons que trop de raisons de nous révolter»

Ce texte a été écrit par Juan en novembre 2008 de la prison de Rouen, après un passage à celle de Fresnes où il a été incarcéré le 20 juin.

J'ÉCRIS DEPUIS LA PRISON DE ROUEN, qui s'est une nouvelle fois illustrée le 10 septembre par la mort d'un détenu, victime de la folie... de l'Administration Pénitentiaire.

Ca fait maintenant quatre mois que je suis en détention provisoire pour terrorisme.

Terrorisme ! Quel outil formidable pour l'Etat ! Le terrorisme vient aujourd'hui justifier des mesures de contrôle et de fichage de plus en plus poussées au nom de notre sécurité. On ne s'étonne même plus de croiser dans les gares des militaires, mitraillettes à la main. Démocratie ou pas, la peur reste le meilleur moyen pour soumettre et gouverner.

Dans l'imaginaire collectif, le terroriste, avec le pédophile, est devenu une des figures même du mal. D'un côté il a le visage de monsieur tout le monde, ce qui en fait une menace permanente et insidieuse qui ne peut se combattre que par un contrôle généralisé de plus en plus strict. Et de l'autre, il a le visage repoussant d'un monstre sanguinaire, fasciné par la violence et n'ayant plus rien d'humain ni de commun avec nous pour éviter qu'on le comprenne et que de tels actes se propagent. Apposer l'étiquette de terroriste sur quelqu'un, c'est donc le condamner au bannissement. Qui soutiendrait des barbares pareils ?

C'est une habile manoeuvre politique pour isoler et affaiblir. On fait passer des amis, des camarades de lutte pour des illuminés en décrédibilisant les moyens considérés comme violents (sabotage, bris de vitrine, etc) autant que le sens politique de leur action. Diviser pour mieux régner, rien de nouveau. On fait le tri entre la contestation "raisonnable", que l'Etat tolère, voire intègre pour se renforcer ; et celle sauvage et non autorisée, plus difficilement récupérable. On frappe fort sur quelques-uns pour que tout le monde ferme sa gueule et sache à quoi s'en tenir. Evidemment pour être efficace, ça doit servir d'exemple, on ne peut pas faire de tout le monde des terroristes.

La Mouvance Anarcho-Autonome Francilienne (MAAF), l'organisation terroriste à laquelle nous sommes supposés appartenir, rend bien compte de cette intention. Vous n'avez jamais vu de tract ou d'attentat au nom de la MAAF. Et pour cause : ce sexy sigle est une invention policière, le titre d'une catégorie de classification des RG (Renseignements Généraux). Le mot "mouvance" montre à quel point c'est flou. Il peut suffire d'un contrôle d'identité au cours d'un moment de contestation sauvage, de la fréquentation d'un lieu ou d'une personne, d'une lecture ou d'une opinion subversive. Certains thèmes aussi sont plus sensibles comme les prisons ou les sans-papiers ; RESF par exemple est qualifié de mouvement «quasi-terroriste».

Cette histoire de tentative d'incendie est loin d'être l'affaire du siècle. Et si le pouvoir, relayé par les médias, l'a gonflée au maximum, ce n'est pas que l'Etat craignait de ne pouvoir se relever de ce coup. Malheureusement, il faudra plus qu'un incendie –même réussi– pour mettre vraiment en danger le système. Si l'Etat est attentif et soucieux de ces «menaces» politiques et que cet affront devait être puni, il en a surtout profité pour faire de cette affaire un exemple, répondre à la contestation sociale, et remettre à jour quelques fichiers de renseignements et bases de données policières.

Nous nions tous les trois notre implication dans cette tentative d'incendie. Mais en vérité c'est un détail.



D'abord parce que face à la supposée irréfutabilité de la preuve par l'ADN des scientifiques, il est difficile d'expliquer la présence de poils qu'on a pu éventuellement semer, si tant est que ce soient les nôtres !

Ensuite parce que la Justice donne peu d'importance à ce qu'on a à dire. Elle n'a pas besoin de toi pour te juger. Qu'importe ce que tu as réellement fait. Si tu as le profil, et il peut suffire d'une garde-à-vue, de la participation à une manif ou d'opinions affichées, ça suffit à être condamné. Tout le reste est du théâtre.

En ce sens, la Justice ne s'est sans doute pas trompée. Je crois bien avoir le profil recherché. Non pas celui d'un fanatique qui veut semer la terreur dans la population pour arriver à ses fins –c'est plutôt l'apanage des gouvernements, qu'ils soient despotiques ou démocratiques–, mais plutôt celui d'un révolté parmi les autres.

Dans ce monde régi par le fric où la plupart des gens crèvent de faim pour soutenir le rythme de vie des riches ; où le seul horizon pour beaucoup est un travail de merde qu'on est réduit à pleurer au moment de perdre ; où l'ennui et la dépression sont la norme ; où ceux qui n'ont pas de papiers doivent raser les murs ; où la nature devient un luxe pour touristes ; où notre pouvoir sur nos vies se limite au choix de la chaîne télé, du bouffon qui nous gouverne, et de la marque de lessive ; où la police te rappelle à chaque instant de fermer ta gueule ; et où la prison t'accueille si tu déroges à la règle.

Dans ce monde moisi, il serait malvenu de pleurer la carcasse cramoisie d'une voiture de flics. Nous n'avons que trop de raisons de nous révolter. Ce n'est pas la répression qui nous les enlèvera.

En taule comme dans la rue, que la lutte continue avec rage et joie !

[Lettre parue le 10 novembre 2008 sur Indymedia Nantes]

ANTI-TERRORISME : LA DÉPANNEUSE RACONTE !

« Me voilà impliquée depuis dix longs mois dans une sale affaire où l'État – mon maître – ne parle que de "terrorisme" i tutti quanti alors que, personnellement, je n'y verrais qu'un peu de bon sens.

« Je m'explique. Trois jeunes gens, Isa, Juan et Damien, se retrouvent, un peu à cause de ma propre existence, mis en taule depuis trop de temps, et en attente d'un hypothétique procès sous mandat de dépôt anti-terroriste. La Justice les accuse d'avoir tenté de m'incendier, moi saleté de dépanneuse de flics, devant un commissariat du 18^{ème} arrondissement de Paris, en mai 2007, pendant la période agitée des élections présidentielles. Ils auraient été confondus, selon les juges d'instruction, par leurs profils ADN pris sous la pression ou à leur insu. En fait, d'après ce que j'ai pu comprendre, ce que le pouvoir leur reproche tient plus à leur profil politique – "anarcho-autonome" selon lui – qu'à autre chose. Et tient plus aux intentions qu'il leur prête qu'à une « preuve adn » toujours présentée comme la vérité vraie, la couleuvre à avaler.

« Si je tiens, aujourd'hui, à prendre la parole publiquement et par voie de presse, c'est effectivement que je suis littéralement proche de péter une durite (et c'est peu dire) à l'idée que l'État m'utilise allègrement pour sa propagande. Aussi, par peur de représailles, j'ai longtemps hésité avant de briser le silence : je crains en effet, pour mes camarades à quatre roues et moi même, un regain de zèle quant à

Après avoir essuyé le refus de plusieurs journaux (Paris Match, le Nouvel Obs', l'Humanité...) de publier son poignant témoignage, la « saloperie de dépanneuse de flics », comme elle aime à se nommer, nous a expressément demandé de diffuser dans son intégralité le récit de sa vision de l'Affaire. Et, il faut le dire, nous n'avons pas su refréner son désir brûlant...

nos utilisations par nos maîtres. Et, pour en avoir discuté sur le parking avec quelques collègues – banalisés ou non –, je sais qu'un certain nombre d'entre nous souhaiterait ne plus fonctionner, ne plus servir.

« Ne plus servir l'État. Ne plus sentir nos maîtres, ces porcs en uniformes, écraser par le fondement ce qu'il y a de plus remboursé et moelleux en nous. Ne plus entendre ces petits rires suffisants de ces cowboys de merde. Ne plus laisser ces assassins violenter l'accélérateur à en faire saigner le pare-choc avant. Ne plus entendre les leçons de morale de ces bouffons de « bons flics de gauche ». Ne plus trimballer ces larbins et ne plus les aider à traquer le pauvre à foutre en taule, l'arabe à tabasser. Ne plus transporter les troupes de gardes-mobiles sur les piquets de grève. Ne plus aider le Pouvoir à se remplir les fourrières et les poches. Ne plus convoier les indésirables des centres de rétentions aux charters d'Air France... Ne plus déplacer les prisonniers de la démocratie de cellules en mitards jusqu'à ce qu'ils en crèvent. Ne plus servir les intérêts de la classe des exploités et des mafieux, ne plus servir l'État. Je ne suis qu'une saloperie de voiture de flics et je ne veux plus servir ! Voilà, c'est dit !

« Dans cette optique, je

frappe, frappe et frappe ?

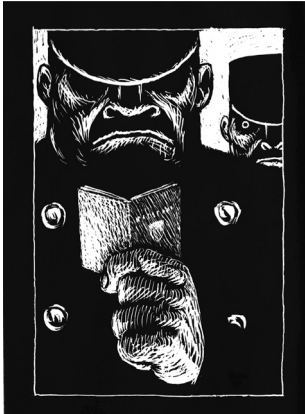
« Pour autant, je ne veux pas qu'il puisse y avoir méprise. Si, pour moi, il y a une logique évidente d'un certain nombre d'entre vous à vouloir se débarrasser des armes – par destination ou non – des flics, c'est également évident que ça reste bien insuffisant. Non seulement nous sommes interchangeables : si quelqu'un parvenait à me saboter et à me mettre hors d'état de nuire, j'en serais la première ravie, je vous l'ai dit, mais je craindrais l'arrivée rapide de ma remplaçante. Nous détruire joyeusement par paquets de plusieurs centaines simultanément, ne suffirait pas, je le crains. Tant que ne sera pas détruit le pouvoir de ceux que le contrôle et la coercition protègent, notre raison d'être ne sera pas affectée.

« Des saloperies de voitures de flics, il en crame depuis des décennies. Et il en cramera encore. C'est ainsi et c'est tant mieux. Pour ma part, j'espère qu'une bonne âme voudra bien se décider à me saccaquer, à me caillasser, à me caraméliser le moteur, à me désosser et me revendre en pièces détachées, à me faire flamber, à m'épargner le terrible poids d'autres arrestations...

« En espérant cette fin prochaine, je finirai par ce que me disait encore hier mon pote Scénic bleu métallisé banalisé du commissariat du 18^{ème} : "un peu de bon sens, un peu d'essence..." ».



[Témoignage recueilli le 25 novembre 2008 sur Indymedia Nantes]



Voyage d'un indésirable à travers les rues et les centres

UNE DES NOMBREUSES ASBL D'ANVERS. Un lieu où beaucoup d'immigrés se rencontrent, où tu peux rencontrer beaucoup d'immigrés¹. Cependant, tu n'y trouveras pas beaucoup de femmes et tu ne pourras pas aller voir derrière la porte fermée du bar. Des sans-papiers qui y travaillent pour du pain et un toit. Ça s'appelle une faveur de la communauté. Et il ne s'agit pas seulement de cuisiner, de nettoyer, de servir... Non, le deal c'est que tu abrites les petits trafics, et ceux plus grands déjà. Les petits commerces de personnes qui essaient de négocier quelques affaires d'origine obscure, les grands commerces de drogues en tous genres. C'est là que j'ai rencontré Abdel. Il y travaillait la journée et dormait la nuit sur un matelas dans la cave. Le patron lui avait offert cette chance parce que « *des gens originaires de la même région doivent s'entraider* ». Que toute cette aide enrichisse certains et maintienne les autres dans la misère, on l'accepte silencieusement.

Un jour, ç'en fut trop. Abdel ne pouvait plus accepter qu'on deale de la cocaïne lorsqu'il était derrière le bar. Après une dispute avec le patron, il s'est cassé. Le patron a toutefois gardé ses papiers. La main invisible des privilégiés des communautés d'immigrés garde beaucoup de prolétaires sous son emprise.

Refuser une main tendue n'est guère apprécié. Dans beaucoup de lieux, Abdel n'était plus le bienvenu mais, heureusement, il y a pas mal d'exclus de la communauté qui se retrouvent et essaient de survivre ensemble dans la jungle de la domination. Parce que louer était financièrement impensable, Abdel s'est mis à squatter avec quelques autres.

Pour survivre, il fallait voler. J'ai toujours trouvé très inspirant que des personnes à qui il reste si peu de perspectives gardent encore une certaine éthique. Pas de drogue et ne pas voler d'autres pauvres. Peut-être suis-je naïf, et que ça a plus à voir avec le fait que voler les pauvres ne rapporte pas grand-chose... Quelques mois plus tard, l'inévitable est arrivé. On en avait souvent discuté. Il nous semblait inévitable que le long bras de la loi intervienne à un moment donné. Curieusement, cette conscience dissipe une partie de la peur de prendre des risques.

Abdel a pris 18 mois pour vol dans des voitures et deux cambriolages dans des villas. Les portes de la prison se sont à nouveau ouvertes pour lui. Il a retrouvé quelques amis, mais la prison lui pesait tout de même. La pression des clans est grande et te met le dos au mur. Soit tu baisses la tête et tu te caches, soit tu continues ton chemin la tête haute et tu risques un couteau dans le ventre. Abdel a essayé autant que possible d'éviter la confrontation. Il a rencontré quelques personnes qui ne venaient pas de sa communauté et il a essayé, comme il l'avait fait au dehors, de survivre avec eux l'enfer de la prison.

Parce qu'il parlait à peine la langue exigée, il ne savait guère pourquoi il avait été condamné. Il ne savait que le nombre de mois qu'il avait à purger. La routine de la prison n'a pas besoin des mots, elle s'explique par elle-même. Quelques mois plus tard, il était transféré vers une prison lointaine pour purger ses derniers mois.

Il aspirait tellement à être de nouveau dehors. Pas seulement pour pouvoir bouger de nouveau, mais aussi pour entamer une nouvelle étape de sa vie. La prison est une école pour beaucoup de choses. En dépit de la mentalité de clan qui va en grandissant et de la décadence de l'ancienne éthique des délinquants, beaucoup de connaissances et expériences y sont encore partagées... et puis, l'inévitable venait de tomber du ciel : condamné à 18 mois, mais pas en possession de papiers valables. Le résultat de cette addition signifiait des mois supplémentaires dans un centre fermé [centre de rétention]. Administrativement.

Abdel m'a raconté qu'en prison, au moins c'était clair. Autant de mois à purger et après t'es dehors. Un centre fermé, par contre, repose sur l'incertitude permanente quant au temps qu'ils vont te garder. Personne ne peut te dire si tu ressortiras de nouveau dans la rue ou si tu seras déporté. Cette terreur permanente est l'arme la plus puissante entre les mains de la direction. Ils propagent l'illusion que celui qui se comporte bien a plus de chance d'être libéré.

La rage est grande dans les centres fermés. Presque tout le monde veut s'échapper. Avec sa connaissance en matière de «Sésame ouvre-toi», il a proposé un plan d'évasion à quelques autres de son bloc. Depuis la salle de récréation, ils devaient forcer une porte qui donnait sur les prairies autour des murs. La dernière chose à surmonter était la clôture, mais ce n'était pas un si grand problème. Dans le centre, tout le monde sait parfaitement

comment couper le grillage. Une ligne horizontale et une verticale avec une pince sont suffisantes pour le plier et s'y glisser. Ça ne prend même pas trois minutes. De plus, les gardiens ne sont pas censés te poursuivre une fois que t'as passé la clôture ; pour cela, ils appellent la police.

Pour camoufler le bruit qu'ils faisaient en défonçant la porte, quelqu'un devait jouer de la guitare. C'est drôle que le centre pense que quelque chose comme une guitare puisse calmer les gens – leurs esprits autoritaires ne pourront jamais comprendre que le désir de liberté peut transformer n'importe quel objet en arme. A un moment donné, un gardien se dirige vers la porte. Abdel lui demande du feu. Dans le centre fermé, les briquets sont interdits (un briquet permet de mettre le feu aux cellules...). Entre-temps, les autres travaillent sur la porte. Tout commence à grincer. Il faut se grouiller maintenant. Les nerfs en boule, quelqu'un ne tient plus et donne un coup d'épaule contre la porte. La porte s'ouvre à grand bruit et une dizaine de prisonniers se précipite dehors. Abdel voit son plan lui filer sous le nez. Pendant que les autres font leur chemin vers la liberté, Abdel essaie encore autre chose. Il arrive jusqu'au toit et veut s'y cacher quelques heures avant de descendre dans la nuit et de s'évader. Une heure plus tard, il est découvert par les gardiens. Une dizaine d'autres ont par contre réussi de s'échapper.

A partir de ce moment, Abdel saisit chaque occasion de se battre contre le centre fermé. Après une confrontation avec un gardien, il gagne la confiance de quelques autres prisonniers. Quelques jours plus tard, ils assouvissent leur colère et détruisent tout un bloc. Quelques cellules partent en flammes. Après deux semaines de cachot [mitard], les insurgés sont de nouveau remis dans les sections normales.

Quelques scies à métaux ont suffi à rendre possible un nouveau plan d'évasion. Cette fois-ci, il ne fallait pas laisser tant de choses au hasard. Abdel ne met que quelques personnes au courant. Jour après jour, ils scient quelques millimètres de barreaux. Jusqu'au jour où un autre prisonnier a eut vent du plan. Pour se mettre dans les bonnes grâces de la direction, il dénonce les barreaux sciés. Quelques heures plus tard, tous les barreaux du centre sont examinés et resoudés...

Le temps commence à presser. Un ambassadeur a délivré un laissez-passer pour Abdel. Une première tentative de déportation échoue...

Après une énième mort dans une cellule d'isolement du centre fermé, une émeute éclate. De par son expérience, Abdel connaît les points faibles du système. Toute une salle part en flammes. Différentes cellules sont détruites. Les exhortations d'Abdel ne passent pas inaperçues et il est remis en isolement. Aucun contact avec les autres. La seule communication encore possible, c'était la révolte. Abdel a détruit la cellule d'isolement dans l'espoir que ce signe de résistance pourrait inciter d'autres. Mais c'est le silence qui a suivi...

A ce moment là, tout s'est accéléré. La machine à déporter n'est pas aussi arbitraire que certains de ses «critiques» le prétendent. Pour les révoltés, il y a toujours une place dans l'avion. Une semaine plus tard, Abdel a été déporté sous escorte policière.

Pour que ce parcours de rébellion puisse inspirer et inciter des complices anonymes. Comme Abdel le disait déjà, le vrai problème c'est l'isolement de la rébellion entre quatre murs. Si la révolte s'étendait vers l'extérieur, d'après lui tout serait possible. Ses derniers mots en Belgique ont été : « *S'ils pensent qu'ils ont des problèmes avec moi ici dedans, ils verront bien quand je sortirai* ».

Un ami d'Abdel
Juin 2008

1. Les «asbl» sont des structures associatives sans but lucratif. Presque tous les cafés «d'immigrés» à Anvers et ailleurs en Flandre adoptent ce statut juridique.

[Tiré de *La Cavale* n°13, Anvers/Gand (Belgique), juillet 2008, pp. 10-11. Nous avons légèrement modifié leur traduction du néerlandais au français.]

Manif contre la réouverture de Vincennes

Le 11 novembre 2008, au lendemain de la réouverture d'une partie de feu le centre de rétention de Vincennes, s'est déroulée une manifestation contre les centres et les expulsions. L'important dispositif policier était déjà en place au départ du RER, si bien que les 300 manifestants, bloqués à hauteur de l'hippodrome, n'ont pu s'approcher des nouveaux bâtiments du camp pour étrangers.

Retour à la case départ donc et, surprise, le cortège s'engage vers la voie rapide et l'autoroute A4, prenant la ficaille de vitesse. L'autoroute est rapidement bloquée, les bouchons commencent. Les renforts policiers tentent une charge puis un dépassement, en vain. Face aux gaz lacrymogènes, un demi-tour est effectué, bloquant à nouveau la circulation. «*Liberté, Liberté !*» et «*Brique par brique, mur par mur, nous détruirons les centres de rétentions*» résonnent aux oreilles des automobilistes. Tout le monde rejoint ensuite le RER pour s'en retourner vers Paris, malgré des derniers tirs de lacrymo.

Au final, cette manif a montré une fois de plus que la mobilité et l'imagination permettent non seulement de continuer à exprimer notre rage même lorsque le dispositif policier prétend nous en empêcher, mais aussi qu'en perturbant la normalité, on peut parvenir à dépasser la routine militante et à développer ensemble des pratiques plus efficaces contre la machine à expulser.

POURQUOI NOUS VOULONS LA DESTRUCTION DES CENTRES DE RÉTENTION

- Parce ce que nous ne nous battons pas pour l'amélioration des conditions de détention.
- Parce que même climatisées, en or, en velours ou en soie, une cellule d'enfermement reste une cellule d'enfermement.
- Parce que la rétention succède à une rafle arbitraire et précède à une expulsion tout aussi arbitraire.
- Parce qu'arrêter en masse les sans-papiers et en expulser un certain nombre, c'est apprendre la peur à tous.
- Parce que le sans-papier salopard ne mérite pas plus d'être enfermé que «l'honnête sans-papier».
- Parce que nous sommes pour l'abolition de toutes les frontières et de toutes les prisons.
- Parce que pour des raisons économiques, l'Etat peut décider d'expulser 25 000 personnes par an tout comme un patron peut décider de virer 9 000 personnes parce qu'elles ne sont plus rentables.
- Parce que nous ne reconnaissons pas les lois, bien qu'elles nous reconnaissent.
- Parce que la criminalisation des sans-papiers entraîne celle de chaque personne qui souhaite vagabonder.
- Parce que le contrôle des papiers sert de prétexte au Kontrôle.
- Parce que quand la liberté d'une personne est bafouée, c'est la liberté de chacun qui est remise en cause.
- Parce que les dispositifs d'arrestations de sans-papiers participent à l'occupation policière de nos quartiers.
- Parce que la peur d'être enfermé permet la surenchère de l'exploitation.
- Parce qu'apologie du cynisme, ce sont parfois des travailleurs sans-papiers qui construisent eux-mêmes les prisons auxquelles ils sont prédestinés.
- Parce que, au-delà des centres de rétention, c'est l'Etat que nous voulons défoncer.
- Parce que la fermeture des CRA se demande et que nous ne voulons rien demander à l'Etat.
- Parce que l'humanitaire ne règle jamais les problèmes de fond, il ne fait que se cantonner à la surface visible du problème.
- Parce que nous rêvons, nous qui en avons, de pouvoir brûler nos papiers dans une immense exaltation.
- Parce que !

non-fides@riseup.net

[Tract trouvé sur Paris en novembre 2008]



RETOUR SUR L'INCENDIE DU CENTRE DE VINCENNES

Un retenu du CRA 1 : «Le dimanche matin, comme tous les jours, on s'est levés un peu tard, vers 10 heures ou 11 heures, pour ceux qui ne vont pas dans les tribunaux. C'était calme. Au centre de rétention, tous les jours se ressemblent, ce sont les mêmes activités chaque jour. C'était donc comme s'il n'y avait pas eu de décès le samedi. Les gars recevaient leurs appels au téléphone des cabines, comme d'habitude.

Comme je l'ai dit, le samedi, on n'avait pas décidé de quelque chose. Après la prière de 14 heures, les gens sont venus et se sont attroupés, peut-être pour faire une marche silencieuse. Mais ils n'ont pas pu la faire car la police a vu l'attroupement et est entrée tout de suite. Parmi les retenus, il y en avait un qui était plus excité, les policiers l'ont pris de force et sont sortis avec lui. Les retenus n'étaient pas contents de la manière dont ils ont pris les gars. Ils ont essayé d'enlever la grille et ils criaient. Les policiers ont tout de suite lancé des gaz lacrymogènes pour disperser l'attroupement. Les gens pleuraient. Certains sont allés dans les chambres, d'autres sont restés. Ils ont cassé des morceaux de goudron fissurés et les ont lancés. Mais les pierres ne sont même pas passées tellement la grille est haute et fine. Il y avait beaucoup de gaz lacrymogènes, à tel point que les flics ne pouvaient plus entrer.

Certains retenus sont allés vers l'autre bâtiment où il y avait moins de gaz, mais quand ils y sont entrés, les gens se sont encore excités partout. On ne savait même pas qui était qui. Un Arabe se tapait la tête contre le mur exprès. Ses amis ont commencé à l'attraper et lui dire de ne pas faire ça, mais il y retournait, et il est tombé. Tout d'un coup, j'ai vu la fumée. J'ai voulu m'approcher pour regarder, mais je n'ai pas pu voir, il y avait trop de monde. Je suis allé de l'autre côté.

Il y avait un gars qui avait reçu du gaz lacrymogène en plein visage. Avec un ami, on a pris des serviettes pour le nettoyer et on est restés longtemps avec lui. Comme il y avait de la fumée et trop de lacrymo dans la cour, on ne pouvait pas y aller. Le feu a pris aussi à l'autre bout du bâtiment. Les pompiers sont venus, ils craignaient un peu l'excitation du groupe et n'osaient pas entrer. Le feu a duré un peu plus de trente minutes avant que les pompiers n'arrivent. Du bâtiment où j'étais et où on s'est tous blottis, on entendait beaucoup de bruit venant du bâtiment qui brûlait. Puis on est sorti de la chambre, parce que le gars qui était avec moi

n'était pas bien du tout ; il ne pouvait plus parler.

Quand on est sorti, j'ai vu que tout était délabré. Je suis retourné prendre un petit sac que j'avais préparé. Quand j'ai rouvert la porte, il y avait plein de lacrymogène. À cet instant, j'ai cru que j'allais mourir. Je suis descendu, mais je n'y voyais pas clair, j'avais une serviette sur les yeux. Il y avait de la fumée partout dans le nouveau réfectoire. Les policiers qui nous dirigeaient disaient : «Sortez ! Sortez !»

Nous, dans notre tête, on a cru que c'était la libération. On croyait qu'on allait voir la porte de la cour grande ouverte. Je crois que la révolte a été spontanée. Si les flics avaient su faire, s'ils n'avaient pas dispersé les gens et qu'on avait laissé les gars marcher calmement, peut-être que cela se serait passé autrement. Moi, pour «centre de rétention», je dis toujours «détention», et les flics n'aiment pas ça. Mais pour moi, nous sommes en prison, on n'est pas libres. La manière dont les gens sont expulsés, le fait même que les gens soient expulsés, quand tu penses à tout cela, tu es démoralisé. C'est ça qui a créé ce sentiment de révolte.

Comment le feu est arrivé ? Comment ils ont fait ? Franchement, je ne veux même pas savoir. C'est la mort du monsieur qui a suscité toutes ces violences-là, légitimes ou pas. Mais quand même, les révoltes, ça arrive partout. Quand il y a quelque chose qui ne va pas, il y a des révoltes, même en ville, dans la vie courante, il y a toujours des révoltes et ça peut être avec des violences. Une révolte, c'est une révolte, d'une seule façon. »

[Extrait de *Feu au centre de rétention* (janvier-juin 2008). *Des sans-papiers témoignent*, éd. Libertalia, novembre 2008, pp. 126-129]



Note critique autour d'un livre

CELA FAIT TOUJOURS BIZARRE de trouver les éléments d'une lutte à laquelle on participe devenir une marchandise supplémentaire sur les étals (en l'occurrence, le premier supermarché du livre venu). D'autant plus lorsque c'est le résultat d'un choix, celui de refuser l'autonomie totale permise par l'auto-production/auto-distribution, et non la conséquence d'une banale récupération marchande par la domination.

N'en demeure pas moins que les témoignages de sans-papiers recueillis dans *Feu au centre de rétention* méritent toute notre attention, ne serait-ce que pour partager et étendre la révolte contre la machine à expulser (de l'exploitation aux rafles, des centres aux déportations). Ou seulement parce que voler ce livre amènera un peu de thunes aux accusés de l'incendie du centre de Vincennes et à leur défense¹.

Au-delà de l'importance de plusieurs de ces témoignages, et peut-être justement parce que les compilateurs concluent que «*nous continuons à combattre la machine à expulser, son idéologie, ses pratiques, et bien évidemment le système d'exploitation capitaliste dans lequel elle s'inscrit*», il s'agit aussi de pouvoir débattre de façon critique sur les différentes pratiques autour de la lutte contre cette machine, et ce indépendamment des bonnes intentions des uns et des autres.

«*Nous ne sommes pas solidaires de la misère, mais de la vigueur avec laquelle les hommes et les femmes ne la supportent pas*»

Chacun sait que la prison est le reflet du monde qui la produit. De même, les prisonniers ne sont pas des individus différents de ceux qui se trouvent dehors. Ils ne sont ni pires, ni meilleurs. On ne voit alors pas en quoi la parole d'un damné de la Terre deviendrait intéressante *en soi* uniquement parce qu'il est incarcéré. Si une révolte fait sens pour nous, c'est parce qu'on peut s'y reconnaître, y défendre des contenus et y développer des pratiques offensives (c'est-à-dire qui remettent en cause la domination et les rapports qu'elle produit). Quant à la question des révoltés, c'est encore autre chose. S'il n'y a *a priori* pas besoin de les connaître pour lutter contre une oppression commune, ce n'est par contre qu'à partir de contenus et de perspectives partagées qu'on peut se lier les uns aux autres sans calcul politique.

Pour briser et dépasser les séparations du capital au sein des luttes, même lorsque celles-ci sont partielles, il s'agit donc de tenter de construire une réciprocité réelle. Or l'idéologie affirmant que nous devons défendre de façon acritique tout enfermé dans sa particularité (diffusant ses courriers ou ses témoignages, assistant à ses procès, soutenant ses positions,...) ne le permet tout simplement pas. Cette extériorité (on est pas enfermé dans la même cage, on subit des types de contrôle ou d'exploitation différents,...) conduit *de fait* à un renoncement théorique et pratique au nom d'imaginaires sujets politiques qui seraient seuls dépositaires «légitimes» des luttes².

Faire sortir des histoires de bouffe périmée ou non-hallal *au même titre* que des affrontements, présenter des expériences d'auto-organisation en même temps que mettre «*en contact les retenus avec des journalistes*» donne ainsi le sentiment que les camarades qui ont mené ce long travail semblent au fond guidés par cette logique prisonnieriste. Un sentiment encore renforcé dans le bouquin par l'absence de tous les actes de solidarité extérieurs autres que les manifs. Mais aussi par le fait de passer sous silence le caractère résolument offensif de certaines d'entre elles (5 avril à Joinville par exemple) ou de ne publier à propos des centres italiens qu'un seul témoignage victimiste (et pourtant, il y a depuis des années des révoltes à l'intérieur et de la solidarité à l'extérieur).

Enfin, parce que «*la seule alternative à la rétention, aux expulsions, aux arrestations, c'est la liberté*», il s'agit à présent de ne pas laisser seuls les inculpés de l'incendie du centre de Vincennes, mais aussi de continuer à lutter contre la machine à expulser, pour la liberté justement. Celle de tous et toutes.

1. Avocats, voire survie de leur famille, comme cela n'est pas précisé sur le 4e de couverture. Ce n'est pourtant pas tout à fait la même chose que «*les bénéfiques*» soient «*reversés aux retenus inculpés suite à l'incendie*» ou bien à un baveux et à d'autres.

2. Dans la même veine que les prisonniers et la prison (les retenus et les CRA) : l'ouvrier quand il s'agit d'usine, la famille quand il s'agit d'un assassinat policier ou le paysan du coin quand il s'agit d'une ligne à haute tension, etc. Comme si c'était «leur» usine, «leur» mort ou «leur» montagne. Comme si on ne vivait pas tous de mêmes rapports d'exploitation, de contrôle ou de domination. Comme si les usines, la police ou la dévastation de l'environnement ne nuisaient pas à chacun d'entre nous.

BEAU COMME



DES CENTRES DE RÉTENTION QUI FLAMBENT

LE 22 JUIN 2008, les deux bâtiments du centre de rétention de Vincennes (Paris) sont cramés. Après des mois de tension et d'affrontements, comme au Mesnil-Amelot et ailleurs, des sans-papiers y ont réalisé la seule réforme possible des prisons : leur réduction en cendres.

EN ESPAGNE, comme en Italie ou en Belgique (incendie du centre 127bis de Bruxelles le 24 août 2008), des émeutes viennent aussi régulièrement troubler le bon ordre de ces camps de la démocratie marchande.

LES CENTRES DE RÉTENTION ne sont qu'un des maillons de cette société carcérale. D'un système qui voudrait tous nous voir soumis ou résignés pour que les puissants continuent de s'enrichir sur la misère, les désastres écologiques ou la guerre.

LA QUESTION DES PRISONS est donc d'abord celle du monde qui les produit : il n'existe pas d'enfermement décent, comme il n'y a pas de capitalisme à visage humain. Face aux contrôles et aux rafles de sans-papiers dans les rues et les transports, face au racket spéculatif des tauliers, contre l'exploitation qui nous tue à la tâche, il est temps que la peur change de camp.

CINQ SANS-PAPIERS sont actuellement incarcérés, accusés de l'incendie du centre de rétention de Vincennes. Peu importe qu'ils soient coupables ou innocents : ce sont des otages destinés

à effrayer tous ceux qui décident de relever la tête et de renvoyer à la gueule de l'Etat un peu de la violence qu'il nous fait subir au quotidien.

CE QUI EST SÛR, c'est que l'enfermement est une raison suffisante en soi pour se rebeller contre les geôliers et leurs murs barbelés. Ce qui est certain, c'est que tout individu qui a encore le goût de la liberté et la rage au cœur ne peut que se reconnaître dans ces révoltes dévastatrices.

ET COMME LA MACHINE à expulser n'est pas abstraite mais s'incarne dans des hommes et des structures, chacun pourra trouver matière à exprimer sa solidarité de la façon la plus adéquate.

DES PARTIS DE GAUCHE comme de droite aux compagnies aériennes qui déportent comme Air France, des constructeurs de camps comme Bouygues et Eiffage à leurs cogestionnaires comme la Croix-Rouge, des balances comme la BNP aux contrôleurs des sociétés de transport public, les rouages se trouvent à chaque coin de rue.

Sabotons la machine à expulser !

SOLIDARITÉ ACTIVE

AVEC LES SANS-PAPIERS ACCUSÉS DE L'INCENDIE DE VINCENNES

[Affiche trouvée sur les murs de plusieurs villes en novembre 2008]

Vos papiers, s'il vous plaît !

Le 10 juillet 2008, une maison occupée est expulsée à Marseille avec grand déploiement de force et trois garde-à-vue. Une personne est relâchée, la seconde passera en procès pour outrage le 20 mai 2009 et la dernière, refusant de se soumettre à un prélèvement ADN, est placée sous contrôle judiciaire (pointage deux fois par semaine jusqu'au procès le 25 août dernier).

Un rassemblement de solidarité de 80 personnes s'est déroulé à cette date ainsi qu'un débat-projection au squat Monnaie de Singe trois jours avant.

Cette phrase trop souvent entendue qu'un flic, à tout moment, peut nous hurler, lors d'une rafle ou d'un contrôle routier. Cette phrase, on la connaît. Ce qu'on connaît moins, c'est le contrôle d'identité nouvelle génération, que la course folle des nouvelles technologies permet : Votre ADN, s'il vous plaît !

TOUS LES RÉCALCITRANTS commencent à en faire l'amère expérience : désormais (depuis 2003), en garde-à-vue, on peut avoir à donner son ADN, quel que soit le délit ou crime qu'on est suspecté avoir commis (ou presque : sont exclus les délits "financiers", types abus de biens sociaux, corruptions ou trafics d'influence). La loi précise que l'ADN ne peut pas être prélevé de force (sauf sur les détenus condamnés à 10 piges ou plus), mais il peut être pris à notre insu (un cheveux qui traîne, un peu de salive sur un gobelet, etc.). Le fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG), est déjà rempli de plus de 700.000 sections d'ADN, complété au rythme de 30.000 par mois. Refuser de se soumettre au prélèvement est un délit passible d'un an de prison et de 15000 euros d'amende (2 ans et 30000 euros pour les personnes condamnées pour crime). Une fois jugé, et la peine accomplie, celui ou celle qui refuse d'être génétiquement fiché peut être reconvoqué indéfiniment. C'est l'établissement d'un "délit permanent" pour les réfractaires, comme l'a été en son temps l'insoumission au service militaire. Ce fichage génétique répond à des objectifs identiques aux lois qui l'ont mis en place (Loi sur la Sécurité Quotidienne et la Loi sur la Sécurité Intérieure, respectivement de gauche et de droite) : plus de flicage et plus de taule. Ces législations d'exceptions ont d'ailleurs permis d'établir une rétroactivité : on peut être convoqué pour donner son ADN et être condamné pour refus suite à des délits commis avant que ces lois ne nous y oblige.

Les délinquants sexuels ont encore une fois servis de prétexte à mettre en place ce fichier. Les taulards ont été ensuite les premiers à le remplir massivement avant que ne soit voté en 2003 son extension à l'ensemble des crimes et délits.

Une étape de plus dans le contrôle qui pénètre jusque dans nos corps. Une étape de plus dans la gestion techno-marchande des populations, où les individus ne sont plus que des flux à canaliser où à endiguer. Quadrillage policier des espaces. Contrôle des mouvements par la vidéo surveillance. Téléphone portable qui fonctionne comme traqueur et mouchard. Passeport biométrique doté d'une puce contenant des informations propres à chaque corps (identification de l'iris, des empreintes digitales ou palmaires, etc). Carte bleue, carte vitale, carte d'identité, qui seront bientôt munies de puces RFID, émettant en permanence un signal que les condés pourront capter à distance, identifiant et contrôlant toute personne à son insu. Peut-être nos politicards caressent-ils le doux rêve d'un fichage de chacun (dès le berceau si



possible) mais, en attendant, le fichage, dans sa pratique quotidienne, au commissariat et dans les taules, vise l'identification de certaines catégories de population. Fichage génétique de l'individu, certes, mais en tant que membre d'un groupe social "porteur" de troubles potentiels : les fameuses "classes dangereuses", celles et ceux que l'exploitation met ou pourrait un jour mettre en colère (d'ailleurs c'est pas pour rien que les délits financiers sont pas soumis à ce type de prélèvement !).

Récemment des habitants de cités entières se sont déjà vus "prélever" leur ADN et génétiquement fichés. L'Etat doit maîtriser ses pauvres. A la fois pour organiser au mieux la production et les échanges marchands, mais aussi pour anticiper les troubles sociaux et au pire réprimer le plus efficacement possible toute révolte, individuelle ou collective. Et le mieux pour que tout cela marche, c'est de maintenir chacun dans la peur de l'autre, peur de manger encore plus, peur de la répression. La principale force des dispositifs de contrôle est de faire croire qu'il sont omniscients et infaillibles.

Si le contrôle s'étend partout, c'est partout, du coup, que la résistance peut prendre et sous de multiples formes.

Le refus d'ADN est un des actes possibles. Un refus massif et des demandes collectives de retrait du fichier FNAEG entraîneraient une incapacité technique de la justice à poursuivre devant l'engorgement déjà notable des tribunaux. Un discret sabotage de la machine à punir...

Refusons d'être traqués et fichés comme des marchandises juste bonnes à trimer et à la fermer ! Organisons nous contre le flicage incessant, le contrôle de nos vies jusque dans nos corps !

SOYONS NOMBREUX LORS DU PROCÈS POUR REFUS DE PRÉLÈVEMENT ADN AU TGI DE MARSEILLE LE 25 AOÛT À 14H

RETROUVONS-NOUS POUR EN PARLER AUTOUR D'UNE PROJECTION LE 22 AOÛT À 20H À MONNAIE DE SINGE, 41 RUE CONSOLAT (1E)

[Tract trouvé à Marseille le 1er août 2008]

Compte-rendu du procès pour refus de prélèvement ADN

Lundi 25 août à 14h s'est déroulé au TGI de Marseille le procès d'une personne ayant refusé de se soumettre au prélèvement ADN.

Un rassemblement de soutien réunit 80 personnes devant le tribunal. Dès 13h30 un dispositif policier se met en place à l'entrée du tribunal. Prétextant « un procès sensible » et une prétendue surcharge dans la salle, un barrage empêche de rentrer dans le bâtiment.

Cette affaire est donc traitée en premier. La juge commence par une présentation du cadre de l'interpellation : expulsion d'un squat (avec GIPN et Cie) sur lequel court une plainte pour dégradation. Puis vient le palmarès de l'accusée, constitué de quelques menus délits et la qualification en récidive du «*refus de prélèvement biologique*». Demande de prélèvement réitéré par les flics, suite à une fiche de recherche lancée automatiquement par le *Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques*, pour la seule raison qu'elle l'a déjà refusé. L'accusée, interrogée sur les raisons de son refus, reste ferme sur ses positions : refus du déterminisme génétique* et refus d'une

société de contrôle où chaque individu est tracé comme une marchandise, un numéro, un code barre.

Le procureur met l'accent sur le fait qu'il y a d'autres manières d'exprimer son désaccord face à la loi et requiert un mois avec sursis en soulignant que la loi, pour être équitable, doit être la même pour tous. La juge précise que «*ce n'est pas aux magistrats de faire la loi*», et que «*leur rôle consiste simplement à l'appliquer*». Elle interroge ensuite l'accusée sur ses garanties de représentation, semblant être rassurée par une promesse d'embauche. L'avocat de la défense plaide sur la disproportion entre l'acharnement des poursuites et le vide du dossier. Il demande à la justice d'entendre «*les raisons idéologiques*» du refus et d'appliquer «*un jugement clément*», compte tenu du «*profil de l'accusée*» et de «*la pertinence de ses propos*». Pressé que la foule, venue en soutien devant le tribunal, dégage de là, la cour suspend l'audience immédiatement pour délivrer son verdict rapidement : 300 euros de jours amendes**, soit 30 jours à 10 euros, avec 20% de réduc si l'amende est payée dans le mois.

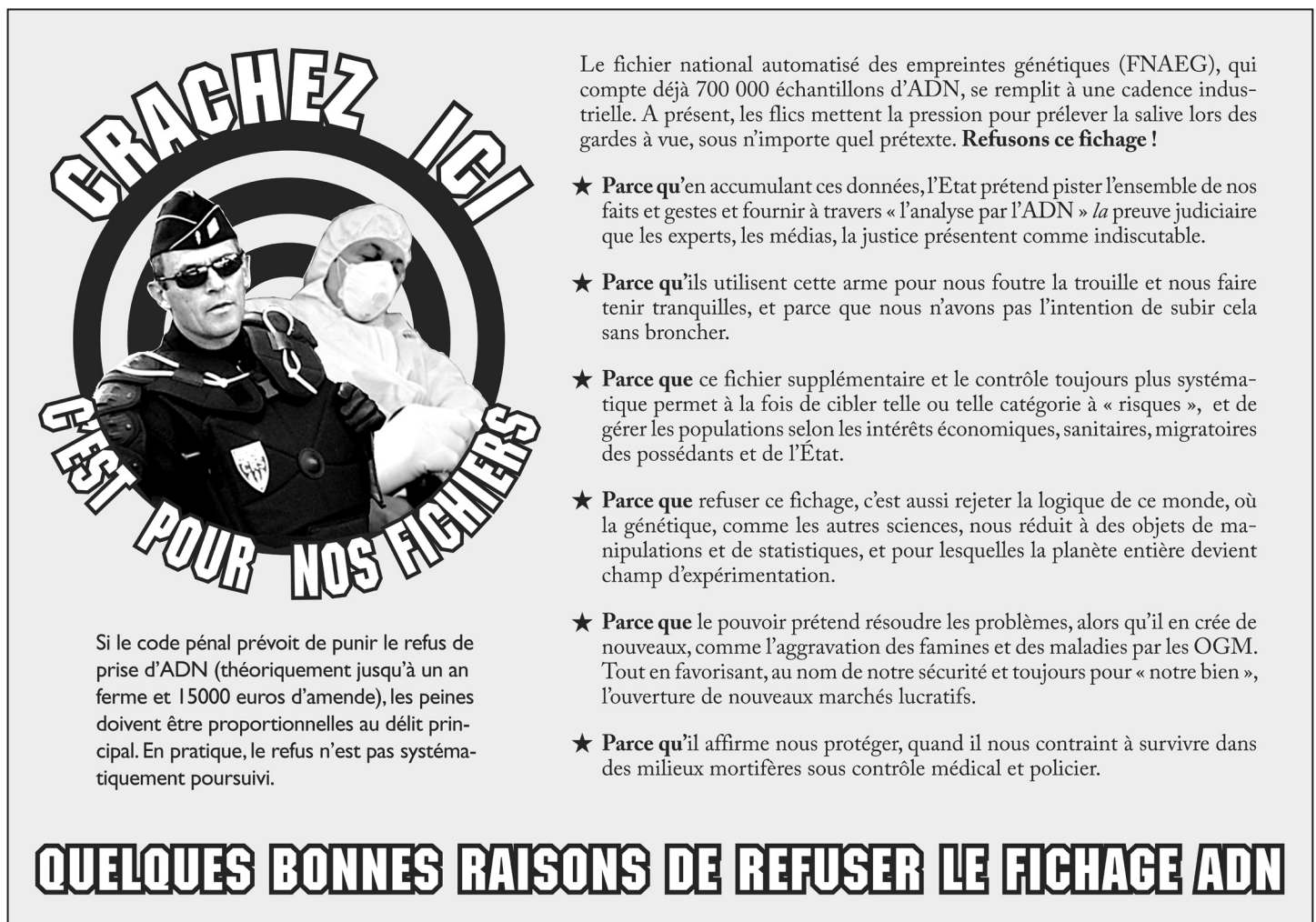
Il est certain qu'il n'est pas inutile de se mobiliser sur et autour des procès, et que ce genre de mobilisation ne peut que faire pencher la balance du côté des accusés, tant il est vrai que le rapport de force, aussi minime soit-il, incommode et dérange la justice et ses sbires...

**Solidarité avec tous ceux et celles qui passent sous le glaive de la justice.
Pour en finir avec cette société du contrôle et de l'exploitation.**

* Théorie scientifique qui prétend associer à des gènes des comportements sociaux (délinquance, homosexualité, révolte...) ; comme si la pauvreté, l'exploitation ou l'injustice n'en était pas la cause ; comme si la politique n'existait plus, réduite à un débat de spécialiste en biologie.

** Soit la personne paye la somme totale, soit elle va en prison pour le nombre de jours associés à la peine.

noadn456@gmail.com,
30 août 2008



Si le code pénal prévoit de punir le refus de prise d'ADN (théoriquement jusqu'à un an ferme et 15000 euros d'amende), les peines doivent être proportionnelles au délit principal. En pratique, le refus n'est pas systématiquement poursuivi.

Le fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG), qui compte déjà 700 000 échantillons d'ADN, se remplit à une cadence industrielle. A présent, les flics mettent la pression pour prélever la salive lors des gardes à vue, sous n'importe quel prétexte. **Refusons ce fichage !**

- ★ **Parce qu'en accumulant ces données, l'Etat prétend pister l'ensemble de nos faits et gestes et fournir à travers « l'analyse par l'ADN » la preuve judiciaire que les experts, les médias, la justice présentent comme indiscutable.**
- ★ **Parce qu'ils utilisent cette arme pour nous foutre la trouille et nous faire tenir tranquilles, et parce que nous n'avons pas l'intention de subir cela sans broncher.**
- ★ **Parce que ce fichier supplémentaire et le contrôle toujours plus systématique permet à la fois de cibler telle ou telle catégorie à « risques », et de gérer les populations selon les intérêts économiques, sanitaires, migratoires des possédants et de l'Etat.**
- ★ **Parce que refuser ce fichage, c'est aussi rejeter la logique de ce monde, où la génétique, comme les autres sciences, nous réduit à des objets de manipulations et de statistiques, et pour lesquelles la planète entière devient champ d'expérimentation.**
- ★ **Parce que le pouvoir prétend résoudre les problèmes, alors qu'il en crée de nouveaux, comme l'aggravation des famines et des maladies par les OGM. Tout en favorisant, au nom de notre sécurité et toujours pour « notre bien », l'ouverture de nouveaux marchés lucratifs.**
- ★ **Parce qu'il affirme nous protéger, quand il nous contraint à survivre dans des milieux mortifères sous contrôle médical et policier.**

QUELQUES BONNES RAISONS DE REFUSER LE FICHAGE ADN

[Affiche trouvée sur les murs de plusieurs villes, décembre 2008]

Expulsion musclée au Prat del Ronc

Avril 2007, nous, paysan-nes sans terre, reprenons l'activité du Prat del Ronc à St-Germain-de-Calberte, en Cévennes lozériennes ... Lieu abandonné depuis 10 ans. Les terres sont défrichées et cultivées. Petit à petit le lieu reprend vie : four à pain, poules, poteries, maraîchage, plantation d'arbres fruitiers ..., mais aussi projections de films, soirées débats, chantiers collectifs, journées d'échanges ... Multitudes de projets fleurissent. Dès lors, la préfecture pousse le propriétaire anglais à porter plainte et à traîner les habitants devant la machine judiciaire dont ils savent trop bien qu'ils ne sortiront pas gagnants. Après 2 procès riches en agitation, l'avis d'expulsion est signifié à partir du 20 juin.

Mardi 22 juillet 2008, le jour se lève, le Prat del Ronc repart pour une joyeuse journée de surveillance des alentours.

6h du matin, les guets voient arriver sur le sentier qui mène au Prat, les chiens de garde de l'ordre établi. L'alerte est lancée et réveille les habitant-e-s qui se regroupent devant la maison. Pas de temps à perdre, le chantier barricade est lancé, fermeture de la maison, blocage du chemin avec du tout venant.

6 h15 : Une cinquantaine de gendarmes (y compris les locaux) dont une quarantaine de gardes mobiles, plusieurs RG, une brigade canine et l'huissier, se retrouvent bloqués devant la barricade, à côté de la maison. Nous sommes une vingtaine à leur faire face. Leur intervention et le rapport de force sont inévitables. Cette fois, il n'est pas en notre faveur, vu les forces déployées (bombe lacrymo, tazer, fidèle matraque), mais notre détermination ne fléchira pas. En attendant l'arrivée des camarades, nous décidons de gagner du temps en regroupant nos affaires au ralenti (sans oublier les pauses café !). Au bout de 2h grattées, l'huissier demande de rentrer dans la maison. Essayant notre refus, la flicaille déclare la dernière sommation. Aussitôt dit, aussitôt fait : entre 9h et 9h45, les chiens à 4 pattes mordent, et leurs homologues à 2 pattes frappent, étranglent et matraquent. Ils nous traînent jusqu'à la sortie de la piste du Prat. A ce moment, étant un peu plus nombreux, des petits groupes se forment, tentant de harceler les flics - qui quadrillent la maison - au moyen de diverses interventions sur la zone surprotégée et de cris de révolte exprimant rage et dégoût. 11 h : Les uniformes rentrent dans la maison. Nous continuons de crapahuter dans la montagne et récupérons le plus d'affaires possible et nos poules ; les flics autorisant l'accès à la zone qu'ils tiennent à deux filles uniquement. Regroupés non loin de là, nous assistons au saccage en règle des jardins. Chargement des affaires, insulte aux flics, vaine tentative d'accéder à l'intérieur de la maison, nous plions bagage dans le tumulte pour aller nous organiser ailleurs. Il est 15 h00.

Pendant ce temps-là, à Florac, on contrôle tous les profils qui ne correspondent pas à la carte postale famille nombreuse, marchands, touristes. Aujourd'hui, l'ordre règne à la sous-préfecture, et par la force on l'applique jusqu'au fond des montagnes.

Le Prat del Ronc est à nouveau voué à devenir un lieu mort. Mais nous, nous restons vivants et combattifs, résolus à développer des pratiques autonomes visant la réappropriation de nos vies. Il nous appartient à tous d'agir pour montrer notre désaccord face aux aberrations de la propriété privée ; d'affirmer, en paroles et en actes, la liberté de vivre comme il nous plaît, et de lutter avec force et courage contre cet ordre inique.

Rester silencieux c'est les soutenir !

pratdelronc@no-log.org,
26 juillet 2008



Midi Libre

0,00 € Edition très spéciale LOZERE INTIMOREL

TOUT SUR L'EXPULSION DU PRAT DEL RONC

Au commencement était la ville...

En effet, pour comprendre le pourquoi du comment, il faut en connaître les origines, c'est pourquoi fidèles lecteurs du Midi Libre votre reporter animalier va tout vous expliquer dans ce qu'il convient d'appeler une véritable aventure champêtre. Raymond est la première personne de Prat del Ronc que j'ai pu contacter, éternel adolescent en rupture il vient comme tous ses ami(e)s de la banlieue parisienne et après quelques pégrinations dans le sud de la France à la recherche d'une oasis ils porteront leur choix sur nos innombrables Cévennes lozériennes et plus précisément sur une « maison » abandonnée non raccordé au réseau électrique et à l'eau potable. Cette bicoque au toit fuyant est entouré de bancs/faisces/terrasseaux en valis de ronciers



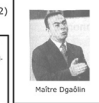
gigantesques témoins place de jardins fleurissants qui aurait peu souffert d'une comparaison avec Babyloane la fourbe, des arbres fruitiers sont plantés, un parc à chevaux mis en place, un four à pain et un autre à poterie sont édifiés demi-d'argile et de pierre mélangés de sueur... (suite page 2)



BELLE PROPRIÉTÉ FRAÎCHEMENT EXPULSÉE. TRÈS BIEN EXPOSÉE ET FORT SURVEILLÉE GRÂCE À UNE SUPER AGENCE DE VOIES ROYALES ET DE CHÈVRES ENRAGES. COMPREND TROIS TERRASSES ENTièrement PÉTRIÉES ET QUELQUES COLLARDS AUX ALÉTOURS IDEAL POUR CEUX QUI AMENT VOR LES MAISONS QUI TOMBENT EN RUINE À VOUSRE UNSEULEMENT AUX RICHES SPÉCULATEURS. SQUATTEURS S'ABSTENIR.

DIVERTISSEMENT
Votre grand jeu de l'été "Êtes-vous résignées ou insurgées?"

L'horoscope solaire par Maître Dgaôlin



[Faux numéro du Midi Libre paru fin juillet 2008]

Au marché de Florac

Le 24 Juillet à Florac, place du marché, deux jours après l'expulsion musclée des habitants du Prat Del Ronc, encombrement de cartons, informations, occupation d'une agence immobilière, intervention policière.

UNE TRENTAINE DE PERSONNES, les bras chargés de meubles et de cartons, circulent difficilement au milieu de la foule compacte de touristes venus découvrir le "rêve lozérien". Tous pensent voir venir de nouveaux commerçants et de nouvelles marchandises, et pensent au proche plaisir d'accomplir leur rôle : consommer, consommer pour découvrir, consommer pour s'évader. Mais les cartons ne contiennent aucun de ces fantasmes. Ni éco-marchandises, ni produits de la ferme dans son emballage rustique mais moderne, ni gadgets sophistiqués idéaux pour le camping. C'est la mémoire encore vive de l'expulsion que les nouveaux arrivants expriment sur la place. " Sans-papiers, sans-logis, sans-terres, matraqué-e-s, expulsé-e-s, les citoyens continuent à consommer. Tout est calme, Chut ! ". L'euphorie mercantile est troublée. Certains, interrompus dans leurs transactions, décideront de fuir pour aller se satisfaire ailleurs. D'autres profiteront des minutes de répit pour se détourner du commerce et s'informer.

Quelques mètres plus loin, la boutique " Causse Cévennes Immobilier " vante paisiblement ses maisons " idéal accueil touristique ", " idéal résidence secondaire ", " idéal accessibilité ", " idéal calme et plaisance ". En organisant les transactions de propriétés privées, les agences immobilières prennent une place de choix dans la gestion capitaliste de l'habitat et de l'accès aux terres.

En Cévennes comme ailleurs, le logement est un marché juteux qui doit rapporter toujours plus. Peut importe le reste, c'est le fric qui compte. Surfant sur la vague " nature " qui valorise le capital foncier en campagne, les agences immobilières font leur beurre. Les fermes deviennent des gîtes, les hameaux des résidences pavillonnaires, les terres arables des terrains de camping et des

supermarchés : c'est le jeu et ça rapporte. Selon les principes de rentabilité, le tout est proposé à haut prix à ceux qui en ont les moyens. La gestion du foncier, suivant la logique carte-postale, s'accompagne d'une politique de normalisation et d'aseptisation à tout crin : les installations sont ultra-réglées et contrôlées. Tous le monde doit, de fait, suivre le mouvement. Les habitants sont les esclaves des nouveaux marchés, destinés à assurer le confort des heureux saisonniers (aménagements routiers, télé-communication, tourisme, vente) avec, pour seul espoir, d'acquiescer un jour, au terme d'une vie de labeur et de soumission, un lopin de paradis où passer ses vieux jours.

Dans la boutique tout est calme. Inutile de s'inquiéter pour la bonne marche des affaires, pour les sans-logements et ceux qui refusent le chantage : la police est là pour faire régner l'ordre. L'expulsion des mauvais-payers et des squatters est nécessaire à leur commerce. Comment réussir leur racket sans menace ? Entendant le récit de cette expulsion, c'est le cœur léger que les marchands peuvent penser à leurs bénéfices. L'éco-bio propagande assure l'image de marque et les profits. Et la répression est là pour dissuader toute manière de vivre non-conforme. Encore une fois, les choses se troublent. L'activité de l'agence est subitement interrompue, pointée du doigt et dénoncée. C'était plus que nécessaire. Pour résoudre ce problème, le propriétaire-patron (Marcel Savajol, Président de l'office du tourisme de Florac-Ispagnac) appelle, comme prévu, la gendarmerie. C'est le sourire aux lèvres qu'arrivent des gendarmes. Eux aussi connaissent leur rôle, tout comme ils le connaissent deux jours plus tôt en expulsant. Alors qu'à l'abri des regards le pouvoir dévoile toute son abjection et sa violence, en place publique les apparences doivent être sauvegardées. C'est sous une pluie d'invectives que les expulseurs d'hier seront chassés. Pour organiser le retour au calme des commerçants, des élus, le sous-préfet, et leurs médias se réuniront quelques jours plus tard. Affirmant leurs valeurs (rayonnement économique de la région, nécessité de mesures répressives...), ils espèrent mettre fin à toute contestation.

Malgré ce qu'ont pu voir les passants à Florac, et en dépit de nombreuses discussions, la manipulation médiatique commence. L'occupation est re-qualifiée en "séquestration", l'information distribuée devient "pagaille, bousculades et violences", une pétition circule (*Midi Libre* du 25 et 28 juillet).

La diffamation et les mensonges de ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change nous accompagne inévitablement, pour nous isoler, nous marginaliser, et détruire toute solidarité.

Nous continuerons à troubler et dénoncer ce qui nous détruit, nous exploite et veut nous réduire à une survie misérable. S'exprimer, expliquer, porter la contradiction... sont des armes qui nous restent pour mettre à mal ce meilleur des mondes où rien ne déborde.

[Paru le 30 juillet 2008 sur <http://lapicharlerie.internetdown.org>]

Fresnes

Verdict du procès suite à la manif

Le 14 octobre 2008 a eu lieu le procès concernant la manifestation sous les murs de la prison de Fresnes le 2 juillet dernier.

Il s'est déroulé en présence de nombreuses personnes solidaires et face à 3 juges. L'audience, relativement longue, a largement porté sur le contenu de la banderole incriminée, " *Comme à Vincennes... feu aux prisons* ". L'accusation retenue était « *provocation à la commission de destructions, dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes, non suivie d'effets* ». Face au raisonnement déroulé par le procureur et la juge qui menait les débats, selon lesquels ce ne sont évidemment pas les ordures en tôle de leur espèce qui font crever les prisonniers en taule mais de dangereux irresponsables qui les amènent à commettre « *l'irréparable* » (en l'occurrence détruire ce qui les détruit), les trois accusés¹ ont réaffirmé leur solidarité avec les prisonniers et prisonnières qui se révoltent contre la situation qui leur est faite. Ça a été aussi l'occasion de reposer le caractère insupportable de toute forme d'enfermement et de rejeter la vision manipulatoire que peuvent avoir les esprits étroits qui tentent de circonscrire toute forme de révolte à des injonctions et un jeu politiques.

Contre cette banderole (qui n'a pu être attribuée spécifiquement à personne), le procureur a requis 2 mois avec sursis et 800 euros d'amende + une amende non définie pour le refus de prise ADN et " *des peines plus lourdes* " pour la personne accusée en plus d'outrage et de « port et transport d'artifices non détonants » (des fumigènes).

Le 4 novembre a eu lieu le rendu du procès : 3000 euros d'amende avec sursis pour 3 personnes, en application de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 qui réprime « *ceux qui auront notamment par des discours, cris ou menaces proférées dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits ou imprimés (...) distribués ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, provoqué (...) à commettre les dégradations ou détériorations dangereuses pour les personnes définies par le livre III du code pénal* », ainsi que pour le refus de relevés signalétiques (photos+empreintes). En revanche, il y a eu relaxe sur le refus de prise ADN au motif que « *le délit prévu et réprimé [par la dite loi de 1881] n'est pas compris dans l'énoncé de l'article 706-55 du Code de procédure pénale permettant l'inscription des empreintes génétiques des prévenus au FNAEG* ». Comme quoi, ça vaut le coup de refuser de se faire fiché génétiquement ! La quatrième personne, déclarée coupable des autres délits spécifiques, a pris 3000 euros d'amende ferme. Personne n'a fait appel.

Mais quittons là le terrain judiciaire qui n'est vraiment pas le nôtre, et continuons à lutter pour la destruction de toutes les prisons.

1. La quatrième personne ne s'est pas présentée au procès.

[Publié le 6 décembre 2008 sur Indymedia Nantes]



Ménilmontant : mise au point sur l'expulsion de la rue des Pannoyaux et ses suites...

LE 13 OCTOBRE 2008, dix personnes sont interpellées à l'issue de l'expulsion d'un immeuble occupé à Paris, dans le quartier de Ménilmontant [6 rue des Pannoyaux]. En même temps que l'occupation est rendue publique, les locaux du propriétaire, la SIEMP (rue de Paradis, 10e) sont investis par une quinzaine de personnes. Pour s'éviter une procédure en référé, plus longue et plus coûteuse, pour se débarrasser des occupants de l'immeuble, la SIEMP a immédiatement porté plainte pour dégradation. Des cas similaires ont récemment eu lieu à Lyon et à Grenoble...

Le 13 octobre dernier, un article était posté sur le site d'Indymedia Nantes décrivant l'expulsion d'un immeuble appartenant à la SIEMP ainsi que l'arrestation de ses occupants dans le quartier de Ménilmontant, à Paris. Le ton du bref article, parce qu'il appelait à la mobilisation, était bien sûr alarmiste. Nous voulions revenir sur quelques faits.

Une guerre silencieuse fait rage

Le soir, ou tôt le matin, quand les flics déambulent dans les quartiers populaires pour faire leurs rafles, ils le font discrètement, efficacement. Invisibles, ils font tout juste des ponctions dans le corps social d'un quartier, qui n'a plus qu'à pleurer le lendemain au palais de justice ses disparus, encadré par la gendarmerie. Dans les écoles, les collèges et les lycées, les récalcitrants sont signalés administrativement. Parfois, le soir, ils bouffent du poulet basquaise, menottés à un banc. Et c'est encore en silence. Dans les quartiers, les procédures massives d'expulsions se nomment désormais réhabilitations. Les bailleurs, qu'ils soient sociaux ou non, ont cette chose en commun avec les êtres vivants : quand ils s'étendent, c'est pour prendre de la force. A Paris, la plupart de ces procédures sont aujourd'hui gérées par la SIEMP, une institution contrôlée par la gauche, PS et Verts confondus ; pourfendeurs, dans le passé, des espaces laissés vacants.

Les révoltés sont discrètement requalifiés «terroristes». Pourtant, il y a juste quelques années de cela, ils étaient «irresponsables». Ont-ils grandi ? Ou est-ce la peur, LEUR peur, qui grandi, peur de voir une chose s'étendre, venir de partout et se lier, incontrôlable. Possibilité qu'ils savent pour le moment bien tapie dans ce rêve de parvenu qu'ils nous dealent, un rêve qui se fendille pourtant comme une crise généralisée de manque de quelque chose, de quelque chose dans ses poches, dans son assiette, au dessus de sa tête.. Ou juste de quelque chose.

Comme cette atomisation à laquelle ils travaillent tant s'est souvent inversée des manières les plus étonnantes dans le passé, ils se mettent à parer en avance... Lois sur la récidive, fichage ADN, peines plancher, militarisation des espaces publics, construction de nouvelles prisons, criminalisation des grévistes, enfermement des mineurs... C'est que, par éclairs, leur rêve ressemble à une vitrine ouatée protégeant des choses vides, et quand il s'écroule parfois, c'est le son d'un orage que l'on entend. Voyez les grèves sauvages, les résistances aux expulsions, les séquestrations de patrons, les sabotages, les incendies, les émeutes... Quelque chose se cherche, et quand ça se trouvera...

Le 13 octobre dernier, l'article ne rendait pas compte d'une chose importante, sans doute par précipitation, et sans doute parce que ce n'était pas le moment : Ce fut une belle expulsion. La maréchaussée du quartier n'est pas intervenue, sûrement in-

ET KRACH...

Contre les charognards de la SIEMP
pas besoin de prendre de gants
plutôt des pieds de biche

Aussi nous occupons depuis 4 jours
un de vos nombreux logements vide
que nous entendons bien collectiviser
sans médiations et à notre guise

Que crève l'aumone

[Verso du tract distribué par des habitants à l'un
des sièges de la SIEMP, rue du Paradis (10e),
quelques heures avant l'expulsion]

timidée par des tracts et une banderole décidément pas misérabilistes, ainsi que par un nombre d'occupants difficile à évaluer. Dehors, les groupes se forment en bas de l'immeuble, en contrebas de la rue... C'est une brigade spéciale qui tente, en vain, d'enfoncer plusieurs des barricadages érigés par on-ne-sait quelle bande de malins bricoleurs. Pour finir, ils enfoncent deux murs, non sans avoir par erreur défoncé la porte d'un voisin. La fougue, certainement... Pour «légaliser» cette expulsion sauvage, la SIEMP, comme d'autres bailleurs dans plusieurs villes (Lyon, Grenoble), a préalablement pris soin de déposer plainte pour dégradation. Une «technique» juridique leur permettant d'éviter une procédure plus longue en référé.

Dehors, dans le quartier de Ménilmontant, la militarisation de l'espace ne passe pas inaperçue. Durant six heures, le barrage de la rue et le déploiement policier échauffe les esprits. Silence et apathie n'y règnent plus. Des CRS sont sortis, mais devant la tension qui monte, ils sont vite rangés. Ce que la SIEMP fait d'habitude discrètement, administrativement, tôt le matin ou tard le soir, elle est obligée de le faire en plein jour, sans avocats, sans juges, sans recommandés avec accusé de réception. La situation, aujourd'hui, révèle de vrais visages, de vrais mouvements, de vrais camps, qui se font face. Physiquement. Les forces en présences n'ont ici que faire d'argumentations juridiques.

100 à 150 personnes seront finalement de la partie, en différents endroits (devant la porte de l'immeuble, plus bas dans la rue, entravant la circulation des camionnettes de flics et leur jetant divers projectiles allant de la bouteille à la table de café...). L'expulsion n'est pas tranquille, dans les fourgons les flics sont encore tendus, et le bouclage du quartier se poursuit deux heures après l'évacuation finale des lieux. C'est, bien plus qu'un lieu de perdu, le souvenir qui reste de cette belle journée d'octobre.

10 personnes seront finalement interpellées, ainsi qu'un mineur attrapé pendant les échauffourées qui suivent. Ils passeront en procès le 5 novembre prochain à 9h, à la 28ème chambre correctionnelle de Paris, inculpés de dégradation grave en réunion.

[Publié le 2 novembre 2008 sur Indymedia Nantes]

NDLR : Ils ont tous été relaxés suite à un dossier creux, une procureure qui n'avait pas lu ni emporté avec elle le dossier, un juge de passage obsédé par les lucarnes, des baveuses préparées et, aussi, un peu de mobilisation. Notons aussi que le refus de filer empreintes et ADN a payé et qu'une dizaine de personnes ont tapé le scandale à la mairie du 20e le lendemain de l'expulsion.



«Nous ne revendiquons rien. On n'attend rien de personne. Face à la répression et à l'exploitation, organisons nous-mêmes la résistance. On aura ce qu'on prendra. On s'en fout du droit.»

IL EST 23H50'54" quand la petite troupe de gens massés au pied du 69 rue de la République reçoit ce SMS de revendication signé "les occupants du toit du globe".

Dans la journée du samedi 22 novembre, des banderoles ("Ils investissent, nous aussi") avaient été déployées depuis un immeuble occupé depuis quelques jours, au moment où la manifestation pour le droit au logement passait sous les fenêtres du bâtiment.

Alors que les ministres du logement, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et du développement durable devaient se réunir le lundi 24 à Marseille, un petit groupe de gens avait décidé de se réapproprié un de ces innombrables lieux vacants de la rue de la République. Depuis des années, le patrimoine immobilier de cette rue comme de l'ensemble du périmètre Euromed passe de mains en mains : banques, fonds de pensions, etc. qui ont vidé le quartier de ses habitants à coups d'expulsions, d'intimidations, d'incendies, etc. Aujourd'hui, la moitié de la rue appartient à ATEMI, dont la banque Lehmann brothers, largement actionnaire, est désormais en faillite. D'où ces quelques slogans criés sous les banderoles : "La rue de la République est vide, reprenons-la", "Lehmann brothers est mort, vive la crise !".

Le soir même, une discussion était proposée dans le lieu "pour construire ensemble les retraites et solidarités à venir contre l'aménagement urbain et ses expulsions" (extrait du tract). Il s'agissait aussi d'emblée de faire vivre collectivement cet ancien hôtel avec son bar (le Globe) au rez-de-chaussée. Le projet n'était pas de faire une occupation spectaculaire et éphémère mais de prendre un espace pour habiter et vivre ensemble, créer un espace de discussions et de rencontres qui puissent faire émerger des solidarités concrètes face aux offensives des urbanistes.

Il est 20h30. Une soixantaine de personnes mangent et discutent, entassées dans le bar, quand les flics donnent l'assaut. Ils explosent la vitrine alors que des personnes se trouvent juste derrière. S'ensuit une course poursuite dans l'immeuble. Les gens refluent dans les

Occupation et expulsion de la rue de la République

étages en érigeant des barricades de fortune derrière eux pour ralentir l'avancée des gardes mobiles. Ce qui s'est révélé relativement efficace. Tout le monde se retranche au dernier étage et un petit groupe monte même sur le toit. Ce ne sont pas spécialement les habitants du lieu et le tout n'est pas vraiment prémédité. La cinquantaine de personnes restée au dernier étage se fait finalement sortir de l'immeuble et séquestrer dans la rue qui est bloquée, mais les occupants du toit du Globe demeurent.

Pendant ce temps, quelques personnes se regroupent dans la rue de la République et hurlent "non aux expulsions". Peu à peu, des passants les rejoignent, le trafic est bloqué par un imposant dispositif policier : CRS, gardes mobiles, BAC. Sur le toit comme dans la rue, personne ne cède aux basses manœuvres des flics : chantage ("Descendez du toit et on libère tout le monde"), intimidations, pressions de la BAC... Une quarantaine de personnes de la caravane du logement (regroupement d'associations pour le droit au logement) débarquent. Les flics relâchent la cinquantaine de personnes parquées. Et tout le monde se regroupe. Tout au long de la nuit, pleins de gens restent, arrivent ou se relaient. Il y a eu jusqu'à 150/200 personnes dans l'attroupement malgré le froid.

Au début, la situation est un peu flottante : la police est manifestement dans l'indécision. On imagine que ça téléphone dans tous les sens. Les autorités se concertent. Parallèlement, les occupants de la rue sont eux aussi dans l'expectative. Une poubelle flambe, une voiture de flic est caillassée et rien ne se passe. C'est l'attente.

A l'intérieur, les keufs tentent de mettre la pression aux occupants du toit et saccagent le lieu. Une ribambelle de négociateurs se relaient pour les faire descendre, dont le commissaire divisionnaire et le sous-préfet, mais rien n'y fait. En bas, la caravane du logement apporte des boissons chaudes et de la bouffe fort réconfortantes par ce temps de grand mistral.

Des couvertures, de la nourriture et un mégaphone sont discrètement fournis aux occupants du toit, histoire que la détermination ne cède pas face aux assauts de la fatigue et du vent. En bas, le groupe diminue mais l'ambiance est bonne. La rue de la République n'a jamais été aussi vivante depuis des années : chants et slogans qui se répondent entre en haut et en bas, partie de foot, spectacles... Cela dure toute la nuit.

Au petit matin, 12 cars de CRS arrivent en renfort et le GIPN prend position. Le préfet

mal à l'aise sur le toit tente une ultime négociation. En vain. Il ne peut rien faire pour les revendications des occupants, à savoir :

- l'abolition de la société de classes, de l'Etat et du capital
- le relogement de tous les habitants de la rue de la République dans leurs anciens logements refaits à neuf ou à défaut le fait de garder la maison.

Pendant ce temps, des habitants du quartier (le peu qu'il reste) apportent café et croissants. Finalement, sur les coups de 10h, le GIPN procède à l'expulsion et les occupants sont placés en garde-à-vue au commissariat de l'Evêché où se déplace, lui aussi, le petit groupe de gens encore présents au pied de l'immeuble. La présence est continue jusqu'à 16h, heure de leur libération, a priori sans poursuites. A cette occasion, s'est encore une fois manifestée une solidarité concrète : des travailleuses de la maison de retraite ramènent du café et des petits gâteaux, des anciens habitants ont aussi été présents de longue.

Ce sont 24h aux cours desquelles quelque chose a été rompu et arraché à la normalité : un rapport joyeux à la rue, une détermination à ne pas se laisser intimider par l'occupation policière du territoire et tenter de faire vivre ensemble nos désirs. Le tout aura sans doute coûté très cher : l'important dispositif policier, le tram bloqué pendant une douzaine d'heures, et la rue encore quelques heures de plus. Cela n'aura duré que quelques heures. Vivement la prochaine fois.

On est pas fatigués, on est déterminés.

Ni flic, ni fric, ni expulsions.

A la prochaine, pour notre meilleur et pour leur pire.

Rendez-vous pour un repas de quartier dimanche 30 nov à 12h, rue Moisson.

[Tract distribué à Marseille le 22 novembre 2008]



Nouvelles de la guerre sociale

• 17 septembre, Paris

Deux journalistes de France 3, en reportage dans le 19^e arrondissement, sont roués de coups tandis que leurs agresseurs tentent de leur arracher les caméras. Les deux journalistes se trouvaient dans ce quartier depuis plusieurs jours afin de tourner un reportage après la série d'agressions enregistrées ces derniers mois.

• 18 septembre, Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine)

Six policiers sont blessés et trois jeunes âgés de 19 et 20 ans interpellés lors d'un contrôle de police. Alors qu'une patrouille tente de contrôler le conducteur d'un scooter, plusieurs personnes s'approchent pour l'aider. Ce n'est que rejoints par la Bac et usant du Taser que les flics s'en sortent à grand peine : parmi les six policiers blessés, une femme a été transportée à l'hôpital Beaujon pour traumatisme crânien et perte de mémoire. Les autres policiers ont reçu de nombreux coups de poing.

11-23 septembre, Ponts-de-Cé (Maine-et-Loire)

En grève depuis 12 jours, les salariés de la fonderie Helvéticast, près d'Angers, menacent le 22 septembre de faire exploser 13 000 pièces d'aluminium avec 18 bouteilles de gaz. Les grévistes réclament l'amélioration des conditions de licenciement proposées par la direction dans le cadre d'un plan social concernant 18 des 90 salariés de l'usine, appartenant au fond suisse Vista Capital Management. Depuis 2002, ses effectifs ont fondu comme peau de chagrin, passant de 220 à 91 personnes. Après une table-ronde informelle avec le préfet (sans la direction, injoignable) et sous la pression de l'intersyndicale (CGT-CFDT), ils acceptent finalement de reprendre le travail.

• 26 septembre, La Courneuve

Des policiers des Unités territoriales de quartier (Uteq) essuyent dans la cité des 4.000 à La Courneuve (93), des tirs de flash-ball. Des inscriptions ont été découvertes le lendemain sur des murs de cette cité. Elles indiquent «un ou deux prénoms de policiers», «le numéro d'une plaque d'immatriculation d'un véhicule administratif» et menacent : «la prochaine fois ça sera une vraie arme».

• 28-30 septembre, Poissy

Alors que les policiers tentent d'effectuer un contrôle routier dans le secteur de la place Corneille, un groupe de jeunes surgit de nulle part. Une pluie de projectiles s'abat sur les policiers. Face à cette attaque, d'importants renforts sont appelés sur place : des CRS, des agents de police nationale et municipale. Ils utilisent même leurs grenades lacrymogènes pour faire reculer les assaillants. L'échauffourée monte en puissance lorsque les fonctionnaires desserrent leur étai. «Des objets incendiaires ont été jetés sur nous. Des jeunes nous ont même chargés.» Les escarmouches dureront encore deux nuits, à coups de pierres, de chariots de supermarchés et d'incendies de voitures.

• 29 septembre-2 octobre, Romans-sur-Isère (Drôme)

La mort d'un adolescent de 16 ans, tué dans un accident alors qu'il était poursuivi par la Bac, a provoqué



de violents incidents entre jeunes et les forces de l'ordre. Ils ont débuté vers 19 heures quand des groupes de jeunes ont commencé à se rassembler dans le quartier de la Monnaie, d'où était originaire l'adolescent décédé, et où quelque 150 gendarmes mobiles avaient été déployés. Une expédition punitive au commissariat de police, dans le centre-ville a été organisée : cinquante personnes a ainsi tenté d'y pénétrer. Les jeunes en colère sont ensuite repartis vers le quartier, brisant au passage une quinzaine de vitrines. La soirée a ensuite été émaillée d'incidents jusqu'aux environs de 2 heures du matin dans le quartier de la Monnaie, où au moins quatre voitures ont été incendiées, ainsi qu'une dizaine de poubelles-conteneurs. Au cours des échauffourées, vers 21 h 30, un gendarme mobile a été légèrement blessé à la cuisse par un fusil de chasse. Plusieurs impacts de balles ont également été relevés sur les véhicules des gendarmes.

Le lendemain, dans un quartier assiégé (deux compagnies de gendarmes mobiles et deux escadrons de CRS, plus des équipes de la Bac venues de Marseille, Lyon, Avignon, Grenoble et Saint-Etienne, soit plus de 350 flics au total), les tensions avaient à nouveau crû dans l'après-midi. A l'issue d'une marche silencieuse, une centaine d'habitants se sont rendus devant le centre social pour accompagner une délégation reçue par le maire, Bertholet (PS). L' élu, insulté à plusieurs reprises, tente alors de prendre la parole sur le peron mais doit faire face à une foule très hostile. Un peu plus tard, les proches de la famille ressortent furieuses de leur rencontre à huis-clos avec l'équipe municipale. En larmes, une jeune femme s'adresse aux dizaines de jeunes, survoltés : «Il voulait qu'on vous calme. Moi, je vous dis : brûlez tout».

• 7 octobre, Loudéac (Côtes-d'Armor)

La Banque populaire située avenue des Combattants en plein centre-ville a été entièrement ravagée par le feu qui a pris à l'extérieur près du distributeur automatique de billets. Les deux étages du bâtiment de 250 m² sont détruits. L'agence avait été refaite à neuf il y a moins de deux ans.

• 7 octobre, Grenoble

A la suite d'un pari avec des amis, un jeune fait irruption à scooter dans la cour du lycée technique Louise-Michel. L'intrus est aussitôt intercepté par le proviseur du lycée, qui le ceinture. Voyant leur camarade en difficulté, ses amis, restés sur le trottoir d'en face, se ruent dans la cour du lycée pour le libérer frappant le proviseur à coups de poings et pied. Ce passage à tabac lui coûtera plusieurs points de suture et la fuite du jeune.

• 11 octobre, Le Chesnay (Yvelines)

Vers 22 heures, quartier Saint-Martin, des voitures du service technique de la ville sont dégradées. Vers 1 h 20, deux Molotov sont lancés par-dessus le grillage du bureau de police. Un des engins atterrit sur une Opel Corsa... et hop, c'est le véhicule de l'épouse d'un fonctionnaire du groupe d'intervention régionale (GIR) des Yvelines qui prend feu.

• 12 octobre, Montfermeil

Le tournage d'un film avec l'acteur américain John Travolta, «From Paris with Love», est suspendu après l'incendie, la nuit précédente de dix voitures de cascade qui appartenaient à la société de production de Luc Besson, Europacorp (huit à l'intérieur du stade Henri-Vidal, situé dans la cité, et deux autres qui étaient garées à proximité). Le lendemain, un rédacteur de France 2 est roué de coups à la mi-journée près des lieux de l'incendie des voitures, et son caméraman se fait dérober sa caméra.

• 17 octobre, Versailles

Dans le quartier Jussieu, des inconnus jettent un engin incendiaire dans la maison de quartier qui accueille des activités sociales. Un bureau est entièrement détruit. Les enquêteurs pensent que cet incendie est une vengeance dirigée contre les éducateurs. Quelques jours avant, deux garçons âgés d'une vingtaine d'années ont été condamnés à un et deux mois de prison ferme après avoir agressé un éducateur de cette maison de quartier.

• 18 octobre, Marseille

Une demi-douzaine de personnes cagoulées jettent quatre Molotov par dessus l'enceinte du consulat de Chine, situé dans le quartier du Prado (8^e arrondissement) peu après 1h du matin. Quatre des projectiles ont causé de très légers dégâts, quelques arbres devant le bâtiment sont noircis.

• 22 octobre, Soissons

Deux Molotov atterrissent sur le poste de police du quartier de Presles à 1 h 40. Les dégâts sont peu importants. Une vitre des locaux situés juste au-dessus du poste de police a également été brisée.

• 24 octobre, Lille

Vers 5 h 30, plusieurs individus mettent le feu à un engin élévateur qui stationné sur un trottoir de la rue Nationale. Le rayonnement de l'incendie a brisé une vitrine du Crédit Agricole.



• 27-31 octobre, Caudan (Morbihan)

Les salariés de la Société bretonne de fonderie et mécanique (SBFM) entrent en grève lundi 27 octobre. Plus de 400 d'entre eux bloquent les issues de la fonderie puisque, selon les syndicats, la direction envisage de licencier de 30 à 50% des 560 salariés. Après une manifestation à Vannes et des assemblées, la direction annonce quatre semaines de chômage technique le mercredi 29. Le 30 octobre au matin se succèdent blocages routiers à Hennebont et sur la nationale 165. L'après-midi, alors que le tribunal ordonne la levée du blocus par la force, 80 grévistes retiennent en otage pendant quatre heures trois dirigeants de la fonderie, dont le représentant de l'actionnaire Florindo Garro, dans le local de la police municipale en mairie de Caudan. Le lendemain, sans rien avoir obtenu d'autre qu'un "suivi" avec une cellule du Préfet, la suspension du mouvement est votée à 95%.

• 29 octobre, Toulouse

Refusant de s'arrêter à un contrôle de police vers 15h au Mirail, le conducteur d'un véhicule fait marche arrière. Il renverse deux CRS qui s'avancent vers lui avant de prendre la fuite. C'est alors que d'autres CRS ouvrent le feu dans sa direction. L'un des deux policiers renversés est blessé à la jambe, l'autre au bras. Le véhicule sera retrouvé abandonné contre un talus dans la cité, marqué d'un impact de balle. Le même soir, de gros renforts patrouillent dans les allées, où ils essuient des jets de pierres.

• 2 novembre, Reims

Trois feux de poubelles sont allumés après l'arrestation d'un jeune du quartier Croix-Rouge, soupçonné d'avoir participé au caillassage avec une trentaine d'autres d'une patrouille avenue Bonaparte. Le lendemain, deux scooters, quatre voitures et plusieurs poubelles brûlent dans le même quartier. Au troisième soir, les sapeurs-pompiers, revenus pour des poubelles, essuient des jets de Molotov.

• 2 novembre, Calonne-Ricouart (Nord)

Il est 20 h 15 quand l'alarme incendie du commissariat situé place René-Lannoy se déclenche. Les pompiers font face à deux foyers : l'un au pied de la porte d'entrée, l'autre juste à côté au niveau de la porte de garage. Il semble qu'un liquide inflammable a été projeté avant d'être allumé contre ce bâtiment fermé le week-end.

• 11 novembre, Rouen

Un bureau de police a été incendié et très fortement endommagé sur les Hauts de Rouen. Le feu d'origine criminelle s'est déclaré alors que le poste de police était fermé pour cause de jour férié. Il ne devrait pas rouvrir ses portes de sitôt compte tenu des importants dégâts relevés sur place.

• 13 novembre, Wattrelos (Nord)

Une voiture est lancée contre la porte du lycée Émile-Zola avant d'être incendiée. Si le hall d'entrée a été recouvert de suie, seule la porte d'entrée, dont les vitres ont été soufflées par la chaleur, a été endommagée.

• 12&15 novembre, Cavailon (Vaucluse)

Le 12, dans le quartier de la cité du Docteur-Ayme, une trentaine de personnes trompent leur ennui : cabines téléphoniques cassées, abribus détruits, voitures retournées, poubelles incendiées. Samedi 15 vers 21 heures, des groupes d'individus remettent ça de plus belle, jetant sur les forces de l'ordre des pierres, des fusées de détresse ainsi que des bouteilles contenant de l'acide. Puis ils incendient des voitures, détériorent des cabines téléphoniques, allument un feu près d'un magasin Aldi. Un drapeau tricolore est brûlé devant les forces de l'ordre. Pendant ce temps, des renforts de police sont arrivés d'Avignon pour soutenir leurs collègues. Ce n'est qu'après une heure d'affrontements que la quarantaine de policiers a réussi à prendre le dessus.

• 27 novembre, Saint-Julien-les-Villas (Aube)

Des individus s'attaquent au boîtier électrique qui jouxte le passage à niveau d'une ligne de fret situé entre Saint-Julien-les-Villas et Baires. Les câbles n'ont pas été arrachés mais les écrous ont été minutieusement dévissés puis, sécurité oblige, les barrières sont restées baissées jusqu'à l'intervention des agents, provoquant un beau bordel.

• 8 décembre, Cherbourg

Un tiers des bus de la compagnie de transport urbain Kéolis a été dégradé (soit 14 bus sur 49) : vitres latérales et arrières brisées, portes cassées. Ces véhicules étaient stationnés au dépôt dans une zone d'activités de Tourlaville. Sept bus de la même compagnie qui transportent habituellement des salariés d'Areva avaient déjà été découverts calcinés le 18 novembre.

• 10 décembre, Plaisir (Yvelines)

Le centre de rétention de Plaisir est envahi par la fumée. Un matelas a été incendié volontairement avec un briquet, mais les flics sont parvenus à éteindre l'incendie.

• 18 décembre, Querqueville (Cherbourg)

25 armoires électriques sont détruites, plongeant une dizaine de rues dans l'obscurité, de la rue de Plage à la Coquerie, en passant par les principales voies du centre-ville.

• 20 décembre, Bréal-sous-Vitré (Ille-et-Vilaine)

Des inconnus abattent deux poteaux électriques dans la zone de la future ligne à très haute tension (THT), liée à la construction controversée du réacteur nucléaire EPR à Flamanville (Manche). Un des deux poteaux en béton a été saboté à la base à coups de masse. Le sabotage, s'est produit vers 5h20 sur des lignes moyenne tension (20.000 volts), provoquant une coupure d'électricité de deux heures pour environ 800 foyers. Au mois de juillet, des lignes à basse tension avaient déjà été sabotées à deux reprises dans la zone de la future THT.

Solidarité avec les prisonniers

• Angers

« Dans la nuit du 2 au 3 septembre, un tag «solidarité» a été fait face à la prison d'Angers. Le jour du procès sur Paris de 4 personnes arrêtées à Fresnes pour avoir participé à une action de soutien aux prisonnierEs (Voir ici : <https://nantes.indymedia.org/article/14593>), nous avons décidé de faire cette petite action en solidarité pour toutes les personnes en prise avec la justice, pour toutes les personnes prisonnières ainsi que leurs proches, et pour celles en cavale. Feu aux prisons, la vie est une mutinerie !»



• Rouen/Villepinte

« Mardi 2 septembre, plusieurs actions de solidarité avec les prisonniers ont été faites devant les prisons. A 9h, des prisonniers et prisonnières de Rouen ont pu voir une banderole «FEU AUX PRISONS» flotter dans les airs et voir et entendre peu après des pétards et des feux d'artifice. A 21h30, c'est au tour des prisonniers de Villepinte de voir un feu d'artifice.

Le lendemain, on pouvait voir une banderole «LIBERTE POUR LES PRISONNIERS» près de la prison de Villepinte et sur l'autoroute A1 en direction du centre de rétention du Mesnil Amelot : «AU MESNIL AMELOT COMME AILLEURS, A BAS LES PRISONS».

Ces actions de solidarité avec les prisonniers s'inscrivent dans le cadre de l'appel à actions faisant suite au rassemblement devant la prison de Fresnes le 2 juillet. Entre autres, c'est parce qu'il y avait à cette manifestation une banderole «COMME A VINCENNES, FEU AUX PRISONS» que 4 camarades passaient en procès le 3 septembre (reporté au 14 octobre à 13h30 à la 1^{ère} chambre du Tribunal de Créteil).

Bien que le pouvoir cherche à isoler et réprimer les révoltés, de nombreux actes de rébellion persistent dehors comme dedans : que ce soit des blocages comme à la Maison d'arrêt pour femmes de Rouen en juillet (voir "solidarité avec les prisonnières en lutte de Rouen" sur indymedia Nantes), des mutineries comme à la Maison d'arrêt de Bois d'Arcy en août, des incendies des centres de rétention de Vincennes en juin, de Nantes en juillet, du Mesnil Amelot en août, et en Belgique. Ces actions sont une manière de réaffirmer que les prisons ne se réforment pas, ne se ferment pas : elles se détruisent. Se solidariser avec les mutins, c'est aussi une façon de nous lier aux luttes à l'intérieur des prisons contre la bonne marche du système carcéral, et surtout exprimer notre rage contre ce monde d'exploitation, de contrôle et d'enfermement.

Ces actions de solidarité ont eu lieu devant les prisons de Rouen et de Villepinte, pour, par delà les murs, saluer les prisonniers et nos camarades Isa, Juan, et Damien qui y sont enfermés. Ils sont en détention préventive, accusés d'avoir tenté de brûler une voiture de flics pendant la période électorale de mai 2007. Tous trois sont sous instruction anti-terroriste.

Liberté pour toutes et tous.

Destruction de toutes les prisons.

La solidarité est une arme.»



BIENVENUE DANS LA POUBELLE DES MONDES

Deux siècles de développement industriel auront réussi à tout gangrener : la terre, l'eau, l'air, rien n'y échappe.

Plus personne ne peut ignorer dans quelle poubelle des mondes nous sommes contraints de vivre : fuites radioactives au Tricastin, PCB dans le Rhône, lait à la dioxine en Bretagne et ailleurs... « Accidents » industriels ? C'est plutôt la routine du désastre qui suit son cours.

Les Etats, les industriels, les experts et contre-experts sont donc obligés de reconnaître que la planète est à bout de souffle. Au nom de la soumission durable, ils célèbrent en collaboration avec les ONG de grandes messes écologistes. Les appels à l'Union sacrée comme le Grenelle de l'environnement ne serviront cependant jamais qu'à canaliser les inquiétudes et à neutraliser les possibilités de refuser ce monde mortifère.

« Citoyen » ! On t'ordonne de devenir « écoresponsable », de faire du vélo, de trier tes déchets... pour sauver la planète. Les enfants sont les premières cibles de ces injonctions et prescriptions. Ce sont eux qui doivent faire la leçon à leurs parents et exiger le respect des consignes. Petit flic bio en culotte courte deviendra grand, pourvu que MonsantoTM lui prête vie.

Les « mesures pour sauver la planète » ne remettent rien d'essentiel en cause : les éoliennes comme les pis-allers technologiques et « alternatifs », les pastilles vertes comme les mesures fiscales, le traçage des bestiaux comme la multiplication des obsessions hygiénistes et sanitaires, le développement des biocarburants comme l'essor d'une industrie « écologique », les ampoules basse consommation comme les appels obsessionnels au rationnement...

Tout cela est utilisé pour faire accepter comme des impératifs absolus les efforts et sacrifices indispensables à la survie de ce monde tel qu'il est. D'un monde de la production forcenée où tout et tous ne sont que des marchandises. D'un monde où grosso modo ce seront toujours les mêmes en haut et les autres en bas. D'un monde toujours plus quadrillé où toute mesure étatique n'est jamais qu'une coercition de plus, et gare à la matraque qui vient redresser ceux qui « désécobéissent » !

Refusons la mise aux normes des gestionnaires et bénéficiaires du désastre annoncé ; refusons l'embrigadement consenti, le rationnement volontaire ; refusons la domestication équitable et l'écologisme de caserne.

PARCE QU'IL N'Y A PAS DE LIBERTÉ DANS LES DÉCOMBRES INDUSTRIELS, PARCE QUE MANGER UN YAOURT BIO DANS UNE DÉCHARGE MONDIALISÉE N'EST PAS LA LIBERTÉ, PARCE QUE LA LIBERTÉ COMMENCE PAR LE SABOTAGE DE CE MONDE QUI NOUS DÉTRUIT.

[Affiche trouvée à Bobigny (93), aux alentours du parc de la Bergère où se tenait la 5e biennale de « Terre en tête » (25-28 septembre 2008). Par ailleurs, le débat portant sur « L'éducation au développement durable » du 26 septembre a été légèrement perturbé par une petite dizaine de trublions]



L'écobéissance dans ta classe

PENDANT DES DIZAINES D'ANNÉES, l'institution scolaire, t'a rabâché : « N'ais pas peur, t'occupe de rien, tout va bien, tout ira bien, y en a qui pensent pour toi et qui assurent pour toi. » Mais le monde est de plus en plus invivable. L'industrie nous empoisonne et nous tue à petit feu, comme le montre la multiplication des accidents dans les installations nucléaires au Tricastin et ailleurs, ponctués de catastrophes qui nous exterminent en gros et en détail, comme celle de Tchernobyl, il y a vingt ans. Le désastre est tel qu'il est devenu impossible de le cacher.

Voilà pourquoi, dans l'Education nationale aussi, le ton change. Au nom du « développement durable » et de « l'écoresponsabilité », on t'explique désormais que nous sommes tous dans la même galère et que nous devons tous être solidaires aux bancs de rames pour que la galère ne coule pas. Dans les établissements scolaires, le ministère de l'Education va donc généraliser les Plans particuliers de mise en sûreté (PPMS) et les opérations de simulation de catastrophe dès la rentrée. Il veut effectuer davantage d'exercices de confinement car, en cas de pépin, l'une des premières mesures des PPMS, c'est de cloïtrer les élèves dans les classes, d'interdire aux parents de venir les chercher et d'obéir sans broncher aux ordres de l'autorité.

Pas besoin de réfléchir longtemps pour comprendre que les mesures d'urgence de l'Etat ne protègent personne des retombées dangereuses, des quotidiennes ou des « exceptionnelles » qui durent des décennies, des siècles, parfois des millénaires dans le cas du nucléaire, et se foutent des « confinements », des « périmètres de sécurité » et autres « mises en sûreté » locales et momentanées. Comme le nuage de Tchernobyl qui a tourné pendant des années, sans tenir compte des frontières, autour de la planète, semant la désolation derrière lui. Si, demain, la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, située à 80 kilomètres en amont de Paris pète, même les rats auront peu de chance de s'en tirer indemnes.

En réalité, avec les devoirs et les simulations sur la « gestion des risques », l'institution scolaire compte t'inculquer tes devoirs de citoyen : penser et parler lorsque l'autorité t'y autorise, croire ce qu'elle affirme, se méfier des individus, y compris des proches qui n'avalent pas le discours officiel, dénoncer les inconnus, présentés comme des dangers potentiels pour ta sécurité, pour celle de l'Etat comme « terroristes ». Elle t'apprend, par la peur et par la contrainte, à accepter et à gérer la société de merde et ses poubelles que l'Etat et les industriels produisent depuis longtemps et qu'ils veulent maintenir le plus longtemps possible, même au prix des pires catastrophes. Ils veulent t'accoutumer à survivre dans des milieux mortifères. Et par leurs mesures de protection en cas de désastre, ils te prennent en otage, comme d'ailleurs ta famille et tes amis.

N'oublie jamais que le seul risque que le capitaine de la galère redoute en cas de tempête, c'est la mutinerie, le risque que des galériens n'acceptent pas ses mesures de contrainte, se rencontrent, s'entendent et se révoltent ensemble contre lui, contre le monde d'esclavagistes qu'il protège.

Des électrons libres

*Politiciens, en particulier politiciens écologistes installés à la mairie de Montreuil, s'abstenir !

[Tract distribué à Montreuil sur les marchés et sortie des lycées, invitant à une projection-débat le 20 septembre 2008]

IRSN

INSTITUT DE RATIONALISATION DU SACCAGE NUCLÉAIRE

Tu es face à l'IRSN. Tu es chez l'assistante sociale du nucléaire, celle qui cogère sa merde et met du vernis sur ses brèches. Pour cette journée, elle a rapiécé ses dossiers mités afin de te faire connaître les « secrets du nouveau réacteur EPR, la gestion des déchets, la surveillance de la radioactivité dans l'environnement, l'utilisation des rayonnements ionisants sur l'homme, l'organisation nationale en situation de catastrophe nucléaire »...

Tes oreilles s'ouvriront et tu n'entendras pas, tes yeux regarderont et tu ne verras pas.

Non, tu ne seras pas instruit des conséquences de la construction de nouveaux réacteurs EPR, de la mise en place d'autoroutes d'électricité, de ces lignes à haute tension et de toutes les nuisances qui vont avec.

Non, tu n'auras pas connaissance de la routine du désastre qui voit se multiplier quotidiennement ce que ces autruches du nucléaire qualifient par euphémisme d'« incident ». Tu ne verras pas que Tricastin n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres qui ne font pas l'objet d'un tapage médiatique.

Non, tu ne sauras pas que derrière la catastrophe qui s'envisage désormais « sérieusement », c'est un quadrillage et une gestion militaire qui t'attendent. La propagande de l'IRSN préférera te faire croire que ses camions équipés pour mesurer la contamination interne et la distribution de pastilles d'iode, font de ta « santé » la première préoccupation.

Non, tu n'entendras pas que des déchets enfouis sous tes pieds ne sont qu'une manière temporaire d'enterrer un problème qui lui, dure des milliers d'années. On ne te parlera jamais de fuite en avant de technocrates ravis d'avoir « solutionné », avec des chimères de fond de paille, l'aberration d'un développement industriel et des besoins énergétiques qu'il implique.

Non, tu ne verras pas reposer le problème d'un monde dont il faut toujours un peu plus s'accommoder sous couvert de « moins pire ».

L'IRSN et ses experts l'acceptent et veulent te le faire accepter. Parce que dans leur esprit, l'hypothèse d'une catastrophe où, comme en Biélorussie, la vie deviendra une stratégie permanente pour éviter d'être trop contaminé représente un « moindre mal ». Parce que dans leur esprit, l'hypothèse déjà bien actuelle d'un monde qui continue son accomplissement de déchetterie mondialisée se conçoit aussi comme un « moindre mal ». Qu'importe si maintenant

l'intoxication et l'empoisonnement viennent de choses aussi simples que boire, manger, respirer, se baigner, profiter des choses de la vie, il suffit de les interdire ou de trouver un juteux protocole industriel pour circonscrire le problème.

Non, tu ne verras pas que l'IRSN bouffe dans la même gamelle que ceux qu'elle est censée contrôler. Tu n'entendras jamais l'IRSN conclure qu'il faut abandonner le nucléaire au vue de ses risques et de la dépossession qu'il induit sur nos vies.

Que d'enrobage, que de trompe l'œil, que d'ateliers, que d'animations tes yeux vont absorber.

Que de présentations de guides de survie, que de savants calculs de dose admissible, que de pinailage autour des probabilités du risque, que de discours prétendument responsables tes oreilles vont entendre.

On te leurrera, leur mascarade recouvrira d'un voile opaque l'aberration du nucléaire et du monde qui va avec.



Je veux briser cette vitrine.

Te dire que la nouvelle stratégie de communication « transparente » de ces statisticiens de la mort durable et leur mise en scène d'une gestion efficace ne sont qu'un miroir aux alouettes.

Te crier que l'IRSN participe à faire accepter le nucléaire en limitant la perception négative que tu pourrais en avoir.

Te faire voir que l'IRSN gère comme des épiphénomènes les bavures d'une industrie qui est nécessairement mortifère.

Te souffler à l'oreille que ces nucléocrates ont choisi pour toi une vie assistée de tout un tas de dispositifs militaires et scientifiques, de mises aux normes et de mises au pas, dans lequel la liberté, l'autonomie individuelle, la joie de vivre seront de plus en plus éteintes.

Te montrer que derrière leur batterie d'experts, de laboratoires et de règlements se cachent l'ineptie et l'aberration d'un monstre qui n'est pas uniquement dangereux pour des milliers d'années, mais qui rend aussi indispensables ses experts, ses laboratoires et ses règlements.

Le suc de leur tromperie est ainsi parvenu à les rendre nécessaires. Rien n'est plus envisageable sans eux. Jamais le monde tel qu'il est et qu'il ne faut surtout pas renverser n'avait trouvé de meilleur garant.

A cause de cette marmite bouillante que représente le nucléaire, cette batterie d'experts, de laboratoires et de règlements tient le possible en otage. Un possible figé qui, à part connaître l'empoisonnement de cette planète, verra à peu près toujours les mêmes en haut et les autres en bas, les mêmes qui « savent » et les autres qui suivent.

Ce que ces nucléocrates craignent réellement, ce n'est pas le désastre en cours et à venir, ce ne sont pas non plus les appels de leurs sbires citoyens à une « meilleure » gestion, tous parlent encore la langue du mal nécessaire. Ce qu'ils ont à redouter, c'est la remise en cause de leur Diktat.

Il nous reste encore le choix de partager le refus du nucléaire et du monde qui va avec.

Des cobayes du laboratoire mondialisé

[Tract distribué à Fontenay-aux-Roses (94) le dimanche 23 novembre 2008 aux visiteurs de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN) lors de sa journée portes ouvertes]

CONTRE LE NUCLEAIRE ET SON MONDE

Si l'industrie nucléaire a le vent en poupe, c'est qu'elle est la plus adaptée pour produire l'énergie dont ce monde capitaliste a besoin ; qu'importe donc sa nocivité ou ses dangers (radiations, déchets, cancers, etc.). Elle n'est que l'extrême caricature d'un système industriel qui produit sans cesse des nuisances (pétro-chimie, agro-alimentaire, amiante, cancer toujours, etc.).

Le nucléaire ne disparaîtra que si une nouvelle énergie économiquement plus intéressante est à même de le remplacer... ou si, un mouvement de protestation de grande ampleur ayant pour base les populations locales, entre en conflit direct avec l'Etat, sans chercher à négocier ni à le convaincre, mais le considère pour ce qu'il est : un ennemi, un péril pour notre existence même. C'est se leurrer que de vouloir lutter contre le nucléaire sans se débarrasser de la société et du système économique qui le font exister car, comme disait l'autre :

Toute contestation partielle rejoint la fonction répressive du vieux monde.

**A BAS LE CAPITALISME,
L'ETAT ET LA DEMOCRATIE !**



[Affiche trouvée en octobre 2008 à Bollène et en Avignon]

Citoyens, citoyennes, tout va bien ! la vie continue !

En Belgique, un accident de niveau 3 s'est produit le 24 août 2008 à l'Institut des radioéléments (IRE) de Fleurus. Comme d'habitude dès qu'il s'agit de nucléaire, l'alerte a été donnée en retard. Les conséquences ont d'abord été minimisées par l'Agence fédérale belge de Contrôle nucléaire (AFCN). Ce n'est que quelques jours plus tard qu'on apprendra que la fuite radioactive est plus importante, et que la consommation des légumes du jardin et du lait sont interdits.

« Merde, ce n'était pas prévu au programme. Cafouillage, l'alerte met plusieurs jours à être déclenchée... pour se rendre compte que les pilules d'iodes prévues pour ce cas-là sont périmées. Mais tout va bien, quelques visites médicales devraient rassurer la population. 10 minutes de test du degré de contamination de la thyroïde des habitants des environs devrait les rassurer. Ridicule : il faut au moins un test d'une heure pour mesurer efficacement.

Mais tout le monde n'est pas rassuré. Il y en a même pour distribuer un tract dans les boîtes aux lettres [voir ci-contre]. Et en plus, ils ont l'affront de douter des bonnes intentions des gestionnaires technocratiques du nucléaire !

Conséquence du tract ou réponse à la colère des habitants, l'Etat prépare la contre-offensive. Elle prend la forme d'une grande séance de désinformation avec tout le gratin officiel en charge de calmer la population.»

A noter qu'un nouveau texte a été distribué devant la salle, et qu'une tentative de perturbation a eu lieu avant que des flics en civil n'y mettent fin.

[Tracts et infos tirées de *Tout doit partir* n°3, Belgique, octobre 2008, pp. 18-21]

Vous avez pu entendre parler par les journaux d'une fuite d'isotopes au laboratoire de Fleurus. Nous tenons à vous rassurer, tout ceci est parfaitement normal. Ecoutez les spécialistes, pas votre bon sens. Celui-ci, alimenté depuis des années en irradiations et pollutions de toutes sortes, n'est plus à même de fonctionner selon les normes établies par notre bien aimé Système. Nous avons commandé une étude d'experts tout-à-fait indépendants à la solde de l'Etat et du Lobby nucléaire sur le sujet. Il en découle que : il arrive de telles choses au moins deux fois par semaine en Belgique (1) et qu'on en fait pas tout un cas ! Par ailleurs sachez que les Bruxellois boivent depuis des années l'eau contaminée de la Meuse (2) sans que personne n'ait jamais fait de remarques à ce sujet : vous voyez bien que tout est normal. Nous vous invitons d'ailleurs grandement à visiter l'usine Tailfer de traitement de l'eau située en aval des centrales nucléaires de Chooz et de la clinique universitaire de Mont Godinne sur la Meuse.

Je comprends que vous vous inquiétez du bon fonctionnement de l'économie dans la région de Fleurus, et c'est pourquoi nous avons décidé de permettre la vente des produits agroalimentaires et de la production laitière de la région sus-mentionnée. Par contre nous vous déconseillons vivement de consommer les produits de vos potagers sous peine de contamination. Car il est bien connu que les irradiations ne touchent pas les secteurs clés de l'économie, et à l'occasion, même, s'arrêtent aux frontières de certains pays.

Vous avez du entendre certains parler de catastrophe majeure tel qu'on a pu le vivre à l'époque de Tchernobyl. C'est certes un problème à envisager : nous ne vous le cacherons pas. Mais tout d'abord, il faut que vous sachiez que cela fait des années que nous vivons des fuites radioactives et des contaminations permanentes sans que cela crée de scandale. Tout cela pour vous dire que nous sommes déjà dans la catastrophe et que nous vous invitons cordialement à la gérer, avec nous, ensemble, dès maintenant.

Si toutefois le risque d'un *Tchernobyl bis* vous préoccupe tout de même, ne vous en faites pas : tout est prévu. Profitant de l'expérience exceptionnelle de la région de Tchernobyl, nous sommes en train de mettre en place un programme afin de vous aider à vous organiser dans un environnement durablement (c'est-à-dire pour quelques milliers d'années) contaminé. Ce programme, que nous avons surnoisement appelé SAGE, est par ailleurs un modèle de transparence et de participation car nous avons tenu à y associer des ONG et des comités de citoyens afin de légitimer ce projet aux yeux de la population, c'est-à-dire : vous (3).

Et d'ailleurs, *participation* et *transparence* seront désormais les leitmotifs du nucléaire civil. Car nous tenons à ce que vous vous sentiez concernés par la gestion de la catastrophe. En effet, nous en avons discuté avec le lobby du nucléaire, et nous sommes arrivés à la conclusion que nous sommes... dans la merde. Car d'un côté, le nucléaire c'est quand même sympa, ça ramène plein d'argent et puis surtout cela rend la structure tech-

nocratique (c'est-à-dire nous) indispensable. Mais, d'un autre côté, les centrales fuient de partout et ce n'est pas toujours possible, ni même souhaitable, de le masquer. Par ailleurs, nous pensons généreusement aux générations futures de décideurs qui pourraient se confronter à un mécontentement de la population suite à une catastrophe plus visible ou une prise de conscience soudaine de l'horreur de la situation. C'est pourquoi une participation active des citoyens à la gestion de cette merde nous permettrait de renforcer le caractère indépassable du nucléaire et de ce qui va avec, c'est-à-dire nous. En plus, vous verrez, rien de tel que de croire participer à la décision pour faire gober l'inacceptable.

De même, prompts à répondre à vos exigences, nous avons décidé d'être transparents sur tout ce qui concerne la couleur des centrales, le type de masques à gaz dont vous serez dotés et sur la composition d'un comité de vigilance chargé d'ergoter sans fin sur la classification des alertes et la rapidité des services de communication lors d'une contamination dépassant le seuil dissimulable.

**ET RAPPELEZ-VOUS
QU'À FLEURUS,
COMME PARTOUT,
NOUS VIVONS
UNE EPOQUE IRRADIEUSE !**

*Le comité technocratique
pour la gestion
de la catastrophe*

[Tract distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la ville de Fleurus]

Historique des incidents survenus depuis l'été dans la région

4 juillet, Tricastin : la CRIIRAD révèle l'existence d'un tumulus de déchets nucléaires et chimiques d'origine militaire, entreposés par le CEA entre 1966 et 1974. 900 kg de ces déchets ont « disparu » dans la nappe phréatique dont la pollution est avérée depuis 1979.

4 juillet, Tricastin : à l'usine de retraitement SOCATRI (filiale d'Areva), dégagement trop important de Carbone 14 « légèrement radioactif ». Le taux mensuel autorisé est dépassé.

7 juillet, Tricastin : fuite de 224 kg d'uranium (74 kg dans les cours d'eau et 150 kg, répandus sur le sol) à la SOCATRI. La nappe phréatique est contaminée, le préfet interdit la consommation et l'utilisation de l'eau pendant 15 jours. Incident classé niveau 1 par l'ASN.

17 juillet, Romans : à la Franco Belge de Fabrication de Combustible, découverte d'une fuite sur une canalisation endommagée lors de travaux entre 1997 et 2006. Entre 200 et 700 gr d'uranium se sont infiltrés dans le sol. Incident classé niveau 1.

20 juillet, Avignon : des analyses révèlent la contamination de la nappe phréatique de l'île de la Barthelasse par du tritium venant du site de Marcoule.

23 juillet, Tricastin : à la centrale EDF, 97 employés sont contaminés par de la poussière radioactive. Incident classé niveau 0.

6 août, Tricastin : à la SOCATRI, dégagement trop important de Carbone 14 « légèrement radioactif ». Le taux annuel est dépassé de 5%. L'usine doit arrêter toute activité rejetant du 14C jusqu'à la fin de l'année. Incident classé niveau 1.

21 août, Tricastin : à la Comurhex (filiale d'Areva), découverte d'une canalisation rompue. 250 gr d'uranium se seraient échappés depuis un an. Incident classé hors échelle.

9 septembre, Tricastin : lors d'une opération de déchargement du combustible usagé, deux éléments restent bloqués au dessus du cœur du réacteur... depuis plus d'un mois. S'ils se cassent et/ou chutent cela risque de provoquer une réaction en chaîne type Three Miles Island ou Tchernobyl. L'évacuation de plusieurs communes serait déjà envisagée par les autorités. Incident classé niveau 1.

Le nucléaire c'est capital

LES « INCIDENTS » NUCLÉAIRES à répétition, notamment au Tricastin, font la une des médias depuis cet été. Il y a peu, cela occupait tout au plus quatre lignes au fond d'un quotidien local. Ce type d'« incidents » (niveau 0 ou 1) ne s'est pourtant pas multiplié, puisqu'on en relève plusieurs centaines chaque année [1]. On peut donc s'interroger sur cette nouvelle stratégie médiatique de l'industrie nucléaire qu'on nous présente comme celle de la « transparence », et qui suscite des réactions dont les autorités s'étonnent :

« Si à chaque fois que nous sommes transparents, nous provoquons des craintes, il y a un problème »
(Anne Lauvergeon, *Libération* du 19/07/08)

« Le revers de la transparence, c'est le risque de psychose »
(Jean-Pierre Lambertin, maire de Lapalud et vice président du conseil de région, *Le Dauphiné Libéré* du 18/07/08)

Dans la perspective des nucléocrates, il est logique que les craintes et inquiétudes des populations soient qualifiées de psychose et qu'elles deviennent le centre du problème (et non pas les Kg d'uranium perdus dans la nature). Ils montrent comment ils gèrent la situation : en colmatant les brèches, en mettant les fautifs à l'amende, en indemnisant les riverains, et en exprimant leurs « regrets pour toutes les inquiétudes posées. » [2].

Cette « transparence » a pour effet de banaliser les accidents nucléaires par un flot d'informations. Ainsi, le tumulus ayant perdu 900 kg de déchets, annoncé le 4 juillet a été complètement recouvert par l'annonce de la première fuite à la SocratRI le 7 juillet (74kg). On peut même supposer que cela est un des objectifs, qu'il s'agit de connaître les limites, de savoir jusqu'où peut aller le mécontentement. Et sur ce sujet, les autorités peuvent être rassurées : les populations locales (les cobayes ?) se sont contentées, jusqu'à pré-

sent, de demander des indemnités. Cela permet aussi de préparer les esprits au renouvellement du parc nucléaire vieillissant et de vendre le nouveau type de centrales EPR censées être plus sûres, bien qu'expérimentales (Tricastin est candidat pour l'accueillir).

Pas d'inquiétude, c'est démocratique ! En brandissant l'argument de la « Démocratie », l'Etat est là pour rassurer, détourner l'attention, et veut nous faire participer à ce jeu dont il fixe les règles. Et qu'importe si avant, tout était plus opaque que transparent. L'Etat (gouvernements de droite et de gauche) a certes imposé le choix et la poursuite du programme nucléaire (mais en ce qui concerne les accidents, il se targue pour l'instant d'être « transparent et démocratique » [3].)

On peut encore aller plus loin : en Biélorussie, ce sont les populations qui n'ont pas été évacuées qui gèrent leur mort lente. Sur les conseils d'experts, elles font elles-mêmes les analyses de radioactivité et tentent de suivre tout un programme de gestes quotidiens pour ne pas trop s'exposer aux radiations. Ainsi, les autorités peuvent affirmer que si les habitants développent un cancer, c'est uniquement parce qu'ils ne respectent pas ces indications. C'est une façon d'autogérer son cancer (ce qui devrait réjouir les partisans de l'autogestion). On ne sera pas surpris d'apprendre que des experts français sont sur place, prennent des notes et tirent des enseignements... [4].

La démocratie n'est peut-être pas parfaite, mais elle protège au moins nos libertés, non ? En plus, elle nous préserve du fascisme ! Pourtant, cette belle démocratie a souvent montré par le passé qu'elle peut décider de s'effacer discrètement pour devenir bien plus autoritaire. En cas d'accident majeur, l'Etat n'organisera pas de réunions avec les différentes instances citoyennes afin de gérer le problème. C'est l'armée qui prendra les choses en main [5]. Si Tricastin nous pète à la



gueule, ce sont les militaires qui seront chargés d'évacuer ou de parquer les millions d'habitants de la vallée du Rhône (à l'image du traitement réservé à la population de la Nouvelle Orléans lors de l'ouragan Katrina [6]).

Le nucléaire au moins révèle la démocratie telle qu'elle est : une farce qui nous donne l'illusion que nous décidons, alors que ce sont en réalité quelques élus, dirigeants, et experts (parfois après consultation de militants professionnels et/ou de la population, et seulement en cas d'accidents minimes) qui entérinent les décisions du grand patronat. La démocratie est le mode le plus adapté actuellement à la gestion du capital et donc du nucléaire.

C'est à ce jeu de dupes que participent nombre d'associations citoyennistes. Elles ne parlent que de sortie progressive et non pas d'arrêt immédiat du nucléaire, voire ne font que demander une meilleure gestion et des contrôles plus rigoureux.

Elles proposent la réduction de la consommation d'énergie des particuliers, alors que le premier consommateur reste le monde industriel, celui même qui crée, entretient et reproduit les besoins des particuliers.

Elles proposent la mise en place d'énergies alternatives toujours à un niveau industriel, qui restent au service du capital, avec les dangers, nuisances et conséquences socio-économiques que cela représente... énergies propres, alternatives mais mortifères.

Que dire enfin de ceux qui s'érigent en lobby antinucléaire pour faire pression sur les élus (qui profitent du nucléaire [7]), ou sur l'Etat, et renforcent ainsi son rôle de gestionnaire pseudo-bienveillant ... Sans parler de ceux qui veulent un nucléaire « 100% public, donc moins radioactif ! »...

Si l'industrie nucléaire a le vent en poupe, c'est qu'elle est la plus adaptée pour produire l'énergie dont ce monde capitaliste a besoin ; qu'importe sa nocivité ou ses dangers (radiations, déchets, cancers, etc.). Elle n'est que l'extrême caricature d'un système industriel basé sur l'exploitation du prolétariat et qui produit sans cesse des nuisances (pétrochimie, agro-alimentaire, amiante, nanotechnologies, cancers toujours, etc.). Le nucléaire ne disparaîtra donc que si une nouvelle énergie économiquement plus intéressante est à même de le remplacer... ou si un mouvement de protestation de grande ampleur ayant pour base les populations locales, entre en conflit direct avec l'Etat sans chercher à négocier ni à le convaincre, mais le considère pour ce qu'il est : un ennemi, un péril pour notre existence même. C'est se leurrer que de vouloir lutter contre le nucléaire sans se débarrasser de la société et du système économique qui le font exister. Comme disait l'autre : « *Toute contestation partielle rejoint la fonction répressive du vieux monde .* »

**A BAS LE NUCLEAIRE DONC
A BAS LE CAPITALISME !
(et vice et versa)**



[1] Selon Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva (le groupe industriel français du nucléaire civil), *Le Dauphiné Libéré* du 18/07/08.

[2] Ibid.

[3] Exemple : le 18 juillet a eu lieu une réunion extraordinaire de la CIGEET (Commission d'Information auprès des Grands Equipements Energétiques du Tricastin) regroupant élus locaux, représentants de l'Etat, des syndicats de travailleurs du nucléaire, des associations (CRIIRAD, Frapna, etc.), et les industriels du nucléaire (EDF, AREVA, Cogema, etc.). Le seul résultat a été de relier au réseau d'eau de la ville les foyers dont les nappes phréatiques ont été contaminées.

[4] Pour plus d'infos, voir « L'Ethos Biélorusse », dans le *Bulletin de la Coordination Contre la société nucléaire*, n°2, printemps 2007. A télécharger sur <http://basseintensive.internetdown.org/spip.php>

[5] Depuis un décret du 8 septembre 2003, en cas d'accident nucléaire se met en place un comité interministériel de la sécurité nucléaire dont le secrétariat général est assuré par le Ministère de la Défense.

[6] En août 2005, l'US Army (avec l'aide de sociétés militaires privées) intervient, évacue les riches, parque les pauvres et abat les récalcitrants.

[7] Pots-de-vin pour les élus, subventions et taxe professionnelle pour les communes, dynamisation et valorisation par l'installation de pôles de compétitivité comme par exemple au Pontet, à Cavillon ou à Bollène.

[Tiré de *Pour la mort du nucléaire et de son monde*, publication à numéro unique, Tricastin, octobre 2008. Disponible à : [irradie.e.s84\(a\)gmail.com](mailto:irradie.e.s84(a)gmail.com)]

Tricastin : mascarade pour un die-in

Environ 300 manifestants (seulement !) étaient rassemblés le 25 octobre devant le site nucléaire de Tricastin (Vaucluse).

BEAUCOUP D'ORGANISATIONS : Sortir du nucléaire, Greenpeace, les Verts, le NPA (Nouveau parti anticapitaliste)..., étaient bien sûr présentes. Elles ont fait leur petit commerce (vente de journaux, de T-shirts, de stickers,...) et se sont prises en photo devant les honteuses cheminées afin de pouvoir reprendre l'événement dans leurs colonnes. Et, pour la grande soupe médiatique, une belle photo de famille ! Tout cela, serré de près par une centaine de gardes mobiles, de nombreux RG et autres membres de la BAC (brigade anticriminalité). Plusieurs voitures de manifestants sont bloquées au péage de l'autoroute, alors qu'un die-in (comprendre « tous allongés par terre ») est organisé devant la centrale, et que beaucoup s'allongent en effet pour simuler une catastrophe. L'ambiance de mort qui règne depuis le début est maintenant visible.

14h30 : la manif part pour une « marche pour la vie ». Nous, c'est une course que nous voulons. Une course pour hâter la fin du système capitaliste et de sa morale. On pouvait entendre parmi les slogans : « *Ni co-existence, ni gestion des nuisances, guerre au capital et à son monde !* », « *Ni nucléaire, ni énergies propres, débranchons le Capital !* ». Autour, la population locale, absente du cortège, regarde, parfois avec un mot de soutien ou de dédain. Il faut dire que la majorité des habitants travaillent, directement ou pas, pour la centrale. Il est clair ici que les diktats du salariat anéantissent toute forme de contestation.

La promenade se termine sur la place de la mairie, où les récupérateurs de tous bords se font siffler au gré de leurs interventions.

L'opposition à l'industrie nucléaire est vaine si elle ne questionne pas les conditions de son existence, à savoir l'organisation de la production en général, sa concentration, et les chaînes de commandement « démocratiques » qui déterminent les prises de décision.

**DETRUISONS
CE QUI NOUS DETRUIT !**

Vive le vent !... mort aux marchands !

NORD LOZÈRE, Margeride, sources de l'Allier, les communes de La Bastide Puylaurent, Cheylard l'Évêque, Luc et Chasseradès ont demandé à être classées en Zone de Développement Éolien. Une ZDE est un outil administratif qui crée les conditions de la concentration d'éoliennes sur des zones exclusives. 32 aérogénérateurs industriels de 100m de haut (avec des pales de 30m) doivent être installés sur le massif de la Gardille, déjà balaféré par une clôture de plusieurs dizaines de kilomètres de long.

Le scénario d'artificialisation de ce paysage se poursuivra par l'ouverture de larges voies pour acheminer les matériaux et accéder à chaque éolienne, un nivellement du sol pour installer et faire circuler une grue de 150 tonnes, le passage de 50 camions-toupie par éolienne pour couler un socle de béton ferrailé d'environ mille tonnes par machine et encore la creusée d'une énorme tranchée pour enterrer le câble... Les conséquences dévastatrices pour la faune, la flore, les sources et les usages actuels du site (cueillettes, promenades...) deviendront dès lors inévitables...

Le projet d'aménagement du parc éolien du Moure de la Gardille s'inscrit dans une politique visant, selon le Conseil Général, à faire de la Lozère un département « 100% énergies renouvelables », dans l'objectif des 20% d'énergies renouvelables fixé pour 2020 au niveau européen. Une fois de plus, des sacrifices irréversibles sont faits sur l'autel du sacro-saint développement économique, qui se sert du maquillage écologique pour labelliser ses aménagements, poussant encore plus loin l'occupation et l'exploitation du territoire par le capital. L'éolien industriel sert d'alibi à une politique visant à produire toujours plus pour satisfaire les besoins du monde marchand. Il ne se substitue en aucun cas aux autres sources d'énergies : on a et on aura le nucléaire, le thermique, l'éolien... La production énergétique continue de s'accroître, favorisée par des « besoins » toujours plus aberrants (du réverbère dans le hameau en pleine montagne à l'escalator du nouvel hypermarché en passant par le canon à neige ou l'air climatisé), par le développement incessant d'industries de « nouvelles technologies »... En parallèle, les ventes de la surproduction sont elles aussi en hausse puisque les politiques actuelles vont clairement dans ce sens. Des lignes à haute tension à travers les montagnes et sous les océans achemineront les flux énergétiques pour alimenter les populations des pays rendus dépendants par l'achat de matières premières et l'ouverture du marché de l'énergie en contre-partie... Le projet d'union euro-méditerranéenne s'inscrit pleinement dans cette logique et vise à en accélérer le processus.

Les énergies renouvelables sont un de ces nouveaux marchés, une de ces nouvelles industries de masse soutenues par un financement public exorbitant, un cadeau de plus fait aux investisseurs, au détriment des espaces qui nous font vivre.

Les bulldozers spéculateurs détruisent ce qui nous entoure à coups de décharges, de terrains de golf ou de chasse privée, d'autoroutes, d'infrastructures touristiques, de viaducs, de parcs de loisirs, de centrales électriques renouvelables ou non... Face à eux nous devons mener un combat qui dépasse le cadre écoci-toyenniste local et qui s'intègre dans une dynamique de refus de la mainmise des industries et de l'État sur nos quotidiens, nos paysages et nos révoltes.

Ce système mortifère ne nous permet pas de changer notre rapport à l'énergie. Ce n'est que quand nous aurons fait tomber le vieux monde que nous pourrions mettre en oeuvre des solutions pour nous passer au maximum de l'électricité et imaginer comment la produire loin des sphères industrielles. Pour l'heure, nulle autonomie électrique n'est possible loin d'EDF et des développeurs durables ou en tout cas pas sans heurt...

Des habitant-e-s, voisin-e-s et usagers du Moure de la Gardille, s'organisent pour tenter de contrer l'installation des aérogénérateurs, rejoignons leur opposition et donnons-nous les moyens de faire en sorte que cela ne se solde pas par un deal avec les élus pour qu'au final le massacre ne se fasse pas ici mais ailleurs...

A proximité du plateau de l'Aubrac, un autre projet d'installation d'éoliennes industrielles est en cours d'élaboration, sur la commune de La Fage-Montivernoux (plus de 1000m d'altitude)... Un appel d'offres concernant l'installation d'une unité industrielle de production énergétique à partir de bois (biomasse) sur le causse d'Auge (Mende) a été remporté par « Bio énergie Lozère », société dirigée par M. Engelvin, riche patron de la sylviculture en Lozère...

Soufflons une rafale de révolte sur ceux qui tentent de bétonner et de vendre nos existences ! Finissons-en avec cette société du nucléaire et de l'éolien industriel ! Que crève le vieux monde et sa modernité artificielle !

« (...) certains Lozériens paraissent indifférents au caractère exceptionnel de nos paysages. Ils semblent prêts à les sacrifier pour accéder à une prétendue modernité et être enfin "comme les autres". Fascinés, ils perdent de vue que dans ce domaine, ne pas répondre au chantage à la modernité c'est se mettre à l'abri de destructions inutiles. (...) Le paysage est le support de nos rêves. Pourrions-nous encore rêver devant des paysages défigurés et uniformes du sud de l'Espagne au nord du Danemark ? »

(extrait du « Manifeste de la Gardille »)

[Tiré du Bulletin de contre-info en Cévennes n°4, juillet 2008, p.2]

• Lacabarède, plateau de Sales (Tarn) 31 juillet 2008

Une centaine de personnes se sont rassemblées sur la RD88 près du lieu-dit Passot, à l'appel des habitants du plateau de Sales pour manifester leur opposition à l'implantation d'éoliennes industrielles sur les crêtes de la Montagne Noire. Les manifestants, munis de banderoles et de pancartes, ont bloqué la circulation des camions toupies de l'entreprise Carayon de Saint-Pons (Hérault), acheminant le béton vers le site d'implantation de six éoliennes, situé près de la Fontaine des Trois Evêques, dont les socles sont en cours de construction. Malgré la vingtaine de gendarmes, des camions ont été contraints de faire demi-tour. Partis de la route de Sales, les manifestants ont poursuivi leur chemin sur la RD 88 jusqu'au col de Salettes. En début d'après-midi, ils ont rejoint la Fontaine des Trois Évêques, l'entrée du chantier, où ils ont été refoulés par les gendarmes.

Depuis plusieurs semaines, d'importants travaux d'aménagement de virages ont débuté sur la RD88 afin de permettre le passage des convois qui achemineront les machines (mâts et pales) sur le site. Récemment, deux pelles mécaniques appartenant à la société Avérous de Labastide-Rouairoux ont été détruites par un incendie volontaire au pont des Poulaillès, et cette société parle déjà de près de 450 000 euros de dommages. D'autres dégradations par le feu ont eu lieu, notamment sur des engins de travaux forestiers.

Les travaux de préparation des socles destinés à recevoir les six éoliennes sur le mont "Bounoneit" (commune de Sauveterre) ont débuté voici environ deux semaines et le projet est à présent propriété d'EDF énergies nouvelles, filiale d'EDF : il est situé sur un terrain privé appartenant à la société Noréole.



Roquetaillade, 18 novembre 2006

• Roquetaillade, pic de Brau (Aude) 18 novembre 2006

L'attaque de deux éoliennes de la Compagnie du vent, société privée basée à Montpellier et qui exploite les huit aérogénérateurs de ce pic de Brau se serait produite vers minuit. Les gendarmes sont persuadés que les auteurs ont agi à plusieurs et simultanément sur les deux éoliennes et qu'ils ont pénétré par effraction dans les deux tours, où ils ont placé à chaque fois une bouteille de gaz de 13 kg. Reste une question pour eux : pourquoi le mécanisme avec la bouteille de gaz et le carburant a-t-il parfaitement fonctionné pour détruire les pales et le moteur d'une machine et pas ceux de la deuxième ? Sur cette dernière, la fenêtre du moteur a été retrouvée à plus de cinquante mètres du pylône, sans doute projetée par le souffle de l'explosion qui du même coup aurait éteint les flammes.

[Infos tirées de la presse locale]



La banque Unicredit prise pour cible

Bologne, 10 novembre : trois molotov ont été lancés contre autant de locaux de la banque Unicredit à plusieurs endroits de la ville. La première attaque s'est déroulée au cœur de la nuit de dimanche à lundi, via Emilia Ponente. Les agents du 113 (police) sont intervenus sur place suite à l'appel d'un citoyen. Les deux autres ont été retrouvés via Luigi Sturzo et via Bellaria. Un peu plus loin a été trouvé un tag : «*A Chiaiano Unicredit aura du mal [sarà dura, slogan du Val Susa]*». Chiaiano est le quartier de Naples où se trouve une décharge, au centre des polémiques sur les ordures.

Trento/Rovereto, 14/15 novembre : six distributeurs de billets sont attaqués avec des oeufs de vernis rouge et de l'huile de moteur. L'huile, pénétrant le clavier des distributeurs, a endommagé les distributeurs, contraignant la banque à les remplacer. Sur une des filiales de Trento, un billet aurait été retrouvé : «*Unicredit= Impregilo [entreprise de BTP]. Bas les mains de Chiaiano et du Val Susa*». Le 2 juin dernier à Trento, lors d'une manifestation contre le racisme d'Etat, les mesures sécuritaires et la répression dans la région de la Campania (Naples), une filiale Unicredit avait été visée par du vernis et un tag contre Impregilo, en solidarité avec la population de la Campania en lutte.

[Traduit de l'italien, publié sur informa-azione.info, reprenant les journaux locaux]

En mai 2005, plusieurs anarchistes de Lecce sont arrêtés sous accusation d'un nombre d'attaques liées à la lutte contre le centre de rétention de Regina Pacis. Il a fallu plus d'un an pour qu'ils sortent tous. Quelques uns sont restés longtemps en résidence surveillée.

Jeudi 12 juillet 2007, le jugement en première instance est prononcé. Tous ont été acquittés pour l'accusation d'*association subversive*, mais quatre compagnons ont été condamnés pour *association de malfaiteurs*. Salvatore a été condamné à 5 ans ; Saverio et Christian à 3 ans et Marina à 1 an et dix mois. Ces compagnons ont également été condamnés pour quelques délits spécifiques comme le sabotage des pompes d'une station service Esso, l'occupation d'un bâtiment, des manifestations non autorisées, diffamation, graffiti, violence contre agents. Des indemnités de milliers d'euros ont été accordées à l'ancien directeur du camp, le prêtre Lodeserto, et à l'ancien docteur du camp, Cazzato. Pour les mêmes délits, Sandro a été condamné à 1 an, Massimo à 4 mois et Laura à une amende de 100 euros. Les huit autres accusés ont été acquittés. Acquittement aussi pour l'incendie du portail de la cathédrale de Lecce en solidarité avec la lutte contre le camp et les sabotages incendiaires contre les distributeurs de billets de la Banca Intesa, qui gérait les fonds du camp.

Le 9 octobre 2008, le procès en appel a commencé. La DIGOS a directement mis la pression en effectuant des perquisitions chez deux compagnons. Les avocats des anarchistes ont été menacés par téléphone. Nous publions ci-dessous l'affiche qui a été collée à Lecce comme dans d'autres villes.

Désertons la peur

Des consommateurs de peur dans un monde d'insécurité : voilà ce qu'ils voudraient faire de nous.

Pour atteindre ce but et préserver le pouvoir et le privilège, les Etats distillent de fausses phobies et alimentent des monstres imaginaires. L'obsession sécuritaire, déclinée à travers les innombrables «paquets de loi sur la Sécurité», distingue à chaque fois l'ennemi du jour : les roumains, les roms, les laveurs de vitres, les prostituées et les étrangers en général, qui deviennent la cible contre laquelle décharger nos angoisses. En réalité, perdre son travail ou en mourir est lié à bien d'autres causes, tout comme d'autres raisons nous empêchent d'avoir un toit ou d'accéder aux soins. Derrière l'ombre de la démocratie, la machine de la terreur étatique et économique nous présente n'importe quel projet de domination comme utile et nécessaire : du nucléaire aux grands travaux de dévastation de l'environnement, de la guerre jusqu'aux dernières trouvailles fantaisistes du maire-shérif de service. Les interdictions de manger dans la rue ou de faire la manche, de laver les pare-brise aux feux rouges ou de faire des châteaux de sable sont une manière de jeter de la poudre aux yeux de ceux qui, fatigués et aliénés par la propagande, ne se rendent pas compte que rien de tout ça n'a jamais posé problème. C'est ainsi qu'on ne sait même plus de quoi avoir peur. Et si demain il n'y avait plus d'eau et de nourriture dans les supermarchés ? Si, tout d'un coup, une grippe apparaissait et que nous ne pouvions y trouver de remède ? Pour nous porter secours, il n'y aurait plus ni les savoirs d'avant qui permettaient d'être auto-suffisants ni les relations entre individus qui garantissaient un réseau solidaire.

N'étant plus maîtres de nous-mêmes, nous n'arriverions plus à prendre nos vies en mains.

Nous aurions poursuivi un ennemi qui n'existe pas, tandis que les vrais responsables de ce désastre, les patrons et les gouvernants de tous les partis, reste-

raient en place, occupés à programmer la prochaine dévastation. Plus que tout, nous aurions perdu la conscience de la réalité et de nous-mêmes dans un océan d'indifférence et de rancune pendant que le pouvoir réécrit continuellement le passé, nous faisant ainsi perdre la mémoire de l'histoire et de la culture. Nous accepterions, comme nous le faisons déjà, que les étrangers pauvres soient enfermés dans des lagers nommés «Centres d'Identification et d'Expulsion» (CIE, ex-CPT) pour ensuite être virés du château parce que pas assez convenables à notre goût. On accepterait les morts en mer qui cherchent une possibilité de survie comme on accepterait le racisme rampant qui tue.

Il n'y a plus de temps à perdre pour changer de cap, pour sortir de l'eau stagnante de la pacification sociale dans laquelle ils veulent nous noyer.

C'est ce qu'ont fait quelques anarchistes ces dernières années en menant des luttes avec clarté, et plus particulièrement contre le lager à direction catholique : le centre «Regina pacis» de San Foca (Lecce). Des luttes menées d'en bas, en suivant des principes qui ont toujours été ceux des anarchistes : l'auto-organisation, l'informalité, l'horizontalité dans les relations, l'action directe... Des luttes et des méthodes que l'Etat voudrait stopper par la terreur, les procès, les condamnations et des années de prison.

Le 9 octobre prochain s'ouvrira devant la Cour d'Assises du tribunal de Lecce le procès d'appel contre douze compagnons. La solidarité avec eux est le premier et le moindre des gestes pour commencer à désertter la peur.

Des anarchistes

[Traduit de l'italien, publié le 25 septembre 2008 sur informa-azione.info. La seconde audience du procès d'appel a eu lieu le 16 décembre 2008, la troisième se tiendra le 23 avril 2009.]

ENCORE UN EFFORT...

Depuis la rentrée, les universités italiennes sont secouées par un mouvement étudiant (rejoint aussi par les lycéens) qui proteste contre la loi de Finance 133/2008 votée en août, et son décret 137 sur l'Education, dit Gelmini.

Si ce mouvement prétend aussi s'inspirer de l'anti-CPE français de 2006, il est cependant à signaler qu'à l'exception de quelques grandes villes, les cours continuent (y compris dans la rue : le *teach-in* !), que les occupations sont souvent symboliques et qu'il n'y a pas d'affrontements dans la rue. Les manifs rituelles (30 octobre, 7 novembre, 14 novembre) peinent à déborder le cadre syndical renforcé par les gauchistes (*Disobedienti* notamment) et, lorsqu'elles bloquent la circulation ou des gares, c'est parfois de façon concertée avec les flics, même si logiquement la partie lycéenne reste la plus intéressante et incontrôlable. A noter que les fascistes sont aussi de la partie, comme le 29 octobre à Rome, place Navona, où ils ont attaqué à coups de barres les étudiants qui revenaient de l'université La Sapienza.

Quant à la réforme, elle correspond en gros à une accélération d'un modèle mondial déjà très prégnant en Italie : fermeture des maternelles l'après-midi, instituteur unique dans le primaire, réduction d'horaires de certaines matières au collège/lycée, création de classes-ponts séparées pour les enfants d'immigrés, financement privé des universités par le biais de Fondations et une partie du budget public lié aux résultats, baisse générale du personnel d'ici 2012, fermeture des classes en petits effectifs.

Nous reproduisons ci-contre deux tracts sortis au début du mouvement à Gênes et Milan, posant d'emblée quelques perspectives plus intéressantes que les traditionnelles protestations intégrées.

«Aux doctes qui deviennent des politiciens est en général assigné le rôle comique d'être la bonne conscience d'une politique»

F. Nietzsche

ET LE FOSSE SE CREUSE, comme d'habitude. Parce qu'il n'y a rien d'étrange dans la réforme universitaire que le gouvernement tente de faire passer, même à grand-peine, malgré les nombreuses protestations des étudiants et des professeurs. Dans un monde où on voit se creuser la division entre les classes dans chaque aspect de la vie sociale, pourquoi l'université en serait-elle exempte ? Au nom de quoi la *future intelligentsia* que l'université tente de former en la spécialisant devrait échapper aux métamorphoses qui touchent tout le tissu économique ? L'urgence des maîtres de nos vies, de ceux qui prétendent nous gouverner, est de réussir à continuer d'administrer nos existences tout en préservant leurs privilèges, si possible dans une paix sociale désormais impossible.

L'université représente *la base de demain*. Et les lendemains qui nous attendent ne sont sûrement pas roses, ce n'est certes pas le meilleur des mondes possibles. Dans les «fabriques de la connaissance», le pouvoir politique et économique a depuis toujours cherché à forger ses descendants, il a toujours modelé le savoir à son image. Peu importent les objections, pour le moins prévisibles, selon lesquelles il reste quelques esprits illuminés et non serviles dans les institutions scolaires, quelque professeur doté d'une pensée libre de laquelle tirer une poignée de notions certainement utiles pour construire une conscience critique. C'est vrai, forcément vrai, mais le fond reste que les horreurs quotidiennes que subissent des millions de personnes sont possibles grâce à *l'intelligentsia universitaire* : c'est à l'université que s'étudient et s'élaborent les connaissances appliquées ensuite en matière d'armement et de contrôle, c'est dans les universités que naissent les théories qui déterminent l'innovation en matière de prisons et de systèmes coercitifs ; c'est dans les universités que sont examinés les projets en matière d'urbanisme et d'infrastructures qui ravagent l'environnement, empoisonnent les hommes, dessinant des villes aussi dégradantes qu'aliénantes. Enfin, c'est aussi à partir des recherches universitaires que sont approuvées les lois sur le travail, la famille, la santé. C'est là, dans *le temple de la connaissance*, qu'habite «l'assassin».

En l'état actuel des choses, il serait totalement ingénu de penser attribuer toutes les responsabilités du désastre social à une poignée de politiciens (qui plus est plutôt médiocres) : le monde moderne est basé sur la technocratie et est géré par des technocrates.

En ce moment particulier où les certitudes en béton, selon lesquelles l'économie aurait dû s'étendre à l'infini, s'avèrent n'être qu'une hal-

lucination perverse en train d'assassiner la planète (nous plongeant tous dans la barbarie), il devient impérieux pour les pouvoirs de prendre des mesures. Mieux, il devient urgent de rafistoler la barque pour qu'elle reste à flots du mieux qu'elle peut, même si elle dérive, même s'il n'est désormais plus possible de «revenir en arrière». Et voilà donc que les réformes de l'école actuelles se révèlent pour ce qu'elles sont : une petite partie d'un grand chantier qui tente de sauver un palais aux fondations pourries. Personne n'a pourtant envie de mettre en discussion le *chantier*, personne ne propose la démolition du *palais*, et personne ne voit encore moins la nécessité de projeter la construction d'une *nouvelle demeure*, à échelle humaine.

La future intelligentsia se comporte déjà, plus ou moins consciemment, comme une élite. Elle accomplit la tâche pour laquelle elle a été consciencieusement éduquée pendant ses années d'étude. Elle est stérile, parce qu'elle proteste comme ils lui ont enseigné à le faire, elle est séparée parce que toute connaissance et toute expérience doivent être, pour le bon fonctionnement de la machine sociale, spécialisées, disjointes, abstraites de la réalité et fonctionnelles à l'économie et à la politique.

Des mois et des années. Le totalitarisme avance en une longue série de violences et d'injustices, prend forme dans chaque angle du quotidien. Et les étudiants ? Rien.

Des ouvriers tués dans des accidents du travail, du fric détourné qui finit par financer les guerres, des pauvres originaires d'horizons plus durs enfermés dans des camps de concentration, des vendeurs à la sauvette poursuivis à coups de matraques, «des rêveurs désespérés» noyés en mer Méditerranée, des jeunes filles obligées de se vendre et qui risquent à présent la taule, des familles sur la paille, des soins médicaux toujours plus inaccessibles pour les pauvres... La liste pourrait continuer page après page. Et les étudiants ? Et les professeurs illuminés ? Rien. Maintenant, ils ont touché *l'élite* ! *Ah non pas moi* !

Les voilà qui défilent, qui bloquent tout, qui crient dans les rues. Pour *eux*, juste pour eux.

Certes, ils ont une bonne raison de s'indigner : leur futur est compromis... exactement comme celui de tous. Certes, les propositions actuelles de réforme renforceraient plus encore, comme on le disait, les différences de classe. Ce qui est certainement en cours et qui, malheureusement, prendra pied un jour ou l'autre est un modèle toujours plus «américain» dans lequel les rares «côtés utiles» de la connaissance universitaire disparaîtraient pour faire définitivement place nette aux spécialisations imposées par des Fondations privées, qu'elles soient à caractère économique (banques, industries) ou idéologique (Eglises, partis, organisations). En somme, on passera d'un asservissement partiel à la politique



Tout bloquer

La guerre éclate, et le spectacle continue

Les bourses s'effondrent, et le spectacle continue

Les écosystèmes se désagrègent, et le spectacle continue

Le marché rapièce l'existant

Et l'éducation y est, aujourd'hui une fois de plus, asservie

Entravons le mécanisme en partant des universités. Bloquons tout. Repartons de zéro.

9 RAISONS POUR TOUT BLOQUER (ET PLUS ENCORE)

1. Dans une ville mercantile basée sur un flux continu de marchandises, bloquer ces flux signifie interrompre la normalité.

Vous nous direz : «Il ne faut pas créer de gêne».

Nous vous répondrons que nous nous sentons beaucoup plus gênés par le fait de continuer à faire semblant que tout reste normal. Y compris lorsque ce sont les banques, les multinationales et les lobbies qui décident de notre futur. Y compris lorsque l'insécurité de vivre s'est cristallisée en peur. Y compris lorsque les dernières barrières du champ de la désolation sociale et environnementale sont sur le point d'être abattues.

2. Une manifestation quotidienne de mille personnes crée beaucoup plus de désordre qu'un grand événement de 100.000 personnes programmé de temps en temps. Dans cette différence qualitative se trouve en partie la différence entre l'efficacité et le simple témoignage.

3. La multiplication des formes de lutte et des moments de conflits nous rend moins contrôlables, moins canalisables sur des chemins tracés d'avance, moins taxables de n'être au service que d'un parti ou d'un syndicat. Elle nous rend plus agiles et moins prévisibles. Elle témoigne d'une autonomie et d'une richesse de pensée et d'action.

4. Nous vivons dans une société frénétique où ce sont les logiques de l'entreprise qui dictent le rythme. Productivité profit rapidité, à l'école au travail au supermarché.

Notre existence est celle de détritiques abandonnés au courant des flux marchands, comme des corps isolés dans la communication virtuelle, incapables de jouir jusqu'au bout du sens de notre mouvement. Ainsi, avalés par les flux rassurants du spectacle, essoufflés à force de courir derrière les faux besoins et le mirage de l'ascension sociale, nous sommes désormais incapables de saisir la possibilité d'un changement réel. Pour tenter de le faire, il est urgent et nécessaire de s'arrêter. Il faut en finir avec le naufrage de soi.

5. Tout bloquer (des cours aux rues) pour ralentir la course du profit, et tout reprendre. Tout reconsidérer à partir d'une autre perspective : celle qui peut surgir par surprise, par étonnement, pour le plaisir éprouvé dans le partage d'une liberté inattendue. Créer des moments d'auto-organisation et de conflictualité diffuse pour récupérer des forces et des idées, avant d'inverser la roue.

6. Le blocage improvisé et joyeux est un instrument de provocation. C'est un moyen de saboter les engrenages d'un mécanisme social qui voudrait nous rendre indifférents au monde qui nous entoure et insensibles à nos passions intimes.

7. Sortir dans la rue signifie aussi se réapproprier des espaces urbains dénués de rencontre. Afin de ne pas s'enfermer dans des ghettos et une idéologie «étudiante» mais traverser la ville et rencontrer d'autres individus.

8. Au blocage de la circulation des personnes et des savoirs décrétée par l'économie, opposons le blocage de l'économie à travers la circulation libre et sauvage des corps et des savoirs. C'est comme dire : si leur économie est orientée vers le saccage et la destruction du savoir, notre savoir sera orienté vers la destruction et le saccage de l'économie.

9. Le blocage est un des moyens. Il n'existe pas de ligne droite mais tant de trajectoires possibles à explorer. Laissons les tuyaux d'évacuation à ceux qui reflueront bientôt avec des formes de lutte intégrables. Laissons les égouts à ceux qui tenteront de chevaucher la vague de la protestation avec pour seul objectif d'apporter de l'eau à leur moulin politique.

Nous préférons la pleine mer.

A présent, l'unique impératif est de reprendre en mains la barre de notre dérive.

Milan, 29 octobre 2008

[Traduit de l'italien. Tiré de guerrasociale.org]

et l'économie à un asservissement total ; on passera d'une éducation publique merdeuse (à laquelle certains pouvaient au moins «arracher» quelque chose) à une éducation strictement fonctionnelle à l'entreprise et l'idéologie.

Dans une telle perspective, on pourrait dire que le pire s'ajoutera au pire et qu'il n'y a pas raison de s'en réjouir. L'université étant un pilier du fonctionnement social, il est évident que sa restructuration est aussi le prélude à une ultérieure dégradation des conditions générales, du travail à la culture. Si on suit cette ébauche de raisonnement, il devient évident que les manifestations de ces derniers jours sont l'affaire de tous, le problème de tout le monde, et surtout une possibilité pour chacun. Il reste pourtant aux étudiants à réussir à regarder un peu plus loin que leur nombril, à réussir à comprendre que de leur bataille menée jusqu'à présent *séparément* peut naître la possibilité d'une critique et d'une pratique susceptible d'impliquer les autres couches sociales, concernées de fait.

Si on regarde dans l'histoire, on se rendra compte que les luttes étudiantes ne sont parvenues à déterminer un changement que lorsqu'elles ont eu la volonté de rompre les compartimentations. Aujourd'hui encore plus qu'hier, une lutte séparée en soi perd d'emblée son sens et son potentiel offensif.

De l'abattement des séparations, comme par hasard si chères aux partis, aux syndicats et aux patrons, peuvent exploser mille possibilités, mille rencontres, mille expériences qui, espérons-le, seront finalement à même de mettre en discussion le mécanisme, le *chantier*, et non pas stérilement un seul de ses morceaux.

Alors, que dire ? En avant, étudiants... encore un effort !

Quelques amis de Franti

[Traduit de l'italien. Tract distribué à Gênes le 16 septembre 2008, au début du mouvement]

UN POIGNARD ET UN TALISMAN

Sole et Baleno 1998-2008

LE 28 MARS 1998 mourait Edoardo Massari dans la prison des Vallette. Baleno, comme l'appelaient les amis et les compagnons, était retrouvé pendu au lit de sa cellule. L'anarchiste, le poseur de bombes, le voleur, le «terroriste» s'en est allé, vivant dans le feu d'une existence hors-la-loi. L'Etat pensait alors avoir éteint avec un cercueil l'étincelle de la révolte que Baleno attisera pourtant à jamais dans le coeur de ceux qui luttent.

Edoardo avait été arrêté chez lui le 5 mars, pris à l'aube avec son ami Silvano et sa compagne Sole (Soledad Rosas) par la police de Turin. Tous trois ont été accusés de faire partie d'une fantomatique *association subversive*.

Quelques mois après la mort de Baleno, Sole a décidé de le suivre. Le 11 juillet au matin, elle s'est ôtée la vie en se pendant dans les WC de la communauté dans laquelle elle était en résidence surveillée : elle avait 24 ans.

Les juges turinois Laudi et Tatangelo, avec les pontes du commissariat, avaient décidé d'attribuer aux anarchistes la responsabilité des nombreux sabotages survenus en Val Susa contre le projet d'un train à grande vitesse (TAV). Ils avaient décidé de faire carrière, de devenir célèbres. Ils avaient décidé d'assassiner Edoardo et Sole.

La capture des trois anarchistes a déclenché une salve d'applaudissements. Tous –des politiciens aux industriels, des journalistes aux spéculateurs– avaient intérêt à trouver des responsables (peu importe qu'ils soient vrais ou présumés) aux attaques survenues en Val Susa. Les premiers pas de ce qui, des années plus tard, allait devenir la *lutte emblématique* contre les nuisances imposées par le progrès, le «David contre Goliath» qui inspirera tant de mouvements dans toute l'Italie, devaient être tués dans l'oeuf. L'hostilité des habitants de la vallée ne pouvant être achetée, il fallait au moins la priver d'une partie des armes auxquelles elle aurait pu avoir recours. En particulier, d'une des pratiques les plus craintes par les puissants et constituant depuis toujours le patrimoine des exclus : le sabotage.

Nier, y compris face à l'évidence, que les actions accomplies en Val Susa aient été l'expression d'un mépris collectif face à l'énième abus de pouvoir ; taire le fait évident que les sabotages aient été le fruit de mains et d'esprits différents, pas forcément «politisés» ; enfermer l'affrontement et le mal-être diffus au sein d'une guerre «privée» : d'un côté l'Etat, les entrepreneurs, les financiers du TAV, et de l'autre, les anarchistes. La population locale ? Ceux qui subiront directement les conséquences du train ? Hors-jeu.

Le piège tendu par les enquêteurs a fonctionné et l'attention générale –y compris celle des mouvements «antagonistes»– s'est déplacée du Val Susa aux rues de Turin. Immédiatement après les arrestations, une grande «campagne de solidarité» en faveur des trois anarchistes accusés a démarré à Turin. Une mobilisation qui a réussi à faire descendre dans la rue des centaines de manifestants. Dans d'autres villes d'Italie, les initiatives n'ont pas manqué : des manifs improvisées aux rassemblements, des blocages de rue aux actions de perturbation, et jusqu'aux sabotages de différentes structures de dévastation et d'oppression. Ce furent des jours d'intense activité, suivis de dizaines de plaintes, vérifications d'identité et perquisitions.

Les contrôles de police se sont resserrés sur chaque anarchiste, sur les amis des trois arrêtés et sur leurs familles. Les organes de presse –des plus conservateurs aux plus progressistes– se sont déchaînés en une meute visant à isoler totalement aussi bien les trois subversifs incarcérés que toute personne qui se solidarisait avec eux. Les

anarchistes étaient présentés –en fonction de la «couleur» du journaliste– comme des êtres sanguinaires, des fous, des provocateurs, ou plus simplement comme des inadaptés sociaux. C'est à ce moment-là qu'a été créée la catégorie sociologique du «squatteur» : terroriste ou paria.

Les positions des anarchistes, et en particulier celle d'Edoardo, ont été mystifiées ou tuées, au point même d'être effacées de la scène : le spectacle médiatique triomphait. Les idées, ces mêmes idées au nom desquelles «les trois» étaient arrêtés, pour lesquelles Edo et Sole mourront, ne réussissaient pas à émerger, étaient complètement étouffées par un croassement de corbeaux qui –de part et d'autre de la barricade– concourrait à vouloir faire oublier les *événements déclencheurs* de ces jours-là : c'est-à-dire les attaques contre le projet du TAV, c'est-à-dire le fait que l'Etat commençait à craindre une hostilité qui, dépassant pour une fois les illusions du dialogue et du dissensus *en paroles*, passait à la pratique.

Oui, l'Etat avait peur... après tout ce temps. Il avait peur des *mains inconnues* : des mains avec des piolets, avec des allumettes, avec de la poudre noire. Des mains qui remettaient en lumière non pas une simple opposition, une révolte individuelle, un acte symbolique, mais, et c'est bien plus important, qui redécouvraient l'espoir de pouvoir changer, de pouvoir reprendre le destin de sa propre existence, de sentir à nouveau –en chacun– le sens d'une justice dont ce monde est privé depuis toujours.

Parce qu'ils sont plus d'un à vouloir défendre leur terre et leurs affects ; parce que beaucoup désirent vivre dignement et ne pas mourir empoisonnés et détruits par une poignée d'affairistes – de la politique, de l'entreprise et de l'industrie. Parce que beaucoup d'hommes et de femmes ressentent le désir de vivre enfin libres... libre comme l'a été Baleno jusqu'au bout.

Dix années ont passé depuis ce 28 mars où Baleno a été *suicidé*. Pourtant, ces luttes et ces pratiques –comme celles des compagnons morts avant et après lui– continuent de vivre dans les batailles de ceux qui incendient le monde. Les Tatangelo et Laudi (juges), les Genco (journalistes), les Petronzi (flics), ont assassiné Edo et Sole mais ne sont pas parvenus à endiguer leurs idées, nos idées. Baleno parlait et écrivait librement et –malgré la répression toujours plus acharnée– les anarchistes continuent de parler et d'écrire ; Baleno occupait des maisons vides pour se moquer de leur vie, et il y a toujours beaucoup de personnes qui, se foutant de la propriété, décident d'arracher à la spéculation un toit par leurs propres moyens ; Baleno a été arrêté (à Ivrea en 1993) parce qu'il construisait un engin explosif, et il y a encore beaucoup d'esprits et de coeurs courageux qui aiment s'adonner à la pratique méritoire de la destruction et de l'attaque contre les ouvrages du pouvoir. Baleno détestait le



progrès technologique, le bétonnage des montagnes, la séparation de la vie dans des rôles préconçus et l'aliénation progressive dans laquelle l'être humain se précipite. Un être humain *civilisé, moderne*, auquel on a arraché toute autonomie, tout savoir et tout rapport de réciprocité. Aujourd'hui, la tension et l'obstination d'Edoardo –qui l'ont conduit à cultiver les montagnes aussi bien qu'à construire des machines à laver à pédales– sont partagées par de nombreux individus qui cherchent encore, malgré l'idéologie dévastatrice de la consommation, à recréer des rapports réels, à inventer, à reconquérir cette autonomie que l'industrie de la marchandise nous a ôtée, nous abandonnant seuls dans un océan de gens, nous abandonnant seuls parmi une montagne d'objets.

Enfin, Edoardo Massari détestait et combattait la guerre, les frontières, les patries. Face aux massacres perpétrés aujourd'hui partout dans le monde, face à une idéologie patriotarde renaissante, face au mythe des *bons Italiens* qui exportent la démocratie, nous devrions tous nous rappeler d'un petit geste accompli par Baleno il y a tant d'années... Il n'avait pas de drapeau, ne saluait pas la bannière tricolore... mais se torchait le cul avec – et pas de façon métaphorique.

Pour toutes ces raisons, après toutes ces années, nous continuons de revendiquer notre complicité avec ces compagnons disparus – qu'ils aient été coupables ou innocents. Nous sommes encore là pour répéter qu'Edo et Sole continueront à vivre dans nos luttes, dans nos idées et... **que nous n'avons pas oublié leurs assassins.**

LA VIE EN UN ÉCLAIR

Baleno a été à nos côtés lors des nombreuses initiatives qui ont marqué le parcours de la pensée et de l'action anarchiste à partir de la fin des années 80, et pas uniquement dans le Canavese où il habitait. Il s'agit de déplacements fréquents d'un lieu à l'autre pendant des années, entre manifestations, occupations, mobilisations antimilitaristes et contre les dévastations de l'environnement, d'initiatives de solidarité contre la répression et de critique de la prison, de réunions et d'actions contre les diverses tentacules de l'Autorité et du Capital. Nous nous sommes rencontrés dans les charges policières lors de la manifestation contre l'ACNA à Savona en 1989, et puis encore à l'ex-Ilsa de Pont St. Martin, un centre social du Val d'Aoste, première occupation d'une longue série.

En avril 1991 dans le Canavese, la piscine de Caluso est occupée : il y avait aussi Baleno parmi les occupants, au milieu de beaucoup d'autres personnes du coin qui trouvaient là pour la première fois l'occasion de s'exprimer et de se confronter librement dans un lieu libéré. Cette année-là, des occupations, des expulsions auxquelles résister ainsi que des initiatives en solidarité avec les insoumis au service militaire se sont succédées dans de nombreuses villes et villages. Toutes ont vu la présence de Baleno avec ses *balenate* parfois géniales et parfois lourdes, avec ses exhortations permanentes à faire plus : «... *ben quoi, t'as peur...*».

En décembre de cette même année, quelques occupants de la Piscina et plusieurs personnes solidaires venues d'autres régions se sont mobilisées en vue de l'expulsion imminente : une quarantaine d'entre elles a occupé la mairie de Caluso, dont Baleno. En janvier 92, la piscine est expulsée par des carabinieri venus en force.

Entre janvier et avril 93, deux autres occupations seront tentées dans le Canavese. Les maires et les carabinieri interviendront quelques heures après et en chasseront les occupants.

Le procès suite à l'occupation de la Piscina se termine par une condamnation sans précédent dans le Piémont pour un délit de ce genre : 7 mois de prison pour tous les accusés. Quelques jours plus tard, quelques individus parmi lesquels Baleno s'enchaîneront à une estrade lors d'un rassemblement public présidé par le maire d'Ivrea.

Le 19 juin 93, Baleno est arrêté à Ivrea. Il était allé faire soigner à l'hôpital une légère blessure qu'il s'était faite en s'adonnant à des expériences de chimie anarchiste dans son atelier de réparation de vélos. Une fois à l'hôpital, les carabinieri ont perquisitionné l'atelier et trouvé 46 grammes de poudre noire : c'est ainsi qu'a commencé la tentative de montage judiciaire contre lui. Non contents de l'enfermer en préventive pendant 7 mois (jusqu'au procès de janvier 94),

puis de lui infliger un an de prison le 31 mars 95, ils tenteront en vain de l'incriminer avec d'autres anarchistes pour «bande armée».

Parmi les nombreux rassemblements et initiatives de solidarité dans toute la péninsule, une manifestation s'est déroulée à Ivrea le 22 décembre 93. Elle a démarré tranquillement mais, quelques centaines de mètres plus loin, le préfet a donné l'ordre aux manifestants de ranger les drapeaux noirs et de ne plus jeter de pétards : les participants ont refusé d'obéir et il a ordonné la charge. Les forces de l'ordre ont eu le dessous, et huit flics seront hospitalisés. L'un d'eux restera à terre, gravement blessé. C'est ainsi que la manifestation a réussi à aller de l'avant puis s'est terminée sans autre incident.

Sorti de prison, Baleno a repris ses activités habituelles et son attention s'est portée sur la défense du territoire montagnard, de ses espaces de liberté, de sa nature relativement non contaminée par les tentacules de la société industrielle. Tous les regards se sont tournés vers le Val Susa, où l'hostilité contre la dévastation du futur train à grande vitesse (TAV) appelait les ennemis de l'autorité à se rendre sur place.

ÇA S'EST PASSÉ EN VAL SUSA

1996

23 août. Début des attaques contre les entreprises chargées de préparer les chantiers de la Grande Vitesse. Dans la nuit, deux molotov sont lancés près de Bussoleno contre une foreuse, utilisée pour vérifier la conformité du sous-sol. Sur place, on retrouve deux tags contre la Grande Vitesse.

27 novembre. Une cabine électrique désactivée de la ligne ferroviaire Turin-Modane est incendiée à hauteur de Bruzolo. Là-aussi, on retrouve des tags contre le TAV.

24 décembre. Un relais de télévision RAI et une centrale de téléphone portable Omnitel qui se trouvent l'un à côté de l'autre sont



pris pour cible près de Mompantero. Après avoir taillé le grillage de protection, les saboteurs ont mis le feu au transformateur de l'ENEL [EDF italienne] qui alimente la centrale de téléphone et à un autre qui contient du matériel électronique. Des coups de fusil sont également tirés contre les deux cabines. Sur le mur d'une église voisine on retrouvera un tag : «Val Susa libera», avec le symbole de la faucille et du fusil. Les enquêteurs trouveront des restes de molotov sur place. L'existence d'un tract de revendication est démentie.

1997

26 janvier. Du liquide inflammable est jeté sur les parties électriques et sur le tableau de commande d'une foreuse dans la bourgade de Crotte di Chianocco, près de la route départementale. Sur place sont retrouvés des tags contre le TAV et les Mondiaux de ski, suivis de symboles avec une faucille et un fusil. Après cette attaque, le procureur Maurizio Laudi, chargé des enquêtes, commence à désigner ouvertement les anarchistes comme possibles auteurs des sabotages.

6 février. Le générateur de courant d'un chantier où opère une foreuse explose près de Mompantero à l'aide de liquide inflammable et de poudre à cartouche. Sur place, on retrouve des tags contre le TAV et les Mondiaux de ski. Un proche relais de téléphone Omnitel est également pris pour cible : le coffre de son alimentation électrique est criblée de coups de fusil.

21 février. Un molotov est jeté contre la centrale électrique dont dépendent les installations du tunnel de Prapotin. Cette fois, on retrouve des tags contre la SITAF et contre plusieurs personnalités locales (Tessari, Fuschi et Lazaro). Les enquêteurs annoncent quelques jours plus tard la découverte de tracts signés «Front Armé Val Susain» : «*Le front armé de Valsusa remercie l'opposition violente et non-violente contre la taupe à grande vitesse. Continuez comme ça les gars ! Défendre notre terre est un devoir sacré par tous moyens et à tout prix. Même si on ne veut pas la violence, lorsqu'il n'y a pas d'autres moyens, il en va ainsi.*». Ils ne lui accordent pas trop de crédit.

10 mars. Le portail de l'église San Vincenzo est incendié à Giaglione. Cette fois, on ne retrouve pas de tags sur place mais, pour la première fois, deux tracts signés «Loups Gris, armée des ténèbres et vendetta des pauvres» et «Loups Gris, solidarité contre le TAV, les impôts, l'Eglise, la mafia, le capital de la consommation, la fausse démocratie, la taule, l'école, la caserne».



18 mars. Après avoir pénétré de nuit dans la centrale électrique du tunnel autoroutier de Giaglione, sur l'autoroute A32, des saboteurs anonymes font sauter de la dynamite placée dans une conduite où passent les câbles électriques. Aucune revendication.

8 avril. A Chianocco, un puits de la Telecom situé le long d'une route de campagne saute à l'aide d'un engin artisanal. 40 000 lignes téléphoniques sont hors d'usage. Black-out également des téléphones portables Telecom et Omnitel, ainsi que des lignes de transmission de données. Des tracts signés «Loups Gris» et «Val Susa libera» sont accrochés à un arbre. Selon la presse, ils passent de la lutte des partisans à Fra Dolcino [célèbre hérétique du coin brûlé par l'Inquisition], allant jusqu'à invoquer, en citant Battiato [chanteur intello de gauche], le «retour de l'ère du sanglier blanc».

21 mai. Deux autres attaques dans la zone de Mompantero. Les câbles d'un relais de télévision sautent à la dynamite dans la région de Bianco, tandis qu'une foreuse de prospection est incendiée dans la localité de Moetto. Aucun tag ni tract de revendication.

15 octobre. Ugo Iallasse, dirigeant de la SITAF, directeur de service du tunnel de Fréjus, se prend une *bomba carta* [puissant pétard de stade] contre son domicile de Chianocco.

2 novembre. Des tracts signés «Loups Gris» sont retrouvés à Vaie sur la porte de l'église de San Pancrazio.

4 novembre. Une explosion endommage deux relais au-dessus de Borgone di Susa. Les antennes transmettaient le signal de plusieurs chaînes de télévision et de radio, mais hébergeaient aussi un pont hertzien des carabinieri. Aucune revendication.

10 novembre. Une bonbonne de gaz est placée près d'une cabine électrique le long de la ligne ferroviaire Turin-Modane, près de Rosta. La bonbonne n'explose pas parce que le feu appliqué à des tissus imbibés de liquide inflammable s'est éteint. Un tag anti-TAV qui ne paraît pas récent est retrouvé sur place.

29 novembre. Une manifestation est organisée à Bussoleno par les partis, les syndicats et l'Eglise pour protester contre les attentats contre la Grande Vitesse. Il n'y a que les maires et les membres des partis qui défilent, vu que la grande masse des Valsusains reste chez elle. Même les journaux locaux sont contraints d'admettre que «*les citoyens qui ont répondu à l'appel des institutions sont peu nombreux.*».

1998

20 janvier. Après avoir prélevé plusieurs machine-outils, des inconnus incendient la mairie de Caprie. Une explosion qui provoque de gros dégâts à tout l'édifice advient dans le garage. Ce sera l'unique fait spécifique valsusain attribué par les enquêteurs aux trois anarchistes arrêtés au mois de mars.

5 mars. Sur mandat des procureurs Maurizio Laudi et Marcello Tatangelo, les anarchistes Silvano Pelissero, Edoardo Massari et Soledad Rosas sont arrêtés par les carabinieri du ROS [service de renseignement], accusés d'appartenir à l'organisation des «Loups Gris». Silvano est arrêté peu après avoir découvert par hasard la présence d'un micro espion sur sa voiture. Cette circonstance imprévue contraint les carabinieri à mener une opération complètement improvisée. Edoardo et Soledad sont arrêtés après un assaut de plusieurs heures à l'intérieur de la Casa occupata de Collegno, qui est perquisitionnée et expulsée. Selon les carabinieri et la presse, on découvre dans la cave un véritable «arsenal» : un feu de bengale déjà utilisé qui deviendra une «*pipe bombe*» et plusieurs bouteilles de carburant qui deviendront des «molotov». Au même moment sont perquisitionnés deux autres espaces occupés de Turin, l'Asilo de via Alessandria et l'Alcova de corso San Maurizio. L'Asilo est expulsé après avoir été dévasté par les forces de l'ordre (il sera vite réoccupé), tandis que l'Alcova sera défendu in extremis par les occupants.

ENQUÊTE JUDICIAIRE ET MOBILISATIONS

Les arrestations

Le 5 mars 1998, trois anarchistes (Silvano Pelissero, Edoardo Massari et Maria Soledad Rosas) qui vivaient ensemble dans la maison occupée de Collegno (Turin) sont arrêtés sur mandat des procureurs Maurizio Laudi et Marcello Tatangelo.

Le soir même à Turin, les flics et les carabinieri expulsent L'Asilo Occupato et l'Alcova Occupata. Ils détruisent tout, brisent les fenêtres, les salles de bain et tout ce qui leur tombe sous la main. Les trois anarchistes sont placés à l'isolement sans qu'il leur soit communiqué la gravité de l'accusation : «association subversive à finalité terroriste».

Le 7 mars, le juge pour les enquêtes préliminaires, Fabrizia Pironti, confirme l'arrestation et l'accusation.

Depuis le début, les enquêtes partent du présupposé que les coupables sont les trois anarchistes et qu'il est donc juste nécessaire de trouver des preuves contre eux. Malgré l'usage immodéré de micros, de caméras et de perquisitions fréquentes, aucun élément accablant n'est pourtant retrouvé. Les juges continuent tout de même la procédure, surtout «grâce» au soutien médiatique.

Le rôle des mass media

Le travail des journalistes se révélera décisif pour discréditer et calomnier les trois arrêtés. La presse et la télévision commencent une campagne visant à alimenter la peur des anarchistes et à construire un procès médiatique dans lequel «la condamnation est déjà écrite». Jusqu'au 7 mars, des quotidiens turinois sortent avec des titres étourdissants : «Blitz contre les éco-terroristes», «Les Loups gris attrapés dans les centres sociaux», «Longue enquête à l'aide d'un infiltré, des bombes et des mèches mises sous scellé», «Squatteurs anarchistes avec la passion des armes», «Trois subversifs arrêtés», «Une piste à propos des attentats anti-TAV en Val Susa», etc.

La solidarité

Juste après l'arrestation de Sole, Baleno et Silvano, un rassemblement de protestation contre les arrestations et les expulsions est organisé devant la mairie de Turin. Ceux qui participent à l'initiative sont chargés par la police et, lors des affrontements, plusieurs vitrines de boutiques de riches tombent en morceaux.

Dans plusieurs villes d'Italie démarrent des mobilisations en faveur des anarchistes arrêtés : manifestations, rassemblements, blocages et sabotages se succèdent.

La farce judiciaire continue...

Le 26 mars, le tribunal repousse le recours de mise en liberté, «parce qu'il existe une forte proximité entre les trois inculpés et les auteurs des attentats» et que «le risque de récidive de délits de nature identique est très élevé».

Samedi 28 mars à l'aube, selon la version officielle, Edoardo Massari est retrouvé agonisant, pendu au lit par un drap dans la prison turinoise des Vallette.

Les funérailles

Après le «suicide-assassinat d'Etat» de Baleno, la morbidité des médias explose dans toute sa misère. Beaucoup de journalistes refusent de respecter le désir exprimé publiquement par la famille Massari de pouvoir enterrer leur proche en paix, uniquement en présence des parents et des amis, déchaînant la rage plus que légitime des amis d'Edoardo : le chroniqueur Daniele Genco en fera les frais, ainsi que la voiture de Paolo Grisieri, envoyé spécial de *Il Manifesto*, et certains caméramans.

Ce qui s'est passé au cours des funérailles devient pour les chacals de l'information une occasion supplémentaire d'attaquer les anarchistes. Le mouvement réagit en rompant tout contact avec la presse, excepté une conférence provocatrice lors de laquelle quelques anarchistes lancent des carcasses de poulets et des

restes de boucherie sur des journalistes avides de nouveauté.

Le 15 avril, le parquet d'Ivrea lance trois mandats d'arrêt contre autant d'anarchistes de la région pour «tentative de meurtre» (re-qualifiée plus tard en «coups et blessures graves»), liés à l'agression du journaliste Daniele Genco (balance de la police et fameux pour ses calomnies contre Baleno et ses compagnons). Un seul sera arrêté, tandis que deux autres entrent en clandestinité.

La manifestation du 4 avril

Le 4 avril se déroule à Turin une manifestation «unitaire» de toutes les aires antagonistes italiennes. Un cortège de 9000 personnes défile dans les rues pour demander la libération des incarcérés et exprimer sa rage suite à l'assassinat de Baleno. La prison des Nuove et le Palais de Justice reçoivent des centaines de pierres et sont assaillis par les manifestants : les dégâts causés au Palais sont de plusieurs centaines de millions de lires. Suite à la manifestation, la police lancera plusieurs plaintes avec l'accusation de «dévastation».

Le suicide de Soledad

Soledad est arrivée en Italie en juin 1997 et, selon l'accusation, elle «aurait commencé» en moins de quatre mois à faire partie du mouvement anarchiste turinois, devenant une des responsables de l'organisation subversive clandestine (même si, entre autre, les sabotages en Val Susa ont eu lieu alors qu'elle vivait encore en Argentine).

Samedi 11 juillet 1998, Sole meurt suicidée. Elle est retrouvée pendue dans les locaux du foyer [*comunità* à l'italienne] Sottoiponti de Benevagienna, où elle était enfermée en résidence surveillée.

Les colis piégés et l'isolement des anarchistes

Début août, cinq colis piégés sont envoyés par la poste. Leurs destinataires sont : le procureur Maurizio Laudi, le journaliste Genco, le conseiller régional des Verts Pasquale Cavaliere, le député Giuliano Pisapia et le conseiller municipal de Rifondazione Comunista Umberto Gay. Ces colis n'explosent pas et ne feront ni dégâts, ni victimes.

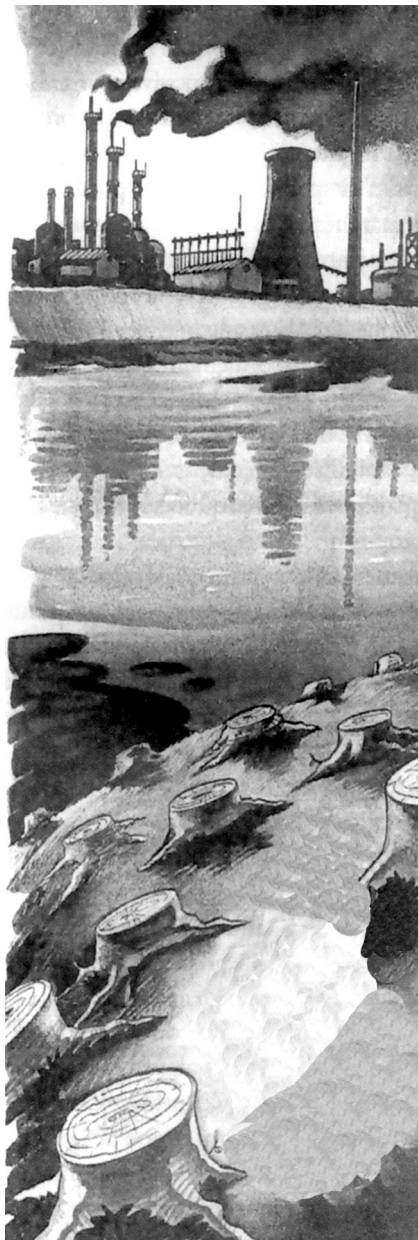
Suite à ces attaques, l'isolement des anarchistes n'est pas seulement venue de la gauche modérée, mais aussi de celle qui est plus «alternative» et extraparlamentaire, y compris la plus grande partie des centres sociaux italiens et des squats turinois, gobant de cette manière la division du mouvement entre «bons et méchants» et favorisant ainsi la répression d'une partie du mouvement anarchiste : la quasi totalité de ceux qui ont choisi (par principe) de ne pas prendre publiquement position sur les colis piégés ont été inculpés et perquisitionnés les mois suivants.

Il Manifesto, *l'Unità*, *Liberazione*, juste pour citer les journaux plus fameux, contribueront à diffuser des nouvelles sans aucun fondement, comme celles qui attribuaient à Silvano Pelissero un passé de militant d'extrême-droite et même des collusions avec les services secrets.

Les sentences

Le procès en première instance s'est terminé le 21 janvier 2000 par une condamnation à 6 ans et 10 mois pour Silvano : vol et dévastation de la mairie de Caprie, association subversive, attentat contre le transformateur de Giaglione, détention d'explosifs, etc.

Le procès en appel, qui s'est déroulé en une seule journée (18 janvier 2001), ne fait qu'une concession aux thèses de la défense : l'acquittement pour fabrication d'engin explosif. La peine est réduite à 6 ans et 1 mois.



Le 21 novembre 2001, la cour de cassation invalide l'accusation d'activité terroriste à finalité subversive.

Le 4 mars 2002, au bout de quatre années de détention préventive, la magistrature émet un mandat de libération de Silvano «pour épuisement du délai maximum de détention» : l'anarchiste ne sera effectivement libéré que le 12, parce que les carabinieri ont laissé passer une semaine entière avant de communiquer la nouvelle à l'intéressé.

En 2002, la Cour de Cassation de Rome démonte les thèses des procureurs turinois Maurizio Laudi et Marcello Tatangelo. Il ne s'agissait pas d'une association terroriste, mais de trois personnes qui, au maximum, s'étaient adonnées à des délits communs. L'accusation la plus grave (la finalité subversive et terroriste des délits contestés) étant tombée, la Cour d'Appel de Turin réduit la peine de Silvano à 3 ans et 10 mois.

SABOTAGE ET LUTTES SOCIALES

DANS LES LUTTES SOCIALES, il y a souvent des refoulements. Des épisodes et des situations inconfortables, dangereux, encombrants, qu'on préfère oublier.

Un cas de refoulement est celui qui concerne le sabotage apparu en Val Susa entre 1996 et 1997. Avant les batailles de 2005, on préfère uniquement se souvenir de conférences, de comités institutionnels et de manifestations. Deux jeunes sont morts, certes, mais c'est une histoire louche de services secrets, de trafic d'armes...

L'hôte ingrat qu'on voudrait ainsi mettre à la porte a un nom bien précis : le sabotage. L'accepter à la maison est en effet difficile. On risque de perdre le consensus et de ruiner le travail accompli. On risque de fissurer le front du «Non» – et arrêter le TAV est un objectif qui tient à coeur, justement.

C'est comme lorsqu'on se souvient de 68. Quelques mois de joie, de mouvement, d'assemblées universitaires... puis rien : après, il n'y a que le «terrorisme». C'est ainsi que disparaît une décennie de luttes dures, de répressions brutales, d'expériences très importantes.

Il existe même désormais des dirigeants de la CGIL [CGT italienne] qui se vantent d'avoir participé à ces années de luttes syndicales sans n'avoir jamais rien fait d'illégal. Comme si l'histoire du mouvement ouvrier n'était pas constellée d'épisodes sans fin d'illégalité de masse (blocages, piquets, manifestations sauvages et spontanées, affrontements avec la police, etc.). Pas mal comme coup d'éponge ! S'il n'y avait pas eu l'illégalité ouvrière –une réponse au fait que les lois ne font que formaliser les rapports de force au sein de la société– on en serait encore à la journée de 12 heures !

Mais pour en revenir au Val Susa, qu'y a-t-il d'effrayant dans le sabotage ? Certainement pas son illégalité : les blocages, les barricades, la libération de Venaus¹ ont toutes été des pratiques *illégal*es. Pas non plus son caractère nocturne : de nombreux barrages contre le TAV se sont produits une fois la nuit tombée. La violence ? Il n'est pas moins «violent» d'endommager un chantier à plusieurs milliers de personnes que de détruire une foreuse à quelques uns. Ce qui effraie est ailleurs. Les sabotages ne sont pas des gestes publics. Ils ne sont pas *légitimes* –voilà le mot– parce qu'ils ne peuvent pas compter sur un consensus vaste et visible. Lutter à quelques uns est moins efficace que lutter à nombreux. Et donc...

C'est donc une question de nombre ? Une action juste accomplie par des centaines ou des milliers de personnes devient-elle erronée lorsqu'elle est réalisée par un ou une poignée d'individus ? Les décisions collectives sont-elles une garantie en soi ? (Dans le Val Susa, beaucoup de personnes ont voté pour les partis de gauche aux dernières élections, des partis qui faisaient mine de s'opposer au TAV. Ce fut une illusion collective pernicieuse, bien vite rompue par l'expérience directe et la lutte).

Outre que l'histoire des opprimés est remplie d'exemples d'un usage collectif du sabotage (dans la Résistance, dans les pratiques d'auto-organisation en usine et dans les quartiers), on peut aussi remarquer que le passage de «quelques uns» à «beaucoup» ne se fonde sur aucune certitude mathématique.

A l'intérieur du cimetière symbolique érigé dans le pré du premier rassemblement de Venaus, une croix portait l'inscription suivante : «*ici repose en paix la conscience de celui qui disait "ça sert à quoi, de*

toute façon ils feront passer le train»». Qu'est-ce que cela signifie ? Cela veut dire que les luttes ne naissent pas belles et soudées. Cela veut dire que la conviction de pouvoir y arriver opère des sauts imprévisibles. Les premiers chantiers du TAV ont été occupés par 100 personnes. Le dernier par 30 000. Encore une fois : ce n'est qu'une question de nombre ?

On peut partager plus ou moins la pratique du sabotage, mais son refus ne répond pas à des critères éthiques, comme on le prétend souvent, mais bien à des calculs politiques. Attaquer à quelques uns une foreuse qui porte en elle la dévastation de l'environnement et la misère sociale est aussi juste que de l'attaquer à des milliers. D'un point de vue pratique, on peut seulement dire que le sabotage à petits groupes est plus risqué pour ceux qui l'accomplissent, et souvent plus facile à criminaliser pour le système qui le subit. Mais, comme on peut le remarquer, il ne s'agit pas de jugements moraux. La légitimité éthique du sabotage devrait même être défendue par ceux qui en critiquent l'utilité pratique. (Sans compter qu'il est toujours mieux de défendre certaines possibilités de lutte, même lorsqu'on y a pas recours). En général, ils préfèrent pourtant la condamnation et la mystification (du genre : il s'agit toujours et partout d'«actions contre le mouvement»).

La tendance à voir des complots partout est malheureusement banale. La réalité semble toujours propice à suggérer d'«étranges coïncidences» les plus incroyables à ceux qui en cherchent, comme un chien débusque des truffes. Pour les spécialistes de la suspicion, tout devient obscur.

Mais qu'y a-t-il par exemple d'*obscur* dans des sabotages contre des foreuses et des chantiers du TAV ?

Là où certains ont suspecté de mystérieuses volontés de rendre la lutte No TAV criminelle, l'appareil d'Etat a vu quelque chose de bien trop *clair* : la révolte possible d'une vallée. Et pour l'empêcher, ils étaient prêts à tout. Y compris à suicider deux personnes.

«*Même les morts ne seront pas à l'abri de l'ennemi, si celui vainc. Et cet ennemi n'a jamais cessé de vaincre*». Réexhumer un morceau de notre histoire signifie leur rendre un précieux service.

Lorsque les nuisances sont stoppées par la lutte populaire, il ne fait aucun doute que c'est mieux pour tous. Parce que ce qui se passe au cours de la lutte, en plus d'obtenir des résultats plus durables, libère les femmes et les hommes de l'habitude de la délégation, élève le plaisir de vivre, ouvre un plus vaste horizon de possibilités. Mais lorsqu'il n'y a pas de lutte populaire, devient-il juste de laisser les montagnes se faire éventrer et les humains se faire dégrader ? Qu'est-ce que la légitimité, une question statistique ?

L'histoire devrait nous enseigner que les luttes ont besoin de mille éléments à mêler avec passion et habileté. Mais il est impossible d'en prescrire les doses exactes pour que s'enflamme la rébellion. Ce n'est qu'en prenant des risques qu'on apprend. C'est-à-dire en vivant.



[Traduit de l'italien. Tiré de *Un pugnale e un talismano. Sole e Baleno, 1998-2008. Materiali della mostra ed allegati*, mars 2008, pp. 2-15 et 20-22]

NOUS NE SOMMES PAS, NOUS NE SOMMES PAS, NOUS NE SOMMES PAS...

LE TITRE DIT PRESQUE TOUT. L'expérience de ce journal de Lmarre début 2008 à l'intérieur d'un cercle libertaire de Gênes. Le milieu qui s'est créé autour de lui, même si ce cercle a pour le moment disparu, a tracé un parcours commun et concrétisé une expérience qui, bien que partielle, est significative.

Le cercle, situé en sous-sol, a inspiré la maigre fantaisie des rédacteurs de ce bulletin. Ne cherchez donc pas d'autres pistes et ne vous fourvoyez pas en d'étranges conjectures : «...*Dal Sottosuolo*» [«Du sous-sol»], titre du journal, est né là.

UN JOURNAL ANARCHISTE

Disons immédiatement que nous sommes bien conscients que certains ont abusé et plus qu'abusé de ce mot, surtout ces dernières 10-15 années. Mais nous savons aussi que, outre l'abus et l'altération un peu «bobo» du terme, il provoque et a provoqué historiquement beaucoup de peur. Anarchistes et anarchie... sauve qui peut !

Sans vouloir rentrer dans des disputes philosophiques sur la phrase absolue et désormais datée «*l'idée est anarchiste et l'histoire va vers l'anarchie !*», nous savons bien que les signaux et les conditions (sous tous aspects et latitudes) que nous vivons aujourd'hui nous éloignent fort de cette perspective optimiste.

ET ALORS ?

Nous sommes pourtant anarchistes et, non contents de le souligner avec force, nous n'entendons pas abdiquer ni renoncer à nos convictions les plus profondes et au besoin toujours croissant de liberté. Malgré les chantages et les menaces du pouvoir ou le retour en force de l'ordre dans la société. Une remise en ordre d'ailleurs renforcée par une résignation constante et une habitude généralisée qui s'empare toujours plus de ceux qui auraient pourtant bien des raisons de ne pas accepter l'existant.

Anarchistes, parce que nous continuons de penser que les processus et les parcours d'une libération authentique reposent sur l'autonomie et l'autodétermination. Parce que nous refusons et nous nous opposons à toutes les séparations et spécialisations forcées. Anarchistes, et non pas hommes politiques ou politicards informels, parce que nous entendons unir et conjuguer la pensée et l'action avec courage et lucidité, dans une cohérence entre les fins et les moyens.

C'est vrai, il règne pas mal de confusion un peu partout. On vit des temps où les mots et les «pensées» semblent prendre un sens différent de celui qu'ils avaient «à l'origine», et avec lesquels les perspectives et les hypothèses révolutionnaires demeurent pour le moins incertaines et branlantes.

Ce journal, propose non seulement d'être un moyen pour susciter et provoquer débat et confrontation, mais se veut aussi un instrument destiné à éclaircir un peu l'actualité de l'antagonisme social et ses perspectives hypothétiques.

Peut-être ne savons-nous pas où nous allons, mais nous savons par contre ce que nous sommes et surtout ce que nous ne sommes pas. Nous ne sommes pas déterministes et nous ne le serons jamais. Nous ne sommes pas maximalistes, communistes, syndicalistes, et nous ne le serons jamais. Les anarchistes, et nous en premier lieu, ne sont pas un courant politique, malgré quelques accidents et mésaventures historiques. Ils n'ont rien à voir avec les schémas et les divisions que proposent la droite, la gauche, le centre, les néo et pseudo fédéralistes, les libéraux, les républicains, les socialistes, les radicaux, etc... etc.



Nous ne sommes pas frontistes [en faveur de «fronts communs» face à l'ennemi] et continuons de penser que, même aux pires moments, le frontisme ne peut constituer «la réponse» : ni en termes défensifs, ni en termes de contre-offensive révolutionnaire.

Avec ces questions de fond qui nous caractérisent, le journal se veut un instrument et un moyen de contribuer aux approfondissements et aux recherches, à la confrontation non hypocrite et non idéologique, sur la prégnance et l'efficacité des théories et des pratiques. Cent cinquante ans d'histoire et de lutte des anarchistes nous ont laissé un patrimoine et un bagage d'expériences remarquables. Nous n'entendons pas le conserver dans la

naphtaline ou au musée, ni le défendre pour s'accrocher à des positions de rente ou de fermeture idéologique faites d'a priori. Nous faisons partie de cette histoire et de ce patrimoine, tout en voulant aller de l'avant.

Les pensées, les théories ou les pratiques ont toujours besoin d'être revues de manière critique et d'être en rapport avec le temps présent afin d'être efficaces et d'atteindre leur objectif, sans pour autant tomber dans des révisionnismes faciles et commodes.

Les deux dernières décennies ont cependant malheureusement produit dans de très nombreux cas et situations, de manière diffuse et généralisée, un effacement de la pensée, une incapacité critique et propositionnelle, des pratiques et des moments de lutte rituels, sclérosés et profondément symboliques.

Nos efforts et ce journal cherchent à ne pas tomber dans les habitudes, afin de continuer à affiner des instruments et des moyens, une capacité et une volonté aptes à lire et analyser la réalité. Et tout cela, sans pour autant tomber dans l'impasse de l'enlisement et de la dépression, sans perdre ni enthousiasme ni perspectives. Sans nous engouffrer non plus dans des lectures surannées des rapports sociaux qui ne produisent plus à présent que des analyses et des propositions totalement inadéquates ou inefficaces (voir les soi-disant luttes populaires). Sans tomber enfin dans une reformulation permanente du frontisme et de l'antifascisme ou dans d'improbables coordinations techniques de réseaux de résistance et d'appui mutuel.

Voilà un résumé de notre projet. Nous y mettons et y mettrons un maximum de passion et d'enthousiasme, souhaitant que cette passion et cet enthousiasme soient contagieux. Nous ne sommes pas des professionnels et n'entendons pas le devenir : le journal n'est qu'un instrument parmi tant d'autres.

Aujourd'hui plus que jamais, le temps des pleurnicheries, du victimisme et du maximalisme touche à sa fin. Ceci dit, nous n'épargnerons personne, nous y compris. Nous tentons de relancer théorie et pratique avec confiance et courage, emplis de l'indémontable nécessité de détruire tous les pouvoirs.

La subversion permanente et la révolution anarchiste demeurent aujourd'hui encore pour les individus une possibilité réelle pour se libérer de la peur, de l'esclavage et de l'exploitation, de la lâcheté et de la violence qui caractérisent toute organisation verticale.

La rédaction

[Traduit de l'italien, tiré de «... *dal sottosuolo*» n°3, Gênes, novembre 2008, pp. 1-2]

Un aperçu de la situation

Dans cette chronologie non exhaustive, traduite de l'allemand à partir de plusieurs sources, nous avons fait figurer entre parenthèses le nom des groupes qui avaient revendiqué les actions lorsque cela avait été le cas.

1994 : Engin incendiaire contre le bâtiment du commando de défense 852 de l'armée allemande (K.O.M.I.T.E.E)

2003

31.12.2002 : Attaque contre le centre des impôts de Berlin/Neukölln.(mg)

20.03.2003/2004, Wetzlar : Engins incendiaires contre le bureau de recrutement. (feministisch antimilitaristische Zelle)

26.02., Petershagen : plusieurs jeeps de l'armée allemande [Bundeswehr] sont incendiées (mg)

2004

20.03, Bad Oldesloe : Attaque incendiaire contre l'entreprise HALO, dont l'une des filiales participe à la construction de véhicules de transport de troupes (Gruppe AK Origami)

07.06, Wetzlar : jets de peinture, tags sur le bureau de recrutement, dont les vitres sont également brisées.

2005

Août, Hambourg-Hollenstedt : Incendie de la voiture de Werner Mamette, PDG de la Norddeutsche Affinerie (la plus grosse entreprise de production de cuivre d'Europe).

17.10., Berlin-Tegel : attaque incendiaire la pension encore en construction du Ministère des Affaires étrangères. (autonome gruppen/militante people)

2006

05.01., Hambourg : Incendie de deux camionnettes de l'entreprise d'armement Imtech (Militante Antimilitaristische Initiative)

27.03., Bad-Oldeloh : incendie de huit véhicules de l'entreprise de construction ferroviaire, Thormählen Schweisstechnik AG. (internationalistische Zellen)

25.04., Berlin : dans le cadre de la protestation contre la conférence regroupant les Ministres de l'Intérieur, le siège central de l'OMI en Allemagne est recouvert d'œufs de peinture.

Avril, Berlin : attaque contre le commissariat de Tempelhof pendant l'enterrement d'un flic flingué au cours d'une intervention de routine. (mg)

30.05., Schleswig-Holstein : Incendie de la voiture du directeur de l'Institut Hambourgeois d'Economie Internationale (HWWI), Thomas Straubhaar. Son domicile est recouvert de peinture. De la peinture et des pierres sont également lancées contre la maison du mouchard de la "Team Arbeit Hamburg", Sören Schülke. (fight4 revolution crews)

30.05., Hambourg : Dreyer, le bonze de la Chambre de Commerce et de la Caisse d'Epargne de Hambourg et promoteur des arrêtés anti-mendicité dans le centre-ville reçoit les technocrates et les élites financières mondiales lors du forum des banques. Plusieurs agences de l'HASPA (Caisse d'Epargne de Hambourg) font l'objet de jets de pierres et de peinture.

24/25.06., Altfriedrichsfelde : «(...) DHL, filiale de la Deutsche Bank ne se contente pas de fournir le courrier aux soldats US, elle transporte aussi des biens en tous genres pour l'armée américaine, entre autre en Irak. Un négociant qui rapporte, car là-bas DHL est en pleine expansion. Pour mettre un grain de sable dans la machine de guerre et attirer l'attention sur la participation de l'Allemagne dans cette guerre aussi, nous avons incendié plusieurs véhicules de la Poste».

20.07., Berlin : l'incendie de plusieurs véhicules sur le parking d'un garage FIAT provoque pour plus de 150.000

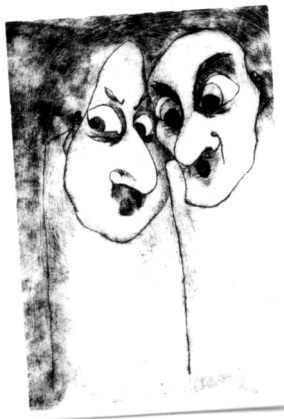
DEPUIS LES ANNÉES 90, il a beaucoup été question du retour des fachos en Allemagne, nombre de groupes et d'individus des "milieux militants" y consacrant l'essentiel de leur activité. Se concentrer sur ces offensives réactionnaires et racistes bien réelles a ainsi pu conduire à réduire l'antagonisme social à ce seul aspect, sans compter les impasses propres à l'antifascisme comme à toute lutte séparée. La caricature en reste la tendance *antideutsch* (anti-allemande) qui ne se conçoit pas contre le monde tel qu'il ne va pas, mais continue à vouloir faire porter à tous les Allemands le fardeau du génocide nazi et fait de ce point un préalable à toute autre réflexion. Ce complexe d'autoculpabilité à retardement – bien pratique pour évacuer le reste – mène parfois à des énormités telles que le soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël, et a paralysé nombre d'initiatives ne rentrant pas *stricto sensu* dans le cadre de l'antifascisme. Cette tendance, au départ limitée à quelques universitaires et publications, a désormais pris son essor dans certaines villes (comme Leipzig). Certes, parallèlement à cela, et bien que l'Allemagne ne connaisse guère d'effervescence sociale ces derniers temps, des mouvements se sont développés autour de la question sociale, notamment contre une réforme de l'assurance chômage (Harz4¹) particulièrement gratinée, obligeant par exemple à accepter des boulots à 1 euro pour conserver ses allocations. Quelques grèves contre des menaces de licenciements (*Opel* à Bochum en 2004), contre l'aggravation des conditions de travail (*Gate Gourmet* à Düsseldorf en 2006), mais aussi pour des augmentations de salaires (dans les transports et le rail en particulier en 2007), sont également venues déborder le cadre syndical de la cogestion à l'allemande. Face à cette conflictualité, l'intervention la plus courante outre-Rhin est souvent de se poser en "appui" extérieur afin de «radicaliser la lutte». Enfin, à côté des classiques manifs comme celle du 1er Mai avec leur cortège rituel d'affrontements rapidement circonscrits, des initiatives telles que *Kein Mensch ist illegal* pour la régularisation des sans-papiers perdurent, mais sous une forme plutôt citoyenne et humanitaire.

Ces dernières années, publications et sites militants relatent cependant de plus en plus d'attaques diffuses contre l'Etat et le Capital. Elles ne sont pas systématiquement revendiquées et, lorsque c'est le cas, c'est parfois en utilisant des sigles non dénués d'humour créés pour l'occasion ou accompagnées d'explications plus ou moins longues et didactiques. La chronologie ci-contre, élaborée à partir du journal *Interim* et du site *directaction.de.blogspot.com*, donnera une idée de leurs objectifs et des moyens utilisés. Elle ne se veut pas exhaustive (nous n'avons pas voulu entrer dans une comptabilité spectaculaire et le détail des voitures brûlées) et doit être prise avec les précautions d'usage, ne reflétant qu'une partie de la réalité – qui ne se résume pas à ce qui sort sur internet ou dans la presse, surtout quand on sait à quel point les journaux accentuent tel ou tel aspect dans des logiques qui ne sont jamais les nôtres. Nous regrettons par ailleurs de ne pas avoir trouvé à traduire des textes de fond qui, au-delà de l'activisme sur des thèmes certes intéressants, développeraient une analyse et une critique globale des différents visages de l'exploitation et de la domination, et par là même des perspectives anti-autoritaires reliant ces différents aspects. Si des bilans d'intervention dans le cadre de contre-sommets ou de campagnes qui manquent de continuité ont été ponctuellement tirés, l'Etat et le Capital ne restent souvent attaqués que sous leurs aspects les plus visiblement oppressifs (multinationales, mise en avant des politiques strictement policières en les opposant fausement aux dites "politiques sociales"). Même si nous ne partageons donc pas forcément toutes ces actions, il nous a semblé néanmoins important de rendre compte d'une certaine conflictualité autour de différents axes : campagne contre le G8 de Heiligendamm en 2007, agitation contre les expulsions de squats

et la gentrification de Berlin, actions autour du camp antiraciste et sur le climat qui s'est tenu à Hambourg en 2008, ou encore contre les transports de déchets nucléaires². Il nous a aussi semblé intéressant d'évoquer les processus policiers et judiciaires à l'œuvre en Allemagne contre un certain type de contestation, afin qu'ils puissent être mis en regard avec ce qui se passe actuellement en France comme dans d'autres pays. Nous espérons que les débats suscités là-bas feront écho au-delà des frontières.



Non seulement les flics regardent ces derniers temps les actes de sabotage (même diffus et anonymes) d'un œil nouveau en en recherchant forcément «les motivations et le milieu politique dont elles peuvent être issues» [*«Politischer Hintergrund»*], mais le pouvoir a aussi pris prétexte d'actions «assimilables les unes aux autres» ou de moments de contestation visibles pour lancer des offensives politico-judiciaires contre celles et ceux qu'il désigne comme les responsables des troubles à l'ordre public. En mai 2007, parallèlement au déchaînement médiatique contre les vilains-cagoulés-qui-sèment-le-chaos, une vague de perquisitions a touché plusieurs appartements, lieux de travail et lieux collectifs dans différentes villes d'Allemagne (dont Hambourg et Berlin), prétextant une supposée «association terroriste visant à empêcher la tenue du sommet du G8». La procédure ouverte par le BAW (Parquet général), sans mandats d'arrêt, a été close par la suite sans autre forme de procès. Cela a été l'occasion pour l'Etat de ressortir une nouvelle fois contre «l'extrême-gauche et les autonomes» le fameux article 129a – qui ne leur est pas réservé, puisqu'il est aussi régulièrement appliqué aux «islamistes», aux groupes neo-nazis et aux Kurdes du PKK. Cet article, inscrit au code pénal depuis les années 70, est relatif à la constitution d'associations terroristes et permet au Parquet de lancer des procédures spéciales avec les mesures particulières qui les accompagnent (garde-à-vue allongées, conditions de détention plus dures, parloirs surveillés, y compris avec les avocats, etc...). En outre, il met à disposition des flics du BKA (police criminelle fédérale) l'arsenal légal complet de la surveillance : écoutes téléphoniques [*Lauschangriff*], contrôle de l'ensemble du courrier postal et internet, filatures, perquisitions, micros dans les voitures et les habitations, sachant que ces dernières peuvent également être placées sous vidéosurveillance.



En juin 2007, une nouvelle descente a lieu dans plus d'une douzaine d'appartements à Hambourg et ses environs, plus trois à Berlin, dans le cadre d'une autre enquête antiterroriste ouverte suite à des incendies contre des véhicules et des entreprises militaires : en 2002, un bus de l'armée avait cramé dans le village de Glinde (près de Hambourg), en mars 2004 plusieurs brûlaient à Berlin, et une attaque incendiaire visait une entreprise participant à la construction du camion militaire *Mungo* à Bad Oldesloe (également aux alentours de Hambourg). Une nouvelle attaque du même type eut lieu contre une usine d'armement dans la même ville en 2006. Reliés entre eux, ces faits se voient attribués à une même «Organisation», et une douzaine de personnes, dont des militants antifascistes connus, sont accusées d'en faire partie selon le schéma bien connu : «*X connaît Y qui connaît Z ... et tous semblent avoir quelque chose à cacher*». Cette procédure n'ira pas non plus à son terme. De manière générale, les procédures antiterroristes, si elles n'aboutissent pas nécessairement – moins de 2% des procédures donnent lieu à des condamnations en Allemagne – visent essentiellement à mettre la pression sur des «milieux» ciblés, même s'ils ne sont pas homogènes. Ces manœuvres n'ont donc pas pour seul objectif de se débarrasser d'un certain nombre d'individus en les mettant à l'ombre, car il s'agit aussi de mouiller directement ou indirectement des ensembles de personnes tout en faisant le tri entre elles. Ainsi, celles et ceux qui ne sont pas inculpés sont souvent convoqués comme témoins pour collecter le maximum d'informations dont les flics pourront toujours se servir et, si possible, semer la zizanie entre les gens – ça peut aussi être le moment que choisit la police dite politique pour essayer d'avoir quelques «conversations privées», en clair tenter de recruter des informateurs. Un refus de déclaration (devant le juge, il n'en va pas de même pour les flics) peut être puni d'une amende allant jusqu'à 1000 euros et, en cas de récidive, d'une peine de prison [*Beugehaft*] pouvant aller jusqu'à 6 mois dans la limite de la tenue du procès, avec bien sûr les interrogatoires qui se succèdent... Des campagnes d'information sur ce thème ont lieu régulièrement et des collectifs appellent au refus de faire toute déclaration [*Aussageverweigerung*] ainsi qu'à soutenir matériellement celles et ceux qui le pratiquent. Ces manières de faire ne sont évidemment pas l'apanage du seul antiterrorisme. Comme les interventions massives dans certains quartiers ou «milieux», il s'agit d'intimider, de foutre la trouille et de donner un signal clair : celui de se tenir à carreau. Enfin, les enquêtes sont bien sûr l'occasion de remettre à jour les fichiers et de faire du renseignement en plaçant certains «groupes» ou individus sous surveillance.

AXEL, FLORIAN ET OLIVIER

Le 31 juillet 2007, Axel, Florian et Oliver, âgés de 35 à 46 ans, sont interpellés sur le parking de l'entreprise d'armement MAN à Brandenburg sur Havel. Ils sont accusés de tentative

de dégâts. Des pierres et des bouteilles de peinture sont aussi lancées contre un bâtiment utilisé par la police. (*autonome antiG8 sportliga mitmacherinnen*)

04.09., Ivenack (Mecklembourg-Vorpommern) : Destruction de plus de 1000 m² de maïs transgénique.

10.09., Brandenburg : Tentative d'incendie de quatre camions de l'entreprise Märkische Kraftfutter GmbH (MÄRKA) à Eberswalde. (*Autonome Gruppen*)

28.09., Hambourg : Incendie de la voiture du directeur de la filiale hambourgeoise de l'agence de crédit Euler Hermes, Stefan SchiebelerKreditversicherung-AG. Le domicile du PDG, Gerd-Uwe Baden est également peinturluré. (*Unheilige Allianz Dambruch*)

3.10. (Fête de la réunification), Berlin : Journée du sport automobile – Incendies de voitures de bourges, ainsi de véhicules de Siemens et de Vattenfall (entreprise de production et de distribution d'électricité suédoise).

23.10., Hambourg : Incendie du bâtiment de la compagnie de navigation Deutsche Afrika-Linien. Près de 120m² de bureaux sont presque complètement détruits.

26.12., Hambourg : Incendie de la voiture du Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances allemand, Thomas Mirow. Son domicile est également recouvert de peinture. (*AG gegen Kolonialismus und Krieg in der militanten Anti-G8-Kampagne*)

27.12., Berlin : Attaque incendiaire contre le tribunal de Schöneberg. Le feu est rapidement éteint.

24.12., Wuppertal : de la peinture est lancée contre le domicile du directeur de la GESA (société d'utilité publique pour l'élimination des déchets, l'assainissement et la formation professionnelle, reconversion des chômeurs), Ulrich Gensch, et des troncs d'arbres sont placés devant sa porte. La nouvelle année commence bien : 7 camions de la GESA Holzhof sont démolis, offrant ainsi aux employés à 1 Euro un 2 janvier férié.

Entre décembre 2006 et décembre 2007, Berlin : 16 voitures « Carsharing » de la Deutsche Bahn (chemins de fer allemands) sont incendiées. En tout, 101 voitures ont brûlé contre 32 l'année précédente, dont nombre de voitures de luxe et des véhicules d'entreprises comme Vattenfall, Siemens, Allianz ou Telekom.

2007

2.01., Rostock : Une ANPE est recouverte de peinture.

3.01., Berlin : Les vitrines de la boutique Adidas de la Münzstrasse sont brisées.

06.01., Berlin : Incendie d'un McDonald's dans le quartier de Marzahn. Le local est entièrement détruit.

14.01., Brandenburg : Incendie de deux véhicules de police à Oranienbourg (mg)

18.01.2007, Berlin : Attaque incendiaire contre une agence Vattenfall.

26.01.2007, Hambourg : Attaques incendiaires et jets de peinture sur les voitures et les villas de deux managers de l'entreprise d'armement Thyssen-Krupp Marine Systems. (*Revolutionäre Anti-Militaristische AktivistInnen Butter bei die Fische*)

Février, Berlin Pankow : Un début d'incendie volontaire dans la cuisine Dussman qui prépare la bouffe pour le centre de rétention de est rapidement éteint. Quasiment pas de dégâts.

07.02., Berlin : Les vitres d'une agence Vattenfall sont brisées.

08.02., Berlin : Jets de peinture et de pierres contre les vitres du service de l'évêque militaire catholique, contre l'entreprise informatique SAP, la fondation Bertelsmann et le domicile du Elmar Rauch, conseiller auprès du Ministère de la Défense. (*Autonome Antimilitaristinnen*)

10.02., Kiel : Blocage de convois militaires ferroviaires.

13.02., Berlin : Attaque incendiaire contre le bureau de la police judiciaire du Land à Berlin-Reinickendorf.

23.02., Hambourg : Incendie de 4 véhicules de l'entreprise Dussmann qui fournit la bouffe du centre de réten-

tion de la Motardstrasse de Berlin.

06.03., Berlin : Attaque incendiaire contre un bâtiment de l'entreprise Dussmann à Pankow. (*Autonome Gruppen*)

16.03., Berlin : Attaque incendiaire contre un immeuble de bureaux où se trouvent la Chambre de Commerce Italienne et l'Union des industriels turcs (TÜSIAD). Des tags sont laissés sur place : «Liberté pour les prisonniers du DhKC et des BR/PCC» (*mg*)

24.03., Berlin : Attaque incendiaire contre le camion d'information de l'Europe à l'occasion des festivités du jubilé de l'Union Européenne.

Avril, Berlin : Manif et blocage de l'entreprise Dussmann.

01.04. Berlin : Incendie d'un véhicule appartenant à Siemens dans le quartier de Treptow.

14.04., Hambourg : Le "Palais des glaces" de la compagnie maritime Leonhardt+Blumberg (L+B) est démoli, tandis que la rue Neumühlen est bloquée par une barricade enflammée et des miguelito au sol. «Vive la Solidarité Internationale ! Pour des journées d'action contre le G8 et le sommet de l'ASEM (Asie-Europe Meeting) à Hambourg ! On se revoit sur les barricades !» (*autonome antikapitalistische Gruppen*)

15.04., Hambourg : l'immeuble de bureau sélect Hanse-Gate à coté de l'Elbe voit ses vitres peinturlurées, étoilées ou brisées.

29/30.04., Berlin : «Dans le quartier de Friedrichshain, nous avons attaqué en même temps trois agences immobilières avec des pierres et du feu contre l'Etat des yuppies et contre le capital. Voilà le ton donné pour la phase chaude de la lutte contre la restructuration, l'assainissement et les expulsions. (...) Smash G8 !»

09.05., Nuremberg : Jet de peinture sur le siège de Novartis dont les serrures ont également bouchées. (*autonome grupppe "Alles für alle"*)

10.05., Wuppertal : Une réunion de propagande organisée par l'Armée dans le Conseil d'Information et d'Orientalisation est abrégée avec l'entartage du commandant de la marine (*Arbeitsgruppe Mit Geschmack, Unterabteilung Bundeswehr wegtorten* : Groupe de travail Avec Goût, section virer l'armée à coups de tartes dans la gueule).

10.05., Amsterdam : Le consulat d'Allemagne est attaqué à coups de pierres et de bombes de peinture en réaction à la vague de perquisitions et plus généralement pour la résistance au G8.

12.05., Bielefeld : engins incendiaires contre un McDo. Un tag est laissé : «NO G8».

14.05., Berlin-Kreuzberg : tentative d'incendie à partir du parking souterrain d'un immeuble de luxe en construction : «Marre de l'invasion des yuppies, des négoce des spéculateurs, de l'assainissement, du vide et de la démolition, ici, à Friedrichshain ou ailleurs. Du luxe pour tous et gratuitement !»

17.05., Berlin-Friedrichshain : Les vitres d'une agence immobilières sont brisées et un tag pro squatt laissé sur place.

17.05., Aschaffenburg : Une agence de la Commerzbank est bombardée de peinture. Un tag est laissé : «G8 ? Anarchie !»

18.05., environs de Hambourg : jets de pierres et de peinture sur le domicile du chef de la Lufthansa-Technik (qui construit aussi des avions militaires) August Wilhelm Henningsen.

18.05., Berlin-Spandau : «En réponse à la descente du BAW, nous avons mis hors service des véhicules d'intervention de la police berlinoise.» (*mg*)

Mai, Hambourg : «En réponse à la descente anti G8 du BAW, le 9 mai 2007, nous avons mis le feu à la Mercedes du rédacteur en chef et éditeur du journal BILD. Immatriculée HH-XY1191, elle était garée devant son domicile, Hamburger Brahmsallee 89.»

05.06., Brandebourg : Des "libérateurs volontaires de champs" ont mis hors d'état de nuire un champ de maïs

d'incendie sur quatre camions de l'armée se trouvant sur les lieux. Immédiatement placés en détention préventive, ils sont en outre inculpés d'appartenance au *Militante Gruppe* (*mg*), même si aucune action de ce groupe ne leur est spécifiquement attribuée. Ce *Militante Gruppe* a revendiqué depuis 2001 plus d'une vingtaine d'attaques incendiaires contre des bâtiments ou des véhicules d'«entreprises capitalistes» (?), de la police, de l'armée et d'autres organismes (comme l'office du Travail de Berlin-Nord en mars 2004, un Office des Etrangers à Berlin en septembre 2004, le Ministère du Travail et des Affaires sociales avril 2005, l'ANPE de Berlin-Potsdam en avril 2005) et institutions (l'Office des Finances en décembre 2002, l'Institut Allemand pour la Recherche Economique incendié en décembre 2003 puis novembre 2005, le Parlement du Land de Brandebourg en avril 2005). Ces actions étaient généralement accompagnées de longs communiqués blindés de références anti-impérialistes et d'analyses marxéuses tendances mao, comme la petite publication *mg express* le reflète bien.

Le même jour, le parquet général ordonne également l'arrestation à son domicile d'Andrej Holm, un sociologue qui a le tort d'être lui aussi berlinois et d'avoir été surpris une fois en compagnie d'un des inculpés (vous avez dit "rencontre conspirative"...). Sur la base de sa formation intellectuelle et des concepts qu'il utilise (comme s'il fallait être scribouillard universitaire appointé pour parler de *gentrification* !), il devient l'auteur potentiel d'un communiqué de revendication et, par la même occasion, le «théoricien» du groupe. D'abord libéré sous caution en août, il sera finalement sorti de l'affaire en octobre.

L'inculpation d'appartenance à une association terroriste a quant à elle été abandonnée pour les trois autres le 28 novembre, requalifiée en "simple" association de malfaiteurs. Pour ce, la Cour Suprême fédérale [*Bundesgerichtshof*] de Karlsruhe, s'appuyant sur la redéfinition de l'article 129a de 2003 qui visait à le rendre plus conforme aux directives européennes en incluant une dangerosité minimale, a fait la différence entre l'intention et les effets : peut être qualifié de terroriste un groupe pouvant gravement porter atteinte à un Etat ou à une organisation internationale, contraindre une administration par la menace ou par la force, ou provoquer une intimidation majeure dans la population (avec mise en danger d'autrui). La Cour Suprême a cependant plutôt vu dans les faits reprochés ici (des incendies revendiqués) «une propagande destinée à créer un effet mobilisateur». Ils ont donc été libérés sous caution (30 000 euros) en décembre 2007. Leur procès a débuté le 25 septembre 2008 à Berlin.

LA QUESTION DE LA SOLIDARITÉ

Ces différentes histoires ont soulevé d'importantes questions de fond et notamment donné lieu aux débats classiques autour de la nécessaire solidarité. La réaction à la descente autour de la préparation de l'anti G8 en mai 2007 a été simple et relativement large : quantité de groupes et collectifs plus ou moins impliqués dans le contre-sommet se sentant visés, de grandes manifés de protestation ont rapidement été organisées dans plusieurs villes et, réflexe bienvenu, des actions ont immédiatement eu lieu en retour. En revanche, les deux autres affaires des mois suivants, et particulièrement celle autour du *militante grupppe*, ont posé des questions plus complexes : soutien à des personnes ou à un groupe spécifique –dont on peut à juste titre ne partager ni les orientations et le discours politique, pas plus que la vision du monde qui les sous-tend (conception de l'activité, stratégies, fins et moyens...),– ou plutôt solidarité avec des actes et des pratiques dont personne, heureusement, n'a le monopole (en l'occurrence le sabotage de véhicules de l'armée), ou encore construire un rassemblement contre une attaque spécifique de l'Etat, à savoir la procédure antiterroriste ? A ces questions, la "gauche radicale" allemande (concept assez fourre-tout et à géométrie variable) a répondu de diverses manières. La stratégie d'un "Front uni" contre la loi antiterroriste se basant sur le plus petit dénominateur commun a permis de rallier les partisans d'une "vraie démocratie" garante des droits et des libertés (pour qui ?), qui trouvent encore un large écho en Allemagne (antifascisme quand tu nous tiens !). Sous couvert de «*criminalisation du mouvement social*», la mise en exergue d'une répression strictement politique repose en réalité sur des alliances entre groupes et organisations plus ou moins autoritaires bien plus qu'elle ne place cette répression spécifique sur le terrain plus large de la coercition sous ses différents aspects (de la tolérance zéro déjà bien en place en Allemagne au serrage de vis économique, en passant par les différentes formes de contrôle social). Elle réactive ainsi la séparation déjà prégnante entre politique et social – que l'on retrouve notamment dans la distinction entre prisonniers sociaux et politiques, de nombreux groupes ne se souciant guère de celles et ceux qu'ils considèrent comme des «délinquants ordinaires» ou, à l'inverse, n'hésitent pas à catégoriser d'office comme politiques jusque des individus qui ne se souhaitent pourtant pas se définir comme tels. De nombreux rassemblements ont été ainsi organisés pour récla-

mer l'abolition de la loi antiterroriste, allant du slogan *Wir sind alle 129a* [Nous sommes tous des 129a] –déjà limité en ce qu'il fait l'impasse sur d'autres formes de répression et sur une critique de la justice en tant que telle– jusqu'à *Wir sind alle militante gruppe* [Nous sommes tous des groupes militants] –le racket politique autour du sigle d'un groupe précis nous paraissant pour le moins douteux.

Mais il y a eu aussi d'autres propositions, beaucoup plus intéressantes à nos yeux, dans le sens où elles ne restent pas sur le terrain posé par le pouvoir, mais partent de perspectives propres. Ainsi, s'est par exemple développée une campagne (affiches, brochures et réunions publiques à l'appui) pour le sabotage des engins de mort, sous le slogan *Il y a trop de véhicules de l'armée*. Si cette campagne a parfois beaucoup trop mis l'accent sur le niveau juridique et sur l'«*état de légitime nécessité*» qui conduit des individus à s'opposer aux massacres et atrocités perpétrés par les Etats, ça a néanmoins aussi été l'occasion de porter à nouveau un discours anti-guerre général. Cela a permis de ne pas se faire enfermer dans l'anti-répressif et de poser la solidarité comme une continuation de la lutte sur des terrains toujours d'actualité et importants. D'autant qu'il est aisé de faire le lien dans la critique en parole et en acte entre tous ceux qui, au nom de la «*lutte contre le terrorisme*», font la guerre à l'extérieur comme à l'intérieur des frontières.

Dans cette campagne, il manque cependant encore un dépassement du discours strictement anti-militariste. En effet, même s'il n'opère pas nécessairement le glissement de pacifiste à non-violent, celui-ci a ses limites, en ce qu'il peut retomber dans un discours anti-impérialiste pointant le seul patriotisme des «*grandes puissances*» tout en passant sous silence les nationalistes et capitalistes de tous poils ou les différents carcans autoritaires. Enfin, si dans nombre d'analyses les interventions militaires allemandes (sous couvert d'intervention humanitaire ou de maintien de l'ordre comme en Afghanistan) sont justement reliées à la militarisation de la société, on ne peut pour autant pas oublier l'œuvre de pacification sociale que continuent à mener l'Etat et ses différents relais sociaux. Plus que le slogan *Guerre à la guerre, c'est donc un Ni de leur guerre ni de leur paix* qui s'impose alors à nous afin de lutter contre l'ordre de ce monde dans une perspective de révolution sociale.

Au-delà des slogans et des frontières, souhaitons que les attaques, ni autocentrées ni à la remorque d'éventuels mouvements sociaux, se diffusent et continuent à alimenter une conflictualité sociale contre l'ensemble de ce qui nous détruit.

Eine schwarze Zora

1. Hartz4 : réforme du marché du travail mise en place en quatre étapes entre 2003 et 2005 sous Schröder (SPD, social-démocrate).
2. ... sans compter les diverses attaques contre les fachos (leurs bagnoles, leurs locaux, leurs rassemblements ...), ou encore des saccages de champs OGM. Nous ne mentionnerons bien sûr pas ici les faucheurs volontaires et leur optique citoyenniste, y préférant de loin les pratiques d'actions directes non médiées.



transgénique Monsanto à Wildberg. La moitié des 10 000 m² a été détruite.

08.06., Vienne (Autriche) : «*Le combat décentralisé contre le capitalisme et le racisme n'est limité ni dans le temps, ni dans l'espace. A Heiligendamm, ces jours-ci les forces se lient. A Vienne, dans la nuit, le concessionnaire AUDI du 3e arrondissement a été attaqué. Ses vitrines ont été défoncées et un tag laissé sur place : SMASH G8. Audi sponsorise la rencontre du G8.*»

09.06., Berlin-Neukölln : Plusieurs vitres d'un Jobcenter de l'ANPE sont brisées à coups de pavés.

09.06., Berlin-Pankow : Une agence bancaire voit toutes ses vitres défoncées.

21.06., Kassel : «*Nous avons laissé des salutations enflammées devant la porte d'entrée de l'Office des Etrangers (...). Abolition des frontières, fin des lois d'exception racistes. Droit de séjour pour tous.*» (autonome Bewegung)

02.07. : «*Attaque chirurgicale*» contre les nouveaux véhicules de transport militaire sous le slogan «*Il y a trop de véhicules militaires*» (groupe militante konversion).

22.11., Hambourg : Jets peinture et de pierres contre le domicile du nouveau ministre du travail Olaf Scholz. «*Liberté pour Florian, Oliver et Axel !*» (Militante zelle Achidi John. Ndt : assassiné le 12.12.01 lors d'un cambriolage).

06.12., Berlin : Incendie de la voiture de l'investisseur responsable de l'expulsion du YORK59 plus de deux ans auparavant pour laisser place à des immeubles de luxe. «*Nous n'oublions rien, ni personne ! Faisons cramer plus de bagnoles d'investisseurs ! (...)*»

08.12., Berlin : Suite à une manif contre les expulsions de squats, une agence immobilière se fait défoncer.

09.12., Berlin : «*Cette nuit, nous avons fait cramer plusieurs bagnoles de luxe et un fourgon de keufs. Nous voulons ainsi laisser une trace contre le système capitaliste meurtrier. Smash capitalism !*»

12.12., Hambourg : Des véhicules de la Haute Ecole de la Bundeswehr sont incendiés en réaction aux procédures 129a lancées par le Parquet en mai, juin et juillet 2007. «*Il y a encore beaucoup trop de véhicules militaires ! Nous dédions cette action à tous les inculpés des procédures en cours et souhaitons exprimer notre joie particulière de la libération de Florian, Oliver et Axel. Nous espérons être imités largement. Pour nous la lutte offensive contre l'armée et la guerre font partie de la lutte pour une libération générale de l'exploitation et de la domination et pour un monde sans guerre ni humiliation.*» (groupe militante konversion)

2008

15.01., Berlin : Série d'actions contre la gentrification : une dizaine d'agences immobilières, banques et entreprises de construction sont attaquées (jets de peinture et de pierres, tags, serrures bloquées...).

21.02., Berlin : Incendie de la voiture d'un militant néonazi connu.

28.02., Berlin : Tentative d'incendie sur deux véhicules de police.

05.03., Berlin : Jets de peinture contre le tribunal administratif de Lichtenberg. «*Liberté pour Andrea et Christian.*»

08.03., Berlin : Une voiture du Group4 a ses vitres défoncées.

14.03., Berlin : Une cinquantaine de personnes masquées attaquent de jour et à coups de peinture et de pierres le magasin pour fafs Tönsberg et la boutique Häftling qui vend des fringues fabriquées par des taulards.

18.03.2008 (Journée du prisonnier révolutionnaire), Berlin-Tempelhof : Attaque incendiaire contre un concessionnaire Renault. 5 Transporter et 5 autres véhicules sont mis hors d'usage.

07.04., Hanovre : Incendie d'un bâtiment de l'entreprise HAKO/Multicar qui participe à la construction de véhicules de l'armée. «*(...) Notre action est donc une petite contribution à la résistance multiple contre la politique guerrière allemande et un salut enflammé aux camarades de Berlin qui attendent leur procès pour tentative d'incendie de camions de*

l'armée à Brandenburg. Notre action est aussi une marque de solidarité avec les inculpés 129a pour des incendies d'entreprises d'armement et de véhicules de l'armée entre 2002 et 2006. Dans cette procédure sont aussi inclus des incendies sur HAKO/Multicar à Bad Oldesloe et Brandenburg. (...) ». (Hierzulande Abrüstung Konstruktiv Organisieren, HAKO)

08.04., Berlin : Série d'actions contre la gentrification dans le cadre d'un week-end des squats. Une agence immobilière et le centre d'architecture allemand voient leurs vitres brisées et leurs façades taggées. Plusieurs bagnoles de luxe sont cramées. «La lutte continue ! Nous restons tous !»

11.04., Berlin-Kreuzberg : Incendie d'un engin de chantier participant à la construction d'immeubles de luxe. L'Aktion Baustopp (arrêt de la construction) revendique cet acte de sabotage et espère bien être largement imitée.

24.04., Berlin : Deux véhicules de police incendiés. « (...) contre la brutalité des flics, contre la surveillance, contre ceux qui nous prennent nos espaces libres, ceux qui protègent et gèrent le Capital, contre ceux qui veulent nous prendre notre liberté. Laissons le chaos devenir quotidien contre ce que nous haïssons. Détruisez ce qui vous détruit. (...) Salutations enflammées de XXX».

29.04., Berlin : Une voiture de l'entreprise de sécurité Group4 (une des plus grosses boîtes de sécurité qui outre la surveillance, gère notamment prisons privées et centres de rétention partout dans le monde) est incendiée. « (...) Contre le contrôle social et la surveillance – Arrêt de toutes les procédures de 129a-Liberté pour Andrea et Christian. Salutations enflammées aux activistes de Grèce qui il y a peu ont incendié plusieurs scooters de Group4 ».

01.05., Hambourg : La militante Kooperation zur Verhinderung des Naziaufmarsches revendique une série d'actions en prélude à la mobilisation contre la manif de néo-nazis prévue le 1.Mai : 7 chefs locaux NPD ou DVU ont vu leurs vitres brisés, leurs domiciles attaqués à coups de peinture, leurs voitures cramées.

06.05.2008, Berlin-Lichtenberg : Jets de peinture et tags sur l'Office des Etrangers.

08.05., Berlin : Quatre véhicules de la police municipale de Berlin-Mitte sont incendiés. « (...) Nous voulons aussi rappeler les prisonniers toujours en détention suite au 1.Mai (...) Feu et flammes à cet Etat ! » (autonome gruppen)

07/08.05., Berlin : La fédération régionale de l'AWO est attaquée : la serrure est obturée, les vitres pétées et de oeufs de peinture jetés sur la façade. Une semaine plus tard, c'est le siège de la fédération nationale de l'AWO qui subit le même traitement. «Nous voulons avec ces actions soutenir la campagne antiraciste Defence et exigeons la fermeture immédiate du centre de rétention de la Motardstrasse à Berlin Spandau. (...) L'AWO gagne 17,5 euros par jour sur le dos de chaque personne enfermée (...) Nous devons foutre la pression aussi bien sur le parti de gauche que sur ceux qui profitent de la situation comme l'AWO et Dussmann par tous les moyens à notre disposition ! Attaquons l'Europe forteresse !»

16.05., Berlin : A peine inaugurée, la station de RER Julius-Leber-Brücke sensée desservir le nouveau complexe immobilier du Forum Européen de l'Energie a été dévastée : vitres et vitrines ont été explosées et un distributeur de billets endommagé. Des tags ont été laissés sur place.

27.05., Berlin : «En coup d'envoi des journées d'action pour des espaces libres autonomes nous avons fait cramer un engin de chantier oeuvrant à la construction d'un immeuble de luxe. Arrêtez la restructuration urbaine néolibérale ! Contre le capitalisme !»

28.05., Berlin : Suite à l'expulsion d'un squat nouvellement ouvert dans le quartier de Mitte, une manif sauvage a lieu et en l'espace de 3 nuits, au moins une quinzaine de voitures de luxe sont incendiées dans les quartiers en pleine restructuration de Kreuzberg, Friedrichshain, Mitte et Prenzlauerberg. Une personne est arrêtée puis relâchée en attente de procès. Diverses autres dégradations ont également lieu les jours suivants (jets de peinture, caillassages ...) contre des banques, des panneaux de pub, des bars à bobos ...

30.05., Berlin : La vitrine d'une Caisse d'épargne tombe, un magasin 02-Screen est entièrement repeint, deux immeubles de luxe en construction



Berlin, 29 avril 2008

se voient privés de leurs vitres, tout comme l'immeuble abritant la SAP, société informatique travaillant à la fois pour les services de sécurité et l'armée sous toutes ses formes. «NOUS RESTONS TOUS ! LA LIBERTE AU LIEU DU CAPITALISME !»

01.06., Berlin : à l'issue d'une manif pour les "espaces libres" dans le même quartier, la route est bloquée. S'en suivent des affrontements avec les flics. De nombreuses poubelles sont incendiées et les vitres d'un immeuble syndical tombent au passage.

16.06., Berlin-Schöneberg : les vitres de l'immeuble abritant le Berliner Verfassungsschutz (équivalent des RG) ainsi que le bureau d'information de la police berlinoise sont brisées.

26.06., Löcknitz (Mecklembourg-Vorpommern) : Saccage d'un champ expérimental de maïs transgénique de Monsanto. «L'ensemble des plants (3000 m²) ont été victimes d'un coupage de tiges, démontrant par là même que s'ils tolèrent les herbicides, ils sont incapables de résister à une simple opération mécanique. Cette action était un pas supplémentaire visant à empêcher que Monsanto prenne encore plus le contrôle des semences. Il faut en outre de faire en sorte que d'autres sortes que Monsanto 810 ne puissent pas non plus être commercialisées.»

27.06., Hanau : Tentative d'incendie sur le bâtiment du tribunal administratif et du parquet de Hanau. Les vitres de la caves ont été brisées et le feu accéléré par des substances inflammables. La police alertée par un voisin, l'incendie a été rapidement circonscrit.

04.07., Rheinstetten : Destruction d'un champ expérimental de maïs transgénique de 5000m² appartenant au Centre de Technologie Agricole Augustenberg (LTZ). « (...) Des multinationales de semences comme MONSANTO rendent avec la génétique les paysans du monde entier dépendants d'eux et de leurs produits. Ce faisant, ils mettent en danger non seulement l'alimentation mondiale, mais aussi la diversité des espèces biologiques. Le LTZ, comme le ministre de l'agriculture Hauk, en autorisant et pratiquant les expériences génétiques à Rheinstetten, se font les auxiliaires des multinationales d'OGM. Ils ne tiennent pas compte de la volonté de la population qui rejette largement les OGM. Ni les grillages, ni les miradors, ni les vigiles ne nous ont empêchés ou nous empêcherons de nous opposer de toutes les manières possibles

à MONSANTO et ses collaborateurs.» (Commando Maya l'Abeille)

10.07., Werne : Rhénanie-Wesphalie sans génétique. «Do it yourself ! L'expérience de Werne Rhénanie-Wesphalie a été menée avec succès à sa fin grâce à une intervention enthousiaste. Il y a quelques jours le champ de maïs résistant aux herbicides a été libéré. Bien planifié, bien rasé. Les petits champs expérimentaux sont un objectif de l'industrie agroalimentaire génétique, où quelques personnes qui pensent bien suffisent à influencer grandement le cours des choses. Just do it et ne vous faites pas attraper. Assez écrit-agir !»

11.07., Kitzingen : Un autre champ OGM dévasté : « (...) Parce qu'il y en reste encore beaucoup trop, l'ours Bruno dit qu'il faut tous les aplatiser ».

Juillet, Brandenburg : « L'épidémie du maïs se poursuit. Le dit coupeur-de-tiges-de-maïs se répand. Après la Bavière et la Basse-Saxe un nouveau champ de maïs MON-810 vient d'être touché près de Strausberg dans la banlieue de Berlin. Selon les dernières découvertes, le parasite agirait surtout de nuit et serait capable de réduire à néant plusieurs hectares en quelques heures (...) ».

Juillet, Munich : Jet de peinture contre l'Office des Etrangers dont les vitres sont également brisées. «Du 16 au 24 août a lieu à Hambourg un camp antiraciste. Prenez-y part !»

11-13.08.2008, Hambourg : En préliminaire au camp antiraciste qui a lieu du 16 au 24 août, plusieurs attaques ont lieu, revendiquées par Die Militante Antirassistische Gruppe gegen das Imperium (MAGGI ou Groupe militant antiraciste contre l'Empire) : Jets de peinture et de pierres sur le domicile du directeur de l'office des étrangers [Ausländerbehörde] ; les fenêtres du chef du service des "rapatriements" à Lunebourg sont également brisées (sa voiture échappe de justesse à une tentative d'incendie), de même que la porte-fenêtre du député social-démocrate en charge de la citoyenneté puis du service du droit d'asile et des réfugiés qui trouve écrit sur son mur : «Expulsion =meurtre». Dans le quartier de Sankt Pauli, une voiture de l'entreprise Dussmann (fournisseur en bouffe des centres de rétention) est incendiée. A Pinneberg, c'est la voiture d'une entreprise de Rhénanie-Wesphalie ayant participé à l'aménagement des centres de réfugiés qui est détruite. La revendication se termine par : «Shut



Berlin, 8 mai 2008

down fortress Hamburg ! [Faites tomber la forteresse Hamburg !] Pour la libre circulation ».

13.08., Nordrhein-Westfalen : Une voiture d'une entreprise qui collabore à la construction des centres de rétention est incendiée.

14.08., Berlin : 7 agences bancaires de la Deutsche Bank, la Commerzbank, Allianz AG et la Dresdner Bank ont leurs distributeurs automatiques obturés. « (...) Les objectifs choisis sont en lien aussi bien avec les changements climatiques, qu'avec le Capital. L'exploitation de l'environnement par l'Etat et l'industrie va de pair avec celle des Hommes. Elles ne peuvent être séparées et doivent être attaquées ensemble. Cette attaque coïncide avec la fin de la conférence UK sur le climat et avec le début du Camp pour le climat et antiraciste près de Hambourg. Guerre sociale plutôt que Chaos climatique ! »

19.08., Hambourg : En journée, une trentaine de personnes masquées attaquent le Bureau des Etrangers de l'équivalent de la préfecture du nord de Hambourg. Toutes les vitres sont brisées à coups de marteau, les ordinateurs et téléphones fracassés. Les dossiers sont jetés au sol et de la peinture rouge balancé partout à l'aide d'un extincteur. Deux personnes sont arrêtées dans les environs et relâchées le lendemain.

23.08., Schleswig-Holstein : Le seul champ d'OGM du Land est presque entièrement détruit. Le maïs transgénique Monsanto 810 est à l'heure actuelle le seul OGM dont la commercialisation est autorisée en Allemagne.

26.08., Biesenthal : les deux voitures de l'ancien chef local de la NPD sont incendiées, de même que celle d'un autre fonctionnaire NPD à Francfort/Oder. Dans la même région (Brandenburg), jets de peinture contre deux auberges connues pour être des lieux de réunion des néo-nazis. Les actions sont revendiquées par les *autonome gruppen aus Brandenburg*.

27.08., Constance : Attaque au cocktail molotov contre un bâtiment technique de la Deutsche Telekom. L'incendie ne prend pas, mais un tag est trouvé à proximité : « Notre réponse à votre politique ». Le Procureur fait le lien avec les fermetures de centres d'appels prévues aux Telecoms.

27.08., Kitzigen (Bavière) : Le troisième et dernier champ d'OGM de la région est dévasté.

30.08., Berlin-Pankow : un poste de police est attaqué avec 2 cocktails Molotov. Deux vélos détruits et la façade endommagée.

01.09., Berlin : Des pierres et de la peinture sont jetées contre un magasin Häftung qui vend des vêtements fabriqués par des prisonniers. L'action est revendiquée en solidarité avec les anarchistes inculpés, les indigènes en Nouvelle-Zélande et les prisonniers de partout.

08.09., Berlin : Jets de peinture et de pierres contre deux boutiques O2 pour protester contre l'ouverture de cette chaîne de magasins dans le quartier Kreuzberg-Friedrichshain en pleine restructuration et contre le projet Mediaspree.

12.09., Berlin : Les bureaux de deux bâtards chargés de l'expulsion de deux maisons reçoivent une petite visite : les serrures sont bloquées, la boîte aux lettres défoncée, le hall d'entrée peinturluré de rouge. « Ca coûtera cher ».

14.09., Gera : Trois boîtiers signalétiques sont incendiés sur les voies SNCF afin de bloquer les trains à destination d'Altenbourg où a lieu une rencontre de néo-nazis. Ces derniers ont dû trouver d'autres moyens de transport ou renoncer. Plus de 100 000 euros de dégâts ont en outre été annoncés.

19/20.09. : Actions et manifs sauvages empêchent la tenue du Congrès Anti-Islam organisé par les néo-nazis à Cologne. L'accès à la ville leur est bloqué de différentes manières : les trains sont bloqués par un incendie sur la ligne de RER ou des manifestants sur les voies... Les fafs sont attaqués à différentes reprises à coups de peinture, d'œufs, de caillasses, un bateau supposé les accueillir voit toutes ses vitres fracassées et doit faire demi-tour. Durant deux jours, de nombreux affrontements ont également lieu avec les keufs, des barricades sont dressées et de nombreuses bagnoles défoncées, l'Office des Etrangers se fait caillasser, des fusées d'artifice sont lancées. L'ambiance est émeutière.

24.09., Berlin : La veille du procès d'Axel, Florian et Oliver, le tribunal d'instance de Tiergarten est recouvert de peinture en solidarité avec eux. « Attaquons l'Etat et ses sbires ! Smash Capitalism ! »

28.09., Berlin Friedrichshain : Un véhicule la Deutsche Bahn (équivalent de la SNCF) est incendié.

07.10., Francfort : Un bus de la police incendié sur le parking d'une entreprise de réparation. Trois autres véhicules ont également pris feu.

14.10., Berlin : En solidarité avec Andrea, des fruits et des légumes sont balancés dans la cour de la prison de Pankow. Des tags laissés sur les murs : « Liberté pour Andrea, Christian et les pri-

sonnierEs de la RAF, contre les prisons et le système carcéral ».

16.10., Hambourg : Exemple d'action contre l'hôtel Mövenpick nouvellement installé à Schanzepark et régulièrement attaqué contre la restructuration du quartier : Des pommes de pin imprégnées d'acide butyrique sont lancées dans le système d'aération et dégagent une odeur pestilentielle quand elles éclatent.

23.10., Berlin : Le monument qui se trouve dans l'ancienne taule de Moabit (1975-1989) a été recouvert de peinture. Des slogans ont également été écrits sur les murs : « On continue de criminaliser et d'enfermer les antifascistes », « Liberté pour Andrea et Christian » (ainsi que le l'adresse internet concernant les deux : www.freeandrea.de.vu, www.freechristian.de.vu) et « Détruisons les prisons ».

25.10., Berlin : « Ne suivez pas, soyez le leader. Voilà le slogan publicitaire de Engel&Volkers pour leurs immeubles de luxe et leurs yachts. Nous nous foutons des leaders et de leur business. Tant que le luxe n'est accessible qu'à quelques privilégiés et se crée sur le dos de ceux qui sont socialement défavorisés, il y a pour nous des raisons pour nous de continuer à attaquer. C'est pourquoi nous avons incendié un véhicule de cette entreprise. Solidarité avec celles et ceux qui sont touchés par les expulsions et la politique d'éviction. Attaquons le capitalisme. Le luxe pour tous ».

29.10., Berlin/Magdebourg : « You can't control nuclear energy - you can't control us ! En guise de protestation contre le symposium sur l'enfouissement des déchets nucléaires et de contribution à la mobilisation contre le transport de déchets nucléaires, nous avons, dans la nuit du 28 au 29 octobre placé un crochet sur le caténaire de la ligne Berlin-Magdebourg. (...) Les chemins de fer mettent leur infrastructure à disposition du transport d'uranium et de déchets radioactifs et se mettent ainsi au service de la mafia de l'atome. Ca nous dégoûte. Paralysons l'Etat nucléaire allemand ! Aidons le capitalisme à crever ! ».

30.10., Hambourg : Une voiture de la compagnie d'électricité Vattenfall est attaquée : les vitres sont brisées et les pneus crevés. L'action est revendiquée par le groupe autonome pour un meilleur contact avec le sol pour stopper les transports de déchets radioactifs.

31.10., Karlsruhe/Mannheim : « Sur le trajet des transports de déchets nucléaires, nous avons bloqué le trafic au niveau de Stutensee en dressant une barricade. Afin qu'aucun train ne rentre à pleine vitesse dans la barricade, nous avons fait signe au premier train de marchandises qui passait de s'arrêter. »

03.10., Hambourg : Une camionnette de Vattenfall est incendiée avec des bouteilles de gaz ce qui provoque une forte explosion. 5 autres véhicules sont détruits et un bâtiment voisin endommagé. Plusieurs milliers d'euros de dégâts. L'action n'est pas revendiquée.

04.10., Hambourg : Tentative d'incendie sur un véhicule Vattenfall.

08.11 au 11.11. : Incendies des câbles de signalisation, de radio et de téléphone sur plusieurs lignes de chemin de fer au niveau de Karlsruhe, Hambourg-Rheinbeck, la banlieue de Berlin, Hamm et Wiesbaden. A Wiesbaden, un tag « Contre Castor » a été trouvé sur un chemin à proximité des rails. Le trajet Lüneburg-Dannenberg a été rendu impraticable assez longtemps par une portion de rail soulevée à l'aide d'un cric. Près de 700 manifestants sont descendus sur les voies, y ont incendié des bottes de foin et ont descellé les rails sur plus de 30 m. Ils ont été dispersés à coups de matraques et de canons à eau. Des arbres ont également obstrué les voies. Des blocages de routes ont également eu lieu avec des pyramides de béton, des " enchaînements " etc...

10.11., Berlin-Trepow : Incendie de deux véhicules de la Deutsche Bahn.

28.11., Rostock : Incendie de la voiture du représentant NPD du Land.

29.11., Göttigen : Six véhicules municipaux incendiés sur un parking. Un tag est trouvé à proximité : « A bas le Capitalisme, le Patriarcat et la violence contre les femmes, etc ! ». L'enquête relie ces faits à la série d'incendies sur des véhicules de la police municipale et nationale ainsi que sur des voitures privées ou utilitaires d'entreprises ayant eu lieu depuis octobre 2006.

11.12., Berlin-Friedrichshain : une bagnole de la Deutsche Bahn (équivalent de la SNCF) est incendiée.

15.12, Magdebourg/Diesdorf : des véhicules de l'armée (un camion, une fourgonnette et une voiture) sont sabotés sur un parking : pneus crevés, serrures bouchées et carrosseries repeintes avec des slogans comme « les soldats sont des assassins ». « Nous démontrons ainsi notre solidarité avec les antimilitaristes incarcérés à Berlin. Les actions directes contre les installations militaires et autres institutions qui exercent la violence d'Etat sont non seulement légitimes, mais aussi nécessaires dans la lutte pour une société sans domination. Ne sommes nous pas tous un peu un groupe militant ? » (kommando schwarzer Salzstreuer).

19.12, Berlin Kreuzberg : une vingtaine de personnes masquées attaque à coups de pierres et de bombes de peinture un immeuble de luxe en construction. Une douzaine de fenêtres sont pétées. Mi novembre, les flics avaient empêché une manif contre la hausse des loyers de passer devant ce chantier.



A PROPOS D'UNE GRÈVE DE LA FAIM EN ALLEMAGNE...

Du 1er au 8 août 2008, s'est déroulée une mobilisation dans les prisons allemandes sous la forme d'une grève de la faim collective, à l'initiative de l'organisation Iv.I., la « Représentation des Intérêts des Détenus ». Il était annoncé qu'au moins 470 prisonniers participeraient à cette protestation sur des revendications assez larges. L'Iv.I. demande plus généralement l'abolition des frais d'incarcération, de l'obligation à travailler, de la perpétuité et de l'isolement. Le texte ci-dessous est sorti un mois avant, comme contribution au débat.

SI NOUS VOYONS DANS CETTE INITIATIVE des raisons de nous réjouir, comme à chaque fois que se fissurent la routine carcérale et la lourde chape de l'ordre pénitentiaire, son annonce et son organisation n'en ont pas moins soulevé chez nous de réels doutes et interrogations. Tout d'abord, l'Iv.I se présente ouvertement comme représentation légale et institutionnelle des détenus. Comme organisation, elle repose sur le principe de délégation avec des 'représentants' etc. et nous ne savons pas à quel point elle est structurée hiérarchiquement.

Or, comme à l'extérieur des murs, «syndicat» et «représentation» ne signifient certainement pas auto-organisation et encore moins auto-organisation de la lutte. L'histoire et l'expérience ont montré depuis bien longtemps que ceux qui se posent en interlocuteurs de l'Etat – d'autant plus lorsque celui-ci les reconnaît comme tels – font office de médiateurs et de pacificateurs. C'est ce rôle même qui leur permet de se perpétuer en tant que structure. Il est donc tout à fait logique que de telles organisations se distancient a priori des formes d'organisation et des méthodes de lutte dont elles pourraient perdre le contrôle et qui ne se soumettent pas aux diktats de l'Etat. C'est exactement ce que fait un des représentants de l'Iv.I, Peter Scherzl, quand il croit bon de préciser dans son annonce publique de la protestation : « *L'Iv.I. n'appelle très clairement pas à la mutinerie etc., mais à une protestation tout à fait légale dans le cadre des possibilités juridiques. Seule cette démarche permettra qu'on ne nous accuse pas d'inventer, quand nous démontrons les anomalies, pour mieux les masquer et les faire traîner.* »

Nous n'attendons bien sûr pas d'une quelconque organisation qu'elle appelle à l'émeute : les émeutes ne se décrètent pas, elles ont lieu et la participation relève de chacun. Nous voyons bien par ailleurs les raisons pour lesquelles l'Iv.I freine sur ce terrain et ne souhaite pas inviter les prisonniers à se mutiner. Mais qu'elle juge nécessaire de rejeter explicitement, voire de condamner à l'avance comme non valides, des formes d'actions que de fait certains prisonniers pourraient adopter et qui pourraient se développer au cours de la lutte, est un pas supplémentaire, qui va trop loin. Là se pose concrètement la question de la complémentarité et surtout de la compatibilité des choix et des méthodes. On ne peut qu'inciter les prisonniers qu'ils soient membres de l'Iv.I. ou pas, à se débarrasser de la notion de leader et à développer des initiatives autonomes, où ils ne seront plus obligés à confiner leurs idées et leurs désirs dans « *le seul cadre des possibilités juridiques* ».

Tout comme il est impossible de combattre la domination avec des formes d'organisation qui ne sont que des copies des institutions, cela n'a aucun sens de reprendre et de se conformer à des catégories que l'Etat crée lui-même dans son propre intérêt. Nous savons qu'il joue et se sert de la légalité comme ça l'arrange.

Nous savons aussi que la notion de « Droit » est toute relative, qu'il peut en accorder certains sous la pression ou en octroyer d'autres pour renforcer son emprise ou encore rationaliser la gestion de l'oppression et de l'exploitation.

Nous savons enfin que la carotte va de pair avec le bâton : quand certains détenus obtiennent quelques « avantages », d'autres continuent à être torturés ; les humiliations, les mauvais traitements, les mesures vexatoires, si elles varient selon les contextes et les besoins, ne sont pas une « déviance » du système, elles en font partie intégrante, au moins sous la forme d'épée de Damoclès au dessus de la tête des plus récalcitrants ; fixer des normes jugées « acceptables » permet aussi de généraliser des « exceptions » (comme c'est le cas pour l'isolement qui s'élargit peu à peu à tous les régimes de détention ; la prétendue « humanisation » des prisons qui vise à faire accepter socialement et aux détenus eux-mêmes leur incarcération, voire à les faire participer à son bon déroulement et à sa gestion, peine à masquer que la logique de l'enfermement s'étend toujours plus ; les vellétés de « réinsertion » dans la société

capitaliste sont destinées à renforcer le système même qui de fait met dans l'illégalité (ne serait-ce que pour trouver des moyens de survie) et envoie en prison.

Avoir ces constats en tête ne nous conduit pas à renoncer à toute amélioration partielle des conditions de détention ou à rejeter en bloc toute lutte parcelaire portant sur des revendications particulières. Mais il est indispensable de les relier à une analyse plus générale, dans ce cas de poser le rôle et la fonction sociale de la prison dans un système qui en a besoin, non seulement pour mieux exploiter les plus pauvres et pour éliminer les plus « dangereux » mais aussi comme menace permanente contre celles et ceux qui lui porteraient atteinte.

A partir de là, il s'agit d'affirmer que la privation de liberté est en soi une torture qui ne disparaîtra qu'avec l'enfermement lui-même et que les prisons ne tomberont qu'avec le monde qui les produit.

Se placer dans cette perspective permet de poser un rapport de force plus large, qui n'est absolument pas incompatible avec l'obtention de réformes – bien au contraire –, mais n'en fait pas l'essentiel de ses perspectives.

Les perspectives nous semblent d'ailleurs également incluses dans les formes que prend la lutte et les moyens qu'elle se donne. S'auto-organiser en refusant les médiations, développer une dynamique autonome, définir ses propres critères en fonction de son contexte et de ses objectifs en dehors des catégories promues par l'Etat, pratiquer l'action et des solidarités directes constituent certainement des bases de remise en question de l'autorité. Il ne s'agit évidemment pas de prétendre que quiconque prenant part à une mutinerie, se bat pour la destruction de toutes les prisons et de l'autorité. Cependant, outre les attaques et les difficultés (notamment de récupération et d'intégration) qu'elles représentent pour le système, ces expériences de révolte offrent de réelles possibilités de rupture et de dépassement et ouvrent des espaces inexistantes quand la lutte est volontairement cantonnée dans des formes cadrées et prédéfinies par les cogestionnaires de l'Etat, qui en annulent à l'avance toute potentialité.

La mobilisation dans les prisons allemandes peut être une occasion, parmi tant d'autres, pour avancer nos propres perspectives de lutte pour la destruction de la prison et de son monde. C'est sur la base du refus de toute forme de médiation du mécontentement et de la révolte que nous souhaitons manifester notre solidarité avec les prisonniers et les prisonnières en lutte, et non à leurs organes de représentation plus ou moins officiels et institutionnels, en insistant sur le fait que la grève de la faim n'est pas l'horizon indépassable des protestations en prison et qu'existent d'autres possibilités de résistance et de lutte.

Soulignons à ce propos que, dedans comme dehors, la révolte ne s'exprime pas uniquement de manière collective et en de « grandes » occasions. Elle se nourrit de chaque refus de collaborer¹, de chaque geste contre la domination, du développement d'attitudes combatives et rebelles. Aussi, la lutte contre la prison, si elle comprend évidemment la nécessaire solidarité quand il y a un mouvement ou du feu, ne peut se limiter à des moments. Si nous voulons inspirer et appuyer de notre rage celles et ceux qui, derrière les murs, se révoltent au quotidien contre la condition qui leur est faite, il s'agit aussi, dans une agitation permanente, de porter cette question incontournable de l'enfermement sur les différents terrains de lutte, afin de mieux l'attaquer théoriquement et pratiquement sous ses multiples aspects. Cette conflictualité, à l'intérieur comme à l'extérieur, réussira peut-être à ouvrir des espaces de lutte et à développer des dynamiques qui ne s'ajustent ni aux misérables promesses, ni aux coups de fouet de l'Etat.

Des anarchistes solidaires
Juillet 2008

1. Comme par exemple notre compagnon José Delgado (Rheinbach), qui refuse (comme Gabriel Pombo da Silva à Aachen) de travailler dans la prison comme il continue de se battre contre des conditions qu'il juge humiliantes (port de l'uniforme, visite aux carreaux ...). Si nous nous reconnaissons dans de tels refus, alors il est à nous d'agir en conséquence et de soutenir activement nos compagnons dans leur résistance.

[Tiré de *La Cavale* n°13 (Belgique), juillet 2008, p.25]

CHRONOLOGIE DE LA SOLIDARITÉ

AVEC LES PRISONNIÈRES EN GRÈVE DE LA FAIM AU MOIS D'AOÛT

29.07.2008, Munich : le service de l'immigration est souillé de peinture.

03.08., Dresde : une table de presse installée dans un parc diffuse des informations sur la prison et la grève de la faim.

04.08, Berlin : un rassemblement a lieu devant la prison de Plötzensee où est incarcéré l'antifasciste Christian. Une soixantaine de personnes partent ensuite en manif bruyante jusqu'à la maison d'arrêt de Moabit, où quelques détenus participent aussi à la grève la faim. Des banderoles ont également été accrochées dans différents endroits de la ville.

05.08, Berlin : deux voitures de livraison de l'entreprise C+C Shaper sont incendiées. Le communiqué revendique l'action dans le cadre de la grève de la faim : *«Nous critiquons la vente de bouffe dégueulasse aux prisonnierEs à des prix exorbitants et voulons protester contre un système, où des entreprises privées font du fric sur l'enfermement des personnes».*

05.08, Hambourg : environ 80 personnes se rassemblent devant la maison d'arrêt d' Holstenglacis. Des textes sont lus dans différentes langues et des échanges ont lieu avec les prisonniers.

06.08, Cologne : un rassemblement a lieu devant le bureau d'application des peines. Des tracts d'information sur la grève de la faim sont distribués et des affiches contre la taule collées.

06.08, Vancouver (Canada) : Deux véhicules de police sont incendiés en plein jour. La voiture du shériff était garée devant le tribunal, la deuxième voiture était vide, parce que les keufs étaient en intervention : *«Nous espérons que cette action enflammera la communication et créera de nouvelles complicités dans la lutte. Nos choix dépassent la cavale, la clandestinité ou la taule. Les possibilités de se trouver dans la conspiration de l'attaque sont infinies.*

Nous avons décidé d'agir entre le 1^{er} et le 7 août suite à l'appel à la solidarité de plus de 500 prisonniers en grève de la faim en Allemagne et en Europe. Nous envoyons notre amour aux compagnes et compagnons qui continuent à refuser une vie de passivité et de silence à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons. Liberté pour Amadeu Casellas Ramon, Gabriel Pombo Da Silva, Marco Camenisch, José Fernandez Delgado et pour tous les prisonniers !

Puisse notre volonté de révolte diffuser nos crimes passionnés dans leurs villes silencieuses et dans la solitude des prisons ! Nous sommes déterminés à détruire leur monde carcéral !» (l'intégralité du communiqué se trouve sur confrontation.wordpress.com)

06.08, Vancouver : les vitres du bureau d'application des peines sont brisées. L'action est dédiée aux prisonniers en grève de la faim en Europe et particulièrement à Gabriel Pombo Da Silva, Amadeu Casellas Ramon et Jose Fernandez Delgado.

07.08, Amsterdam : les vitres de l'institut Goethe sont brisées en solidarité avec les prisonniers en grève de la faim en Allemagne.

08.08, Madrid et aux Canaries : plus de 50 distributeurs automatiques sont mis temporairement hors-service dans différentes rues commerçantes. Des tags sont laissés sur place : *«Plus de 470 prisonniers en grève de la faim en Allemagne contre l'isolement. Solidarité active. Prisonniers en lutte.»*

13.08, Santiago du Chili : les Forces insurrectionnelles Axel Osorio dans la rue revendiquent une attaque explosive contre la banque Itau : *«Le combat continue, il n'a pas cessé comme tentent de nous le faire croire les puissants.*

La guerre sociale est une constante historique et cette attaque en est le reflet. Dieux, chefs, dirigeants et leaders brûleront dans le brasier de la vengeance que nous allumons dès maintenant avec cette bombe composée de T.N.T et d'un gaz liquide ; fidèle reflet de l'insurrection qui ne laissera jamais en paix l'Etat et le Capital. Chaque explosion, chaque barricade, chaque expropriation et toute action directe, contribue à la chute du vieux monde, monde qui se perpétue sur l'exploitation de l'homme par l'homme, monde qui punit de la prison ou de la mort quiconque ose se rebeller. En se montrant conséquents avec les positions prolétaires, c'est à dire en passant à l'action, certaines compagnes et compagnons sont tombés dans les griffes de l'ennemi. Beaucoup sont aujourd'hui morts et tant d'autres se trouvent dans les geôles immondes du Capital, non seulement au Chili, mais sur toute la planète, car cette guerre se déroule au niveau mondial. C'est pourquoi nous avons réalisé l'attaque contre la banque ITAU pour la destruction de toutes les prisons et en solidarité avec le compagnon Gabriel Pombo da Silva, anarchiste incarcéré dans la prison de Aachen en Allemagne, où il se trouve en grève de la faim. Compagnon, tu n'es pas seul. Partout dans le monde, des millions d'insurgés comme nous comprennent que la meilleure manière de t'apporter du soutien comme à tant d'autres est de continuer à lutter. Le jour viendra où les explosions feront tomber les murs des prisons. En attendant, nous avisons et prévenons tous les puissants de ne pas baisser pas la garde, car les attaques continueront à être sélectives et ne cesseront pas. En effet, le terrorisme contre la bourgeoisie continue et continuera à être notre meilleure arme. Pour la fin des prisons et pour la fin du capitalisme !

Guerre sociale !

Fuerzas insurreccionales internacionalistas Axel Osorio a la calle !»

14.08, Aachen (Aix-la-Chapelle) : un rassemblement est organisé dans le centre-ville avec distribution de tracts et lecture de textes au mégaphone.

14.08, Barcelone : deux agences bancaires sont caillassées, trois panneaux publicitaires défoncés et différentes rues bloquées avec des poubelles, des panneaux de signalisation et d'autre mobilier urbain.

14/22.08, Madrid : une agence ANPE est caillassée à plusieurs reprises dans le quartier de Alvarado. Des rues sont à nouveau bloquées avec des poubelles en feu. Les actions sont revendiquées en solidarité avec les prisonniers allemands et Amadeu Casellas.

[Repris de *La Cavale* (Bruxelles/Gand), n°14, novembre 2008, pp. 17-20]



bref aperçu sur de bien vives flammes algériennes

Depuis l'été 2008, l'Etat algérien n'en peut plus de débloquer de nouveaux fonds pour sa police : achat de 20.000 matraques, plus de 200 bus de transports de troupes, plusieurs engins antibarricades ou équipés de lances à eau – et embauche de 15.000 nouveaux flics au plus vite. Nouvelle menace terroriste ? Non, tous ces équipements sont destinés à la section anti-émeutes de la Direction générale de la sûreté nationale. [1] Par ailleurs, le gouvernement, craignant «un risque d'émeute généralisée», subventionne à hauteur de plusieurs dizaines de milliards de dinars par an «les produits de large consommation, pour réduire les effets de l'inflation sur la vie quotidienne des Algériens». Autre détail croustillant de l'actualité récente (en tout cas plus qu'une réforme de la Constitution) : «les milieux d'affaires algériens et étrangers se préparent également à de telles éventualités. Plusieurs entreprises auraient déjà mis en place des plans pour protéger leurs biens des pillages en cas de violences populaires.» [2]

Bigre, que se passe-t-il en Algérie ? Du peu d'informations (évidemment) qui arrivent de ce côté-ci de la Méditerranée, on entend parfois que depuis plus d'un an, seraient enregistrées en moyenne deux-trois émeutes ou autres formes de colères populaires (notamment des blocages de routes)... par jour – seule la Chine fait aussi bien en ce moment !

Parmi celles que les médias n'ont pas pu taire, parce qu'elles ont concerné des centaines de personnes, parce qu'elles ont duré au moins deux jours, et que les dégâts ont été «spectaculaires» : Timimoun (sud) en février, Ghardaïa en mars, Chlef, Gdyl (vers Oran) et Tiaret en avril, Ksar El Boukhari (90 km au sud d'Alger), Berriane et Oran en mai, Berriane à nouveau en juillet, Annaba et M'sila en août, plusieurs villages autour de Tizi-Ouzou et Tissemsilt en septembre, encore Annaba en octobre, Meftah en novembre... du littoral nord densément peuplé aux régions du sud quasi-désertiques, de l'est à l'ouest, ce sont tant des grandes villes (à l'exception notable, cette dernière année, de Alger – ville trop fliquée ?) que d'innombrables bleds qui connaissent les joies de la révolte.

La relégation en deuxième division du club de foot d'Oran [3]; la gestion d'incendies détruisant des champs entiers d'oliviers et d'arbres fruitiers en Kabylie; une demande collective d'attribution de locaux pour pouvoir travailler (Gdyl); sept corps de harragas repêchés au large de Tiaret; la décision de fermeture du marché informel suivie de la victoire de l'équipe locale de foot à Ksar el-Boukhari; la vengeance contre un riche propriétaire d'hôtel et ses vigiles à Sidi Aïssa (M'Sila); la coupure d'eau ou l'augmentation du prix de la patate de trop; etc. : peu importent les «détenteurs», pourvu que tout soit prétexte à une saine émulation de rages collectives. Et les communs de ces belles émotions nous parlent particulièrement : à chaque fois ce sont les édifices du pouvoir, local ou national, qui sont attaqués, sièges des wilayas (préfectures), daïras (sous-préfectures) ou des Assemblées populaires communales, tribunaux et bâtiments d'entreprises nationalisées (banques, poste, hydrocarbures...) – mais aussi chaque bureau d'entreprise privée est potentiellement une cible de choix, et les magasins voient régulièrement leurs vitrines tomber et les marchandises s'envoler (pillages massifs à Annaba le 13 octobre). Nous n'aurons que ce que nous prendrons. Également, la pratique massive et quasi-systématique du barrage routier confirme que le blocage des flux reste une valeur sûre contre le train-train de *la société*.

Côté flics, comme toujours chargés de protéger le vieux monde, ils sont souvent débordés (c'est-à-dire moins rapides), en tout cas de nombreux renforts sont toujours nécessaires pour le-retour-à-la-normale. Si l'épreuve existait pour le CIO, l'équipe d'Algérie serait certainement championne du monde de caillassage. La paix sociale est définitivement assénée quelques jours ou quelques semaines après «les terribles scènes de violence» par les coups de marteau résonnant sur les bureaux des



juges : depuis un an, ce sont plusieurs centaines d'émeutiers qui ont été engeolés. Mais la solidarité renforce, normal, les accès de rage et la libération des détenus stimule admirablement familles, proches, voisins : manifestations, occupations de tribunaux, assemblées sur les places publiques...

Revenons, par exemple, sur les «événements» de Chlef (ville de 180.000 habitants située à 200 km à l'ouest d'Alger) – non pas pour en faire une émeute «meilleure» qu'une autre (y aurait-il de mauvaises émeutes ?), hein.

Le 27 avril 2008, devait comparaître au tribunal le président de l'association des sinistrés d'un séisme de... 1980 (Chlef est dans une région fortement sismique), suite à une plainte du wali (le préfet) pour diffamation : l'association avait protesté contre l'annulation d'une aide, pourtant décidée dans une loi de 2007, portant sur la reconstruction de logements «en dur» en remplacement de 27.000 préfabriqués – que les gendarmes ont commencé à détruire avant même le début des travaux. Dès l'aube, les accès au tribunal sont bloqués par des flics, il n'en fallait pas plus aux centaines de personnes venues assister au procès pour faire exploser de beaux accès de rage – qui n'en aurait pas fait autant ?

D'abord aux alentours du tribunal, rapidement dans tout le centre ville, ensuite (jusque vers 22h) dans la plupart des quartiers. Caillassage vigoureux des façades vitrées des sièges d'Algérie Poste (dont la recette se volatilise), d'Algérie Telecom, de l'APC (Assemblée populaire communale), du musée de la ville, de la banque du Golfe Arabe, de la gare, les détruisant de fond en comble. La Direction des mines et de l'industrie, un bureau de poste et la bibliothèque municipale sont totalement incendiés. Le siège de la faculté de droit saccagé. Les bureaux de la Banque extérieure d'Algérie dévastés – et pillés, naturellement. Sans parler des voitures, des lampadaires et autres éléments de mobilier urbain. Les attaques des bâtiments de la wilaya et de la daïra ont été repoussées par les forces anti-émeutes arrivées assez rapidement en renforts de plusieurs autres wilayas, notamment d'Alger. On parle le soir de plusieurs dizaines de blessés (dans les deux camps) et d'une centaine d'arrestations.

Le lendemain, ça repart de plus belle après le premier café, pierres contre lacrymo : rassemblés dans différents coins de la rue principale de la ville, des dizaines de jeunes se sont attaqués pendant plusieurs heures aux policiers qui tentaient de les empêcher de s'approcher des institutions publiques. «Nous n'arrêterons pas avant le départ du wali», déclarent des jeunes surchauffés. Les affrontements ont continué dans la plupart des quartiers de la ville, ainsi que dans des villes et villages voisins,

dont Chettia à une dizaine de kilomètres : les établissements scolaires, l'agence des PTT et la direction des impôts y ont reçu une visite mémorable des émeutiers. La route nationale a été bloquée toute la journée par des barricades enflammées. Bilan de la journée : encore des arrestations – entre une centaine et 500 selon les sources.

Le 29 avril, alors qu'à Chlef les forces de l'ordre reprennent le contrôle l'espace, troisième jour d'affrontements à Chettia : nouveaux blocages de routes toute la journée, et surtout le centre ville transformé en champ de bataille, il n'est plus question que d'en découdre avec les keufs, aux cris de «libération de tous les détenus», «satisfaction de la plate-forme de revendications élaborée par l'association des sinistrés de 1980» et «départ du wali» (qui d'ailleurs a été muté début mai). Le soir, assaillis par des centaines d'émeutiers, ce sont les bureaux de la délégation régionale de Sonelgaz qui partent en fumée. Les attaques de bâtiments (plus tard, un laboratoire pharmaceutique a été pillé) et les escarmouches ne s'arrêteront qu'à l'aube.

Depuis, 87 émeutiers, dont une dizaine arrêtés plusieurs jours après les émeutes, croupissent en taule en attente d'un procès déjà reporté à deux reprises. Et les familles et autres proches des détenus de maintenir la pression sur les autorités : occupations de bureaux, sit-ins, etc.

Journalistes, sociologues et autres gens du pouvoir évoquent régulièrement des causes qui légitimeraient ce qui est désigné comme une véritable «culture de l'émeute» – comme si l'émeute n'était pas fondamentalement ennemie de la culture. Entre autres raisons avancées par les prétendus experts de nos vies : l'urbanisation poussive et radicale du pays (30% en 1960, 80% aujourd'hui), suite à la réforme agraire des seventies – et puis, bien entendu, le célébrissime «chômage des jeunes» (estimé à 60% chez ces fameux moins-de-trente-ans, qui représentent plus de 60% des quelques 35 millions d'algériens). Pourtant, il en faut peu pour se rendre compte que certes, jeunesse et fougue restent souvent synonymes, mais le nombre de barricades de pneus enflammés à la moindre défaillance de l'approvisionnement en électricité ou la tournure que prend telle ou telle grève nous confirme que c'est bien l'ensemble d'une population qui d'une part n'en peut plus (évidemment, plus personne n'en peut, de ce monde), d'autre part le fait bruyamment entendre à qui prétend nous gouverner. Hé oui, tant de haine ne s'explique jamais vraiment, et en tout cas n'est jamais récupérable (d'ailleurs, il est rarissime qu'un film ou un bouquin s'attarde sur ces «faits divers», ce qui est révélateur du consensus qui maintient sur la guerre sociale la chape de plomb de la victoire de 1962 contre l'Etat français colonisateur et de la menace du terrorisme islamiste). Par contre, le besoin de vengeance contre chaque expression de hogra est un stimulant profond, et tellement rassembleur, contre toute forme de pouvoir.

Côté grèves et autres «mouvements sociaux», la période y est pareillement rythmée de clameurs apparemment de plus en plus fortes : pour ne parler que de «larges mobilisations» récentes, depuis le printemps 2008 les profs en statut précaire, régulièrement rejoints par l'ensemble des enseignants et des lycéens, alternent grèves, grèves de la faim, manifs, rassemblements dont sit-ins devant leur ministère, le tout violemment réprimé : matraques, arrestations de prétendus leaders, et une fin systématique de non-recevoir – le tout sous la menace d'une privatisation partielle et sournoise de l'éducation. Début novembre, une grève illimitée des 50.000 étudiants de Sétif pour réclamer des «moyens» (dans le contexte d'une réforme LMD en cours) et trois jours de grève nationale dans la fonction publique viennent rajouter une couche au grognement ambiant. Toujours en novembre, les syndicats autonomes de dockers débrayent plusieurs jours pour dénoncer la concession des ports d'Alger et de Djendjen à une multinationale émirienne. Mais aussi, tout au long de l'année, se sont agités les personnels de santé, les vétérinaires, des salariés des hydrocarbures, des travailleurs du BTP (souvent en butte avec leurs patrons chinois, qui les mettent en concurrence avec des ouvriers chinois) – bref, un peu de fraîcheur aussi du côté des luttes de salariés, malgré un encadrement syndical assez strict (en transition, toujours, dans le cadre d'une relative rupture avec le modèle du syndicat unique – l'UGTA) : mais la cogestion n'est pas encore au point, il reste quelques

brèches dans lesquelles développer des espaces autonomes de luttes.

Lorsque l'on parle de révolte, cette vive colère diffuse à l'échelle d'un territoire aussi vaste, il n'est pas déterminant, mais pas non plus anecdotique, d'évoquer la situation et l'évolution socio-économique d'un tel pays : les grondements des foules énervées nous parlent aussi des sales manières dont le capital maîtrise, plus ou moins bien, sa reproduction, auxquelles elles résistent activement. Ce pays, désigné comme un modèle de croissance économique (+5% chaque année en moyenne depuis 2002), vit aussi à l'heure de la mise en place, à marche forcée, de l'Union pour la Méditerranée (malgré les réticences de Bouteflika liées à la présence d'Israël dans cette belle «union» en concurrence directe avec le projet états-unien de Grand Moyen Orient, sans parler de l'amitié «historique» sino-algérienne : les échanges bilatéraux ont fait circuler quatre milliards de dollars en 2007). En Espagne, dans les années 1980, il était courant d'entendre, pendant les grandes grèves émeutières des ouvriers des secteurs industriels «en restructuration» (notamment dans les Asturies ou au Pays basque sud : chantiers navals, dockers, ...) : «ce n'est pas l'Espagne qui rentre dans la CEE, mais l'Europe qui rentre en Espagne». Difficile de ne pas voir dans l'excitation des gouvernants et des patrons européens pour cette nouvelle alliance transméditerranéenne cette même perspective, de pouvoir encore mieux s'engouffrer dans de nouveaux espaces – d'autant plus dans un pays aussi riche que l'Algérie, quatrième producteur mondial de gaz et quatorzième de pétrole. Et dont, même en cette période de chute libre du prix du baril de pétrole (automne 2008), les énormes réserves de liquidités semblent mettre pour le moment hors d'une quelconque déroute financière.

Alors, le *flux international* en Algérie, ça donne : un TGV transmaghrébin pour Alstom, un métro à Alger (Alstom encore) qui sera géré par la RATP, plusieurs complexes pétrochimiques ou sidérurgiques avec des partenaires saoudiens, japonais, allemands, une des plus grandes usines du coréen Samsung à Sétif, un viaduc à Constantine réalisé par un groupe brésilien, la restructuration des infrastructures portuaires et ferroviaires, de nouveaux gazoducs, centrales électriques et autres équipements pétroliers, la plus grande unité au monde de dessalement d'eau à Mostagadem, treize nouveaux barrages, un programme de construction d'un million de logements raffé surtout par des entreprises chinoises de BTP et, pour 5 milliard de dollars, la création à Alger par un groupe émirien du «plus grand parc urbain au monde», le parc Dounya, avec ses-espaces-verts-ses-quartiers-résidentiels-ses-bureaux-ses-commerces-ses-centres-de-loisirs-et-de-détente, etc. etc. etc.

Pour sûr, s'implanter à coups de méga-chantiers dans un tel pays signifie pour les entreprises de trouver non seulement d'évidents débouchés économiques, mais aussi une main d'œuvre abondante et supposée docile (la célèbre «armée de réserve», c'est plus de 20% de chômeurs en Algérie). Mais, on l'a vu, c'est quand même mal barré pour les patrons, même si la police veille, s'équipe et se prépare... Et on pense aux belles émeutes de 2004 des plus pauvres des travailleurs, les Rroms, en Slovaquie devenue un des nouveaux centres industriels européens, ou, aujourd'hui, en Roumanie, où les grèves n'en finissent plus, que même l'importation d'ouvriers encore moins chers (Philippins, Bangladais, etc.) ne suffit pas à contrecarrer, dans des secteurs aussi structurants que l'automobile,



le textile, la logistique... [4] Et oui, la délocalisation a souvent fait se trouver les managers face à des salariés autrement plus combattifs qu'en Occident, où les syndicats jouent parfaitement leur rôle de maintien de l'ordre des travailleurs. Les faubourgs du monde restent souvent ingouvernables.

Et déjà, en quelques années, l'Algérie est devenue un pays d'immigration car, bien sûr, un sans-papier d'origine subsaharienne coûte encore moins cher qu'un chômeur algérien. En 2007, les services de la Sûreté nationale ont arrêté 12.000 personnes entrées illégalement sur le territoire algérien, dont 7.000 Maliens et 3.000 Nigériens. En 2008, environ 5.000 migrants auraient été expulsés vers des pays du sud. D'ailleurs, en juin 2008, une loi a été votée, durcissant les «conditions d'entrée, de circulation et de séjour des étrangers», prévoyant entre autres le triplement du budget destiné à «la lutte contre l'immigration clandestine», notamment pour la construction... de centres de rétention. Les mesures de dissuasion de l'émigration, quant à elles, se renforcent également, sous la pression de l'Union européenne – et c'est maintenant de plusieurs mois de prison que peuvent être condamnés les harragas (voire... leurs parents), ces «brûleurs de papiers» qui tentent la grande traversée vers le nord, embarquant à bord de pateras de Annaba, Mostaganem... [5] Car, on ne le répète jamais assez, des secteurs entiers de l'économie (BTP, agriculture, restauration...) fonctionnent sur l'organisation en cascade de ces «délocalisations sur place» que permet l'emploi de travailleurs sans-papiers. Bien sûr la répression (à haute visée médiatique) s'abat à plein régime sur les pauvres (il s'agit de maintenir coûte que coûte une paix sociale qui seule garantit le bon fonctionnement de l'économie), mais la belle propagation des mutineries et des incendies de centres de rétention nous fait chaud au cœur... [6]

L'histoire remarquable des protestations populaires algériennes (depuis le Printemps berbère de 1980, la quasi-insurrection généralisée d'octobre 1988, balayée dans le sang – on parle de plus de 500 morts –, le soulèvement en Kabylie au printemps 2001, pour ne parler que des pics d'intensité de cette longue permanence de la révolte, qui s'est aussi aiguisée à Oran en 1982, Annaba en 1983, Laghouat en 1983 et 85, Alger (la Casbah) en 1985, Sétif et Constantine en 1986, Alger et diverses villes en 91, en 2004 dans une trentaine de villes, etc. [7]) ne fait évidemment pas tout : c'est plutôt l'actualité des contestations dans les Etats voisins qui nous permet d'imaginer comme l'air du temps est particulièrement orageux.

Au Maroc : depuis le printemps dernier, blocage du port de Sidi Ifni par des chômeurs, manifs, émeutes, envoi de l'armée : plusieurs tués et 300 arrestations (suivies de tortures) le 7 juin 2008 – après quelques semaines d'accalmie durant l'été, reprise des affrontements en septembre-octobre [8]; manifestations quasi-quotidiennes des étudiants dans les grandes villes, qui ont vite appris le goût des matraques mais qui ont aussi vite appris à se défendre, comme à Marrakech le 14 mai où pierres et cocktails molotov ont plu sur les 1.000 hommes des forces spéciales dépêchés pour empêcher une marche vers la présidence de l'université (bilan de la journée : 800 étudiants raflés, une centaine gardée à vue, sept emprisonnés en attente d'un procès); un sit-in contre «la cherté de la vie» (il faut dire que le prix du pain avait augmenté de 30% la veille) qui se transforme en émeute à Sefrou le 23 septembre 2007 : 300 blessés dont pas mal chez les keufs, la plupart des bâtiments publics saccagés; et même en Tunisie, dix mois de ce qu'on appelle une «insurrection» dans le bassin minier de Gafsa (phosphate), durcissement de la grève des mineurs mais aussi des étudiants, chômeurs, «mères de famille» contre «le modèle économique tunisien» et violente répression (des syndicalistes sont même inculpés pour «constitution de bandes de malfaiteurs»); en Egypte diffusion à l'ensemble des secteurs économiques des luttes des travailleurs du textile (première activité industrielle du pays, après le tourisme), depuis deux ans maintenant : grèves sauvages, occupations, manifs, émeutes, et là aussi, répression de plus en plus massive, avec le concours actif des Frères musulmans patrons de nombreuses usines (plusieurs morts, des milliers d'arrestations); pour ne pas parler ici de la multiplication depuis un an des émeutes dites «de la faim», «de l'électricité» ou «du gaz» au Sénégal, Cameroun, Burkina, etc. [9] Bref, au sud de la Méditerranée, et même si les espaces-temps de la révolte sont particulièrement disjoints, les classes laborieuses composent de fait une

réjouissante internationale de classes dangereuses, d'autant plus qu'elle semble particulièrement tenace et alerte contre les assauts policiers et judiciaires.

C'est dans ces moments d'intenses émotions collectives, que les travailleurs (avec ou sans emploi) s'extirpent d'un quotidien particulièrement apathique, que les gueux reprennent le temps de vivre à toute allure. Et le choix déterminé de l'affrontement est en soi une critique en actes de ce monde qui voudrait régir l'entière de nos vies – il est particulièrement revigorant de voir que la rue peut encore être cet espace politique si vif, et pas seulement ce lieu de circulation si policé où l'on voudrait nous enfermer. Puissent les flammes de l'Algérie et autres banlieues malfamées du monde réchauffer nos longs hivers...



1. Cela fait écho à la récente présentation de nouvelles techniques anti-émeutes de la police française, lors d'une rencontre européenne sur les « défis des violences urbaines », mi-octobre 2008. Nouvelles technologies, augmentation impressionnante des effectifs et petits groupes très mobiles, au menu. Tiens, quelques inquiétudes chez les gouvernants ? Que les récentes démonstrations antiterroristes ne viendraient-elles pas confirmer ?
2. Les quelques « citations » et les infos proviennent des médias algériens – méfiance, donc. Un portail internet de quotidiens francophones existe : <www.presse-dz.com>. Les droitsdel'hommeiste de <www.algeria-watch.org> compile thématiquement un grand nombre d'articles de presse (dossiers « émeutes », « luttes syndicales », « dégradation de la vie sociale », etc.). En France, un universitaire tient à jour une base documentaire (surtout une revue de presse et des vidéos) sur les émeutes dans le monde : <<http://berthoalain.wordpress.com>> ; quelques nouvelles du Maghreb aussi dans les « brèves du désordre » recensées sur <<http://cettesemaine.free.fr/spip/>>.
3. Suite aux émeutes, le gouvernement prit la décision de replacer le club en première division. Le hooliganisme paye.
4. Deux articles sur les récentes grèves en Roumanie dans les numéros 125 & 126 (été & automne 2008) de la revue *Échanges*, dont une partie des textes, consacrés à l'actualité mondiale de la lutte des classes, est disponible sur le site internet <www.mondialisme.org>.
5. <<http://elharraga.wordpress.com>> est consacré à ce « phénomène ».
6. Sur les mois de lutte au CRA de Vincennes, des témoignages ont été rassemblés dans le livre *Feu au centre de rétention*, Libertalia, nov. 2008.
7. Signalons « 1988 : la deuxième guerre d'Algérie », *Courant alternatif*, n°184, novembre 2008 [<<http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article420>>] ; de Jaime Semprun, *Apologie pour l'insurrection algérienne* [2001], dont une brochure a été faite, trouvable sur <<http://infokiosques.net>> ; des textes publiés dans plusieurs *Bulletins de la Bibliothèque des émeutes* reviennent sur les affrontements dans les années 1990 et 2000, disponibles sur <www.bellesemotions.org>.
8. Une « chronologie des émeutes et de la répression subie à Sidi Ifni » a été publiée en juin 2008 : <www.mondialisme.org/spip.php?article1166>.
9. Des infos sur les émeutes « de la faim » qui ont touché une cinquantaine de pays en 2008, ou sur la haute tension en Égypte, encore dans la revue *Échanges*.

[Publié le 4 décembre 2008 sur Indymedia Grenoble]

Athènes

2e communiqué des occupants
de la Faculté d'Economie

Nous avons prévu de publier quelques lettres de compagnons grecs incarcérés et de poursuivre la chronologie des brèves du désordre là où nous l'avions laissée fin mars. Les événements survenus depuis l'assassinat par la police du jeune Alexis le 6 décembre nous conduisent à reporter tout cela.

Peu de textes nous sont déjà parvenus en français, d'autres sont encore en cours de traduction de l'anglais. A l'heure où nous bouclons, on ne trouvera donc ici qu'un petit aperçu de ce qui se déroule là-bas.

Solidarité avec les émeutiers ! Que la révolte s'étende partout !

Dimanche 7 décembre, dans son premier communiqué sur les émeutes qui se déroulent dans plusieurs villes de Grèce depuis samedi soir lorsqu'Alexis Grigoropoulos (15 ans) a été assassiné par l'Etat, le ministre de l'intérieur observe que «*la mort tragique de l'enfant est utilisée par quelques uns pour leur manie destructive*», visant ainsi les anarchistes.

Lundi matin, la rage sociale continue aux quatre coins de Grèce avec les lycéens qui entrent en scène: manifestations, blocages de rue et attaques de commissariats dans tous les quartiers. Le soir, des manifs de dizaines de milliers de personnes prennent le relais dans toutes les villes, s'attaquant à des immeubles de l'Etat, des banques, des grands supermarchés et des chaînes de grands magasins... ces fameux «petits commerçants» que les médias accusaient il y a quelques semaines d'être responsables de l'inflation et de la spéculation.

La mort d'Alexis vient croiser toutes les petites morts quotidiennes de la discipline, de l'ordre, des ordres du pouvoir, des conditions de survie toujours plus difficiles, du contrôle et de la répression. Une sensibilité insurrectionnelle qui, à côté de l'asphyxie accumulée, a donné naissance à une rage incroyable contre les symboles-objectifs de l'Etat et du Capital, produisant une déstabilisation du système politique.

De l'autre côté, une démocratie qui s'enfonce dans la crise économique, socialement en perte de légitimité suite aux petits et grands scandales, remplie de pauvres et d'exclus, une démocratie qui essaye d'arracher le consentement pour réprimer les émeutes... Des démonstrations théâtrales de sensibilité du Premier Ministre, des ministres, des députés, des journalistes et autres parasites devant les caméras, plaidant la nécessité de la paix sociale et d'une coopération entre l'Etat et la société, promettant plus de démocratie.

Mais le fameux mythe de la démocratie, «le contrat social», est réduit en cendres dans les rues par la

mutinerie sociale de ces derniers jours. C'est pour cela que le régime essaye de se ressaisir.

C'est pour cela que se succèdent rencontres et meetings au sommet du gouvernement. C'est pour cela que les médias jouent leur rôle de propagande étatique et créent la peur et le mensonge organisé, en débitant des fausses nouvelles comme ces gens bloqués dans des immeubles en flammes ou le vol d'armes dans les magasins. C'est pour cela que le Premier Ministre se réunit avec le Président de la République et tous les chefs des partis parlementaires. C'est pour cela que les écoles sont fermées, pour empêcher les écoliers de se retrouver et de se rassembler. C'est pour cela que le syndicat central a transformé la manifestation de grève générale en un simple rassemblement à Syntagma. C'est pour cela que les piliers gauchistes du système «comprennent» la juste cause de la rage sociale mais condamnent les actions extrêmes et posent la question de la chute du gouvernement, transformant la mutinerie en simple manifestation contre la politique gouvernementale.

Contre les scénarios de l'état d'exception, le consentement des partis, les médias de l'ordre et de la sécurité... pas d'armistice.

TOUS DANS LES RUES !

L'occupation de la Faculté d'Economie, comme partie de la confrontation générale, est ouverte pour toute information et l'organisation en commun d'actions dans la rue, c'est un espace d'auto-organisation de nos forces contre la répression de l'Etat, comme toutes les autres universités occupées.

Rassemblement aujourd'hui MARDI 9/12 à 18 heures, à la Faculté d'Economie occupée.

PAS D'INCARCERATIONS !

A L'EPOQUE DES ASSASSINS, LE SILENCE EST COMPLICITE !



Acropole d'Athènes, 17 décembre 2008



Athènes, 12 décembre 2008

Communiqué des occupants de l'Ecole Polytechnique

Leur démocratie assassine !

Samedi 6 décembre 2008, le compagnon Alexandros Grigoropoulos a été assassiné de sang-froid dans la poitrine par la balle d'un flic des forces spéciales, Epaminonda Karconeas.

Contrairement aux déclarations des politiciens et des journalistes, complices de l'assassinat, il ne s'agit pas d'un «incident isolé» mais de la plus haute manifestation de la répression étatique qui cible systématiquement et de manière organisée ceux qui résistent, ceux qui se révoltent, ainsi que les anarchistes et les antiautoritaires.

C'est le point culminant du terrorisme d'Etat qui s'exprime à travers l'amélioration du rôle des mécanismes de répression, leur armement continu, l'augmentation du niveau de violence utilisé avec la doctrine de la «tolérance zéro» et la propagande de criminalisation/diffamation de ceux qui luttent.

Ces conditions préparent le terrain pour intensifier la répression en essayant de créer un consensus social, aussitôt suivi de l'armement par l'Etat des assassins en uniforme qui prennent aujourd'hui pour cible ceux qui luttent, les jeunes, ces diables qui se révoltent à travers tout le pays !

La violence assassine contre ceux qui luttent vise à terroriser et à servir d'exemple pour tous, intimidant ceux qui seraient tentés par la subversion sociale. Elle fait partie de l'ensemble de l'offensive générale de l'Etat et des patrons contre la société toute entière afin d'imposer des conditions d'exploitation et de soumission toujours plus dures. Il s'agit d'une offensive qui se reflète au quotidien à travers la pauvreté, l'isolement social, le chantage à l'adaptation au monde des différenciations sociales et de classe, la guerre idéologique et la duperie des mécanismes dominants (les médias). Une offensive qui touche tout l'environnement social et prétend que chaque exploité reste divisé et silencieux. Des cages de l'école et de l'université à l'enfer de l'esclavage salarié qui provoque des centaines de morts dans de soi-disant «accidents de travail» et à la pauvreté touchant une grande partie de la population... Des frontières blindées, rafles et assassinats d'immigrés et nombreux «suicides» dans les prisons aux «coups de feu accidentels» de la police, la démocratie montre ses dents !

Dans ces conditions d'exploitation et de répression, face à l'oppression et à l'extraction quotidienne de la force de travail par l'Etat et les patrons, la vie, la dignité et la liberté des opprimés ainsi que l'étouffement social accumulé accompagnent à présent la rage qui se déchaîne dans les rues et sur les barricades suite à l'assassinat d'Alexandros.

Dès que s'est diffusée la nouvelle de l'assassinat, des manifestations spontanées et des affrontements ont éclaté au cœur d'Athènes. L'Ecole

Polytechnique, la Faculté d'Economie et la Faculté de Droit (ASOEE) ont été occupées, tandis que se déroulaient des attaques contre des objectifs liés à l'Etat. Des manifestations et des rassemblement se produisent à Patras, Volos, Hania, Héraklion [en Crète], Giannena, Komotini, Ksanti, Serres, Spartes, Alexandroupoli, Mitilini. A Athènes, dans la rue Patis-sion [près de l'Ecole polytechnique et la Faculté d'Economie] les affrontements ont duré toute la nuit. Devant l'Ecole Polytechnique, la police anti-émeute a fait usage de balles en plastique.

Dimanche 7 décembre, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour manifester devant le siège de la police à Athènes (GADA), attaquant les forces de l'ordre. Des affrontements sans précédent se sont propagés dans les rues du centre jusqu'à tard dans la nuit. De nombreux manifestants ont été blessés et certains ont été arrêtés.

Depuis la matinée du lundi 8 décembre jusqu'à aujourd'hui, la révolte s'est propagée. Ces jours derniers se sont caractérisés par une infinité d'événements sociaux : mobilisations combattives d'étudiants avec des manif –parfois transformées en assauts– contre les commissariats, mais aussi affrontements avec les anti-émeutes, aussi bien dans la capitale que dans tout le pays, manifestations de masse et affrontements au centre d'Athènes au cours desquels des banques, des grands magasins et des ministères ont été attaqués, encerclé du Parlement, occupations de bâtiments publics, manif combattives et assauts contre des objectifs étatiques-capitalistes dans de nombreuses villes.

L'agression contre les jeunes et plus généralement contre ceux qui luttent, les arrestations, les coups et parfois les intimidations avec des armes ou encore la collaboration de la police avec des bâtards de paraétatiques (par exemple à Patras où les gardes et des fascistes ont attaqué les révoltés de la ville) est la manière avec laquelle les chiens en uniforme de l'Etat, aux ordres de leurs maîtres les politiciens, mettent en application le dogme de la tolérance zéro contre la vague de révoltes qui a commencé samedi soir. Le terrorisme de l'armée policière est complété par la manière dont est affrontée la question des personnes arrêtées, accusées de graves délits et incarcérés en préventive. A Larissa, 8 arrêtés seront jugés sous juridiction anti-terroriste et, incarcérés en préventive, sont accusés d'appartenance à une «association terroriste». Les mêmes accusations sont portées contre 25 immigrés arrêtés à Athènes. De plus, toujours à Athènes, 5 arrêtés ont été incarcérés pour les événements de lundi 7 décembre, tandis que 5 autres, arrêtés la nuit de mercredi, sont en résidence surveillée avec des accusations pénales. Lundi, 25 personnes passeront en jugement.

En ce moment se déroule aussi une guerre de propagande qui criminalise ceux qui s'insurgent, préparant le terrain à une répression dont l'unique objectif est le retour à la normalité de l'injustice sociale et de la soumission.



Athènes, 8 décembre 2008



Athènes, 12 décembre 2008

Le retour à la normale ne passera pas, ni à Polytechnique ni ailleurs !

Les événements qui ont suivi l'assassinat ont déclenché des mobilisations internationales en mémoire d'Alexandros et en solidarité avec les émeutiers qui luttent dans les rues, initiant une contre-attaque contre la démocratie dans sa totalité. Il y a eu des manifestations, des rassemblements et des attaques contre les consulats grecs à Chypre, en Allemagne, Espagne, Danemark, Hollande, Angleterre, Irlande, Suisse, Australie, Slovaquie, Russie, Bulgarie, Belgique, Italie, France, Pologne, Etats-Unis, Croatie, Turquie, Argentine, Chili et ailleurs encore.

Nous continuons l'occupation de l'Ecole Polytechnique qui a débuté samedi 6 décembre, afin de créer un espace pour tous ceux qui luttent et un lieu permanent de résistance en ville.

Avec les barricades, les occupations d'université, les manifestations et les assemblées, nous gardons vivant le souvenir d'Alexandros, mais aussi de Michalis Kaltezas, Carlo Giuliani, Michalis Prekas, Christofos Marinou et de tous les compagnons assassinés par l'Etat. Nous n'oublions pas la guerre dans laquelle nos compagnons sont tombés sous le feu de la répression et tenons ouvert le camp du refus collectif du vieux monde du Pouvoir. Nos espoirs sont la base vivante du non-conforme, du monde libre auquel nous rêvons, sans maîtres ni esclaves, sans police ni armées, sans prisons ni frontières.

Les balles des assassins en uniforme, les arrestations et les passages à tabac de manifestants, la guerre chimique des lacrymogènes, l'attaque idéologique menée par la Démocratie, non seulement ne réussiront pas à imposer la terreur et le silence, mais deviennent les raisons pour lesquelles s'élève le cri de la lutte pour la liberté face au terrorisme répressif, deviennent les raisons pour lesquelles on abandonne la peur de se rencontrer sur le chemin de la révolte (tous, jeunes, étudiants, lycéens et étudiants, immigrés, chômeurs et travailleurs).

L'Etat, les patrons et leurs valets se foutent de nous, ils nous volent et nous tuent !

Organisons-nous pour contre-attaquer et les briser !

Ces nuits sont celles d'Alex !

Tous et toutes lundi 15 décembre à 9h au tribunal. Relaxe de tous les arrêtés.

Nous envoyons notre solidarité à tous ceux qui occupent universités et écoles, à ceux qui manifestent et affrontent les assassins de l'Etat dans tout le pays.

Nous envoyons notre solidarité aux compagnons qui se mobilisent à l'extérieur en portant partout notre voix ! Nous sommes ensemble dans la grande lutte mondiale pour la libération sociale.

*Ecole Polytechnique occupée,
vendredi 12 décembre 2008*

Depuis samedi le 20 décembre, suite aux échauffourées d'aux alentours de l'Ecole Polytechnique d'Athènes (qui s'ajoutent aux dizaines de confrontations et de combats de rue qui ont fait rage entre les manifestantEs et la police depuis l'assassinat du jeune de 15 ans, Alexandros Grigoropoulos), il y a beaucoup de spéculation sur le futur de l'occupation de la Polytechnique.

Des informations de plusieurs sources laissent entendre l'éventualité d'un raid policier contre Polytechnique. De même, les manœuvres stratégiques des unités anti-émeutes pendant les combats de rue nous donnent une impression évidente : la police se prépare à attaquer l'occupation. Ayant contourné le Sénat Universitaire qui a transféré le contrôle de Polytechnique à la police et au ministère de l'Intérieur, le procureur général nous envoie un message indirect mais très clair, accompagné de menaces et de chantage, selon lequel il ne nous reste que «quelques heures.»

Nous répondons qu'il nous reste autant de temps que le voudra la part révoltée de la société, et que celle-ci ne connaît pas d'ultimatums ; mais aussi qu'ils feraient mieux de respecter et de craindre toutes celles et ceux qui ont participé, qui participent et qui continueront de participer à cette révolte. Ce sont justement eux, les milliers de révoltés, les étudiantEs, les travailleurs et travailleuses, les sans-emploi, les migrantEs et les camarades que nous invitons à se rassembler à Polytechnique, en état d'alerte maximum en prévision de ce raid.

Nous lançons un appel à touTEs afin d'assurer une présence massive sur le campus de l'Ecole Polytechnique d'Athènes.

Nous appelons également à une assemblée publique aujourd'hui, dimanche 21 décembre à 21h.

Nous appelons à la solidarité et au soutien financier pour les prisonniers et prisonnières de la révolte à 18h à Polytechnique.

Nous aurons le dernier mot.

Ces jours et nuits appartiennent à Alexis.

*Comité d'Occupation de l'Ecole Polytechnique d'Athènes,
21 décembre 2008*



«A bas la démocratie, vive l'anarchie», Ecole Polytechnique



Athènes, 7 décembre 2008

Fin de l'occupation de l'Ecole Polytechnique

Dès l'assassinat d'Alexandros Grigoropoulos par le flic Ep. Korkoneas et les premiers affrontements dans les rues d'Exarchia, l'Ecole Polytechnique a été occupée et est devenue un lieu d'expression pour la rage sociale. Pour les rebelles et une grande partie de la société, c'est un espace lié historiquement et symboliquement à la mémoire vivante de la lutte contre l'Autorité – de la période de la dictature jusqu'au totalitarisme démocratique moderne d'aujourd'hui. Elle est donc redevenue l'endroit où des centaines de personnes se sont rassemblées spontanément : des camarades, des jeunes et des travailleurs, des chômeurs, des lycéens, des immigrés, des étudiants...

Les combats contre les forces de répression et les barricades enflammées dans les rues alentours sont devenus l'étincelle d'une révolte qui s'est étendue avec des manifestations spontanées dans la ville, l'occupation de la Faculté d'Economie et de Droit, avec des attaques contre des objectifs liés à l'Etat et au capitalisme dans le centre et les banlieues d'Athènes, ainsi que dans la plupart des villes du pays.

Les jours suivants, la révolte s'est généralisée avec des manifestations de milliers de personnes terminant en émeutes et en attaques contre les banques, les ministères et les grands magasins, avec des occupations d'écoles et de bâtiments publics, avec des ados assiégeant et assaillant les commissariats, avec la police anti-émeute protégeant la prison de Koridallou et le Parlement ; si le détonateur de cette révolte a été l'assassinat d'A. Grigoropoulos, elle a explosé suite à la réaction immédiate de centaines de camarades à cette extension de la violence d'Etat, inspirant des actions de rage et de solidarité au-delà des frontières partout dans le monde.

Cette révolte qui couvait dans un contexte d'offensive généralisée de l'Etat et des patrons contre la société, a grandi dans un quotidien de mort de la liberté et de la dignité des opprimés suite à l'augmentation de l'exclusion, de la pauvreté, de l'exploitation, de la répression et du contrôle. Cette révolte qui a été « préparée » avec obstination, même aux heures les plus sombres du terrorisme d'Etat et des fascistes, à travers des petits et des grands gestes de résistance contre la soumission et la reddition, a su offrir à beaucoup de personnes la possibilité de se reconnecter sur les chemins de la révolte, exactement comme cela s'est produit ces jours derniers.

Dans ce contexte social explosif, l'Ecole Polytechnique occupée est devenue un point de référence pour une confrontation directe avec l'Etat, dans toutes ses formes et par tous moyens possibles, par le biais d'événements insurrectionnels qui ont consumé l'ordre et la sécurité des patrons, brisant la fausse image de consensus social au service de leurs intentions meurtrières. Elle est devenue un endroit où les rebelles sociaux et politiques se sont rencontrés et influencés réciproquement lors d'assemblées générales et une présence quotidienne dans l'occupation. Cela a servi de base pour une contre-information, à travers des communiqués et des affiches, des blogs et la station de radio, et avec

le système de son envoyant des messages et des infos sur la révolte en cours. Cela a également donné vie à des initiatives de résistance, comme l'appel lancé par l'assemblée d'occupation de Polytechnique pour un jour d'actions internationales le 20 décembre – qui s'est concrétisé par des mobilisations coordonnées dans plus de 50 villes de différents pays, et auquel les occupants de Polytechnique ont participé en appelant à un rassemblement sur la place où A. Grigoropoulos a été tué. D'autres initiatives ont été le concert du 22 décembre en solidarité financière avec les otages de la révolte, et l'appel à la participation à la manifestation en solidarité avec les prisonniers, organisée par les camarades qui ont pris part à l'assemblée ouverte du siège occupé de la GSEE (Confédération Générale des Travailleurs).

En tant que point stable pendant 18 jours d'une révolte qui s'étendait, l'Ecole Polytechnique occupée a été un appel permanent à l'insubordination pour les gens qui résistaient partout dans le monde, et un signe de solidarité avec les otages de cette lutte enlevés par l'Etat. C'est devenu un territoire que nous avons utilisé pour diffuser un message de solidarité entre les opprimés, d'auto-organisation et de contre-attaque sociale de classe contre le monde de l'Autorité, ses mécanismes et ses symboles. Ces éléments et les valeurs de la lutte ont créé le terrain pour que les opprimés se mettent en rébellion, armant nos consciences, et, pour la première fois peut-être, qu'ils soit largement réapproprié par des personnes de tous âges et nationalités ; des personnes qui partagent avec les anarchistes et les anti-autoritaires les mêmes slogans contre la police, les mêmes mots, les mêmes pratiques de lutte, la même rage contre ceux qui pillent nos vies et, parfois, la même vision d'un monde de liberté, d'égalité et de solidarité.

C'est pour ce motif que la répression ne s'est pas seulement exprimée sous forme de brutalités policières, d'arrestations et d'emprisonnements de manifestants, mais aussi sous la forme d'une intense attaque idéologique lancée des deux bords du système politique. Un système qui a vu trembler ses fondations lorsque la répression sur lequel il est basé a été non seulement incapable de contenir les vagues de révolte mais, au contraire, a même été ce qui les a d'abord déclenchées. Cette attaque idéologique a d'abord ciblé les anarchistes, en tant que partie politique non intégrable des révoltés, à cause précisément de l'impact de leurs mots et actions et du danger qu'ils représentent pour l'Etat lorsqu'ils communiquent et se coordonnent avec des milliers d'opprimés.

Dans ce contexte, il y a eu un effort hystérique de diviser les révoltés entre « bons lycéens » d'un côté, « méchants anarchistes cagoulés » (koukouloforoi) et « immigrés pillards » de l'autre. Un effort qui a aussi porté sur le bon vieux mythe des provocateurs, dans le but de manipuler la colère suite à l'assassinat, de contenir l'explosion sociale, de criminaliser, d'isoler et de briser



les points de référence de cette révolte. (C'est, somme toute, la même rhétorique de répression qui a conduit au meurtre d'A. Grigoropoulos, puisque des milieux sociaux-politiques, des lieux et des gens avaient déjà été désignés comme un « ennemi intérieur » face auquel la violence de l'Etat pourrait « légitimement » s'exercer).

Dans cet effort mené par l'Etat, la stigmatisation permanente de Polytechnique était devenue une base quotidienne des discours des politiciens, tout comme elle faisait l'objet d'une campagne de diffamation des médias. Après des heures d'affrontements à Exarchia et autour de Polytechnique la nuit du 20 décembre, l'Etat, par la voix du procureur général, a menacé de faire une descente de police après avoir suspendu l'asile académique sur le campus, malgré le désaccord des autorités universitaires, afin de mater la révolte en attaquant l'un des premiers endroits d'où elle était partie. Leurs intentions ont échoué grâce au refus des occupants de céder à tout ultimatum, leur détermination à défendre ce territoire politique et social en tant que partie de la révolte, leur appel à tous de venir soutenir l'occupation et de participer au concert de solidarité avec les prisonniers du 22 décembre, qui a rassemblé des centaines de personnes à Polytechnique.

La menace d'une expulsion immédiate est redevenue forte le lendemain, 23 décembre, lorsque pendant que l'assemblée était en train de discuter de la fin de l'occupation, nous avons été informés par des personnages politiques et universitaires que le ministère de l'Intérieur et la police demandaient notre sortie immédiate du campus, sans quoi les flics allaient l'envahir. La réponse des occupants a été que l'Ecole Polytechnique n'appartient ni au ministère ni à la police ; elle appartient à ceux qui luttent et qui décideront quoi faire en se fondant uniquement sur le critère du mouvement et pas sur les chantages et les ultimatums des assassins. C'est ainsi que l'occupation de Polytechnique s'est prolongée un jour de plus et a appelé à une manifestation dans le centre d'Athènes, qui s'est déroulée en solidarité avec les arrêtés.

Aucun projet répressif et aucune attaque idéologique ne réussiront à négocier le retour à la normale et à imposer la pacification sociale et de classe. Rien n'est plus pareil ! Le dépassement

de la peur, de l'isolement et des divisions sociales dominantes a conduit des milliers de jeunes, de concert avec des femmes et des hommes de tous âges, des réfugiés et des migrants, des travailleurs et des chômeurs, à s'unir dans les rues et derrière les barricades pour combattre les tyrans de notre vie, de notre dignité et de notre liberté. C'est une réalité qui éclaire de ses flammes l'avenir de la révolte, à la fois son intensification et son approfondissement, jusqu'à la subversion absolue du monde des patrons. Parce que nous avons gueulé sur tous les tons que ces jours appartenaient à Alexis, Michalis Kaltezas, Carlo Giuliani, Christoforos Marinis, Michalis Prekas, Maria Koulouri et tous les camarades tués par les assassins d'Etat en uniforme, ces jours n'ont pas été ceux de la mort, mais de la VIE ! De la vie qui fleurit dans les luttes, sur les barricades, dans la révolte qui continue.

Mettant fin à l'occupation de Polytechnique après 18 jours, nous envoyons notre solidarité la plus chaude à tous ceux qui ont pris part à cette révolte, chacun à sa manière, pas seulement en Grèce mais aussi dans de nombreux pays d'Europe, en Amérique du Sud et du Nord, en Asie et en Australie-Nlle Zélande. A tous ceux que nous avons rencontré et avec lesquels nous allons rester ensemble, luttant pour la libération des prisonniers de cette révolte, mais aussi en la poursuivant jusqu'à la libération sociale totale. Pour un monde sans maîtres ni esclaves, sans police ni armées, sans frontières ni prisons.

Mort à l'Etat – Vive l'anarchie !
Relaxe immédiate de tous les arrêtés pendant la révolte !
La lutte continue !

Nous appelons à l'assemblée ouverte qui se tiendra à Polytechnique samedi 27 décembre à 16h, à propos de l'organisation de la solidarité avec les arrêtés, assemblée appelée par les camarades lors de l'occupation du GSEE

Polytechnique Occupée, 24 décembre 2008



Déclaration de l'Assemblée générale des travailleurs insurgés d'Athènes

depuis le bâtiment libéré de la GSEE
mercredi 17 décembre 2008

Nous déterminerons notre histoire nous-mêmes ou nous la laisserons être déterminée sans nous.

Nous, travailleurs manuels, employés, chômeurs, intérimaires et précaires, locaux ou migrants, ne sommes pas des téléspectateurs passifs. Depuis le meurtre d'Alexandros Grigoropoulos samedi soir, nous participons aux manifestations, aux affrontements avec la police, aux occupations du centre ville comme des alentours. Nous avons dû maintes et maintes fois quitter le travail et nos obligations quotidiennes pour prendre les rues avec les lycéens, les étudiants et les autres prolétaires dans la lutte.

NOUS AVONS DECIDE D'OCCUPER LE BATIMENT DE LA CONFEDERATION GENERALE DES TRAVAILLEURS EN GRECE (GSEE)

Pour le transformer en un espace de libre expression et un point de rendez-vous pour les travailleurs,

Pour dissiper les mythes encouragés par les médias sur l'absence des travailleurs dans les affrontements, selon lesquels la rage de ces derniers jours ne serait que l'œuvre de quelques 500 "cagoules" (koukoyloforon), "hooligans" ou d'autres histoires farfelues, tandis que les travailleurs sont présentés dans les journaux télévisés comme des victimes de ces affrontements, et alors que la crise capitaliste en Grèce et dans le Monde mène à des licenciements innombrables que les médias et leurs dirigeants considèrent comme un "phénomène naturel".

Pour démasquer le rôle honteux de la bureaucratie syndicale dans le travail de sape contre l'insurrection, mais aussi d'une manière générale. La Confédération générale des travailleurs en Grèce (GSEE), et l'intégralité de la machinerie syndicale qui la soutient depuis des dizaines et des dizaines d'années sape les luttes, négocie notre force de travail contre des miettes, perpétue le système d'exploitation et d'esclavage salarié. L'attitude de la GSEE mercredi dernier [jour de grève générale] parle d'elle même : la GSEE a annulé la manifestation des grévistes pourtant programmée, se rabattant précipitamment sur un bref rassemblement place Syntagma, tout en s'assurant simultanément que les participants se disperseraient très vite, de peur qu'ils ne soient infectés par le virus de l'insurrection.

Pour ouvrir cet espace pour la première fois, comme une continuation de l'ouverture sociale créée par l'insurrection elle-même, espace qui a été construit avec notre contribution mais dont nous avons été jusqu'ici exclus. Pendant toute ces années, nous avons confié notre destin à des sauveurs de toute nature, et nous avons fini par perdre notre dignité. Comme travailleurs, nous devons commencer à assumer nos responsabilités et cesser de faire reposer nos espoirs dans des leaders "sages" ou des représentants "compétents". Nous devons commencer à parler de notre propre voix, nous rencontrer, discuter, décider et agir par nous même. Contre les attaques généralisées que nous endurons, la création de collectifs de résistance "de base" est la seule solution.

Pour propager l'idée de l'auto-organisation et de la solidarité sur les lieux de travail, de la méthode des comités de luttes et des collectifs de base, abolir les bureaucraties syndicales.

Pendant toutes ces années nous avons gobé la misère, la résignation, la violence au travail. Nous nous sommes habitués à compter nos blessés et nos morts – les soi disant "accidents du travail". Nous nous sommes habitués à ignorer que les migrants, nos frères de classe, étaient tués. Nous sommes fatigués de vivre avec l'angoisse de devoir assurer notre salaire, de pouvoir payer nos impôts et de se garantir une retraite qui maintenant ressemble à un rêve lointain.

De même que nous luttons pour ne pas abandonner nos vies dans les mains des patrons et des représentants syndicaux, de même nous n'abandonnerons pas les insurgés arrêtés dans les mains de l'Etat et des mécanismes juridiques.

LIBERATION IMMEDIATE DES DETENUS !

RETRAIT DES CHARGES CONTRE LES INTERPELLES !

AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS !

GREVE GENERALE !

ASSEMBLEE GENERALE DES TRAVAILLEURS DANS LES BATIMENTS LIBERES DE LA GSEE, mercredi 17 décembre à 18 heures

*L'assemblée générale
des travailleurs insurgés*

Brève présentation des récents événements d'Athènes

vus par quelques prolétaires qui y ont participé

Samedi 6 décembre 2008, un coup de feu de la police a déclenché dans les villes de toute la Grèce les plus fortes émeutes depuis des décennies. Ce qui suit est une première –et incomplète– présentation des récentes émeutes à Athènes, qui sont toujours en cours, basée sur nos propres expériences et ce dont nous avons entendu parler. D'un côté, la férocité des émeutes et la détermination des émeutiers et des pillards et de l'autre la stratégie à venir de l'Etat demandent certainement plus de temps et d'attention pour être comprises de façon adéquates, ce que nous ne sommes honnêtement pas en mesure de faire en ce moment, parce que nous participons à plusieurs actions locales, manifs et assemblées.

Samedi 6 décembre

Vers 21h10, un garde spécial de la police shoote à mort un jeune garçon de 15 ans, Alexis-Andreas Grigoropoulos, de sang froid, dans une altercation ordinaire près de la place Exarchia. Tout de suite après, beaucoup de personnes dont de nombreux anti-autoritaires se rendent sur place pour savoir ce qui s'était passé et pour exprimer leur rage contre la police. Des centaines de policiers tentent de boucler la zone pour étouffer toute réaction, sans succès. Spontanément, les gens commencent à attaquer la police dans les rues autour de la place par tous les moyens possibles. En moins de deux heures, plus de 10 000 personnes se sont emparées des rues avoisinantes pour venir aux nouvelles et s'affronter avec la police. Quelques groupes anarchistes occupent le bâtiment historique de l'Université Technique Nationale (Ecole Polytechnique), situé quelques rues plus loin, et la Faculté d'Economie, située à un kilomètre de là, pour en faire des centres de lutte. Les gauchistes font la même chose avec la Faculté de Droit, située à moins d'un kilomètre de l'endroit où s'est produit le meurtre. Dans ce quartier, les affrontements avec la police et les attaques contre les banques et les commerces dureront jusqu'à 4h du matin, aussi tard que nous ayons pu le voir.

La nouvelle de l'assassinat se diffuse rapidement à travers les portables et internet. Résultat, environ 150 personnes qui se trouvaient déjà sur la place Monastiraki attaquent de manière spontanée et pillent presque tous les magasins de la rue Ermou, la 11ème rue la plus chics du monde. Là, beaucoup de passants se joignent à l'émeute des bars et des boîtes de nuit alentours. Dans le centre d'Athènes cette nuit-là, des personnes ont attaqué le commissariat près de l'Acropole, lui causant de gros dégâts.

Il faut noter que l'info concernant l'assassinat du jeune garçon a fait le tour de nombreuses villes (Thessalonique, Ioannina, Irakleio, Volos), où ont lieu des attaques contre des banques, des commissariats et des commerces.



Athènes, 7 décembre 2008

Dimanche 7 décembre

La Faculté de Droit occupée appelle à une manifestation à 14h devant le Musée d'Archéologie, qui est juste à côté de l'autre bâtiment historique occupé, l'Ecole Polytechnique, dans l'avenue Patission. De nombreuses personnes s'y rendent et, vers 15h30, la manifestation se dirige vers le Quartier Général de la Police d'Athènes. Nous savions déjà que la police ne nous laisserait jamais approcher de son QG, mais nous étions déterminés à nous en approcher aussi près que possible. Les destructions de banques et les jets de pierres contre les flics ont commencé dès que nous avons quitté la place. Lorsque nous avons tourné à droite sur l'avenue Alexandras, il y avait environ 4000 personnes, de tous âges. Chaque commerce ouvert a été attaqué, principalement des concessionnaires de voitures de luxe et des banques. Au début, la police est resté à bonne distance des émeutiers et évitait de se faire prendre pour cible. Lorsqu'elle s'est rapprochée, les émeutiers l'ont attaquée avec des pierres. Elle a effectué une première tentative de rompre la manif avec des gaz près de la place d'Argentine, mais sans succès. Dix minutes plus tard, à l'angle de la rue Ippokratous, elle a mené une charge furieuse avec un paquet de gaz lacrymogène qui ont fait leur effet : la manif s'est disloquée en plusieurs parties, la plus grande continuant à droite à travers Neapoli. Les attaques contre les commerces et les banques ont continué, accompagnées cette fois de destruction de voitures. Beaucoup de gens ont décidé de continuer de marcher en direction du

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE – SOLIDARITÉ INTERNATIONALE – SOLIDARITÉ

15 décembre 2008

Gand (Bel), entre 100 et 150 personnes en manif, la grande majorité masquées. Beaucoup de pétards, des slogans, tags sur le sol et des vitrines, banques attaquées, manif sauvage réunissant entre 50 et 80 personnes ; une voiture de flics essuie des projectiles, une des principales rues commerçantes de Gand est saccagée. (bijouterie, "Base shop", etc). Puis les flics essaient d'intervenir, des civils derrière, dans les petites rues, les gens se séparent... Aucune arrestation durant les actions, mais il y a des courses-poursuites et les flics continuent pendant un certain temps à chasser les manifestants dans les rues. Au final, il y aura 19 arrestations et quelques dizaines de vitrines éclatées.

Paris, manif sauvage d'une centaine de personnes dans le quartier latin. Très peu de casse (hôtel de luxe, voitures) mais chasse à l'homme des flics après dispersion forcée. Avons eu écho d'arrestations.

Buenos Aires, manifestation, rassemblement et occupation de l'ambassade de Grèce par des anarchistes.

Genève, attaque du consulat grec. fenêtres pétées et tags de solidarité.

Ancona, 100 personnes occupent le consulat grec.

Pérouse (It.), rassemblement devant le consulat grec, blocage de rues, sabotage des achats de Noël.

Madrid, lors d'une manif sauvage, attaque d'un comico et de quelques banques. 7 arrestations. En banlieue de Madrid, plus tard dans la soirée, attaques de banques.

Melbourne, manifestation en solidarité devant l'ambassade grecque.

Izmir (Turq.), nouvelle manifestation de solidarité avec les émeutiers.

14 décembre 2008

Milwaukee (E-U), lors d'un rassemblement de solidarité avec les personnes arrêtées lors de la convention républicaine, des banderoles ont été déployées en solidarité avec les incendiaires grecs.

Wrocław (Pol.), des anarchistes se sont rassemblés en solidarité avec les émeutiers.

Bilbao, rassemblement avec banderoles devant le consulat grec.

Toulouse, rassemblement de solidarité avec les émeutiers grecs malgré le harcèlement policier de la BAC et des

gendarmes mobiles.

La Corogne, rassemblement avec banderoles devant le consulat grec.

Toledo, rassemblement de solidarité avec banderoles.

13 décembre 2008

Pittsburgh (E-U), rassemblement près d'un poste de police de quartier, distribution de tracts sur la situation en Grèce et sur les méfaits des keufs à travers le monde.

Berlin, 2 banques ont été attaquées en solidarité, les fenêtres ont été brisées et des tags de solidarité ont été fait.

Munster (All.), manif sauvage en solidarité avec les émeutiers grecs et, pour fêter ça, sabotage du marché de Noël.

Nantes, des manifestants solidaires des émeutiers grecs se sont réunis devant le consulat grec avec des banderoles et tracts malgré la forte présence policière. ils ont ensuite perturbé le marché de Noël.

Genève, des anarchistes ont vandalisé et taggé le bâtiment du consulat général de Grèce.

Barcelone, manifestation de solidarité. Attaque d'un commissariat et de banques.

Stockholm, manifestation de solidarité avec banderoles.

Kiev, rassemblement d'anarchistes devant l'ambassade avec fumigènes et tags de solidarité.

Rouen, une banderole de solidarité a été déployée à 15h rue du Gros-Horloge, la principale rue commerçante du centre-ville de Rouen. On pouvait y lire : "Nous sommes partout. De Tarnac à Athènes, c'est l'insurrection qui vient".

Birmingham, rassemblement devant le consulat grec avec banderole de solidarité.

Bristol, 30 voitures de keufs attaquées au lance-pierre en solidarité avec les émeutiers grecs.

Moscou, un rassemblement interdit par la police devant l'ambassade grecque s'est quand même tenu. 8 arrestations.

Chicago, rassemblement devant le consulat grec qui succède à une assemblée populaire de 300 personnes sur les événements en Grèce.

Luxembourg, rassemblement avec banderoles devant l'ambassade grecque.

Leeds, manif de solidarité avec les émeutiers de Grèce et d'ailleurs.

QG de la Police par une rue parallèle, mais après peu de temps il est devenu clair qu'il n'y avait pas moyen d'y accéder : la petite rue perpendiculaire à l'avenue Alexandras est le lieu de la désormais fameuse photo où le flic anti-émeute brandit son arme. La tension était haute. Nous avons décidé de faire demi-tour et de retourner à la place Exarchia pour voir ce qu'on pourrait faire par la suite. Sur le chemin du retour, il y avait toujours des affrontements avec la police, mais moins intenses. Certains ont attaqué le Commissariat 5 situé non loin et les flics ont répondu avec des balles en caoutchouc.

Plus tard en soirée, les affrontements avec les flics ont repris –et dans une moindre mesure les attaques de magasin– autour de l'École Polytechnique et de la Faculté d'Économie, qui ont duré jusque tard dans la nuit.

Lundi 8 décembre

Le matin, des jeunes de plusieurs lycées se rassemblent spontanément devant le Quartier Général de la Police. Beaucoup, venus des banlieues nord, est et ouest se rendent au centre-ville en manif spontanée. Des jeunes des lycées du Pyrée (le port du sud-est de la ville) en profitent pour attaquer le commissariat, où ils renversent les voitures des flics.

A 18h, la Faculté de Droit appelle à une manifestation à Propylaia, une place centrale d'Athènes. On estime à plus de 20 000 le nombre de participants, principalement des jeunes. Beaucoup d'entre eux, environ 1500 marchaient "de ci de là" le long de la manif, défonçant des banques et détruisant les magasins de luxe du centre. Ils ont commencé à détruire ou piller les marchandises dès le début de la manif. Place Omonoia, les banques ont été détruites, tandis qu'avenue Stadiou et Filélinon, ce sont plus de la moitié des magasins qui ont été attaqués. Au début de l'avenue Piraeus, de nombreux pillages ont aussi eu lieu. Les gens marchaient lentement et personne ne tentait vraiment d'empêcher les attaques ni les pillages. Certains se sont même arrêtés et ont acclamé les jeunes assaillants. Au même moment, d'autres étaient en train d'attaquer les flics, les banques et les commerces à différents endroits de la ville tout autour de l'avenue Syggrou, la rue qui mène au sud d'Athènes. Jusqu'à présent, le montant réel des dégâts causés à la propriété privée n'a pas été estimé. Les médias parlent de 10 milliards d'euros, ce qui pourrait être vrai tant des dizaines de magasins ont été attaqués, pillés ou brûlés par des "jeunes incontrôlables", grecs et immigrés.

Bien qu'on puisse dire que les jeunes Grecs (étudiants et travailleurs précaires) aient pris l'initiative et que les immigrés aient suivis, il faut admettre qu'il est très difficile de distinguer les uns des autres dans les rues. En ce qui concerne les immigrés, les Albanais de la seconde génération ont volontiers participé aux attaques contre les flics tandis que les autres immigrés (Afghans et Africains) se sont plus concentrés sur les pillages. Les émeutes et les pillages ont concerné environ la moitié du centre-ville. Bien que la police ait procédé à plusieurs arrestations ce soir-là, il serait faux de dire qu'ils aient pu penser contrôler la situation, parce qu'il y avait énormément de gens dans les rues agissant en petits groupes de 10 ou 20 personnes.

Mardi 9 décembre

Les enseignants du primaire et du secondaire se mettent en grève aujourd'hui contre la brutalité policière. A midi, la manifestation démarre place Propylaia et se dirige vers le Parlement, mais il n'y a pas plus de 3000 participants. Après la dispersion, et bien qu'ils soient en nombre réduit, 150 jeunes lancent des molotovs, des pierres et autres objets contre la police anti-émeute.

Le Parti Communiste (KKE), effrayé par la perspective d'une émeute généralisée, montre une fois de plus sa nature contre-révolutionnaire et réactionnaire. Il déclare que les émeutiers et les pillards sont des agents secrets d'«obscurcs forces étrangères» et appelle le «mouvement populaire», un sujet imaginaire dont il serait le représentant légitime supposé, à se tenir à l'écart des combats. L'histoire se répète : cela fait 35 ans que ce parti psalmodie le même mantra, monotone et dangereux, à propos des «provocateurs» ; en 1973, ils avaient fait la même contre les étudiants et les ouvriers qui avaient occupé l'École Polytechnique, une émeute qui avait mené au renversement de la dictature. Encore une fois, ils tentent de sauver l'État et de restaurer l'ordre public.

A 15h, les funérailles du garçon décédé se déroulent dans le cimetière de Palaio Faliro, une banlieue sud d'Athènes. Plus de 5000 personnes se rassemblent pour rendre un dernier hommage à Alex et hurler une fois de plus contre ses assassins. Lors de l'enterrement, près de 200 jeunes se lancent à l'attaque de la police anti-émeute qui se tient à quelques rues de là. Cette confrontation durera plus d'une heure, au cours de laquelle des commerces et des banques furent attaqués ; des pierres furent aussi lancées contre des voitures de police. Après une bonne heure, les jeunes se sont rendus vers le commissariat de Palaio Faliro, mais la police est parvenue à les stopper juste avant. Lors de cette émeute, trois motards de la police ont tiré plus de dix fois en l'air pour «effrayer» les émeutiers.



INTERNATIONALE – SOLIDARITÉ INTERNATIONALE – SOLIDARITÉ INTERNATIONALE –

Berne, une manifestation prévue de longue date a dévié vers le consulat grec (300/400 personnes), puis dans les rues de Berne, à la gare ou de nombreux slogans ont été criés.

Skopje (Macédoine), rassemblement avec banderole devant le consulat.

Rouen, une banderole a été déployée rue du Gros-Horloge, la principale rue commerçante du centre-ville de Rouen.

12 décembre 2008

Barcelone, une quarantaine de poubelles enflammées en différents points de la ville.

Lisbonne, des banderoles ont été placées en divers endroits de la ville, ainsi que des tags de solidarité. Un grand entrepôt a été brûlé.

Grenade, occupation de solidarité du «centre des étudiants byzantins, néo-grecs et chypriotes».

Santa Cruz (E-U), 3 banques ont été attaquées en solidarité.

Vienne, 150 anarchistes manifestent en solidarité.

Trieste (It.), Manifestation et rassemblement devant le consulat grec.

Ancona (It.), occupation du consulat grec.

Grenoble, rassemblement de solidarité avec les insurgé-e-s grec-que-s, devant le consulat de Grèce, rue de la Liberté. Deux grandes banderoles, un drapeau noir et rouge, et plusieurs panneaux visibilisaient les raisons du rassemblement. Le rassemblement a réuni une centaine de personnes et s'est ébranlé en manifestation sauvage tandis que trois grosses ampoules de peinture étaient jetées sur le consulat de Grèce. Blocage de tram. Des pétards et des fusées étaient lancés ici et là, les manifestant-e-s étaient quasiment tous masqué-e-s. D'autres grosses ampoules de peinture ont été pétées, notamment sur une banque.

Cosenza (It.), rassemblement et manifestation devant le consulat grec.

Lugano (Suisse), occupation du consulat grec.

Turin, le siège du consulat grec a été occupé pendant plus d'une heure, une banderole a été déployée de ses fenêtres en solidarité.

Catanzaro (It.), manif devant le consulat grec.

Paris, plusieurs centaines de personnes devant l'ambassade. Manif sauvage sur les Champs-Élysées, quelques affronte-

ments avec les flics. Une caisse de flic défoncée. 6 arrestations pour dégradations et jets de projectiles sur les forces de l'ordre.

Olympia (E-U), une petite centaine de manifestants. Quelques banques dégradées.

Francfort, près de 200 manifestants proche du consulat grec. Barricades. Trois voitures de patrouille ont été endommagées, ainsi que la façade d'un poste de police. 8 manifestants ont été brièvement interpellés et une personne arrêtée.

Wellington (Nouvelle-Zélande), un rassemblement de solidarité à eu lieu devant l'ambassade grecque.

Pérouse (It.), manif devant le consulat.

Ixelles (Bel.), la porte de la "pastorale de la communauté grecque" de la ville est incendiée en solidarité avec les émeutiers de Grèce.

11 décembre 2008

Gênes, attaque d'un commissariat dans la vieille ville. vitres brisées, tags de solidarité.

Bruxelles, un engin incendiaire composé de deux bouteilles de gaz a détruit

une banque d'ING à Auderghem en solidarité avec les émeutiers de Grèce et du monde entier.

Londres, trop de flics pour tenir le rassemblement, les compagnons se contentent d'une banderole.

Catania (It.), occupation du consulat grec.

Florence, blocage des routes devant le consulat grec et manifestation de solidarité.

Bucarest, rassemblement devant le consulat grec. Trois arrestations (sans poursuites).

Stockholm, rassemblement de solidarité devant l'ambassade grecque.

New-York, rassemblement de solidarité avec tags et banderoles devant le consulat grec.

Moscou, environ une centaine de personnes ont manifesté fumigènes en main. Plusieurs tags de solidarité ont été faits, notamment sur le comico ou des compagnons avaient été torturés.

Izmir (Turq.), des anarchistes ont taggé les ponts sous lesquels passent quotidiennement les ferrys qui vont en Grèce.

Rosario (Arg.), divers bâtiments de

Au cours de la nuit, des fascistes ont fait leur apparition dans les rues autour de l'Ecole Polytechnique et de la Faculté d'Economie où se déroulaient de féroces affrontements avec la police. Place Victoria, des immigrés ont attaqué la police et tenté de piller trois magasins, mais des flics en civil et des citoyens ont arrêté l'un d'eux brutalement. Plus généralement, cela a été le jour où l'Etat a officiellement mis en avant les soi-disant "réflexes sociaux", encourageant la collaboration entre commerçants, fascistes, "citoyens" et la police contre les émeutiers.

Mercredi 10 décembre

C'est le jour de la grève générale décidée il y a un mois, principalement «contre le budget 2009 de l'Etat». Du fait de la poursuite des émeutes, les leaders syndicaux condamnent les violences policières, tout en séparant en même temps les «émeutiers» des «manifestants paisibles et responsables». Plus de 7000 personnes se rendent au rassemblement sur la place Syntagma. Quelques manifestants lancent des molotovs contre la police lors de cette grève générale qui a paralysé la Grèce et mis sous pression un gouvernement sénile.

De petites émeutes se déroulent avenue Panepistimiou. Après la manif, beaucoup de monde rejoint les assemblées de l'Ecole Polytechnique et de la Faculté de Droit pour discuter de ce qui se fera les jours suivants. Plus tard, il y a eu une grande assemblée du milieu anti-autoritaire à la Faculté d'Economie. Plus tôt dans la matinée, des lycéens ont attaqué le poste de police local dans la banlieue de Kaisariani. La nuit, des affrontements avec la police se produisent avenue Tritis Septemvriou, au centre d'Athènes.

Les émeutes se sont étendues à 42 préfectures de Grèce, y compris dans des villes où il n'y avait pas eu de manifestations jusqu'à présent. Leur déroulement est identique :



ce sont principalement des étudiants et des jeunes qui attaquent les commissariats, les banques, les magasins et les bâtiments d'Etat. Ils se rassemblent spontanément, après avoir communiqué entre eux par portables. Les anarchistes et les autres «politisés» ne représentent qu'une petite fraction des émeutiers et sont souvent pris au dépourvu par la férocité, la diffusion et la durée des émeutes.

C'est principalement à Athènes et Héraklion (Crète) qu'une grande partie des émeutiers sont des immigrés. Cette émeute peut donc parfaitement se nommer une émeute internationale, la première du genre en Grèce. Contre cette situation complètement nouvelle, les médias ont tenté de changer leur propagande en parlant de «manifestants grecs» et de «pillards étrangers», en une tentative de raviver le racisme. Jusqu'à présent, près de la moitié des arrêtés à Athènes sont des immigrés et l'accusation principale retenue contre eux est «pillage». La très grande majorité des arrêtés à travers le pays sont des jeunes.

Jeudi, 11 décembre

Les lycéens ont déserté un peu partout leur bahut et se sont rassemblés devant tous les commissariats d'Athènes. Certains ont été attaqués avec des containers et des pierres tandis que la police tirait des gaz lacrymogène et parfois aussi... des pierres. En tout, 35 commissariats ont été bloqués à Athènes et à certains endroits d'autres gens y ont participé, généralement des parents. L'entrée de la prison de Korydallos a aussi été attaquée par des étudiants. Les médias ont déclaré que 4500 cartouches de gaz avaient été utilisées ces cinq derniers jours par la police. Ils sont à court de lacrymogène et pensent en importer d'Israël !

Dans la matinée, un groupe de libertaires a occupé la mairie dans la banlieue sud d'Athènes. De nombreux voisins ont participé à l'assemblée du soir et les travailleurs municipaux qui soutiennent l'occupation ont publié un communiqué. L'Hôtel de Ville a par la suite été utilisé comme un point de rassemblement et un centre de contre-information.

Des assemblées ont eu lieu dans beaucoup d'universités et les occupations s'étendent. Des militants de l'organisation étudiante du Parti Communiste (PKS) ont tenté de bloquer ces assemblées pour éviter l'occupation (Université Panteion, Ecole de Philosophie de l'Université d'Athènes). Leurs tentatives ont échoué vu que les occupations se sont développées à travers Athènes et toute la Grèce.

En début de soirée, il y a eu une grande manifestation (peut-être 5000 personnes) dans le centre d'Athènes, appelée par une assemblée de syndicalistes principalement gauchistes, qui se réunissaient à la Faculté de Droit occupée. A la fin de la manif ont éclaté des affrontements avec la police dans le centre-ville et autour de la Faculté de Droit. Ils ont duré plusieurs heures.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE – SOLIDARITÉ INTERNATIONALE – SOLIDARITÉ

representation grecs ont été taggés et attaqués à la peinture rouge.

Melbourne, des anarchistes ont vandalisé l'ambassade grecque. Ils ont par ailleurs remplacé le drapeau grec par un drapeau noir.

Bordeaux, deux véhicules sont incendiés devant le consulat grec. La porte du consulat, vide au moment de l'incendie, à 3h15, a été endommagée et huit personnes résidant dans l'immeuble ont été évacuées mais ne sont pas blessées. Des tags « *soutien aux incendies en Grèce* » et « *insurrection à venir* » ont aussi été retrouvés sur une porte de garage voisine de même que celle « *insurrection partout* » en face du consulat.

10 décembre 2008

Madrid, l'agence de voyage "greco-tours" a été saccagée, des tags précisaient "Etat grec assassin".

Mexico, attaque à l'explosif contre un poste central de la police. Revendiquée par "des anarchistes individualistes contre l'ordre établi" et en solidarité avec les émeutiers grecs.

Bratislava (Slovaquie), Rassemblement de solidarité devant l'ambassade grecque.

Cologne, environ 250 personnes ont manifesté dans les rues en terminant par le consulat grec. Quelques degra-

dations.

Bristol, des fusées ont été tirées contre un commissariat et contre des voitures de flics (sept d'entre elles mises hors d'état de nuire) en solidarité avec les émeutiers grecs.

Séville, manifestation en solidarité avec les émeutiers grecs.

Moscou, un molotov est lancé contre le consulat de Grèce.

Grenoble, le consulat de Grèce a été fermé à la suite d'un rassemblement d'une quinzaine de personnes devant le bâtiment où ont été inscrits des tags en solidarité.

Santiago du Chili, Des anarchistes se sont rassemblés devant l'ambassade grecque en solidarité avec les incendiaires.

Poznan (Pol.), un rassemblement de solidarité devant l'ambassade grecque a eu lieu. Diverses banderoles ont été posées dans la ville.

Sofia, des manifestants se sont rassemblés devant l'ambassade de Grèce en signe de protestation.

Bordeaux, Une quinzaine de personnes se sont rassemblées le matin devant le consulat où ont également été bombés des tags de solidarité.

Barcelone, rassemblement de 200

personnes, quasiment toutes contrôlées par la police. Quelques banderoles déployées. Manif sauvage, le cortège grossit jusqu'à environ 800 personnes, des vitrines et du mobilier urbain sont attaqués. Après dispersion, divers petits groupes sont harcelés par des flics en fourgon et à moto. Quelques charges et deux arrestations.

Grenade, rassemblement de solidarité.

Burgos, quelques rassemblements également.

Séville, manifestations de solidarité.

Nantes, les lycéens en solidarité avec les insurgés Grecs ont évoqué l'invasion du consulat. Mais les keufs ont empêché l'accès.

Turin, rassemblement et banderoles devant le consulat taggé pour l'occasion.

Milan, une vingtaine de personnes ont attaqué le consulat grec et déployé une banderole sur laquelle était écrit "Le feu de Grèce réchauffe notre hiver".

New-York, le consulat grec a été vandalisé et taggé en solidarité.

Madrid, rassemblement devant l'ambassade grecque.

Madrid toujours, environ 300 personnes parties en manif sauvage attaquent un commissariat de la police municipale

ainsi que des banques, des magasins et des pubs. Des barricades enflammées sont formées. Il y aura 9 interpellations et un nombre indéterminé de policiers ont été blessés. D'autres échauffourées ont éclaté vers Lavapiés.

Naples, une cinquantaine d'étudiants ont manifesté devant le consulat de Grèce.

Copenhague, 300 manifestants interdits de manif ont parcouru le centre ville mais les policiers les ont attaqués à coups de matraque et en lâchant les chiens. 63 arrestations ont eu lieu. Un fourgon de keuf a roulé sur la jambe d'un manifestant, un autre a renversé un cycliste

Venise, Plusieurs dizaines de personnes ont occupé brièvement l'Institut hellénique de Venise en solidarité.

Rome et Bologne, 5 policiers et un soldat italiens ont été légèrement blessés lors d'affrontements avec des manifestants. A Rome les manifestants ont lancé des fumigènes et de la peinture rouge sang sur un bâtiment de l'ambassade de Grèce.

Florence, un peu moins d'une centaine de personnes rassemblées en solidarité devant le consulat grec.

Paris, une petite centaine de manifestants se sont rassemblés devant



Saccage de banque à Athènes, 8 décembre 2008

A Komotini, une ville au nord-est près de la Turquie, une manifestation d'étudiants a été attaquée et pourchassée jusque dans l'université par de nombreux fascistes et des loubards de la droite dure qui infestent la région pour protéger... la sécurité nationale.

Il règne un sentiment général d'hostilité contre les flics et un ras-le-bol d'ensemble. La brutalité policière qui a augmenté après les Jeux Olympiques de 2004, de faibles salaires et de dures conditions d'exploitation, des lycéens surmenés et sous pression, le mécontentement étudiant d'une vie toujours plus caractérisée par la peur et l'insécurité, la corruption du gouvernement et les hauts responsables de l'Eglise, la surexploitation des immigrés et une société où les divisions de classes se creusent : c'est le mélange explosif où le meurtre d'un môme n'a été que l'étincelle.

La publication d'extraits de la déposition du flic qui a tué le jeune a soulevé l'indignation générale. Il y accuse le lycéen d'avoir eu «un comportement déviant» parce qu'il «avait été renvoyé de l'école privée où il étudiait» (ce qui du reste est faux). Son avocat, une célébrité de la télévision, a fait une déclaration encore plus provocatrice : «C'est uniquement à la Justice grecque de se prononcer pour décider si ce jeune homme a été tué avec raison, ou pas». Le rapport balistique est attendu aujourd'hui. Des «fuites» parues précédemment dans les médias suggèrent que le rapport dira qu'Alexandros a été tué par ricochet et non pas par un tir direct (ce qui est contraire à ce que disent tous les témoins oculaires). Quoi qu'il en soit, c'est la rue qui répond à de telles provocations. De nouveaux slogans sont imaginés tous les jours : «Nous n'avons pas lancé de pierres, elles ont ricoché», «le mieux qu'il puisse arriver à l'avocat c'est d'être tué par ricochet».

Vendredi 12 décembre

700 lycéens et 100 universités sont occupés et leur nombre ne cesse d'augmenter. Une grande manifestation (plus de 10 000 personnes) a été organisée à Athènes. Les lycéens et les autres ont attaqué la police et plusieurs banques ont été défoncées. Lors de la manif, près de 200 anarchistes ont saccagé les bureaux de l'avocat du flic. La police anti-émeute a arrêté de nombreux lycéens (certains sont âgés de 13-14 ans).

Samedi 13 décembre

Un sit-in est organisé place Syntagma à midi par la coordination des étudiants des universités occupées et par les groupes politiques. Plus de 1000 personnes de tous âges y participent : des étudiants, des lycéens aussi bien que des travailleurs. Le sit-in devait durer jusqu'au bout de la nuit. Après minuit, la police attaque le rassemblement pacifique avec des lacrymogènes et disperse la foule. Des manifestations étaient aussi organisées dans les banlieues d'Athènes : Nea Smirni, Peristeri, Zografou.

Le soir, le Ministère de l'Environnement et des Travaux Publics, rue Patission, est attaqué par une foule de 200 personnes. Vers 21h, un millier de personnes se rassemblent à Exarchia pour protester contre le meurtre d'Alexis-Andreas Grigoropoulos près de l'endroit où il a été assassiné. Certains attaquent le poste de police local pendant que d'autres affrontent la police anti-émeute. Il y a eu une autre manifestation passant par Monastiraki et Gazi, des quartiers où beaucoup de gens vont en boîte de nuit le samedi soir. La manif a été attaquée par la police et quelques personnes ont tenté de continuer. Ils ont reflué vers Exarchia, mais les attaques de la police ont forcé les gens à se disperser dans plusieurs directions. Une grande partie de la foule a été repoussée aux abords de l'Ecole Polytechnique. Les émeutes ont continué toute la nuit dans les rues aux alentours de cette Université.

Ceux qui avaient réussi à poursuivre la manifestation ont traversé Monastiraki, Thisseio et Gazi puis ont essayé de rejoindre le centre en marchant rue Piraus. Des banques et des caméras de vidéosurveillance ont été attaquées par les manifestants. La police a de nouveau chargé vers la place Omonia et il y a eu près de 50 arrestations. Les arrêtés ont été relâchés sans inculpation.

Ce même jour, plusieurs banques ont été attaquées partout dans Athènes.

Qu'est-ce qui se passe ? Qui sait ? Une chose est sûre : l'émeute continue !

TPTG (Ta Paidia tis Galarias),
14 décembre 2008

[Une chronologie plus complète pour toute la Grèce, et cette fois d'un point de vue anarchiste, est disponible en anglais sur directactiongr.blogspot.com]

INTERNATIONALE – SOLIDARITÉ INTERNATIONALE – SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

l'ambassade grecque : Quelques bombages et plusieurs banderoles dont une sur laquelle était inscrit : "Novembre 2005 - Décembre 2008. L'incendie se propage..."

Toledo (Esp.), une vingtaine de personnes rassemblées avec banderoles.

Strasbourg, une banderole a été déployée en soutien aux émeutiers lors d'un rassemblement devant l'ambassade grecque de Strasbourg.

Istanbul, des anarchistes ont attaqué l'ambassade grecque à la peinture rouge, avec une banderole.

Bruxelles, rassemblement de solidarité avec la révolte en Grèce devant une permanence grecque (Monimi Elliniki Antiproswpeia) dans le quartier européen dans le centre de Bruxelles. Ça s'est déroulé tranquillement, un drapeau grec a été incendié. Quand une dizaine de personnes habillées en noir sont parties en groupe pour rentrer, une équipe de police anti-émeute a fait une charge contre le groupe, qui s'est mis à courir. Une course-poursuite s'est enchaînée, la police sort la matraque, les coups s'ensuivent. Tout le monde a été arrêté, identifié (fouille, photos,) et ensuite relâché.

San Francisco, le Friendly Fire Collective a collé nombre d'affiches sur les

murs de la ville.

St-Gilles (Bel.), le feu est mis à un véhicule de police devant le commissariat, sous les yeux des flics.

9 décembre 2008

Lisbonne, un groupe de dix personnes ont taggé et posé des banderoles en solidarité en plusieurs points de la ville.

Berne, environ 70 personnes se sont rassemblées devant le consulat de Grèce et sont ensuite parties en manif sauvage.

Bruxelles, le siège du syndicat des keufs (vsoa) a été attaqué. Toute les vitres sont tombées.

Berlin, plusieurs dégradations ont été commises (voitures de flics, poubelles...) en solidarité. La police a ouvert une enquête.

Dublin, Rassemblement devant l'ambassade grecque.

Varsovie, des anarchistes ont organisé des rassemblements de solidarité aux ambassades grecques et françaises. La première a eut lieu devant l'ambassade grecque. Les anarchistes ont exprimé leur soutien aux émeutiers grecs. Ils ont entonné quelques slogans « Meurtriers », « Voici le visage de la « démocratie » », « La solidarité est notre arme », « Bourgeoisie, ta fin est proche

» et « Pas de justice, pas de paix ». Un peu plus tard, la manifestation s'est déplacée vers le bâtiment de l'ambassade de France. En passant devant le parlement, juste à coté de l'ambassade, une sirène s'est faite entendre et les anarchistes ont crié « Regardez ! Les anarchistes arrivent ! ». A l'ambassade de France, les manifestants ont exprimé leur solidarité envers les 9 de Tarnac.

Constance (All.), une action de solidarité s'est déroulée au marché de Noël où un discours et des informations sur la répression en Grèce ont été prononcés, des tracts ont été distribués. La police a arrêté 4 personnes.

Paris, nouveau rassemblement d'étudiants grecs devant l'ambassade grecque.

La Haye, 200 personnes se sont rassemblées ce soir et ont marché vers l'ambassade grecque où elles ont été stoppées par la police anti-émeute, aucune arrestation. Dans une manifestation séparée dans le village universitaire de Nimjegen ont protesté dans le centre ville et avant le quartier général de la police locale.

8 décembre 2008

Lisbonne, Deux grandes poubelles ont été enflammées à coté d'un bâtiment du service des frontières pour que les

flammes ne brûlent pas qu'en Grèce.

Berlin, manifestation et occupation de l'ambassade grecque.

Hambourg, environ 200 personnes ont participé à une manifestation de solidarité.

Lyon, lors d'une manifestation de lycéen-ne-s, une banderole ("Vive le feu ! Solidarité avec les émeutier-e-s grecques !") est déployée.

Paris, rassemblement devant l'ambassade grecque.

Londres des anarchistes grecs appellent à une manifestation à Hyde Park Corner (Marble Arch) à 9h30. L'ambassade grecque est occupée.

Édimbourg, rassemblement de solidarité à 13h au consulat grec.

Vienne, Manifestation de solidarité.

Nicosie (Chypre), une manifestation de solidarité s'est déroulée dans la ville, quelques personnes ont été arrêtées.

7 décembre 2008

Berlin, une action de solidarité organisée par des groupes autonomes a rassemblé près de 300 personnes.

Zagreb, des anarchistes ont organisé une action de solidarité à l'ambassade grecque.

Une première mise à jour sur le récent soulèvement à Thessalonique

Cette brève présentation ne peut pas répondre au besoin d'une considération en profondeur des soulèvements récents en Grèce. C'est juste une première tentative pour informer les camarades et les prolétaires plus largement, à propos des événements en cours, du point de vue des participants. Ceci est une mise à jour des événements tels que nous les avons vécus (ou la plupart d'entre eux), à Thessalonique.

Samedi 6 décembre

Immédiatement après que le jeune Alexis-Andreas Grigoropoulos, âgé de 15 ans, ait été assassiné par un agent spécial de la police à Athènes, 200-300 personnes, principalement des anarchistes et des étudiants gauchistes, se réunirent à l'École Polytechnique de l'Université Aristote de Thessalonique (AUTH), qui se trouve près du centre commercial et culturel de la ville. Une manifestation spontanée se dirigea vers le commissariat de la place Aristote (la place la plus touristique de la ville), où eurent lieu des combats avec la police. Au même moment, il y avait des gens qui affrontaient la police anti-émeute avec des pierres et des cocktails Molotov autour de la place Syntrivani, près de l'AUTH. Les affrontements avec les flics ont duré toute la nuit.

Dimanche 7 décembre

Une manifestation est partie de la place Kamara (située dans le quartier étudiant près de l'AUTH) à midi. 1 500 à 2 000 personnes (lycéens et étudiants, anarchistes et gauchistes) défilèrent dans les rues commerciales du centre-ville (Egnatia, Agias Sofia, Tsimiski), détruisant quelques banques et vitrines, jusqu'au commissariat de la place Aristote. Là, beaucoup de manifestants attaquèrent la police avec des pierres et quelques cocktails Molotov. Un flic prit feu. La police répliqua avec des lacrymos. La manifestation se prolongea jusqu'à la rue Ermou et ensuite à travers Venizelou vers le ministère de Macédoine et de Thrace. Beaucoup de magasins et l'Hôtel de Ville, furent détruits rue Venizelou. Après avoir atteint le ministère, la manif se dirigea vers le commissariat Ano Poli par la rue Agiou Dimitriou, où la police anti-émeute fut à nouveau attaquée. En se dirigeant vers la place Kamara, des jeunes pillèrent un supermarché. Pendant que la manif se terminait, quelques lycéens tentèrent de piller une librairie et de nouveaux affrontements avec la police commencèrent. Plus tard dans la soirée, l'École supérieure d'Art dramatique et les bureaux du Barreau de Thessalonique furent occupés, le premier

par des étudiants et des anarchistes et le second principalement par des étudiants gauchistes. Ces deux endroits, situés dans le centre-ville, seront utilisés comme point de ralliement pour les participants des manifs. Durant la nuit, il y eut des affrontements avec la police devant l'AUTH. Un émeutier fut blessé par une balle en caoutchouc de la police. La même nuit, le commissariat du quartier-est de Toumpa, l'Hôtel de Ville du quartier d'Agios Pavlos et les bureaux du parti *Nouvelle Démocratie* (le parti du gouvernement en Grèce) furent attaqués dans le quartier des 40 Ekklesies.

Lundi 8 décembre

A 10h, 400 lycéens manifestèrent dans le quartier de Toumpa et attaquèrent une fois encore le commissariat. Il y eut aussi des blocages de routes dans d'autres quartiers de la ville. Pendant ce temps, 1 500 lycéens érigèrent des barricades et affrontèrent la police anti-émeute dans les rues Slovou et Ethnikis Amynis et place Navarinou, le quartier étudiant du centre-ville. Des magasins des rues Tsimiski et Vinizelou furent aussi attaqués. Neuf facultés étaient occupées par des étudiants. Le même matin, le commissariat du quartier-ouest de Sykies fut aussi attaqué. Il y avait un appel à manifester à 18h30, place Kamara. 6 000 personnes défilèrent dans le centre-ville. Il y avait des lycéens et des étudiants, quelques jeunes immigrants, des délinquants, quelques ouvriers, des anarchistes et des gauchistes. Un grand nombre de banques et de magasins (téléphones portables, électronique, fringues, fast-food et bijouteries) furent détruits, principalement rue Tsimiski, la rue la plus commerçante de la ville, et rue Venizelou. Certains furent aussi pillés. Il y eut des affrontements avec les flics en face du ministère de Macédoine et Thrace. Les flics nous étouffèrent avec des lacrymos. Les combats avec les flics continuèrent autour de l'AUTH pendant la nuit.

Mardi 9 décembre

C'était le jour des obsèques d'Alexis à Palaio Faliro, à Athènes. Les enseignants du primaire et du secondaire étaient en grève et il y eut un débrayage l'après-midi de tous les travailleurs du secteur public. Une manifestation est partie de la place Kamara à midi. 4 000 personnes ont défilé vers le ministère de Macédoine et de Thrace, où il y eut quelques heurts avec la police. Pendant la nuit, il y eut quelques combats entre les jeunes et la police anti-émeute dans le secteur de l'université. Nous devons signaler que plusieurs secteurs de l'université furent pillés par des lycéens venant de différentes banlieues ces jours derniers jours. La même nuit, les fascistes apparurent près de l'uni-

versité. La même chose est survenue dans de nombreuses villes de la Grèce, spécialement à Patras, ce qui est la preuve que cela avait été organisé par le gouvernement. Dans certains cas, comme à Larisa, les fascistes attaquèrent les émeutiers de concert avec des flics en civil et des "propriétaires de magasins en colère".

Mercredi 10 décembre

C'est un jour de grève générale, décrétée longtemps auparavant par la Confédération Générale du Travail de Grèce (GSEE) et la Confédération des travailleurs du service public (ADEDY) contre le budget 2009. Du fait des émeutes en cours, les leaders syndicaux annoncèrent le mardi qu'ils annuleraient les manifestations prévues. A Thessalonique, les branches locales de la GSEE et l'ADEDY tentèrent de confiner les grévistes dans un rassemblement pacifique en face de la Bourse du travail. Les lycéens et les étudiants se montrèrent alors déterminés à emmener les grévistes en manif et ils y réussirent. 4 000 étudiants et travailleurs défilèrent vers le ministère de Macédoine et Thrace. Là, quelques lycéens attaquèrent les flics qui répliquèrent avec des lacrymos. Les combats continuèrent une demi-heure dans une zone de 500 mètres entre le ministère et la Bourse du travail. Quelques jeunes combattirent la police, mais de nombreux travailleurs et étudiants les soutenaient en restant sur place et en insultant les flics. Finalement, les flics furent contraints de battre en retraite. Après ça, 500 personnes bloquèrent la rue Egnatia, une avenue principale du centre-ville, pour plus d'une heure. Dans la soirée, des lycéens affrontèrent la police anti-émeute pendant un moment, sur la rue Ethnikis Amynis. Le même soir, l'occupation des bureaux du Barreau de Thessalonique prit fin.

Jeudi 11 décembre

Tôt dans l'après midi, 80 anarchistes ont attaqué les bureaux du journal local *Makedonia*, rue Monastiriou. L'occupation de l'École d'Art dramatique a appelé à une manifestation à 17h place Kamara. 2 000 personnes, principalement des étudiants et des anarchistes, et quelques lycées défilèrent pacifiquement vers les quartiers est de la ville, désertiques. Il n'y eut pas d'affrontement ce jour-là, pour autant que nous le sachions.

Des camarades de *Blaumachen*

[Trouvé sur <http://dndf.org>]

Tirer dans la chair est le point culminant de l'oppression sociale

Toutes les pierres arrachées des trottoirs et jetées sur les boucliers des flics ou sur les vitrines des temples de la marchandise ; toutes les bouteilles enflammées gravitant sous le firmament ; toutes les barricades érigées dans les avenues, séparant nos espaces des leurs ; tous les containers plein des déchets d'une société consumériste que les flammes de l'émeute transforment, d'un rien en un quelque chose ; tous les poings dressés à la lune ; ce sont les armes qui donnent un corps et un vrai pouvoir, non seulement à la résistance, mais aussi à la liberté. C'est ce sentiment de liberté qui, seul, mérite qu'on parie sur de tels moments : le sentiment des matins oubliés de notre enfance, lorsque tout peut arriver, parce que c'est nous, comme êtres humains créatifs, qui nous sommes réveillés, et non les futures machines-hommes productives du subordonné, du stagiaire, du travailleur aliéné, du propriétaire privé, du père de famille. C'est le sentiment de se confronter aux ennemis de la liberté – de ne plus les craindre.

Ainsi, celui qui veut continuer à penser à ses propres affaires, comme si rien ne se passait, comme si rien ne s'était jamais passé, a de sérieuses raisons de s'inquiéter. Le spectre de la liberté vient toujours le couteau entre les dents, avec l'envie violente de rompre toutes les chaînes qui réduisent sa vie à une misérable répétition, permettant aux rapports sociaux dominants de se reproduire. Depuis samedi 6 décembre, aucune ville dans ce pays ne fonctionne normalement : pas de thérapie par l'achat, pas de routes dégagées pour rejoindre nos lieux de travail, pas de nouvelles des prochaines initiatives du gouvernement pour le rétablissement, pas de va-et-vient insouciant entre des émissions de télé sur la façon de vivre, pas de conduites nocturnes autour de Syntagma, et ainsi de suite. Ces nuits et ces jours n'appartiennent pas aux boutiquiers, aux commentateurs télé, aux ministres et aux flics. Ces nuits et ces jours appartiennent à Alexis !

En tant que surréalistes, nous sommes sortis dans les rues dès le premier moment, ensemble, avec des milliers de rebelles et d'autres gens exprimant leur solidarité, parce que le surréalisme est né du souffle de la rue et n'a pas l'intention de le lâcher. Après cette résistance massive aux assassins d'État, le souffle de la rue est encore plus chaud, encore plus accueillant et encore plus créatif. Proposer une direction à ce mouvement ne nous correspond pas. Toutefois, nous assumons toute la responsabilité de la lutte commune, parce que c'est une lutte pour la liberté. Sans être obligés d'approuver chaque expression d'un mouvement aussi massif, sans être partisans de la colère aveugle ou de la violence pour elle-même, nous considérons que l'existence de ce phénomène est juste.

Ne laissons pas ce souffle flamboyant de poésie s'éteindre ou mourir !
Convertissons le en une certaine utopie : la transformation du monde et de la vie !
Pas de paix avec les flics et leurs patrons !
Tout le monde dans la rue !
Qui ne peut comprendre la rage se taise !

Groupe surréaliste d'Athènes, décembre 2008



Manif devant l'Ambassade grecque, Paris 10 décembre 2008

**Des banlieues parisiennes...
jusqu'aux frontières sanglantes de l'Europe...
Du centre d'Athènes...
jusqu'aux centres de rétention pour immigrés...
...Les flics restent toujours les mêmes !
Assassins, l'instrument exécutif de la démocratie.**

Le soir du samedi 6 décembre 2008, dans le quartier d'Exarchia, au centre d'Athènes, un flic –après une dispute orale– a tiré et tué un jeune homme de 15 ans, Alexandros Grigoropoulos. Alexandros a reçu une balle en plein cœur et est décédé avant même d'arriver à l'hôpital.

Exarchia est un endroit fréquenté par des jeunes, des élèves, des étudiants, des artistes, des gauchistes, des anarchistes et des anti-autoritaires. Il s'agit d'un quartier historique en ce qui concerne les luttes sociales.

Pendant la nuit, des émeutes, des occupations de facultés universitaires et des protestations spontanées ont eu lieu à Athènes mais aussi dans presque toutes les grandes villes de la Grèce comme un indice minimum de haine. Dimanche matin, la manif organisée contre la brutalité de la police a provoqué de nouveaux conflits. La brutalité de l'état policier continue sans cesse en frappant sauvagement les manifestants.

Les cibles des manifestants : des commissariats de police, des ministres, des bâtiments d'état, des banques, des sociétés multinationales. Symboles d'oppression qui ont trouvé le destin qu'ils méritent : du feu.

Nous avons la rage. La haine que partagent les exploités. Une haine qui –comme l'oppression– ne connaît pas de frontières.

POLICE PARTOUT, JUSTICE NULLE PART
ΤΟ ΑΙΜΑ ΚΥΛΑΕΙ, ΕΚΔΙΚΗΣΗ ΖΗΤΑΕΙ.

A.G.I.R
(Anarchistes Grecs Installés à Paris)



Incendie devant le Consulat grec, Bordeaux 11 décembre 2008

UN ÉTÉ CHAUD... DE RÉVOLTE

ALORS QUE BEAUCOUP ESSAIENT DE SAVOURER LEURS VACANCES, la température dans les cellules de la démocratie belge n'est pas descendue. Depuis plus de deux ans, des prisonniers cassent la routine de la machine à enfermer par des révoltes collectives et individuelles, des occupations, des évasions... Les derniers événements en disent long. Début juillet, une mutinerie éclate dans le centre fermé de Steenokkerzeel, un de ces authentiques camps où l'Etat déporte les indésirables. L'Unité d'Intervention Spéciale de la police bande les yeux à cinq prisonniers récalcitrants et les dispersent vers d'autres centres. Mi-juillet, deux prisonniers montent sur le toit du centre fermé de Merksplas pour dénoncer leurs conditions de détention. Pour soutenir ce geste, deux ailes du centre se mutinent. Deux charges de police ont été nécessaires pour mater la révolte. Dans la nuit qui suit, un prisonnier à Turnhout met le feu à sa cellule, ce qui cause des dégâts dans tout le couloir. Cinq jours plus tard, deux jeunes prisonniers séquestrent une matonne à la prison de Louvain. Ils exigent la liberté. Puis ils la relâchent avant de se barricader dans la bibliothèque et d'y foutre le feu. Comme à Merksplas, seul l'assaut de l'Unité d'Intervention Spéciale permet de rétablir l'ordre. Les deux jeunes sont placés en isolement dans l'autre prison de Louvain. Le dernier jour de juillet, quelques prisonniers de la taule de Merksplas refusent de réintégrer leurs cellules. Ils s'arment de couteaux et de bâtons et se barricadent dans une aile, puis commencent à détruire l'infrastructure tant haïe et réduisent en cendres une aile entière. Ce n'est que dans la nuit que l'Unité d'Intervention Spéciale réussit à les maîtriser et que la police anti-émeute rétablit l'ordre.

Face à une telle vague de violence libératrice, l'Etat serre les lèvres alors que ses laquais journalistes entament une énième séance d'endoctrinement. Les prisonniers révoltés et les rebelles deviennent alors des preneurs d'otage, des manipulateurs, des ultra-violents, des fous et, pourquoi pas, des terroristes. Malgré l'intensité de l'aliénation et de l'exploitation qui trouble nos capacités de réfléchir, quelques questions suffisent pour comprendre comment tout cela fonctionne.

Qui sont les preneurs d'otage?

Prise d'otage d'une gardienne : tel fut le titre des journaux à propos de l'action des deux prisonniers à Louvain. Mais qu'est-ce que la prison, sinon la prise d'otage permanente de milliers de personnes par l'Etat ? Que sont les juges, sinon les responsables de cette prise d'otage quotidienne ?

Que sont d'autre les matons que des preneurs d'otages qui perçoivent de l'argent sale – un salaire à l'odeur de sang – de leur maître ? Cet énorme preneur d'otage qu'est l'Etat exige des séquestrés et du reste de la population une chose très simple : accepte ta place à l'intérieur du système. Accepte le fait de devoir toujours travailler pour rendre les riches encore plus riches, accepte la misère et la soumission comme ta destinée. Accepte que dans la vie, il y ait des gagnants et des perdants. Les gagnants, ce sont ceux qui se font de l'argent sur notre dos sous la protection de la loi et de la police. Les perdants, ce sont nous que le système essaye de forcer à accepter ce monde. Et nous resterons toujours des perdants tant que nous ne nous révolterons pas. Comme tout prisonnier le sait trop bien, la seule manière de rester debout et de conserver sa dignité derrière les murs gris de la démocratie, c'est de s'affronter en permanence avec les autorités pénitentiaires – avec les mille et une façons que la révolte nous fournit.

Qui sont les fous?

Les rebelles qui sont montés sur le toit du camp de déportation de Merksplas et les rebelles internés qui ont livré toute une aile de la prison au feu libérateur, ont été dépeints comme des « fous ». Mais les « illuminés » ne seraient-ils pas justement ceux qui essaient de nous vendre une vie ennuyeuse de routine et de télévision ? Ne seraient-ils pas ceux qui détruisent tout notre environnement avec leurs immeubles de bureaux, leurs TGV, leurs centrales nucléaires, leurs complexes immobiliers invivables ? Les « illuminés » ne seraient-ils pas ceux qui nous exposent quotidiennement aux radiations nocives des antennes de portables et des connections sans fil, à l'émission toxique de leurs usi-

nes chimiques ? Mais leur « folie » n'est pas aveugle, elle est bien rationnelle : la planification réfléchie et déterminée d'un projet de mort pour se faire toujours plus de fric.

Qui sont les manipulateurs ?

La nouvelle astuce des hommes de pouvoir est de qualifier de « chantage » le conflit social qui se joue dans les différentes formes de prisons et dans la rue. Un conflit à l'intérieur duquel les rebelles ne se laissent pas imposer les règles démocratiques qui servent justement à maintenir l'ordre existant, c'est donc du « chantage ». Les occupations de plusieurs grues sur des chantiers à Bruxelles pour dénoncer la machine à expulser, selon ces messieurs les politiciens, ce n'est tout simplement que du « chantage ». La lutte sociale ne sera jamais du chantage ou du terrorisme, les vrais manipulateurs et les vrais terroristes se trouvent ailleurs. Ce sont les banques qui nous pompent par des prêts dont on a besoin pour survivre dans la jungle capitaliste. Ce sont les patrons qui nous menacent de licenciement quand nous n'acceptons pas leur tyrannie. C'est l'Etat qui fait planer la menace de condamnation et d'emprisonnement lorsque nous ne nous plions pas à sa soif de domination. Les puissants de ce monde savent parfaitement que lorsque ce chantage est dépassé par ceux qui ne supportent plus cette misère, il y a quelque chose de très important en jeu. C'est lors de tels moments que nous retrouvons notre force potentielle. Ce n'est que par la lutte sociale et la révolte que le mirage de ce monde perd de son enchantement.

Qui sont les violents ?

Chaque année, plus de 200 personnes meurent dans des accidents de travail en Belgique. Chaque année, des dizaines de prisonniers meurent derrière les barreaux ou lors d'une expulsion. Chaque année, des dizaines de personnes sont abattues par la police, comme ça s'est passé dernièrement à Charleroi lorsque, pour la troisième fois en moins d'un an, un voleur de voiture a été exécuté de plusieurs balles dans la tête. La violence quotidienne de l'Etat, de l'autorité et du capitalisme ne connaît aucune limite. Aussi, quand ils qualifient notre révolte de « violente », nous ne pouvons que rire. Quand ils affirment que la lutte sociale est du terrorisme, nous comprenons clairement qu'ils tentent par là même de faire passer le seul terrorisme qui existe – c'est-à-dire celui de ce système et sa terreur du fric, de la prison, de la police, des frontières, de l'internement, de la misère... – comme le meilleur des mondes. Bien peu croient encore que l'on peut changer les choses en allant mendier auprès des politiciens, en votant, en présentant respectueusement des revendications ou en déposant des pétitions. Tout le monde sait que la lutte sociale cherche son propre chemin et qu'elle ne devient nôtre que lorsque c'est nous-mêmes qui décidons. En nous organisant indépendamment des syndicats, des partis et des institutions ; en choisissant nous-mêmes comment frapper l'ennemi, au-delà des catégories « légales » ou « illégales ». Face à la violence du système, nous envisageons la révolte sous toutes ses formes. Aussi, ça nous réjouit quand des prisonniers mettent le feu à leurs cellules, quand ils scient leurs barreaux pour se faire la belle, quand ils refusent de continuer de dire « Merci chef » à l'uniforme qui leur ferme la porte chaque jour.

Il s'agit de refuser partout où c'est possible le chantage du système et de combattre le terrorisme d'Etat basé sur la domination et l'exploitation. Pour qu'aucune révolte ne reste isolée derrière les murs des prisons, derrière les barbelés d'un centre fermé, à l'intérieur de l'enceinte d'une usine en grève, d'un quartier en émeute, du haut de la cabine d'une grue !

Solidarité avec la lutte contre toutes les prisons et les camps de déportation !

Liberté pour tous et toutes !

Aucun mur ne sera trop haut pour la rébellion, aucun ennemi ne sera trop bien protégé contre la révolte !

[Texte diffusé sous forme de tract en différents endroits de Bruxelles début août 2008]

Pourquoi sommes-nous contre les prisons, contre toutes les prisons ?

Disons les choses simplement, puisque nous sommes des esprits simples.

Les pensées, les aspirations, les rêves que nous cherchons à exprimer appartiennent à l'humanité depuis la nuit des temps. Une foule de législateurs, de politiciens, d'experts, d'intellectuels et autres défenseurs des idées autorisées ont délibérément compliqué les questions, faisant se sentir stupides et inférieurs tant d'hommes et tant de femmes qui se sont toujours référés au seul livre où l'on peut trouver quelques réponses : celui de l'expérience vécue.

Ils disent que la prison est nécessaire pour punir ceux qui transgressent les règles de la société.

Voyons voir, le concept de « règle » suppose qu'il y ait un libre accord à la base de cette société, un ensemble de normes qui sont volontairement partagées par les individus qui la composent. Mais en est-il vraiment ainsi ? Les gouvernements représentent-ils vraiment la volonté des gouvernés ? Le pauvre consent-il de bon gré à ce que le riche s'engraisse sur son travail ? Le voleur volerait-il s'il avait hérité une usine de son père ou s'il pouvait vivre d'une rente ?

En réalité, telle que cette société fonctionne, nous ne pouvons que décider de comment nous comporter face à des lois que d'autres ont établies pour nous, et qu'un gouvernement a imposées à l'immense majorité des femmes et des hommes.

Avant de se demander s'il est juste ou non de punir par la prison celui qui a enfreint la règle, il convient de se demander : qui décide – et comment – des règles de cette société ?

Ils disent que la prison protège de la violence.

Mais est-ce le cas ?

Pourquoi les pires des violences – nous pensons aux guerres ou à la faim imposée à des millions de personnes – sont-elles parfaitement *légal*es ? Pourquoi est-ce qu'on finit en prison quand on tue par jalousie alors qu'on fait carrière et qu'on devient même un « héros » quand on bombarde une population entière ?

La prison ne punit que la violence qui pose problème à l'Etat et aux riches ou celle qu'il est facile de présenter comme abominable (par exemple, les viols ou certains délits particulièrement cruels sont ainsi utilisés pour enrayer la critique de la prison : « *oui, mais que ferait-on alors des violeurs ?* »). Alors que la violence *structurelle* de la société est, elle, défendue tous les jours par la prison.

Combien y a-t-il d'entreprises qui enfreignent la loi tous les jours ? Et combien de patrons finissent en prison ? Quant aux dits crimes abominables, n'est-il pas révélateur que celui qui fabrique de la fausse monnaie est beaucoup plus lourdement puni que celui qui commet un viol ? Ceci n'est évidemment pas un hasard : la loi sert à défendre la propriété, pas le bien-être des individus.

Ils disent que la loi est la même pour tous.

Et pourtant, en prison, il n'y a pratiquement que des femmes et des hommes sans formation, immigrés ou enfants d'ouvriers, la plupart incarcérés pour des délits contre la propriété, donc des actes profondé-

ment liés à la société dans laquelle nous vivons, au besoin qui la fait tourner du matin au soir : celui de trouver de l'argent. Et nous n'avons pas encore parlé des nombreux prisonniers qui seraient dehors (ou auraient écopé des dites peines alternatives) s'ils avaient tout simplement eu assez d'argent pour se payer un bon avocat.

Ils disent que la prison aide à se racheter ou à se réintégrer dans la société.

Le système carcéral est une manière de soumettre les individus à une comptabilité pénale digne d'une foire : tel crime, tant d'années. La prison empêche les gens de vivre les conflits du début à la fin, de les résoudre (ou non), d'y réfléchir. Comme si l'enfermement avait jamais pu résoudre quoi que ce soit à la place des gens. En plus, qu'y a-t-il de pire que d'être séparé de ses semblables pendant des années et ne rien pouvoir faire de passionnant, condamné à laisser le temps s'écouler, éduqué à faire semblant devant l'assistant social ou le psychologue, habitué à toujours se soumettre au supérieur ?

Et puis il reste encore la question qui n'est jamais posée : Quelle intégration ? Dans quoi ? Dans une société si précieuse, dispensatrice de valeurs si élevées et de relations si égalitaires ? Cette société est à l'inverse bâtie sur l'oppression et dirigée par des valeurs qui maintiennent l'inégalité et l'exploitation. Ainsi, cette société produit la misère quotidienne de laquelle proviennent et à laquelle retournent beaucoup de prisonniers. Cette société justifie l'enfermement de milliers de personnes parce qu'elle a besoin de la prison pour protéger ses fondations, pour préserver l'inégalité.

Nous sommes contre la prison parce qu'elle est née et elle s'est développée pour défendre les privilèges des riches et le pouvoir de l'Etat.

Nous sommes contre la prison parce qu'une société non plus basée sur le profit, mais bien sur la liberté et la solidarité, n'en aurait plus besoin.

Nous sommes contre la prison parce que nous voulons un monde dans lequel les règles sont vraiment décidées en commun.

Nous sommes contre la prison parce que même le pire des crimes a quelque chose à nous apprendre sur nous-mêmes, sur nos peurs, sur nos faiblesses et que ça ne sert à rien de le cacher derrière les murs.

Nous sommes contre la prison parce que les plus grands criminels sont ceux qui en détiennent les clefs.

Nous sommes contre la prison parce que rien de bon n'a jamais grandi sur la coercition et sur la soumission.

Nous sommes contre la prison parce que nous voulons changer radicalement cette société (et par conséquent transgresser les lois), pas nous intégrer pacifiquement dans ses villes, ses usines, ses casernes, ses supermarchés.



Nous sommes contre la prison parce que le bruit de la clef dans la serrure d'une cellule est une torture quotidienne, l'isolement une abomination, la fin de la visite une souffrance, le Temps enfermé un sablier qui tue à petit feu.

Nous sommes contre la prison parce qu'il y a toujours des matons prêts à défendre les abus et les violences, parce qu'elle déshumanise par l'habitude d'obéir et de dénoncer.

Nous sommes contre la prison parce qu'elle nous a arraché trop de jours, de mois, d'années ou d'amis, d'inconnus, de compagnons.

Nous sommes contre la prison parce que les gens que nous avons rencontrés à l'intérieur ne nous ont semblé ni meilleurs ni pires que ceux qui croisent notre existence dehors.

Nous sommes contre la prison parce que la nouvelle d'une évasion nous fait plus chaud au coeur que la première journée de printemps.

Nous sommes contre la prison parce que vu à travers le trou d'une serrure, le monde ne semble peuplé que d'êtres perfides et suspects.

Nous sommes contre la prison parce que le sens de l'équité ne sera jamais contenu dans aucun code.

Nous sommes contre la prison parce qu'une société qui a besoin d'enfermer et d'humilier est elle-même une prison.

Des anarchistes

[A partir de *Au-delà des murs*, numéro unique pour la destruction de la prison et de son monde, Belgique, décembre 2008, p.4]

Brèves du désordre belge

Gand, 25/06 - Vers 2h40, des inconnus ont mis le feu à un distributeur de billets de la Poste dans l'avenue Claeys-Boüuaert. Les pompiers sont venus sur place mais n'ont pas pu éviter que le distributeur brûle entièrement et que dans le bâtiment de la Poste, il y ait des dégâts de suie et d'eau. Rappelons que la Banque de la Poste gère les comptes bancaires des centres fermés et des prisons.

26/06, Anvers - Un prisonnier attaque la directrice adjointe Leen Lion et un maton dans la prison. Il avait fabriqué un couteau en redressant et en aiguisant l'anse d'un seau.

Bruxelles, 30/06 - Quatre inspecteurs de police en civil qui n'étaient pas en service sont reconnus et attaqués par une vingtaine de jeunes sur le parking du cinéma Kinepolis. Les inspecteurs sont envoyés à l'hôpital.

Louvain, 3/07 - Des inconnus ont dégradé une filiale de la banque KBC dans la rue de Paris. Deux imprimantes ont été détruites et le distributeur de billets a été bloqué.

Pervijze, 16/07 - Dans la nuit, une dizaine de voitures garées dans le garage Vanbelleghem ont été détruites par un incendie, probablement d'origine criminelle. Les voitures garées là sont des véhicules qui ont été saisis par la Justice ou par la police. L'incendie a également touché le garage à côté, provoquant des dégâts considérables. Il y a quelque semaines, un incendie similaire s'était déclaré à Rollegem, détruisant environ 20 véhicules saisis.

Deerlijk, 18/07 - Pour la troisième fois en quelques mois, des inconnus ont endommagé la propriété de Luk Schelfout, conseiller municipal du Vlaams Belang [parti d'extrême-droite]. Sa pancarte a été détruite, son drapeau a été volé et quand il a placé une pancarte plus grande, des inconnus l'ont tagué.

Gand, 19/07 - Des inconnus boutent le feu à deux combis de la police dans la nuit. L'incendie a été constaté vers 3 heures dans un garage Volkswagen situé à Leiekaai, où les combis étaient en réparation. Il s'agissait d'un terrain fermé. Les inconnus ont donc d'abord dû forcer l'accès du site avant de s'en prendre aux véhicules de la police.

Merksplas, 21/07 - Deux demandeurs d'asile menacent de se suicider en sautant du toit du centre fermé de Merksplas. La situation est par ailleurs tendue au sein même du centre fermé. Les deux hommes seraient l'un de nationalité algérienne et l'autre de nationalité iranienne. Ils entendent attirer l'attention sur les mauvaises conditions de vie au sein du centre.

Une fois la nouvelle connue dans le centre fermé, des troubles ont éclaté. Des vitres ont été brisées et du mobilier aurait été détruit. Vers 23h, les deux hommes sont descendus du toit. Ce n'est qu'après deux charges de la police anti-émeute que le calme a été rétabli dans le centre.

Laeken (Bruxelles), 21/07 - «*Dans la nuit du 21 au 22 juillet, un distributeur de billets de La Banque de la Poste à Laeken a été incendié. Le slogan "Feu aux prisons" a été tagué à côté du distributeur. Solidarité avec les émeutiers de Merksplas qui se sont affrontés aux flics le 20 juillet !*»

Louvain, 24/07 - Deux détenus de la prison auxiliaire de Louvain prennent une gardienne en otage peu après 18h, et la contraignent, sous la menace d'un couteau qu'ils avaient eux-mêmes confectionné, à les faire sortir de cellule. Ils l'ont libérée un peu plus tard et se sont retranchés dans la bibliothèque de l'établissement pénitentiaire, où ils ont causé des dégâts, boutant le feu à des papiers. Ils ont également utilisé le mobilier et les ordinateurs pour canarder les policiers. Les deux détenus ont demandé un entretien avec le directeur de la prison, mais la solution négociée n'a pas été privilégiée. La police locale de Louvain a fait appel aux unités spéciales de la police fédérale (DSU), qui ont finalement maîtrisé les révoltés vers 21h. Ils ont ensuite été transférés à la prison centrale de Louvain.

Bruxelles, 26/07 - «*Hier soir, un véhicule de FABRICOM GTI garé près du Palais Royal a été incendié. Le véhicule est entièrement détruit.*» Fabricom GTI, du groupe SUEZ, effectue des travaux dans différentes prisons.

Merksplas, 29/07 - Un prisonnier se rebelle dans la prison. Il est rejoint par quatre autres. Du matériel et des éclairages sont brisés avant qu'un début d'incendie entame un couloir, ce qui a entraîné l'évacuation de quelques détenus. La police et les pompiers sont intervenus. Les cinq prisonniers à l'origine des incidents ont été évacués par la police vers 00H45. L'incendie a détruit une aile de la prison.

Gand, 1/08 - Les voitures de deux gardiens sont incendiées vers 3h devant la prison de Gand, De Nieuwe Wandeling. L'un des véhicules a été complètement détruit, tandis que l'autre est fortement endommagé.

Nivelles, 6/08 - Environ 25 prisonniers refusent de réintégrer leurs cellules. Ils posent quelques revendications sur les douches et le sport. Après une heure de discussion avec le directeur, ils réintègrent les cellules.

Namur, 7/08 - Un prisonnier s'évade alors qu'il est emmené à la police judiciaire.

Gand, 7/08 - La voiture de Francis Van den Eynde a été victime de vandales. Ce membre du Vlaams Belang [extrême-droite] précise aussi que les fenêtres de sa maison ont été détruites trois fois par le passé.

Charleroi, 16/08 - Vers 1h30, des inconnus ont lancé des cocktails Molotov contre le commissariat de police de Dampremy, situé rue Wauters, à deux pas de la maison communale. Le début d'incendie qui s'en est suivi a fait partiellement fondre le volet de protection du bâtiment et les flammes ont léché la porte d'entrée.

Vilvorde, 19/08 - Les plaques de signalisation du palais de justice à la Bolwerkstraat à Vilvorde, où la justice de paix et la magistrature sont logées, ont été dérobées, a déclaré la greffière en chef. «*Nous avons remarqué le vol, parce que des visiteurs commentaient à se perdre. Elles ont probablement été volées avant mais nous ne savons pas précisément quand. Nous pensons qu'il s'agit d'un acte d'une personne ressortie frustrée du palais de justice.*»

Steenokkerzeel, 24/08 - Nuit d'émeute et d'incendies dans différentes parties du centre fermé 127bis. Deux des trois ailes sont entièrement détruites. Un prisonnier est blessé en tentant de s'évader.

Steenokkerzeel, 25/08 - Deux banderoles à la sortie d'autoroute E40: «*Beau comme un centre fermé qui brûle ! Solidarité !*»

Liège, 25/08 - Un prisonnier s'évade du palais de Justice. Il sera repris trois semaines plus tard.

Zaventem, 25/08 - Un prisonnier s'évade par le toit du centre fermé 127 situé sur le terrain de l'aéroport de Zaventem (Bruxelles).

Bruxelles, 26/08 - Dans la nuit de mardi à mercredi plusieurs tags en solidarité avec les détenus s'étant mutinés au centre fermé 127 bis sont apparus sur les murs de Bruxelles. Parmi ceux-ci : «*Solidarité avec les émeutiers du 127 bis*», «*dedans/dehors. Attaquons les centres fermés et leur monde*», «*Beau comme un centre fermé qui brûle*», «*émeute au 127 bis - solidarité active*», «*Feu aux centres*», «*Ni centres ni prisons*»... Rappelons que l'émeute qui a éclaté dans la nuit de samedi à dimanche a rendu inutilisable 2 ailes sur 3 du centre fermé. Qu'aujourd'hui l'Etat cherche encore les responsables et que la plupart des détenus ont été transférés vers d'autres centres fermés (Merksplas, Vottem, Bruges). Dans ces institutions, les matons se sont mis en grève pour réclamer plus de «sécurité».

Bruxelles, 19/09 - Dans la nuit du 18 au 19 septembre, le siège de la CGSP (syndicat socialiste) situé 17 rue du Congrès a été attaqué. Plusieurs vitres ont été brisées et un tag laissé sur place : «*matons = bâtards*». Cette attaque a eu lieu alors que les matons entamaient une grève de 24h pour obtenir de meilleures conditions de travail. Cette grève avait été soutenue par le syndicat socialiste.

Bruxelles, 24/09 - Un policier de la zone de Bruxelles-capitale/Ixelles a subi un règlement de comptes de la part d'un groupe de jeunes. Le policier, qui rentrait à son domicile après son travail, a été suivi par un groupe désireux de venger un de leurs amis que ce policier avait interpellé quelques jours auparavant. Le policier a été roué de coups à proximité de son domicile et son torse lacéré au moyen d'un cutter. Les agresseurs lui ont fait comprendre qu'ils voulaient venger leur ami, avant de le dépouiller de ses biens.

Bruges, 27-28/09 - Vers 7h du matin, une mutine-



rie a éclaté dans la section des longues peines. Les détenus ont poussé les gardiens hors de la section, ceux-ci ont pris la fuite. Ensuite, les sections ont été fermées en attendant l'intervention de la police. Le groupe COBRA d'intervention spéciale est arrivé et est intervenu trois heures après. Les dégâts sont très importants dans la section 1 de longues peines. Tout le mobilier a été cassé, des matelas et des couvertures ont été incendiés, les sanitaires sont complètement détruits. Un policier a été blessé lors de l'intervention. La mutinerie est probablement une réponse à la grève des gardiens, pendant laquelle des promenades et des visites ont été annulées. Lors du week-end du 5 au 7 septembre, il y avait déjà eu de petits émeutes. La police avait dû intervenir là aussi.

Schaerbeek (Bruxelles), 6/10 - «Hier nuit, entre 2.30h et 2.45h, nous avons cassé toutes les vitrines de la banque Fintro (Fortis) à Schaerbeek, de la banque Argenta à Schaerbeek et celles du supermarché Delhaize à Saint-Josse. Ainsi, nous avons voulu contribuer à la crise financière».

Rappelons que lundi 6 octobre était "une journée d'action" appelé par les syndicats et compagnie contre la vie chère. Plusieurs piquets de grève ont bloqué les entrées des zones industrielles en Wallonie tandis que dans tout le pays les transports en commun faisaient grève. Dans 30-40 grandes entreprises, les ouvriers ont fait grève. Il y a eu plusieurs actions "symboliques" organisées par des ouvriers ou leurs syndicats comme le blocage de la Banque Nationale à Bruxelles.

Laeken (Bruxelles), 6/10 - «Cette nuit nous avons défoncé à coups de marteaux une caisse de Dalkia à Laeken. Phares, rétros, vitres, carrosserie, tout y est passé. Par ce geste nous voulons saluer les émeutiers de la prison de Bruges. Pour la démolition de toutes les prisons !». Dalkia est une entreprise qui gère l'infrastructure des prisons belges.

Saint-Gilles (Bruxelles), 6/10 - «Nuit du 5 au 6 octobre : tous les mistercash externes de Saint-Gilles ont été mis hors d'état de nuire par encollage de la fente destinée aux cartes bancaires».

Gand, 7/10 - Environ 200 antifascistes bloquent l'accès à l'Université de Gand où devait se dérouler un débat organisé par l'association des étudiants fascistes NSV. Les antifascistes barricadent toutes les portes. Quand les fascistes ont essayé d'entrer (notamment Filip Dewinter, un des chefs du parti fasciste et député national), ils ont été repoussés par des coups etc. Au moins un facho a été transféré à l'hôpital. Le recteur, qui avait donné permission pour le débat, a également reçu des coups. Finalement, la police anti-émeute est intervenue avec l'autopompe.

Bruxelles, 8/10 - Une manifestation contre les centres fermés et les déportations s'est déroulée à partir de l'Université Libre de Bruxelles. Environ 70 personnes ont d'abord fait le tour dans les bâtiments de l'ULB pour ensuite partir en manif sauvage à travers Ixelles et le quartier Midi. Arrivés à la gare du Midi, ils ont occupé pendant plus d'une heure la voie où se trouve le Thalys (TGV belge). Pas d'arrestations.

Laeken (Bruxelles), 8/10 - Il était environ 2h40 lorsque les pompiers de Bruxelles et la police ont été avisés qu'un incendie était en cours au 21 de la rue Marie-Christine, à Laeken. Rapidement, un second appel est arrivé pour un deuxième incendie, un autre distributeur était en feu. À leur arrivée sur place, les secours ont assisté au triste spectacle de dégradations gratuites. «Il y a deux distributeurs, un ING et un autre Dexia, qui ont été détruits», précise la police de Bruxelles-Capitale- Ixelles. Selon les premiers éléments de l'enquête, les incendiaires ont utilisé du papier et des cartons pour bouter le feu aux appareils.

Bruxelles, 23/10 - Vers 1h, des inconnus ont jeté un cocktail Molotov contre le domicile d'un commis-

saire de police bruxellois. Le commissaire visé est le chef de la section qui gère le bâtiment Portalis, le siège principal du Parquet, et le Palais de Justice de Bruxelles. Il est entre autre responsable du transport des détenus et du maintien de l'ordre à l'intérieur du Palais de Justice.

Bruges, 23/10 - Sur le chantier de la forêt Lappersfort, actuellement de nouveau occupé, des câbles ont été coupés et des pompes ont été sabotés à plusieurs reprises. Les dégâts sont estimés à 30 000 euro. L'échevin de Bruges a annoncé le renforcement de la sécurité du chantier, notamment pendant la nuit.

Vottem, 25/10 - Une 70-aîne de personnes bloquent les quatre entrées du centre fermé en s'enchaînant aux grilles, empêchant ainsi les déportations prévues dans la journée. Le même jour, d'autres actions contre les déportations ont lieu aux Pays-Bas et au Danemark.

Beerzel, 3/11 - Trois voitures de la police taguées et couvertes de peinture. Le commissariat est aussi redécoré. Les dégâts sont estimés à des milliers d'euros.

Louvain, 18/11 - Vers trois heures du matin, le feu a été bouté à des déchets de carton et de papier devant deux magasins dans l'avenue principale de Louvain, le Bondgenotenlaan. Les vitres et les façades des deux magasins ont été endommagées. Un incendie s'est ensuite déclaré devant l'entrée du centre commercial dans la Diestsestraat.

Rochefort, 19/11 - Le feu est bouté à des véhicules saisis et entreposés dans un hall du service technique communal vers 1h du matin. Huit voitures et une camionnette ont été détruites par les flammes.

Bruxelles, 19/11 - Un cocktail molotov a été retrouvé dans la nuit entre deux véhicules de police stationnés rue du Viaduc. Celle-ci est située à proximité de la rue du Collège, où est situé le commissariat principal. L'engin incendiaire a été découvert à 4h15. «Si le cocktail s'était enflammé, les deux véhicules auraient été détruits selon le service de déminage», a déclaré le porte-parole du parquet de Bruxelles.

Molenbeek (Bruxelles), 9/12 - «Dans la nuit de 9 décembre, un syndicat de la police (VSOA) à Molenbeek a été attaqué. Toutes les vitres ont été détruites. Solidarité avec la révolte en Grèce ! Contre tous les Etats ! Pour l'anarchie !»

Saint-Gilles (Bruxelles), 10/12 - «Le 6 Décembre, à Athènes, Alexandros a été assassiné par les flics quand il était en train de les attaquer. Depuis, des gens partout en Grèce et ailleurs ont dépassé le premier moment de réponse, choisissant l'offensive contre le système. Avec notre geste modeste de mettre le feu à un véhicule de police (mercredi le 10 Décembre) devant le commissariat de St-Gilles, sous les yeux des flics, nous avons voulu rejoindre cette rébellion. Car la joie de la révolte ne connaît ni frontières, ni limites !»

Auderghem (Bruxelles), 11/12 - «Le 11 décembre, nous avons choisi de bouter le feu à une banque d'ING à Auderghem, Bruxelles, avec un engin incendiaire composé de quelques litres d'essence et deux bombones de gaz, comme signe de solidarité avec la révolte en Grèce et ailleurs».

Ixelles (Bruxelles), 12/12 - «Cette nuit, nous avons incendié la porte de la "pastorale de la communauté grecque" à Ixelles. Solidarité avec les émeutiers de Grèce et de partout dans le monde».

Hasselt, 14/12 - Les gardiens de la prison de Hasselt ont arrêté le travail samedi soir après le refus d'une soixantaine de détenus de regagner leurs cellules après la promenade. La police a pris la relève pour maintenir l'ordre durant la nuit. Les gardiens demandent que les agitateurs de samedi, à l'issue de la promenade, et que les détenus qui ont proféré



Bruxelles, 8 octobre 2008

des menaces soient séparés des autres prisonniers et transférés le plus rapidement possible dans une autre prison. Le syndicat socialiste CGSP souligne que le comportement des prisonniers envers le personnel est "très hostile".

Gand, 16/12 - Des actes de vandalisme ont eu lieu après la dissolution d'une manifestation en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat. La manifestation se déroulait sans incident quand une vingtaine de personnes ont utilisé des marteaux de forgeron pour détruire les vitrines de magasins. Ils ont également lancé des pierres et des bombes de peinture. Des enseignes Geox, Base, Veritas, Swarovski, Sacha, Bel Company, Bart Smit, Europabank et CBF Immobilier ont ainsi subi des dégâts.

Schaerbeek (Bruxelles), 17/12 - Récit du journal *Dernière Heure* : «Il était 17h10 lorsqu'une dizaine de personnes sont entrées [dans un magasin Delhaize de la chaussée de Louvain, à Schaerbeek]. Elles avaient des sacs en main. Elles ont fait leurs courses de manière individuelle», explique un membre du personnel. «Un autre groupe est entré et a hurlé, tout en lançant des tracts en l'air : Participez à la grande distribution des rôles... Il poursuit : «Il y en a un qui a bloqué la porte, les autres ont rempli les sacs. Il n'y a pas eu de panique, mais c'était étrange.» Dès que les sacs de provisions ont été remplis de denrées chères, le groupe, soit plus de 25 personnes, a quitté le supermarché par les portes bloquées par le complice. «Il s'agit de vol. Ils ont dérobé plus de 1.000 euros de marchandises.»

Saint-Josse (Bruxelles), 18/12 - «Dans la nuit de mercredi à jeudi, nous avons bouté le feu à une voiture de police garée devant le commissariat de Saint-Josse. Nous ne nous attaquons pas à la police uniquement parce qu'il arrive qu'elle tue, mais pour ce qu'elle est.»

Schaerbeek (Bruxelles), 19/12 - «Dans la nuit du 18 au 19 décembre, nous avons brûlé une voiture de ISS Cleaning à Schaerbeek. ISS effectue des travaux de nettoyage dans les centres fermés. De Steenokkerzeel à Athènes, feu aux frontières, feu aux papiers, feu à l'Etat.»

[Extrait du site *Suie et Cendres*, brèves de la guerre sociale : <http://suietcendres.blogspot.com>]



Gand, 16 décembre 2008

II FAUT QUE JE CHERCHE UN MOYEN DE SORTIR DE CETTE POURRITURE...

Octave Garnier
(2 décembre 1889 - 5 mai 1912)



Tout être venant au monde a droit à la vie, cela est indiscutable puisque c'est une loi de la nature. Aussi, je me demande pourquoi sur cette terre, il y a des gens qui entendent avoir tous les droits. Ils prétextent qu'ils ont de l'argent, mais si on leur demande où ils ont pris cet argent, que répondront-ils ? Moi je réponds ceci : « Je ne reconnais à personne le droit d'imposer ses volontés sous n'importe quel prétexte que ce soit ; je ne vois pas pourquoi je n'aurais pas le droit de manger ces raisins ou ces pommes parce que c'est la propriété de M. X... Qu'a-t-il fait plus que moi pour que ce soit lui seul qui en profite ? Je ne réponds rien et par conséquent j'ai le droit d'en profiter selon mes besoins et, s'il veut m'en empêcher par la force, je me révolterai et à sa force je lui opposerai la mienne car, me trouvant attaqué, je me défendrai par n'importe quel moyen. »

C'est pourquoi à ceux qui me diront qu'ils ont de l'argent et qu'alors je dois leur obéir, je leur dirai : « Quand vous pourrez démontrer qu'une partie du tout représente le tout, lorsque ce sera une autre terre que celle sur laquelle vous êtes né comme moi et un autre soleil que celui qui vous éclaire [qui] a fait pousser les arbres et mûrir les fruits, quand vous m'aurez démontré cela, je vous reconnaitrai le droit de m'empêcher d'en vivre, car, d'où sort l'argent : de la terre, et l'argent est une partie de cette terre transformé en un métal que l'on a appelé argent et une partie du monde a pris le monopole de cet argent et a, par la force, en se servant de ce métal, forcé le reste du monde à lui obéir. Pour ce fait, ils ont inventé toutes sortes de systèmes de tortures telles que les prisons, etc. »

Pourquoi cette minorité qui possède est-elle plus forte que la majorité qui est dépossédée ? Parce que cette majorité du peuple est ignorante et sans énergie ; elle supporte tous les caprices des possédants en baissant les épaules. Ces gens sont trop lâches pour se révolter et, bien mieux, si parmi eux il y en a qui sortent de leur troupeau, ils s'efforcent de les y empêcher soit exprès, soit par leur bêtise,

mais ils sont aussi dangereux l'un que l'autre. Ils se réclament de l'honnêteté mais sous leur marque se cache une hypocrisie et une lâcheté qui n'est pas discutable.

Que l'on me montre un honnête homme !

C'est pour toutes ces choses que je me suis révolté, c'est parce que je ne voulais pas vivre la vie de la société actuelle, et que je ne voulais pas attendre que je sois mort pour vivre que je me suis défendu contre les oppresseurs par toutes sortes de moyens à ma disposition.

Dès mon plus jeune âge, je connus déjà l'autorité du père et de la mère et avant d'avoir l'âge de comprendre je me révoltai contre cette autorité ainsi que celle de l'école.

J'avais alors treize ans. Je commençai à travailler ; la raison me venant, je commençai à comprendre ce que c'était que la vie et l'injure sociale ; je vis les individus mauvais, je me suis dit : « Il faut que je cherche un moyen de sortir de cette pourriture qu'étaient patrons, ouvriers, bourgeois, magistrats, policiers et autres ; tous ces gens me répugnaient, les uns parce qu'ils supportaient de faire tous ces gestes. » Ne voulant pas être exploité et non plus exploiteur, je me mis à voler à l'étalage ce qui ne rapportait pas grand-chose ; une première fois je fus pris, j'avais alors dix-sept ans ; je fus condamné à trois mois de prison ; je compris alors ce que c'était que la justice ; mon camarade qui était prévenu du même délit puisque nous étions ensemble, fut condamné à deux mois et avec sursis. Pourquoi, je me le suis toujours demandé. Mais je puis dire que je ne reconnais à personne le droit de me juger, pas plus un juge d'instruction qu'un président de tribunal, car personne ne peut connaître les raisons déterminantes qui me font agir ; personne ne peut se mettre à ma place, en un mot personne ne peut être moi.

extrait de *Mes Mémoires*,
manuscrit retrouvé à Nogent-sur-Marne